



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

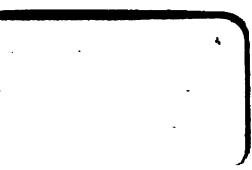
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



DPO
Société





BULLETINS

DE LA

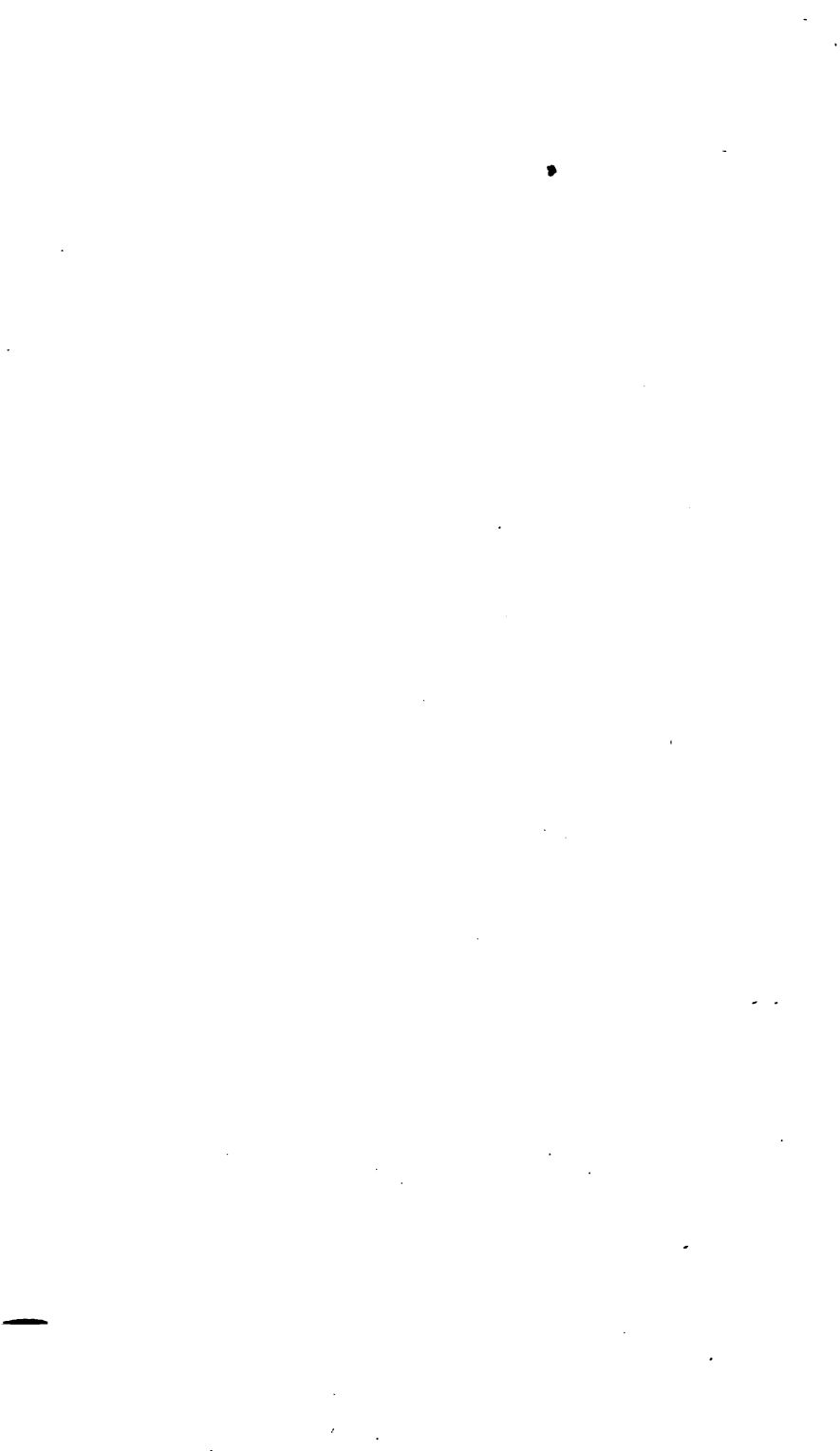
SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES

DE PICARDIE.

*Acquis
Bibliothèque
Bibliothèque*

170

~~*3432*~~



BULLETINS

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

Tom. X. — 1868-69-70.



PARIS.

Librairie de J.-B. DUMOULIN, 13, Quai des Augustins.

AMIENS,

Imprimerie CAILLAUX, rue du Logis-du-Roi, 13.

1870.



n -
11130.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance du 14 Janvier 1868.

Présidence de M. SALMON, vice-président.

L'ordre du jour appelle l'installation du Bureau qui se compose, pour l'année 1868, de MM. l'abbé JOURDAIN, *président* ; BAZOT, *vice-président* ; VION, *secrétaire-annuel*, élus dans la séance du 10 décembre 1867.

M. Salmon prononce l'allocution suivante :

MESSIEURS,

Je ne puis quitter ce fauteuil que des circonstances imprévues et bien indépendantes de ma volonté m'ont fait occuper seul pendant près d'une année, sans vous remercier du bienveillant concours par lequel vous m'avez rendu faciles des fonctions qui, pour moi plus que pour tout autre, auraient présenté de grandes difficultés.

Ces remerciements, Messieurs, ne vous les dois-je pas d'ailleurs pour les suffrages qui, pendant cinq ans, m'ont maintenu à un poste dont l'amitié la plus indulgente pouvait seule me juger digne. Ce

poste, du reste et je me hâte de le dire, dans ma pensée comme dans la vôtre sans doute, ne devait être qu'une sinécure. Vous connaissiez le zèle et l'infatigable activité du collègue que vous aviez appelé à l'honneur de vous présider et, sous son habile direction, il était naturel de penser que notre Compagnie n'avait besoin de trouver dans son Vice-Président qu'une bonne volonté un peu passive qui semblait n'avoir guère à craindre d'être mise à l'épreuve. Je n'ai pas besoin de vous rappeler les circonstances qui, en provoquant un éloignement regrettable, ont brusquement changé une situation que j'aurais voulu voir se continuer jusque la fin de notre mandat. Si je crois cependant y faire allusion, c'est pour vous remercier, Messieurs, de l'esprit de concorde et de modération qui vous a tous animés pendant les longues et importantes discussions qui ont rempli plusieurs de nos séances, discussions dans lesquelles a toujours régné la cordialité la plus parfaite et dont l'antagoniste et l'aigreur qui auraient pu si aisément s'y glisser, ont constamment été bannis.

En vous remerciant tous, Messieurs, du concours intelligent et dévoué que vous avez apporté à l'œuvre commune, je dois spécialement un témoignage de gratitude aux autres membres du Bureau qui ont bien voulu me seconder l'un en présidant, comme doyen d'ancienneté, deux séances où j'avais été dans l'impossibilité de me rendre, l'autre par le soin et l'exactitude avec lesquels il a rédigé ses nombreux et importants procès-verbaux. Je dois surtout remercier notre excellent Secrétaire-perpétuel, dont la Société se plait, au commencement de l'année, à reconnaître par un vote unanime de remerciements les services exceptionnels et dévoués qu'une distinction bien méritée est venue récompenser le 30 août dernier.

L'année qui vient de s'écouler, Messieurs, ai-je besoin de vous le rappeler, a été laborieuse et difficile. Vous avez montré par votre unanimité dans le dissentiment fâcheux qui s'est élevé entre la ville d'Amiens et la Société des Antiquaires de Picardie, la fidélité avec

laquelle vous entendiez maintenir la lettre et l'esprit de nos engagements. Le résultat de nos délibérations sur l'avenir du Musée Napoléon prouve une fois encore la vérité du proverbe *l'Union fait la force*. J'aime à croire que la solution de ce grave différend viendra un jour; dans le sens que nous souhaitons tous, confirmer cet autre adage : *Labor improbus omnia vincit*.

Cette solution tant désirée nous la devons sans doute aux dévoués collègues que vous avez choisis pour composer le Bureau de 1868. Leur zèle nous est connu, ils en ont donné de bonnes preuves et tout nous fait espérer que leur sagesse et leur prudence sauront mener l'œuvre à son terme et atteindre le but qui sera la réalisation de nos vœux, en même temps que celle de nos engagements : la communalisation, (permettez-moi ce mot créé pour la circonstance par un des plus habiles administrateurs qu'ait eus notre ville ; je n'en trouve pas d'autre qui rende aussi bien ma pensée) la communalisation du Musée Napoléon.

Les nombreuses préoccupations qui ont assailli notre Société pendant le cours de l'année qui s'achève, ne lui ont pas fait négliger néanmoins les études qui sont l'une de ses principales missions. Cette année, Messieurs, vous pourrez, espérons le, vous y consacrer exclusivement ; et, pour en avoir l'assurance, je n'ai besoin que de connaître les noms de ceux de nos collègues que vous avez choisis pour composer votre Bureau : sous la direction de l'un des savants auteurs des *Stalles de la Cathédrale d'Amiens*, avec le concours que lui apportent le judicieux numismate qui est chargé de le seconder et l'habile écrivain auquel nous devons *l'Histoire de Pierre l'Hermite*, la Société des Antiquaires de Picardie ne pourra que s'appliquer avec un redoublement de zèle et d'activité aux travaux si attachants et si variés que lui prescrit sa devise : *Nosce patriam*.

M. l'abbé Jourdain, président élu, prend place au fauteuil et s'exprime ainsi :

MESSIEURS,

C'est bien à propos que la noble devise de notre blason vient d'être rappelée. Le but essentiel de notre institution et le programme de tous nos devoirs est renfermé dans ces deux mots : *Nosce patriam* ! Je m'y attache ; et je veux commencer par vous parler d'une question qui se rencontre la première sur le chemin de ma pensée, quoique contenue dans le second seulement des deux mots de notre devise, *Patriam*....

La raison de notre répugnance à voir passer le Musée, des mains de la Ville, en d'autres mains, tient, on l'a dit mille fois, à un sentiment patriotique, à ce sentiment inné et persistant qui nous fait voir quelque chose de ce que nous aimons le mieux : la patrie, la patrie comme en détail, dans ces tombeaux, dans ces vases, dans ces manuscrits, dans ces chartes arrachés à l'oubli, et survivants ranimés par nous, de nos chers aïeux.

Or, ce sentiment, Messieurs, dites-moi s'il ne s'attachera pas un jour, s'il ne s'attache pas déjà à ces pierres amoncelées et mises en sublime ordonnance sous la savante inspiration d'un groupe d'hommes que nous sommes heureux et fiers de saluer dans nos rangs comme les courageux édificateurs qui ont, je ne dis pas, donné sa pareille à l'œuvre sans pareil de Robert de Luzarches, mais qui ont posé hardiment dans nos murs la question de savoir lequel est le plus beau de l'art gothique ou de l'art grec ; dites-moi si le Musée Napoléon, cette autre grande œuvre née de l'amour de la science et de l'amour de la commune, ne doit pas tenir aux entrailles mêmes du pays, et être aimé comme le pays ?...

Oui, et voilà, en dernière analyse, pourquoi Musée et collections, la grande ville d'Amiens a souhaité un jour de posséder tout cela, pourquoi elle nous a fait promettre de lui faire cession de tout cela à titre de donation ; pourquoi, liés de notre côté par des engagements sérieux et poussés par l'enthousiasme de l'amour du pays,

nous la pressons cette chère ville d'Amiens, notre mère et notre honneur, d'accepter ce royal accroissement de sa richesse immobilière et de son apanage municipal.

Quelques considérations d'économie administrative ont paru la faire hésiter un instant.

Nous ne pouvons que louer tout d'abord la prudence des hommes expérimentés qui ont en main la garde de nos intérêts communaux; mais aussi nous nous félicitons de savoir que leur esprit éminemment communal égale leur prudence; et, qu'à l'heure qu'il est l'attention de notre édilité se porte sérieusement sur l'examen de certaines combinaisons à l'aide desquelles il sera désormais possible de donner satisfaction à l'instinct patriotique qui fait vouloir à tout le monde, aussi bien au sein du Conseil municipal que dans cette salle de vos séances et à tous les foyers de la cité, que, ce qui a été fait pour appartenir à la Commune, ce qui a été donné à la Commune, ce qui ne peut aller de droit qu'à la Commune, aille à la Commune, et soit, à tout jamais communal.

Ce vœu sera réalisé, Messieurs, la grande cause de la communalisation du Musée Napoléon ne peut tarder à être complètement gagnée. Les adversaires vraiment sérieux de cette rationnelle et noble idée ne forment qu'une minorité imperceptible, le plus grand nombre, ceux dont aucun parti pris n'enchaîne à priori la liberté d'examen, n'ont jamais réprouvé, en principe et au fond, la communalisation; et ils ne reculeraient que devant les impossibilités matérielles, ou devant la crainte de voir nos galeries appauvries et nues par suite de l'enlèvement des toiles venues du Louvre et confiées à nos soins à titre de dépôt.

La lumière se fait maintenant, les préventions tombent, les malentendus disparaissent.

Tout le monde sait que l'entretien du Musée ne peut pas creuser d'abîme dans la Caisse municipale, que les charges qu'il doit

imposer au budget ne peuvent que diminuer progressivement à mesure que s'accroîtra, comme elle est en voie de s'accroître, la fortune publique : et que ces charges, dans tous les cas, ne seront jamais en proportion avec les services qu'un établissement de cette sorte et de cette importance est appelé à rendre à la Ville en l'aidant à maintenir son rang de grande cité, en attirant dans son sein le monde savant et artistique, et en constituant sous sa main une école des beaux-arts en même temps qu'un élément actif de moralisation. Et qui peut douter que les moyens d'obtenir ces précieux résultats ne nous soient assurés, assurés dès maintenant, et surtout pour l'avenir.

La direction des beaux-arts qui a eu tant de confiance, et une confiance si bien justifiée, dans l'hospitalité magnifique qu'une simple Commission a offerte aux chefs-d'œuvre des Musées impériaux, peut-elle manquer de rencontrer plus de garantie encore dans la responsabilité acceptée par l'Administration puissante d'une grande cité.

Mais je me hâte d'ajouter qu'à côté de ces trésors artistiques, en supposant qu'ils nous restent, ou bien à leur défaut, si j'admets que des nécessités administratives nous condamnent à les voir partir, nos collections locales, vous le savez, Messieurs, sont déjà considérables et précieuses en elles-mêmes ; elles ont le mérite inestimable d'être à nous ; et, douées que je les crois, par leur nature, d'une propriété mystérieuse pareille à celle de l'aimant, elles ne peuvent manquer d'attirer vers elles et de s'assimiler les richesses nombreuses qui dorment oubliées et inertes dans les cabinets et les bibliothèques particulières, et qui, vos galeries et vos vitrines en renferment déjà plus d'une preuve, deviennent volontiers l'héritage assuré de la famille communale, mais non jamais, que je sache, l'héritage de l'Etat. Voilà pour l'avenir.

L'avenir, Messieurs, fait défaut aux individus, non aux nations ;

et il fera, vous partagez ma confiance, n'est-ce pas, l'avenir fera qu'é, l'obscur Musée de la nation picarde grandira, et prendra rang un jour parmi les grands et célèbres Musées de la nation française et des autres nations.

Mais il est bien entendu, je le suppose dans tout ce que je viens de dire, et vous comprenez comme moi que, de tous ces trésors que nous admirons, que nous sommes jaloux de posséder, le plus précieux, quoique le plus moderne, est assurément l'édifice lui-même. Or, voici le petit argument que je cherche depuis un instant à glisser ici : la Ville consentirait-elle à aliéner, à donner surtout pour rien, un seul des tableaux, des manuscrits, des émaux, des œuvres d'orfèvrerie antique dont elle est propriétaire et que nous gardons pour elle dans ces enceintes ? Y consentirait-elle quand même on lui assurerait de ces choses le plein usufruit et la jouissance perpétuelle, incessable et insaisissable ?

La réponse jaillit de la question.

J'en conclus, qu'à plus forte raison il est impossible, radicalement impossible, que la Ville se détermine à aliéner jamais, à donner pour rien, le premier, le plus inestimable de ses joyaux, le splendide écrin qui les renferme et les protège tous. Cela est impossible à une Administration qui a, comme la nôtre, le sentiment du beau et l'intelligence des vrais intérêts du pays, impossible à une Administration qui comprend que, pour la foule et pour la famille municipale tout aussi bien que pour les individus, la suprême jouissance ne tient pas seulement au droit d'user, mais réside dans le sentiment de la propriété.

Non, Messieurs, la propriété de notre Musée n'échappera pas aux mains de la ville d'Amiens ; Amiens aura son Musée de Picardie, comme Paris a les Musées de France.

Je ne suis pas prophète ni fils de prophète, je suis encore moins le moniteur de notre édilité ; et cependant il me semble que le jour

approche, et il sera un des jours de gloire pour les représentants que nos suffrages ont portés à l'Hôtel-de-Ville, le grand jour approche où Amiens pourra compter un palais parmi ses édifices communaux, et inscrire à son frontispice, au-dessous de cette immortelle dédicace : *Musée Napoléon III*, cette autre dédicace immortelle aussi : *Musée communal*.

Mais votre Président nouveau, Messieurs, voit bien autre chose encore dans votre blason que le mot *Patriam* au nom duquel il revendique avec vous, pour votre ville natale ou d'adoption, la propriété et la communalité du Musée ; il y voit, avec son honorable prédécesseur et ami M. Salmon, le but le plus essentiel et le plus large de votre institution : l'Etude, *Nosce*.

La question du Musée, si grande et si importante qu'elle soit, a eu cependant cet inconvénient, on vient de nous le dire, de venir se placer comme un obstacle entre nous et ce but.

Encore quelques efforts de persévérance et de circonspection, et l'obstacle aura disparu, et nous serons rentrés dans les conditions de calme, de paix et d'entière liberté d'esprit nécessaires aux travaux scientifiques.

Quelque prochain, toutefois, que soit ce jour, ne l'attendons pas pour nous remettre au travail. Préparons, je vous en prie, une année féconde ; et hâtons nous de semer malgré les derniers retentissements de l'orage.

C'était seulement pour vous dire cela que j'avais pris ma plume. Vous trouverez que je me suis écarté, mais non égaré.

Aussi bien est-il vrai que vous n'avez pas besoin d'être exhortés au devoir des pacifiques études ni par le texte de votre blason, ni par la robe que j'ai l'honneur de porter, ni par une mercuriale plus ou moins autorisée. Votre écu, c'est vous qui l'avait fait ; la robe des hommes de paix et d'étude c'est vous qui lui donnez ici un rang et une autorité qui surpassent de beaucoup, je vous assure, tous les

rêves de mon ambition ; la mercuriale, je n'en saurais faire de plus éloquente ni de plus digne de vous que celle qui retentit tous les jours au fond de votre conscience de savants et de vos cœurs amis des choses sérieuses.

Écoutons ensemble toutes ces voix. Et, qu'au jour, où nos honorables collègues de la Commission ministérielle de construction en vous remettant le colossal monument fruit glorieux de leur intelligence et de leur dévouement, viendront nous dire avec un sentiment de bien légitime satisfaction leur *Exegi monumentum*, ils nous trouvent, nous, en plein travail de construction d'un monument plus digne encore d'intérêt, s'il est possible, et dont on peut dire, si parfait qu'il soit toujours, qu'il n'est jamais fini. J'ai nommé les Mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie. Leur place est marquée dans toutes les bibliothèques de l'Europe savante ; qu'elle ne soit jamais vide. Les matériaux abondent, que les ouvriers ne manquent pas. Mon premier devoir aujourd'hui est de faire appel à leur bonne volonté, à leur zèle, à leur amour des découvertes et de l'érudition. Remuer la poussière des manuscrits, fouiller nos vieux quartiers et le sol que d'autres générations et d'autres peuples ont foulés, étudier la vieille Cathédrale orgueil de notre province et nos églises de villages fécondes aussi en trésors cachés, déchiffrer les monnaies, dire l'âge des œuvres d'art antique, manier la plume, le ciseau, la palette, le compas, tout cela, Messieurs, est œuvre de science ; et oncques n'est mieux appliquée la loi d'une légitime et pacifique égalité que lors qu'est donné le titre de Société savante à ces familles d'hommes sérieux s'occupant de choses fort diverses, mais où s'exerce très-efficacement l'intelligence et, quelquefois le génie.

A l'œuvre donc, Messieurs, un temple est fait ; faisons un autre temple ; « Faisons un petit temple dans le grand temple », comme dit Bossuet, ou plutôt, pour me reprendre comme se reprend l'aigle

de Meaux, « Faisons un grand temple dans un petit temple ». Le petit temple, c'est la pierre de taille ; le grand temple, c'est l'homme en qui est le feu sacré de Dieu, du savoir et du vrai.

J'ai dit que les éléments du travail abondent autour de nous ; j'ajoute que les plus intéressants et les plus spéciaux pour une Société d'Antiquaires sont peut-être nos collections elles-mêmes dont l'histoire et la monographie n'est pas faite. Et à ce point de vue encore notre Musée résume pour nous le pays, et doit être notre grande salle d'étude communale.

Je remercie mon honorable collègue et ami de m'avoir entraîné dans ces considérations en citant si judicieusement notre *Nosce patriam* dans la belle allocution que vous venez d'entendre. Sa longue et laborieuse présidence a d'ailleurs préparé les voies à l'ère de paix que votre Bureau nouveau a à cœur d'inaugurer. Mes collaborateurs et moi nous mériterons, je l'espère, les honnêtes compliments qu'on vient de nous faire.

Nous nous souviendrons que, choisis par vous au sein d'une Commission que vous aviez placée à vos avant-postes au jour de la lutte et dont vous avez approuvé, pour la quatrième fois, la ligne de conduite par votre vote du mois dernier, notre programme se résume en ces termes : Redoublement d'activité dans les travaux archéologiques ; maintien de la destination première du Musée Napoléon ; double espérance, double but plus ou moins précisé dans les deux mots auxquels revient tout l'honneur de cette séance, parce qu'ils sont d'ailleurs la formule de notre Statut fondamental : *Nosce patriam* !...

Ce discours, plusieurs fois interrompu par des marques de vive sympathie, a été accueilli par d'unanimes applaudissements.

Reprenant ensuite, de vive voix, la parole, M. le Pré-

sident annonce qu'il a l'intention de proposer, en son temps, la formation d'une Commission ayant pour but de composer un catalogue raisonné de tous les objets formant la collection du Musée.

Ce projet, dont plusieurs membres approuvent immédiatement les utiles applications et la grande portée, est accueilli avec une satisfaction marquée.

Le Président demande si la Société veut procéder à la rénovation des Commissions au scrutin secret, ou en laisser la nomination directe au président et séance tenante. Ce dernier parti est adopté.

La Commission d'impression se trouve composée, pour l'année 1868, de : MM. GARNIER, DUVAL, CORBLET, REMBAULT, SALMON, VION.

La Commission du Musée restera provisoirement maintenue comme il suit : MM. BAZOT, GARNIER, DUTILLEUX.

La Commission de recherches est également maintenue : MM. BAZOT, CORBLET, POUY, REMBAULT, VION.

Reste également maintenue la Commission spéciale pour la cession du Musée : MM. JOURDAIN, BAZOT, DUVAL, HESSE, VION.

— M. De Forceville appelle l'attention sur la situation actuelle de la cession du Musée à la Ville. Il désirerait savoir si la Commission de construction se considère comme ayant terminé son mandat, si elle a réglé ses comptes de gestion. Il demande s'il n'est pas opportun d'examiner, dès maintenant, avant que soit finie la question de transmission à la Ville, comment se fera l'administration même et la conservation du Musée.

Il est répondu que ces questions, très-importantes,

sont en même temps fort délicates, et qu'il y a convenance d'y procéder avec prudence et tempérament. On espère que, pour la prochaine séance, on aura recueilli de nouvelles lumières à cet égard. L'affaire n'était pas, du reste, à l'ordre du jour.

— M. Garnier lit une note de M. Arthur Demarsy, relative à la date de la mort de Jacques Rohault, note complémentaire à celle donnée précédemment par M. Bazot. Selon M. Demarsy, il ne serait nullement démontré, comme cela a été prétendu par certains auteurs, que les restes de Rohault avaient été portés à St.-Etienne-du-Mont et mis dans le tombeau de Descartes, son maître et son ami. — En revanche, il est établi que Rohault fut l'ami de Molière, qui avait dans sa bibliothèque un exemplaire de sa physique, et auquel il servit d'intermédiaire pour prêter au père de l'illustre comédien l'argent nécessaire à celui-ci pour faire réparer sa maison du Pilier-des-Halles. (Voir page 24).

— Lecture est ensuite donnée par M. le Secrétaire-perpétuel d'une lettre de M. Ch. Gomart, par laquelle celui-ci fait hommage à la Société d'un plan de la ville de Roye. M. Gomart a trouvé ce plan-manuscrit dans la *Topographie de la France*, à la Bibliothèque de l'Arsenal; et il s'est empressé de le relever et de le faire lithographier avec le concours de MM. Bertin, maire de Roye, et Coët, membre titulaire de la Société. Cette lettre entre dans quelques détails explicatifs ayant pour objet de faire comprendre la corrélation entre l'état actuel et l'état ancien de la ville de Roye.

Dans un coin de ce plan, au-dessous des *Armes de la*

Ville, se trouve une vue de Roye vers 1770, communiquée par M. Coët, et représentant le couvent des Minimes, la collégiale de St.-Florent et d'autres établissements qui ont disparu.

M. Gomart espère que la Société accueillera avec bienveillance ce travail et lui accordera l'hospitalité dans ses Mémoires. La Société reçoit avec satisfaction cette communication et la renvoie, pour la conclusion, à la Commission de publication.

Séance du 11 Février 1868.

Présidence de M. l'abbé JOURDAIN.

M. le Ministre de l'Instruction Publique annonce qu'à l'occasion de la distribution des récompenses accordées aux Sociétés savantes des départements, à la suite du Concours de 1867, le samedi 18 avril 1868, il y aura à la Sorbonne quatre jours de lectures publiques, les 14, 15, 16 et 17 avril prochain. Dans les deux sections d'histoire et d'archéologie, aucun mémoire ne sera admis pour les lectures s'il n'a été préalablement lu devant une Société et jugé digne par elle d'être proposé pour la lecture publique. Les manuscrits devront être transmis au Ministre, au plus tard, le 25 mars. La durée de chaque lecture ne devra pas excéder vingt minutes. Des billets à prix réduits valables du 6 au 20 avril, seront concédés par les Compagnies de chemin de fer aux membres délégués par les Sociétés savantes.

— Le Président de la Société de Géographie de Paris, M. P. de Chasseloup-Laubat, sénateur, informe que M.

Gustave Lambert va entreprendre une série de conférences dans les principales villes de France, pour subvenir aux frais d'une expédition scientifique au Pôle-Nord. La Société de Géographie, qui a accepté le patronage de cette souscription, sollicite la coopération de la Compagnie.

— M. de Mortillet annonce que, ne pouvant pas garder sa *collection préhistorique* à cause de ses fonctions d'administrateur du Musée de St.-Germain, il la met en vente, à son grand regret ; il en envoie le catalogue détaillé, avec le dessin des principaux types.

— M. Corblet lit, au nom de M. Grimaux, professeur à Fribourg, une demande de renseignements sur la famille Tercier, présumée d'origine picarde, dont un des membres serait mort à Amiens.

On indique M. Dubois, chef de bureau à la Mairie, comme pouvant fournir quelques renseignements.

— M. Bazot lit son rapport sur le compte des recettes et des dépenses de la Société pendant l'année 1867.

— M. le Président nomme la Commission chargée d'examiner ce compte, et qui se composera de: MM. HESSE, POUY et REMBAULT. .

— M. Garnier présente un état du dépôt des publications de la Société au 1^{er} janvier 1868.

— M. Jourdain, président, entretient la Société du projet qu'il avait annoncé, dans la séance de janvier, de l'organiser en un certain nombre de sections correspondantes aux diverses spécialités représentées dans le Musée, à l'effet d'arriver à la formation d'un catalogue raisonné des objets qu'il renferme.

Une discussion générale s'engage d'abord sur les avan-

tages et les inconvénients de cette organisation, ensuite sur la classification qu'il faudrait adopter.

— M. le Président invite les membres présents à se repartir, séance tenante, dans les principales sections indiquées. En conséquence les Sections se trouvent ainsi composées :

Bibliographie: MM. CORBLET, GARNIER, LELEU, POUY, REMBAULT.

Beaux-Arts : MM. ANTOINE, CRAUCK, DUVETTE, DUTILLEUX, DE FORCEVILLE, HERBAULT, LE TELLIER, POUY.

Numismatique et Sigillographie: MM. BAZOT, DUTILLEUX, GARNIER.

Archéologie, époque préhistorique et celtique : MM. GARNIER, LELEU, VION.

Moyen Age: MM. CORBLET, DUTILLEUX, DUVAL, JOURDAIN, SALMON.

— M. le Président ayant demandé à M. l'abbé Corblet, vice-président de la Commission de construction du Musée, s'il était en mesure de donner à la Société quelques explications vivement désirées par elle sur la situation réelle de cette Commission, et sur l'état actuel des comptes relatifs à cette œuvre, M. Corblet déclare qu'il saisit avec empressement l'occasion qui lui est offerte à lui et à ses collègues de la Commission, pour faire connaître catégoriquement à la Société des Antiquaires la situation relativement avantageuse où l'entreprise de construction et d'administration du Musée Napoléon a été amenée jusqu'aujourd'hui.

A la dernière séance de la Commission de construction, tenue en décembre 1867, le déficit réel, toute défal-

cation faite de ressources disponibles ne s'élevait pas au-delà de 4000 francs; d'autre part, la Commission toute entière, à l'exception de M. Dufour, a remis sa démission entre les mains de M. le Conseiller d'Etat, Préfet de la Somme, qui s'est chargé de la transmettre à M. le Ministre de l'Intérieur. — Jusqu'ici l'annonce de l'acceptation de cette démission collective n'est pas encore, il est vrai, parvenue à Amiens; mais M. Corblet déclare, après s'en être entendu avec ses collègues, que leur démission a été irrévocablement donnée, et qu'ils ont la ferme volonté de rester étrangers à l'administration du Musée.

M. Corblet ajoute que, selon lui, la Société devrait immédiatement procéder à la nomination d'une autre Commission, émanant directement d'elle.

M. le Président remercie M. Corblet de cette importante déclaration dont il pense qu'il y a lieu de donner acte à la Commission.

M. Bazot et quelques autres membres soutiennent qu'il faut attendre une complète approbation officielle du compte, avant de relever de ses fonctions et de sa responsabilité la Commission de construction.

La Société consultée est d'avis qu'il y a lieu de surseoir à la séance ultérieure à la nomination d'une Commission administrative des collections du Musée.

En attendant, M. le Président est invité à faire une démarche personnelle auprès de M. le Préfet, pour apprendre de lui si la démission de la Commission sera bientôt acceptée, si la comptabilité est officiellement considérée comme régulière, si le Musée Napoléon est enfin

envisagé, dès à présent, par l'Administration supérieure, comme soumis à la gestion de la Société.

— M. Antoine appelle l'attention sur l'opportunité qu'il y aurait, à l'époque de la reprise des travaux de construction, de recommander aux entrepreneurs publics ou particuliers, par un avis inséré dans les journaux, de vouloir bien réserver pour le Musée les objets intéressants que leurs fouilles mettraient à découvert.

La Société décide qu'une note sera adressée aux journaux, et MM. Bazot et Garnier sont désignés pour recevoir les trouvailles présentées à la Société.

Séance du 17 mars 1868.

Présidence de M. l'Abbé JOURDAIN.

— M. le Ministre de l'Instruction publique signale quelques lacunes existant à la Bibliothèque des Sociétés savantes dans les collections de la Société des Antiquaires de Picardie, notamment dans les bulletins.

— M. de Caumont informe que le Congrès des délégués de Sociétés savantes dirigé par l'Institut des Provinces aura lieu, en 1868, le 20 avril, rue Bonaparte 44, à Paris. La Société est priée de nommer des délégués. — Il ajoute que le Congrès scientifique de France s'ouvrira en 1868, à Montpellier, le 1^{er} décembre.

— M. l'abbé De Cagny, curé d'Ennemain, adresse, au sujet d'une citation de M. Rembault, insérée dans le dernier bulletin de la Société, de deux passages contradictoires du chanoine de Sachy sur le lieu de la naissance du P. Longueval, une réclamation au profit des

recherches précédemment faites par lui, et qui seront complétées dans le deuxième volume de sa nouvelle histoire de l'arrondissement de Péronne.

— M. le marquis de Godefroy-Méniglaise écrit à la Société qu'en visitant, à la bibliothèque de l'Institut, une nombreuse collection provenant de sa famille, il a rencontré une longue lettre en trois pages in-folio, adressée, le 16 juin 1644, au garde des sceaux Séguier, par le sieur De Noyers, envoyé à Amiens pour inspecter les travaux de la citadelle. Cette lettre contient une description navrante de la misère de cette ville, affligée de nouveau par une maladie contagieuse, écrasée d'impôts et de dettes, et que cependant un traitant poursuivait de ses vexations.

Invité par M. le Secrétaire-perpétuel à prendre copie de cette lettre et à l'adresser à la Société, M. de Godefroy-Méniglaise y joint la copie d'une réclamation tendant à conserver à la Ville l'élection libre de ses magistrats, à la date du 25 septembre 1636. (Voir page 23).

— M. Pouy fait hommage d'une thèse historique du XVIII^e siècle, afin de réaliser la pensée dont il a eu l'initiative de former pour la Société, une collection de ce genre. La thèse qu'il offre aujourd'hui est ornée d'un beau portrait gravé de S. Jérôme.

— M. l'abbé Jourdain, président, rend compte de ce qu'il a fait depuis la dernière séance, dans l'intérêt d'une prompte et convenable solution de l'affaire du Musée. Il donne lecture de la lettre suivante adressée par lui, le 10 février, à M. le Préfet de la Somme.

MONSIEUR LE PRÉFET,

La Société des Antiquaires de Picardie, dans sa séance du 11 de ce mois, a été informée par M. le Vice-Président de la Commission du Musée Napoléon, que tous les membres de cette Commission, à l'exception d'un seul, avaient eu l'honneur de déposer leur démission entre vos mains, en vous priant de la transmettre à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. le Vice-Président a fait cette communication à la Société en son nom personnel et au nom de ses collègues démissionnaires.

Il a déclaré que cette détermination de leur part était motivée par ce fait que les travaux de construction étaient terminés, et que la part qu'ils avaient prise à l'administration du monument et des collections qu'il renferme n'ayant été pour eux qu'une conséquence morale et obligée de leur mission principale, ils se croyaient déchargés de leur mandat ; et que à dater du jour du dépôt de leur démission, ils avaient cessé d'administrer soit le monument, soit les collections.

La Société a dû prendre acte de cette délibération. Mais, en même temps, s'est posée pour elle la question de savoir si elle devait instituer immédiatement une Commission nouvelle d'administration, jusqu'à ce que le sort du Musée fût fixé ; ou bien s'il était convenable et prudent d'attendre que M. le Ministre et vous, M. le Préfet, vous vous fussiez prononcés sur la démission de ces Messieurs.

La Société ne voudra rien faire, je le crois, sans vous avoir d'abord confié ses préoccupations et sans avoir pris conseil de votre sagesse. Je suis chargé de vous en donner l'assurance.

Il m'est très-agréable, M. le Préfet, d'être auprès de vous l'organe et le délégué de mes collègues dans cette circonstance. Permettez-moi d'en prendre occasion pour vous assurer de leur part qu'ils apprécient la bienveillante sympathie et le dévouement éclairé avec lequel vous n'avez cessé d'encourager et d'aider la Commission

ministérielle dans l'accomplissement de la tâche difficile et glorieuse qu'elle avait acceptée. La Société des Antiquaires de Picardie ne peut manquer de vous comprendre, pour une très-large part, dans le témoignage de reconnaissance qu'il lui tarde de décerner solennellement aux auteurs de cette grande œuvre.

Agréez, je vous prie, M. le Conseiller d'Etat, l'assurance de la considération très-distinguée avec laquelle j'ai l'honneur d'être...

A cette lettre il a été répondu par M. le Préfet, à la date du 21 février, la lettre suivante :

MONSIEUR ,

MM. les membres de la Commission du Musée Napoléon m'ont, en effet, demandé, le 27 décembre, à l'exception de M. Dufour, leur président, à être relevés du mandat dont la Commission a été investie par l'arrêté de M. le Ministre de l'Intérieur en date du 6 février 1855.

J'ai transmis cette demande à Son Excellence, avec la délibération prise le 11 décembre 1867 par la Commission du Musée et contenant le compte des recettes et des dépenses faites dans l'intérêt de l'œuvre, jusqu'à la même date, par M. Guerlin, son trésorier.

Je compte recevoir prochainement les instructions de Son Excellence et je m'empresserai alors de répondre plus complètement que je ne puis le faire aujourd'hui à la communication que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser.

Agréez. M. le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Conseiller d'Etat, Préfet de la Somme,

CORNUAU.

— M. De Forceville expose que la Société des Amis des Arts du département de la Somme dont l'exposition

s'est trouvée retardée depuis deux années, aurait le désir de faire celle de 1868 dans une des galeries du Musée Napoléon, que cette circonstance est une raison de plus pour que la Société des Antiquaires accélère le moment où elle sera en pleine possession du Musée, et pourra donner, dans cette éventualité prochaine, une solution favorable.

M. le Président répond qu'il croit convenable d'attendre encore quelques jours, jusqu'à ce qu'une réponse de M. le Ministre de l'Intérieur soit transmise régulièrement par M. le Préfet.

MM. Dutilleux et Duvette demandent qu'aussitôt cette réponse connue, la Société soit convoquée d'urgence.

— M. Hesse lit un rapport détaillé sur la situation financière de la Société et conclut par une série de propositions qui sont successivement adoptées, sauf la question relative aux publications, qui est renvoyée à l'examen collectif de la Commission des comptes, du trésorier et de la Commission de publication, pour devenir l'objet d'un rapport supplémentaire.

NOTE SUR JACQUES ROHAULT

PAR M. ARTHUR DEMARSY,

Membre titulaire non résidant.

Le dernier bulletin de la Société (1) renferme une communication intéressante de notre savant confrère M. Bazot, dans laquelle il

(1) 1867, page 372.

rectifie les dates de naissance et de mort d'un de nos compatriotes, Jacques Rohault, physicien et mathématicien, né à Amiens, et que tous les biographes avaient, jusqu'à ce jour, fixé d'une manière erronée. Grâce à une note placée en tête d'un exemplaire de son *Traité de Physique*, et s'aidant des recherches de M. Dubois, M. Bazot a pu fixer la naissance de Jacques Rohault au 23 mai 1623, et son décès au dernier jour de décembre 1672. Seulement, sur ce dernier point, il a donné, d'après une communication de M. Rohault-Flenry, une copie inexacte de l'acte de décès. M. Jal, dans son *Dictionnaire critique de Biographie et d'Histoire* (1), avait déjà relevé l'erreur relative à la mort de notre compatriote, commise jusqu'à ce jour par tous ceux qui se sont occupés de la biographie de ce célèbre Picard, et il avait donné une copie de l'acte de décès qui, sans différer pour les faits, présente des variations de rédaction qui nous engageant à le transcrire ici tel qu'il le rapporte (2).

« Jacques Rohault, professeur ès-mathématiques, décédé en sa maison rue Quincampoix, le... décembre 1672, a été inhumé le lendemain en notre église, où ont assisté M^{rs} Clerselier, son beau-père et .. (incomplet. »

L'acte est transcrit sur le registre de Saint-Merry, au folio 30, après un acte qui déclare enterré le 1^{er} janvier 1673 un homme décédé le 31 décembre 1672. La mort de Jacques Rohault doit donc être reportée au 31 décembre seulement et non au 30 ou au 31, comme M. Jal semble le supposer.

Quant au nom du témoin, que la copie communiquée à M. Bazot nomme *Cerselier*, son vrai nom est Claude *Clerselier*. C'était un avocat au parlement, qui maria sa fille *Généviève* au personnage qui nous occupe (3).

(1) Paris, Plon, 1867, grand in-8°.

(2) Page 1075.

(3) Clerselier avait épousé, le 5 novembre 1630, Anne de Villelogoux,

Certains auteurs ont prétendu que les restes de Rohault avaient été portés à Saint-Etienne-du-Mont et mis dans le tombeau de Descartes, son maître et son ami, mais M. Jal, en déclarant qu'il n'a rencontré aucun acte rapportant cette translation, s'attache à combattre cette assertion qu'aucune preuve ne vient appuyer.

Rohault fut l'ami de Molière, qui avait dans sa bibliothèque un exemplaire de sa physique; c'est par son intermédiaire qu'il prêta au père de l'illustre comédien l'argent nécessaire à celui-ci pour faire réparer sa maison du pilier des halles (1).

Compiègne, 1 décembre 1867.

Lettres relatives à Amiens, tirées des cartons de la Bibliothèque de l'Institut (carton n^o 271 et 272), et communiquées
Par M. le marquis DE GODEFROY - MÉNILGLATON.

I.

*Lettre adressée d'Amiens au Garde-des-Sceaux Seguier, par le sieur
DE NOYERS, le 12 juin 1633.*

MONSEIGNEUR,

Le déplorable estat de ceste ville d'Amiens m'oblige à importuner vostre justice avant que je vous puisse rendre compte des effects de ma commission, ce que je differe jusqu'à ce que j'aie vuïd les

dont, suivant quelques personnes, il aurait eu quatorze enfants, quoi-qu'on ne retrouve la trace que de quatre. Traducteur, éditeur et ami de Descartes, Clerselier composa une préface pour la physique de son gendre Rohault. (Jal. Op. cit. art. Clerselier).

(1) Les actes qui constatent ce fait ont été retrouvés par M. Eudore Soulié et publiés dans ses *Recherches sur Molière et sa famille*.

ouvrages qui sont à faire en ceste grande citadelle d'Amiens qui m'occupent depuis six jours. Mais comme le mal presse, je n'ay peu refuser à ce pauvre peuple de le vous représenter, affin qu'il vous plaise, Monseigneur, contribuer de vostre bonté à l'obtention des remedes qu'ils vont reclamer au Conseil.

La contagion qui deserta l'année derniere ceste belle ville emporta avec la vie d'un nombre infini d'habitans plus de cinquante mille escus des biens de l'Hostel de Ville et des capitations qu'ils firent sur eux en la maniere accoustumée dans tels rencontres ; de sorte que les voilà endettés par dessus toute créance et sans voir aucun moien de s'aquiter : mais la seule pauvreté leur eust esté tolerable, s'il eust pleu a Dieu retirer son fléau de sur eux. Le mal recommence, et desja il y a plus de trois cents contagiés dans leur maison de santé. Chaque nuit frappe six ou sept maisons, et n'estoit que ceux qui travaillent par commandement du maistre et non par election ne doivent rien craindre, desja j'aürés esté forcé par mes amis de quitter la partie et fuir le danger qui en verité n'est petit. Jugés, Monseigneur, quelle est la face de ce pauvre monde qui a devant les yeux le souvenir tout récent du ravage que fist l'année derniere ceste maladie, et qui voit toute la ville tellement épuisée de moiens pour soulager leurs miseres, que si la bonté du Roy et vostre rare humanité ne leur done la main, il sont à la veille de se voir contrainctz d'abandonner tout ordre et la police qui ne se peult soustenir dans une nécessité semblable à la leur qui ne leur done pas seulement de quoi nourrir de pauvres capucins et aultres medecins spirituels dont l'entretienement leur est plus cher que celuy de ceux qui leur donent les remedes temporels.

Ils scavent que les charges de l'Estat ne permetent pas au Roy de subvenir aux particulieres necessités de ses villes ; aussy ne pensent ils pas à en importuner Sa Majesté, mais seulement qu'il plaise au Conseil leur doner main levée de leurs deniers communs

et patrimoniaux dont la saisie leur oste tellement le credit qu'il ne se trouve aucun qui leur veille seulement prester de quoi avoir du pain pour ces pauvres pestiférés.

La cause de ceste saisie est double : l'une pour une somme d'unze mille livres qui leur est demandée pour les habits de l'armée d'Italie, de 1629, que la contagion et la pauvreté qui s'en est ensuivie ne leur a jusques icy doné moien de paier ; ils demandent en estre deschargés, ou qu'elle soit rejetée sur l'Eslection. J'estimerois plus à propos de leur en doner main levée pour deux ou trois ans, car le peuple de la campagne n'est moins affligé qu'eux ; et j'ause vous dire, Monseigneur, que par force le Conseil sera obligé à leur doner ceste main levée ; car voiant et connoissant à l'œil l'estat de ce peuple, l'on aura aussy tost leur vie que ceste somme, non par manque d'obeissance, car il n'y a peuple si fidel ni si souple que le Picart, mais par pure impuissance.

L'autre cause de la saisie est bien plus legere. C'est à la requeste d'un nommé Menager qui pretend que l'Hostel de Ville d'Amiens a esté taxé à la Chambre de Justice pour avoir tenu par ses mains et de ses officiers la recepte d'un droit qui leur avoit esté accordé par le Roy pour le paiement de leurs debtes. J'estime, Monseigneur, que la descharge de ceste saisie recevra beaucoup moins de difficulté, puis qu'il est constant que les villes ne sont réputées au rang des partisans ou traitans pour faire recevoir par leurs officiers les droicts qui leur sont accordés pour l'aquitement de leurs debtes ; outre que le Conseil scait qu'il ne revient rien au Roy de ces reliques de recherches de Chambres de Justice qui ne font que vexer ses subjects.

Lorsque j'auray l'honneur d'estre proche de vous je vous prieray de me permettre de vous porter la requeste de ces pauvres gents pour les moiens de l'amortissement de leurs grandes debtes ; mais pour les secourir dans le mal present et qui ne pault souffrir de

délay, il plaira à vostre bonté d'accorder à leur Député la main levée de leurs deniers que j'estime autant¹ nécessaire pour la subsistance de la ville que chose aucune que le Roy aie jamais accordée à ses subjects. Ils prieront Dieu avec moy pour vostre conservation, et je resteray,

Monseigneur,

Vostre tres humble, tres obeissant, et tres obligé serviteur,

DE NOYENS.

d'Amiens, ce XII Juin.

(Copié sur l'original autographe existant à la Bibliothèque de l'Institut, dans le carton n° 271 de la collection Godefroy.)

II.

*Lettre adressée par N. LE ROY, lieutenant-general à Amiens,
au Garde-des-Sceaux Seguier, le 14 août 1635.*

Le service de S. M. et le commandement très exprès porté par la lettre de laquelle avés daigné de m'honorer m'obligent de vous donner advis que le jour mesme les Thresoriers de France se sont rendus en leur bureau pour le registrement de l'Edict portant la levée du sol pour livre. Et les Echevins aians receu quelques despaches et ordre au mesme subject se sont aussy assemblés en l'hostel commun de la ville. Dont les artisans aians eu cognoissance ont faict contenance de vouloir s'atrouper. Mais par la dexterité de M. de Saucourt lieutenant de S. M. en ceste province et la prudence des magistrats, ces premiers mouvemens se sont aussy tost evanouis et dissipés. Je doute que les principales difficultés ne se presentent lors de la publication, et que les interessez, lesquels composent les trois quarts de la ville ne s'eschauffent et passent les bornes du devoir lors de l'establisement et perception

du droict. Mais en tout evenement l'autorité du Roy demeurera entiere, et en mon particulier je perdrai la vie plustost que de veoir et souffrir qu'elle soit diminuée ou blessée. Le porteur de l'Edict à son arrivée a fait quelques ouvertures d'accommodement à l'exemple de ceux de la ville de Beauvais ausquelz il a tesmoigné avoir faict moderation et receu contentement. Il demande cent mil livres par an. Les Echevins sont demeurez muetz et s'estonnent, attendu que le revenu de la ville ne monte que vingt cinq mil livres au plus. Et en verité le compte examiné et arresté pardevant moy ce jourd'huy ne porte plus grande recepte ; laquelle a esté entièrement espuisée depuis trois ou quatre ans par les frais extraordinaires du mal contagieux, en sorte que le paiement des rentes dues aux fabriques, communaultés et particuliers est différé pour longues années. Les gaiges mesmes des officiers de la Santé ne sont acquitez, ny ceux quy ont fourny le pain et les vivres aux malades encores satisfaiets et paieez. L'ouverture de la guerre contre les ennemis de la France anime nostre courage, et nous faict esperer que nos voisins rendront l'hommage lige et recongnoistront leur legitime seigneur et ancien ressort. Les habitans de la ville d'Amiens ne respirent rien plus que de contribuer de tout leur pouvoir au secours que desire S. M. Mais ils implorent vostre faveur et autorité souveraine en la justice, à ce qu'ils puissent obtenir quelque moderation ou surséance de six mois pour l'establissement du droict. Pendant lequel temps les marchans confereront avec le porteur de l'Edict, et adviseront des moiens et conditions et asseurances pour la levée et son indemnité ; estant chose notoire en la ville que les ouvriers et faconneurs des serges et camelotz ne vivent qu'au jour la journée, et n'ont la suffisance d'avancer ni paier le droict. Et arrive souvent dans la cessation et alteration du commerce qu'ils sont reduicts aux extremités et contraincts de perdre dans le debit de leur manufacture partie du pris de la laine et fil et toute la façon. Que sy on

leur tient la rigueur, et faict paier le sol pour livre ainsy que les marchans quy acheptent leur manufacture la revendent en gros pretendent sans estre obligez d'y contribuer de leur part ny augmenter le pris des camelotz a portion du nouveau droict contre les termes de l'Edict, les pauvres saieteurs estans seuls surchargez seront contraincts d'abandonner la ville, et le secours esperé par S. M. apportera plus de bruiet que de fruiet. L'importance et consequence de l'affaire joint a vostre commandement, Monseigneur, me donnent la confiance de vous informer de l'estat de la ville d'Amiens : et vous assure qu'il ne s'y passera rien digne de vostre cognoissance que je ne vous en donne aussy tost avis avec pareil soing et fidelité et sincerité que je suis,

Monseigneur,

Vostre tres humble et tres obeissant serviteur,

N. LE ROY.

Lieutenant general.

III.

*Lettre des Eschevins d'Amiens au Chancelier Segquier, se plaignant de ce qu'on veut enlever à la Ville l'élection libre de ses Eschevins.
25 septembre 1636.*

Quoyque de tout temps les Eschevins de ceste ville ayent esté esleuz par les voix et suffrages du peuple, comme il est porté par l'Edict du feu Roy Henry le grand deuement verifié, neant moins comme M^{sr} le duc de Chaulnes nostre gouverneur procedoit le jour d'hier à l'eslection des Eschevins pour l'année prochaine, il fit voir une lettre de cachet du Roy et une aultre de M^{sr} de Lavrillere à nous adressantes et aux habitans de ceste ville, cello de S. M. portant commandement de nommer les S^{rs} de Mareuil, Lestocq,

de Halloy, et de Sachy pour nouveaux Eschevins. Et dautant que les chefs de porte qui estoient assemblez pour donner leurs voix (plusieurs desquels avoyent presté le serment auparavant la lecture publiquement faicte de la lettre du Roy) ont remonstré que par le dit Edict ils doivent nommer les Eschevins (dont ilz seroyent privez sy la dite lettre de cachet avoit lieu) et qu'il est deffendu par les ordonnances d'avoir esgard à semblables lettres quand elles sont contraires aux Edictz veriffiés, il ne s'est faicte aucune nomination. C'est pourquoi nous avons pris la hardiesse de vous escrire la presente pour vous représenter l'importance et consequence de ce changement et nouveauté, principalement en ce temps, ainsy que nos deputez vous feront plus particulierement entendre sy vous nous faictes l'honneur de les escouter. Lesquels ont charge d'en faire leurs tres humbles remonstrances à Sa Majesté, et la supplier tres humblement que le dit Edict qui a esté religieusement observé depuis quarante ans soit entretenu. Sur ce nous demeurons,

Monseigneur,

Vos tres humbles et tres obeissans serviteurs,

Les Eschevins de la ville d'Amyens,

DE BULLY.

(Copiés sur l'original, carton n° 272..)

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 1^{er} trimestre de 1868.

I. Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique :

1^o Revue des Sociétés savantes. Janvier, février, mars, novembre 1867. Février 1866. — 2^o Archives des missions scientifiques et littéraires, tom. II, 2^o liv. tom. IV, 2^o liv.

II. Par S. Exc. M. le Ministre de la Marine et des Colonies :

1° Revue maritime et coloniale, nos 85, 86, 87. — 2° Tableaux de population, de culture, de commerce et de navigation formant pour l'année 1865 la suite des tableaux insérés dans les notes statistiques sur les colonies françaises. Paris 1867, in-8°.

III. Par les Auteurs :

1° Bourdon et ses anciens seigneurs vicomtes de Domart, par l'abbé Jumel, de Corbie. Amiens, 1868. Lambert-Caron, in-8°. — 2° Compte municipal rendu à Etaples en 1621, faisant connaître à cette époque les frais de procédure, les honoraires des avocats, ainsi que la valeur des substances alimentaires. Communication de M. G. Souquet (à la Société des Antiquaires de la Morinie). Montreuil, Duval, in-8°. — 3° Usages anciens conservés à Etaples, par G. Souquet. Montreuil, Duval, in-8°. — Communication relative aux fouilles du château d'Etaples en 1864, par G. Souquet. Extrait du bulletin de la Commission des antiquités départementales (du Pas-de-Calais). tom. II. Arras, Tierny, in-8°. — 5° A Cerfberr de Medelsheim. Le cacao et le chocolat considérés aux points de vue hygiénique, agricole et commercial. 3^e édition. Paris, in-12. — 6° Don Antonio, roi de Portugal, son histoire et ses monnaies, par Renier Chalon. Bruxelles, in-8°. pl. — 7° Histoire des rues d'Etaples, par G. Souquet. Amiens, 1860, Lenoël-Hérouart, 1 vol. in-8°. pl. — 8° Histoire chronologique de Quentowic et d'Etaples, par G. Souquet. Amiens, 1863, 1 vol. in-8°, pl. — 9° A quoi bon ? Essai de tablettes liégeoises par Alb. d'Otreppe de Bouvette, 76^e liv. — 10° Par M. A. de Longpérier. 1° Une anecdote iconographique. Extrait d'un mémoire sur des coupes sassanides, 3 août, 1866. — 2° Discours prononcé aux funérailles de M. Salomon Munk. 8 février 1867 — 3° Discours prononcé aux funérailles de M. J. L. Rainaud. 17 mai 1867. — 4° Discours d'ouverture de la séance publique annuelle de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. 2 août

1867. — 5° Discours prononcé aux funérailles de M. le duc de Luynes. 28 décembre 1867. — 11° Notes de Dartois sur quelques artistes de Liège, publiées par Stanislas Bormans. Liège, 1867, in-8°. — 12° Liste des objets enlevés de Liège par les soldats de Charles-le-Téméraire en 1468, publiée par Stanislas Bormans, Liège, 1867, in-8°. — 13° Note sur les rouelles antiques de bronze et sur un usage finnois, par Henri de Longpérier. (Extrait du bulletin de la Société impériale des Antiquaires de France, 15 mai 1867). In-8°. — 14 Des rouelles et des anneaux antiques considérés comme agents de suspension, par Henri de Longpérier. Extrait de la Revue archéologique. Paris, 1867, in-8°, planches. — 15° Fouilles pratiquées à Evrecy par la Société des Antiquaires de Normandie en 1867. Rapporteur M. A. Charma, Caen, 1867, in-8°, fig. — 16° Les psaumes mis à la portée des fidèles et appliqués à Notre Seigneur Jésus-Christ, d'après les principaux commentateurs et les Pères de l'Église, par M. l'abbé Padé, tom. 2°. (Donné par M. Courbet-Poulard. — 17° Le Compiègnois, almanach de Compiègne et du département de l'Oise pour 1868, 4^e année. Compiègne, 1868, Delhaye, in-12. — 18° Contrefaçon des monnaies de Charles VI par Jean-sans-Peur, duc de Bourgogne, comte de Flandre, par L. Deschamps de Pas. In-8°. — 19° Aperçu sur les représentations sculptées de danses macabres, et sur le cloître du cimetière de Montivilliers, par M. Ch. Roesler, in-8°. — 20° Recherches bibliographiques sur le dép^t de l'Aisne, par C. Perin. 2^e partie. Soissons, 1867, Cervaux, 1 vol. in-8°. — 21° Les cloches du pays de Bray, avec leurs dates, leurs noms, leurs inscriptions, leurs armoiries, leurs fondeurs, etc.; le tout classé topographiquement et chronologiquement, par M. Diéudonné Dergny. Neufchâtel, 1863, 1866, Duval, 2 vol. in-8°, fig. — 22° Biographie universelle des architectes célèbres par feu Alexandre Du Bois et Charles Lucas, introduction. Paris, 1868, in-8°. — 23° L'Espagne à l'Exposition uni-

verselle de 1867. Aperçu des nombreux et intéressants envois de la Direction générale des travaux publics de Madrid, par Charles Lucas. Paris, 1867, in-4°. — 23° Mémoire sur le calendrier des Lagides, à l'occasion de la découverte du décret de Canope, par M. A. J. H. Vincent. In-8°. — 24° Qu'est-ce encore ? Adieu à l'archéologie. Revue littéraire. Essai de tablettes liégeoises, par M. Albert d'Otreppe de Bouvette. 78° liv, in-8°. — 25° Une médaille inconnue à van Loon. Jean-Baptiste Maes. par R. Chalon. In-8°, pl. — 26° Curiosités numismatiques. Monnaies rares ou inédites. Dixième article. Par R. Chalon. In-8°. — 27° Des cristallisations de M. Kuhlmann au point de vue industriel et principalement au point de vue de la composition des dessins pour étoffes, par Ed. Gand. 1868, in-8°. — 28° Cabinet de M. Champfleury, faïences historiques. Royauté. Révolution. Empire. Restauration. Gouvernement constitutionnel. Paris, 1868, in-8°. — Par M. Pouy. 1° Theses utriusque juris... quas tueri conabitur Jacobus Ludovicus Duflos, acolythus ambianensis. Parisiis, 1779, V. Ballard, 1 feuille in-fol.

IV. Par les Sociétés françaises :

1° Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie, 3° série, 6° vol. — 2° Société des Antiquaires de la Morinie. Bulletin historique, nos 45, 46, 63, 64. — 3° Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan, tom. vi, page 241 à 380, tom. vii, page 1 à 159. — 4° Recueil des notices et mémoires de la Société archéologique de la province de Constantine, 1^{er} vol. de la 2° série, 1867. — 5° Bulletin de la Commission des antiquités départementales (Pas-de-Calais). tom. i, tom. ii, nos 1, 2, 3, 4. — 6° Statistique monumentale du département du Pas-de-Calais, publiée par la Commission des antiquités départementales, tom. i, tom. ii, liv. 1, 2, 3, 4. vol. in-4°. — 7° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens, tom. vii, nos 1, 2. — 8° *L'Agronome praticien*, journal de la Société d'agriculture de Com-

piègne, nos 57, 58, 60. — 9° Mémoires de la Société archéologique du midi de la France, tom. ix, 2° liv. — 10° Bulletin de la Société académique de Poitiers, nos 119, 120, 121. — 11° Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, liv. 8°. — 12° Bulletin du Comice agricole d'Abbeville, 1867, n° 12, 1868, nos 1, 2. — 13° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny, nos 9, 10, 11, 12, 1868, n° 1. — 14° Revue de la Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes, xxi, ii. 1868, n° 1. — 15° *L'Investigateur*, journal de l'Institut historique de France, nos 396, 397. — 16° Bulletin de la Société d'émulation du dép^t de l'Allier, tom ix, liv. 3. Leçons sur les lois et les effets du mouvement par M. Reynard. (Publication de la Société d'émulation de l'Allier). In-8° pl. — 17° Bulletin de la Société archéologique de Nantes, 3° trim. 1867. — 18° Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais, tom. vii. — 19° Bibliothèque de de l'école des Chartes, 6° série, 3° vol. 5° liv. — 20° Mémoires de la Commission historique du Cher, 1^{er} vol., 2° partie, 2° vol. — 21° Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest. 4° trim. de 1867. — 22° Mémoires de la Société Dunkerquoise. Tom. xii. — 23° Société académique de Saint-Quentin, 3° série, tom. vii. — 24° Recueil des publications de la Société Havraise d'études diverses de la 33^e année, 1866. — 25° Procès-verbal de la Commission départementale d'antiquités de la Seine-Inférieure, tom. ii, 1849, 1866. — 26° Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand, tom. xx, 1867. — 27° Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie, 2° et 3° trim. de 1867. — 28° Bulletin de la Société des Antiquaires de France, 1867, feuilles 7 à 11. — 29° Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer, nos 9, 10, 11, 12. — 30° Bulletin de la Société Dunoise, n° 4. — 31° Annales de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Indre-et-Loire, nos 9, 10. — 32° Bulletin de la

Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, 4^e trim. de 1867. — 33^e Mémoires de la Société archéologique de Touraine. Tours. Tom. xviii et xix. — 34^e Précis analytique des travaux de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, pendant l'année 1866-1867.

V. Sociétés étrangères :

1^o Assemblée générale de la Société « La Flandre » tenue à Bruges le 23 décembre 1867. Extrait des procès-verbaux. — 2^o Par l'Université royale de Norwège. — 1^o Morkinskinna. Pergamentsbog fra forste haluded af det trettende aarhundrede. Indeholdende en af de ældste optegnelser af norske kongesagaer. Udgiven af C. R. Unger. Christiania, 1867, 1 vol. in-8^o. — 2^o Foreningen til norske fortidsmindesterkers bevaring. Aarsberetning for 1866. Kristiania, 1867, in-8^o. — 3^o Noske bygninger fra fortiden (Norwegian buildings from former times). Syvende hefte. — 4^o Annuaire de la Société liégeoise de littérature wallonne, 1867, 3^e année. — Bulletin de la Société liégeoise de littérature wallonne, tom. vi, 3^e liv. Tom. ix, 2^e liv. — 4^o Bulletin de l'Institut archéologique liégeois. Tom. v, 2^e et 3^e liv. Tom. vi, 2^e et 3^e liv. Tom. vii, 1^{er} et liv. Tom. viii, 1^{er} liv. — 5^o Bulletin des Commissions royales d'art et d'archéologie (de Belgique), 1866, sept. à déc., 1867, janvier à août. — 6^o Report of the commissioner of patents for the year 1863, 2 vol. in-8^o. — For the year, 1864, 2 vol. in-8^o. — Washington, 1866. — 7^o Par l'Académie royale de Madrid. — 1^o Libros del saber de astronomia del rey D. Alfonso X de Castilla, tom. iv, 1 vol. in-fol. — 8^o De la Société des sciences et des lettres de Leide. — Handelingen en mededeelingen... over het jaar, 1867. — Gedenkschrift, 1766, 1866. — Levensberichten der afgestorvene medeleden bijlage tot de handelingen van 1867. — Feestrede bij de viering van het eeuwge-tij den 20 juni, 1867, uitgesproken door Dr. M. de Vries. — 9^o De l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux arts

de Belgique. — 1° Annuaire, 1868. — 2° Tables générales et analytiques des bulletins. 2° série, tom. 1 à xx, 1857, 1866. — 3° Bulletin, 2° série, tom xxiv, 1867. — 4° Mémoires couronnés et mémoires des savants étrangers, tom. xxiii, 1865, 67. — 5° Mémoires couronnés et autres mémoires. Collection in-8°, tom. xix, xx. — 6° Annales météorologiques de l'Observatoire royal de Bruxelles publiées aux frais de l'Etat par le directeur A. Quetelet, 1^{re} année — 7° De l'Académie royale des sciences de Bavière. — 1° Sitzungsberichte, 1865, II. Heft. 3 h. — 1866, I, Heft, 3, 4. — II, Heft, 1, 2, 3, 4. — 1867, I, Heft, 1, 2, 3, 4. — II, Heft, 1. — 2° Abhandlungen, x, Abtheilung, 3. — XI, Abt. 1. — 3° Die Gottesurtheile der Indien, Rede von. Emile Schlagintweit, in-4°. — 10° Académie impériale des sciences de Vienne. 1° Denkschriften. Philosophisch-historische Classe, xv Band. — 2° Sitzungsberichte, LIV Band. Heft 1. bis III. — LV B. Heft 1 bis IV. — LVI B. Heft 1. II. — 3° Archiv für österreichische Geschichte. xxxvii B. Heft 1. II. — xxxviii B. Heft 1. — 4° Fontes rerum austriacarum. II. Abtheilung Diplomataria et acta. xxvii Band. — 11° Société provinciale des arts et sciences établie à Utrecht. 1° Verslag, 1866. — 2° Aanteekeningen, 1866. — 2° De Wettelijke bewijsleer in strafzaken door M. W. Modderman, 1 vol. in-8° — 10 Zweiunddreissigster Jahres-Bericht des historischen Kreis-Vereins in Regierungsbezirke von Schwaben und Neubourg für das Jahr 1866. — 3° Catalog der Bibliothek, 1867. — 11° Nachrichten von der k. Gesellschaft der Wissenschaften und der George-Augusts Universität aus dem Jahre 1866. Göttingen, in-12. — 12° Annales de la Société l'Union des Artistes, tom. III, liv. 1^{re}, Liège, in-8°. — 13° Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, tom, xxiv.

VI. Ouvrages périodiques :

1° Journal des beaux-arts, 1867, nos 21, 24, 1868, nos 1, 2, 3, 4, 5, 6. — 2° Messenger des sciences historiques ou Archives des

arts et de la bibliographie de Belgique, 1867, n° 4. — 3° Revue de l'Art chrétien, 1867, 10, 11, 12. — 4° L'Institut, n° 84. — 5° Le Cabinet historique, janvier, 1868.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance du 14 Avril 1868.

Présidence de M. l'abbé Jourdain, Président.

M. Valois informe qu'il a fait des recherches au greffe de Péronne pour savoir si le P. Longueval est né à Bacquencourt, mais qu'il n'a pu rien apprendre, la collection des actes de naissance ne commençant qu'en 1694.

La Société remercie M. Valois qui sera prié de rechercher dans les actes des autres communes où l'on a pensé aussi qu'était né le savant écrivain.

— M. Dubois offre un exemplaire de son travail sur les entrées royales et princières dans Amiens, pendant les xv^e et xvi^e siècles. — Des remerciements lui sont votés.

— M. Hesse lit un supplément de rapport sur les comptes de l'année 1867, dont les conclusions sont adoptées.

— M. Rembault donne lecture d'une note concernant

une charte du mois d'octobre 1293, relative à la commune de St.-Christ. (Voir page 48).

— M. Rembault demande si la Société ne trouverait pas convenable d'écrire à M. le Maire, pour demander que l'on conservât son nom à la rue du Bloc, où s'est passé un fait historique des plus honorables pour la bourgeoisie amiénoise.

MM. Antoine et Dutilleux pensent que cette sorte de protestation est inutile, puisqu'il n'est pas question de changer le nom de cette rue.

M. Rembault rappelle le compte-rendu de la séance du Conseil municipal rapporté par les journaux ; il croit que ses collègues sont dans l'erreur, et persiste dans sa proposition qui est vivement appuyée.

En conséquence, il sera écrit à M. le Maire pour demander le maintien de son nom à la rue du Bloc.

— M. Rembault demande si quelqu'un de ses collègues connaît un ouvrage ayant pour titre : *Voyage en Picardie*, par Justinus, de Reims, et qui est cité par cet écrivain dans un autre ouvrage qu'il a publié en 1854.

Ce travail paraît tout-à-fait inconnu.

— M. Bazot lit une note sur les fouilles de Framerville, dont le *Mémorial* avait entretenu le public.

La Société, adoptant les conclusions du rapport, vote des remerciements à MM. Dumesnil et Poiré. (V. p. 53).

Une discussion s'engage, à propos des vases qui ont été trouvés à Framerville, entre MM. Bazot, Corblet, Garnier et Rembault. On fait remarquer que l'usage de placer des vases dans les tombeaux a duré jusqu'au xv^e siècle,

et plus tard encore. La position qu'ils occupaient paraît n'avoir pas toujours été la même.

— M. Bazot dépose sur le bureau un fragment de vase en verre et quelques autres débris de poteries trouvés à Framerville, et qui lui ont été remis par MM. Dumesnil et Poiré.

— M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Préfet ; il demande qu'elle soit renvoyée à une Commission composée de la Commission de cession, de la Commission d'exécution du Musée, et de la Commission des comptes.

Une discussion s'engage à la suite de laquelle la proposition du Président est adoptée à l'unanimité.

— M. le Président dit ensuite qu'il avait reçu de M. le Président de la Société des Amis des Arts, une demande afin de faire l'exposition au Musée ; qu'il avait cru pouvoir répondre que la Société serait heureuse de donner à la Société des Amis des Arts cette preuve de bonne confraternité, mais que la lettre de M. le Préfet a changé tout-à-fait son avis et qu'il pense actuellement impossible d'accorder sans faire acte de possession, ce que les circonstances actuelles ne permettent point.

Plusieurs membres ne partagent point cet avis et croient que la Société ne saurait se regarder comme liée par la lettre du Préfet, et qu'elle pourrait prendre une décision en réservant l'exécution à une époque postérieure.

M. le Président ne saurait accepter cette manière d'opérer. Il désire, avec l'aide de la Société, qui voudra, il en est certain, conserver tout le bon droit de son côté, comme elle l'a fait jusqu'ici, ne rien faire qui soit pré-

cipité. Chacun connaît son opinion, il la maintiendra, et il veut n'en devoir le triomphe à aucune mesure violente ou agressive.

Séance du 12 Mai 1868.

Présidence de M. l'abbé JOURDAIN, Président.

M. Pouy demande qu'il soit fait mention précise d'une note, qu'il remet, relativement à des tableaux de Lemoine, et que voici :

« Un peintre d'Amiens, dont j'ignore le nom, avait fait marché avec les Cordeliers de cette ville pour neuf tableaux destinés à leur réfectoire et dont le prix était arrêté à 1,500 livres. Il s'adressa à François Lemoine, peintre célèbre à Paris, pour exécuter ce marché. Celui-ci vint à Amiens en 1717, et y peignit chez les Cordeliers : le *Baptême de J.-C.*, la *Tentation*, la *Samaritaine*.

Trois ans après, il en fit quatre autres : la *Cène*, un *Noli me tangere*, la *Mission des Septante*, etc. Lemoine demanda encore 1,500 livres pour livrer les deux autres, qui représentaient les *Noces de Cana* et l'*Entrée de Notre-Seigneur à Jérusalem*.

Les Cordeliers refusant de lui compter cette somme, les deux tableaux restèrent à Lemoine, et furent vendus à sa mort 3,000 livres. Quelques personnes avaient pensé que ces tableaux étaient en Amérique ; mais cela ne me paraît pas justifié, car j'ai pu constater que le tableau de la *Cène*, de 5 pieds sur 8, a été vendu 1,000 francs à l'expert Lebrun, à la vente Laborde de Méréville, en 1802. J'ignore ce que les autres tableaux sont devenus. Il serait intéressant surtout de savoir où

peuvent se trouver ceux qui ont été livrés aux Corde-
liers : le *Baptême du Christ*, la *Tentation* et la *Sama-
ritaine*. »

— Il est donné lecture de la note suivante de M. l'abbé
De Cagny, curé d'Ennemain, membre titulaire non-
résidant.

A Monsieur GARNIER, Secrétaire perpétuel de la Société.

Communication pour la Société, par M. l'Abbé P. DE CAGNY.

Aux confins des territoires de Falvy et d'Ennemain, sur le bord
d'un ancien chemin, à un kilomètre environ de cette dernière
commune, se trouvait un poste secondaire établi par les Romains
lorsqu'ils occupaient les Gaules. Sur l'emplacement de cette antique
station, désigné par le lieu dit *l'Epine de la Justice*, on a trouvé, à
différentes reprises, des ruines considérables, des grés massifs, des
débris de moulins-à-bras et surtout des tuiles romaines de couleur
blanchâtre, d'un grain rare et remarquable, dont j'ai adressé un
specimen à la Société, il y a 5 à 6 ans environ. L'existence de ce
poste, dont on avait nivelé le terrain, vient d'être confirmée, le 29
avril, par la découverte, à 50 centimètres de profondeur, de deux
vases ordinaires en terre grise contenant ensemble près de quatre
mille pièces romaines exclusivement en bronze oxydé, mais d'une
belle conservation. Ces monnaies, pour la plupart, se rapportent aux
empereurs : Dioclétien, Constance, Maximien, Maximin, Maxence
et Constantin. Il s'en trouve quelques autres fort rares de Sévère,
Licinius, Carinus, etc. — Ces deux vases ont été mis au jour et
malheureusement brisés par le domestique de M. Rabel de Falvy
qui se propose de faire, sous ma direction, quelques fouilles en cet
endroit. Puissent-elles être plus efficaces que plusieurs autres !

— M. Antoine annonce également une découverte de

médailles, faite tout récemment à Thézy. La collection entière serait estimée 5 ou 600 francs.

— M. Garnier dépose sur le bureau un mémoire envoyé pour le concours ouvert cette année et ayant pour titre : *Histoire de la ville de Roye*.

Ce travail est immédiatement remis à la Commission chargée de l'examen des travaux envoyés au concours, laquelle se compose de MM. Garnier, Corblet, Darsy, Rembault et Salmon.

— Le Président entretient la Société de la situation actuelle du Musée. Il expose qu'il a réuni, pour l'aider à mener à bien cette question, une Commission mixte formée de la Commission de construction, de la Commission de cession du 6 janvier 1867 et de la Commission des comptes et du budget de la Société.

Procès-verbal est lu d'une réunion générale, qui a eu lieu le 24 avril 1868, au Musée Napoléon, relatant : 1° la lettre de convocation du président de la Société aux membres de la Commission, 2° la lettre de M. le Préfet, 3° la lettre par laquelle M. Guerlin, trésorier, explique sa situation présente dans cette Commission de construction, aujourd'hui démissionnaire, et 4° les explications de divers membres de la Commission de construction sur leur manière d'entendre la situation actuelle.

M. le Président ajoute qu'il a adressé à M. le Préfet le procès-verbal de cette séance, en lui demandant communication du dossier des documents déposés à la Préfecture le 21 décembre 1867, et lui annonçant qu'il se tiendra à sa disposition pour aviser ensemble aux démarches à tenter ultérieurement dans cette affaire.

La Société décide que le procès-verbal de cette Commission mixte devra être annexé au procès-verbal de la séance de ce jour, pour être conservé dans les archives.

— M. le Président informe la Société qu'une visite officielle devant être faite à M. Boucher de Perthes, par M. le maire d'Amiens, qui doit lui porter le document authentique constatant que son nom devra être donné à une rue d'Amiens, il y a lieu, pour la Société des Antiquaires, à désigner des délégués pour accompagner M. le maire d'Amiens et remercier M. Boucher de Perthes de la généreuse pensée qu'il a manifestée à diverses personnes de comprendre la Société des Antiquaires et le musée d'Amiens dans ses généreuses donations.

M. le Président propose de charger de cette légation la Commission des recherches, qui se trouve composée de MM. Corblet, Pouy, Bazot, Rembault et Vion, avec adjonction de MM. Le Tellier, Forceville et Dutilleux, ce qui est adopté.

—M. Rembault lit la note suivante sur la prise d'Amiens par les Espagnols, tendant à la conservation du nom de la *rue du Bloc*.

« La Société des Antiquaires de Picardie, dans sa séance du 14 avril 1868, a manifesté le désir qu'une note relative au maintien du nom de la *rue du Bloc* à Amiens, lui soit remise, la voici :

« Lorsque les Espagnols, le matin du mardi 11 mars 1597, sont entrés dans Amiens par surprise, il trouvèrent au Bloc un groupe d'habitants de ce quartier qui leur opposèrent une résistance héroïque. Plus de cent Amiénois se firent tuer en cet endroit. Les noms de

quelques-uns ont été sauvés de l'oubli. Il y a donc lieu de conserver un nom de rue contemporain de ce glorieux épisode, et indissolublement lié à ce fait célèbre dans les annales de l'histoire amiénoise. Les Antiquaires de Picardie qui, en avril 1860, ont prié M. le maire d'Amiens de conserver le nom de rue des Archers, espèrent être plus heureux cette fois à propos de la rue du Bloc. En conséquence, M. le président de la Société, ayant offert d'écrire à M. le maire d'Amiens au sujet de la rue du Bloc, est prié de mettre à exécution son projet de lettre, eu parlant au nom de la Société des Antiquaires de Picardie. »

La société décide que cette demande sera adressée à M. le Maire par son président, et que cette note devra figurer dans le procès-verbal du jour.

— M. Dutilleux lit une note relative à une pierre druidique située dans le jardin de M. Boidin, à Boves. Il demande à la Société de se préoccuper du moyen d'en obtenir le don, et de la faire transporter dans le jardin du Musée.

M. Ch. Salmon se charge de négocier cette affaire.

— M. l'abbé Duval lit une notice analytique et raisonnée sur un vitrail de la chapelle St.-Jean-Baptiste, contenant l'histoire de S. Jean et de S. Georges, dans la cathédrale d'Amiens.

Ce travail, fort intéressant, est renvoyé à la Commission de publication.

Séance du 10 Juin 1868.

Présidence de M. JOURDAIN.

M. Tailliar, de Douai, envoie à la Société un travail manuscrit sur la féodalité en Picardie, dont M. le Secrétaire perpétuel présente l'analyse.

Ce travail est renvoyé à la Commission de publication, pour être examiné au point de vue de son impression dans le prochain volume des Mémoires.

— L'ordre du jour appelle la lecture de diverses pièces relatives à la transmission du Musée des mains de la Commission de construction en celles de la Société.

— M. le Président fait connaître un projet de réponse à M. le Préfet, par lequel il annonce à ce magistrat que l'ensemble de toute cette affaire est renvoyé à l'examen de la Commission de cession. Il rend compte, ensuite, oralement, des négociations tentées par lui avec M. le Maire d'Amiens, pour aboutir à un projet de cession du Musée à la Ville, en n'y mettant pour condition qu'un engagement préalable de conserver ce monument comme propriété communale affectée d'une manière permanente à l'usage de Musée. Il a le regret d'avoir, malgré l'énergie et l'insistance de ses efforts, été amené à reconnaître qu'il ne voyait pas moyen d'y réussir amiablement. En conséquence, il faut, selon lui, gagner du temps et persister dans une situation expectante.

— M. G. de Forceville demande la parole et représente que cette situation de légitime dignité qu'il ne méconnaît pas, ne doit pas empêcher la Société des Antiquaires d'user du droit de propriétaire dont elle n'a jamais été

dessaisie, et qui lui appartient plus que jamais, aujourd'hui que la démission de la Commission de construction laisse sans contrôle régulier l'administration du Musée. Il y a urgence, selon lui, pour la Société des Amis des Arts, d'être maintenue dans l'autorisation qui lui a été accordée administrativement par M. le Président de la Société de faire dans les galeries du Musée Napoléon son exposition de 1868, annoncée pour le 5 juillet.

Un membre contestant que cette autorisation eût été régulièrement donnée, la Société reprend la discussion sur cet incident ; et, finalement, sur la mise aux voix par le Président, la Société décide qu'il y a lieu d'accorder (dans la limite de ses pouvoirs), à la Société des Amis des Arts, l'autorisation demandée par elle de tenir l'Exposition dans le Musée Napoléon.

— M. Jourdain expose ensuite qu'en présence des difficultés qu'il entrevoit de mener à bien et par la voie amiable, la mission qu'il avait acceptée, en prenant possession du fauteuil présidentiel, de remettre le Musée Napoléon à la ville d'Amiens, en sauvegardant la pensée constante de la Société de lui assurer à tout jamais le caractère de Musée communal confié, quant à l'Administration de ses collections, à la Société des Antiquaires de Picardie, il a résolu de se démettre de ses fonctions de président de la Société.

Cette résolution inattendue est vivement combattue par tous les membres présents à la séance. M. G. Rembauld demande spécialement la parole, et propose formellement à la Société de refuser d'accepter la démission de M. Jourdain. M. l'abbé Jourdain, dit-il, a constamment

mérité les éloges et les remerciements de la Société. Et, si sa dignité de Président lui paraît exiger qu'il résigne ses fonctions, parce qu'il désespère de voir ses efforts couronnés par le succès de notre juste cause, la Société elle aussi a sa dignité à soutenir, et cette dignité consiste à ne pas se séparer de son Président. Donc la Société doit refuser d'accepter la démission de M. Jourdain. La Société tout entière applaudit à cette motion, et déclare à son Président qu'elle n'accepte pas sa retraite, mais le prie, au contraire, de continuer de rester à sa tête.

— M. Peigné-Delacourt offre un exemplaire d'un travail imprimé sous le titre : *Les Normands dans le Noyonnais au IX^e et au X^e siècle*.

— M. Leleu est chargé de faire un rapport sur cet ouvrage.

— M. Bazot lit un rapport sur les médailles trouvées à Thésy. Elles sont, en majeure partie, de François I^{er}, Henri II et Philippe II, roi d'Espagne. Des remerciements sont dus à M. le curé Deguéhegny pour l'exactitude et la complaisance avec laquelle il a donné des renseignements à la Commission. (Voir p. 61.)

— La Commission chargée de s'entendre avec le propriétaire de Boves qui a mis à la disposition de la Société la pierre druidique dont il a été antérieurement parlé, demande qu'il lui soit alloué un crédit pour transférer cette pierre à Amiens, l'hiver prochain. — Une somme de 20 fr. est votée à cet effet.

— M. l'abbé Poiré demande à être autorisé à continuer les fouilles commencées au cimetière mérovingiens nou-

vement mis à jour à Framerville. — Une somme de 100 fr. est mise à la disposition.

— M. Peigné-Delacourt demande à la Société de lui fournir les renseignements dont elle pourrait disposer sur les diverses localités de la Picardie, dont les noms commencent par l'initiale *Bouch*, telles que Bouchencamp, Bouchoir, Bouchavesne, Bouquemaison.... qui auraient servi, selon lui, d'étables aux bestiaux ou de parcs au gibier chez les Romains, conservant ici, comme en bien d'autres choses, les usages qu'ils avaient reçus des Gaulois.

— M. le Président propose d'examiner dans la prochaine séance s'il y aura cette année une séance publique, et à quelle date il conviendra de la placer.

Communication d'une Charte relative à la commune de Saint-Christ (arrond. de Péronne), par M. A.-Gabriel REMBAULT, membre titulaire résident.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de communiquer à la société des Antiquaires de Picardie une grande charte sur parchemin passée « l'an de grâce » mil (deux) cens quatre vins et tresze, ou mois de Octobre, le » lundi après feste Saint Denise. »

Cette charte appartient à une personne qui veut la conserver dans ses collections. J'ai vainement demandé au propriétaire la permission de vous l'offrir en son nom. Sur son refus, j'ai dû me contenter d'en faire faire une copie très-exacte que j'ai collationnée moi-même, mot pour mot. Je remets cette copie sur le bureau, et

j'espère que vous la publierez dans un prochain bulletin. Dans le cas contraire, je me réserverai la publication de ce document qui intéresse notre histoire locale.

La charte en question contient une cession faite par l'abbaye de Jouarre à Raoul de Clermont, seigneur de Nesle, connétable de France, des moulin, ponts, chaussées et droit de pêche qui appartenaient à cette abbaye dans la commune de Saint-Christ, près Péronne.

Dans son *Nobiliaire du Beauvaisis*, Simon dit :

« Raoul de Clermont II, sieur de Nesle, connétable, tué à la » bataille de Courtray en 1302, avec son frère Guy, maréchal de » France, sieur de Breteuil. »

Le titre que j'ai l'honneur de vous présenter a donc précédé de neuf ans la mort du principal contractant, qui fut l'un des plus grands militaires de la Picardie.

La maison de Clermont-Nesle possédait encore au XIV^e siècle la seigneurie de Briot (dépendance de St.-Christ). Cela résulte d'un aveu et dénombrement servi au Roi, le 21 juin 1385, par Jean, comte de Boulogne et d'Auvergne, de la baronnie de Briot appartenant à sa femme, *Jeanne de Clermont-Nesle*. Cet aveu a été produit en 1766, lors d'un procès entre le duc de Chaulnes, la ville de Péronne et les autres seigneurs *riverains de la Somme*, au sujet de l'empoissonnement des étangs de St.-Christ.

La réputation de ces étangs poissonneux s'étendait assez loin. Ainsi, dans l'échevinage tenu à Amiens le 10 février 1465, pour aviser aux honneurs et dons qui seront faits au comte de Charolais, connu sous le nom de Charles le Téméraire, il est décidé que : « On ira à Saint-Quentin et à Saint-Cry, pour le poisson querir. » (Page 26. *Entrées royales et princières dans Amiens*, par M. A. Dubois. Amiens 1868.)

Tels sont, Messieurs, les quelques renseignements que j'ai cru

devoir vous transmettre à propos de la charte de 1293, charte qui a dû être approuvée, dit le texte, par le roi de France et par le Pape.

CHARTRE sur parchemin in-plano, datée du mois
d'octobre 1293, contenant :

« Cession par l'abbaye de Jouarre, à Raoul de Clermont, connétable
» de France, des moulins, ponts, chaussée et droit de pesche appar-
» tenants à la dite abbaye. »

A tous ceux qui verront et erront ces presentes lettres, seur Alis par la devine permission abbesse de Jueurre, et tous li convens dou dit lieu Salut en nostre signeur. — Sachant tuit que comme nous eussions a Saint-Crist, molins, bordel pour peschier, la chaucie de Saint-Crist, les pons et la pescherie a nasses gisans devant la chaucie ou vivier nostre tres chier signeur Raoul de Clermont, connestable de France et signeur de Neelle. Et avecques ce le vivier de Daumignon, et la chaucie et le bordel. Et ces choses desus dites nous fussent de grans coustemens a soutenir, et de petite value a nostre Eglise de Jueurre, et eussent este de lontemps. — Nous de nos bonnes volentez sans nul contraignement pour le pourfit de nostre Eglise devant dite apparent, et par le conseil de bonnes gens. De toutes ces choses desus dites avons fait marchie au dit mon signeur Raoul au quel appartient la seigneurie des diz lieuz et la justice. En tele maniere que toutes les choses desus dites demourront et seront au dit mon signeur Raoul, et a ses hoirs, ou a ceus qui arroient cause daus, a tous jours, pour quarante et cinc livres de parisis chacun an a paier, a nous ou a nostre certain commandement, de li ou des siens ou de ceus qui aroient cause

d'aus en la ville de Neelle, wit jours devant la Natiuité Saint-Jean-baptistre. — Et se il avenoit par aventure que il ou si hoïr ou cil qui de lui auroient cause defaussissent de celle paie faire, fust en tout fust en partie au jour desus dit, il seront tenu a nous rendre pour chacune journée que il defaudroient cinc sos de parisis en non de painne jusques a tant que toute la paie fust faite entierement et par cest marchie il est acorde de la volente dou dit mon signeur Raoul, que la prieuse qui demourra a Saint-Crist, ou li couvens habitans et demouranz en la maison que nostre Eglise a a Saint-Crist devront et porront morre franchement aus diz molins chascune semaine, l'une parmi l'autre deus sestiers de ble a la mesure de Peronne, mais que ce soit pour aus user en la dite maison de Saint-Crist, et nient plus, et devront morre sans delai apres le premier qui aura commence a morre. Encores est-il accorde dou dit mon signeur Raoul, que toutes les manieres de gent desus dite, et leur mainie, passent franchement alanz et venenz pour leur user et pour leur necessite sans paier chaucie au lieuz desus diz ; et que les charrettes li home ou li cheval, ou les bestes menanz ou portans les biens ou les choses appartenens a l'uisage de nous et de nostre Eglise, ou alanz pour nous ou pour choses appartenens a nostre maison de Saint-Crist, porront aler et venir par les chaucies franchement sans paier riens de chaucie au dit lieu. Et est ancor accorde par sa volente que il paiera le farinage et le ble que l'en a acoustume a paier chacun an es diz molins, a toutes les personnes a cui on les doit ou devra paier, et li cens des diz molins seront au dit mon signeur Raoul tout quitte, et il nous aquitte trois sos de cens que nous li deviens seur les molins desus diz chascun an. — Toutes ces choses, si comme elles sont desus dites, promettons nous loialement et en bonne foi a tenir et a fermement garder, toutes ensemble et chascune par soi, sans aler encontre par nous ne par autre, en quelque maniere que ce soit ; et li promettons

les choses desus dites deffendre, desraignier, garantir et appaisier encontre tous et vers tous a mes propres cous. — Et se il avenoit par aventure que il feist aucuns cous, ou receüst aucuns dammages par la defaute de nostre garantise, nous volons que il ou si hoir ou cil qui auront cause de aus, en soient creu par leur simple parole sans autres preuves; et li permettons rendre et restablir et enteriner tous cous et tous dammages; et volons et hostroions que il s'en tiaigne seur toutes nos choses, et seur tous nos biens que nous avons a Saint-Crist et es-appartenances, ou a tous nos autres biens, les quïex nous li avons obligie, se il avenoit par aventure que nostre chose de Saint-Crist et des dites appartenances fussent vendues, engagies, arestees ou empeschies. — Et quant a ce faire, tenir, enteriner, et acomplir, obliions nous au dit mon signeur Raoul et a ses hoirs, tous les biens de nostre Eglise meubles et non meubles presens et a avenir, en quelque lieu que il soient ou pourront estre trouvé, renonçans quant a ce fait a toutes aides de droit, de loi et de canon, de coustume de país, de graces, de indulgences et de privileges empetrez et a empetrer, a toutes exceptions, barres, deffenses et deceptions, et tous angains par les quïex les dites choses porroient estre rappelees, decrïees et destourbees, et anianties, et a ce que les dites choses ne soient faites pour le pourfit de nostre Eglise, et que nous ne puissions dire que nous soïens deceues en cest fait, et enseurque tout, au droit qui dit que generaus renunciation ne vaut. Et volons encores que il nous puisse contraindre ou faire contraindre par la prinse de nos biens temporeux par quelconques justice que il vorra des gens nostre signeur le roi de France, ou par li ou par ses gens de ce que nous tenons desous lui, a acomplir les dites convenances. — Et prions et requérons a tres excellent prince nostre chier signeur Phelippe, par la grace de Dieu roi de France, que il veille agreer et confermer cest marchie et les convenances contenues en ces

presentes lettres. — Et requérons et soupploions a nostre saint pere et signeur l'apostoile qui pour le tens sera, que il veille con-fermer et approuver toutes les convenances desus dites et chascune par soi ; et donner ses lettres de la devant dite confirmation et approuvance, toutes les fois que il en sera requis par le porteur de ces lettres sans autre mandement avoir, et es-quelles lettres la teneur de ceste lettre soit contenue mot a mot. — Ou tesmoignage de laquele chose, nous Alis desus dite, abbesse de Jæurre, et tous li couvens dou dit lieu, avons fait seeller ces lettres de nos seaus. — Faites et donnees l'an de grace mil deus (cens) quatre vins et tresze, ou mois de Octembre, le lundi apres feste Saint-Denise.

(Les sceaux ont disparu).

RAPPORT DE M. BAZOT, TRÉSORIER,
SUR LE
CIMETIÈRE MÉROVINGIEN OU FRANK
DE FRAMERVILLE.

En France les antiquités nationales ont trouvé dans toutes les anciennes provinces des explorateurs désintéressés que l'attrait irrésistible de l'étude d'un monde loin d'eux, entraîne vers les temps obscurs de notre histoire ; que la conscience de rendre un service vrai à leur pays soutient dans leurs recherches trop souvent stériles. Le sol de la Picardie, particulièrement, est devenu, depuis un certain nombre d'années, l'objet de l'attention des archéologues, et des antiquaires du pays. Les découvertes qu'ils ont faites les excitent à de nouvelles découvertes et chacun d'eux constate avec autant de joie que d'empressement, par la voie de la

presse, l'existence des ruines qu'il rencontre, des débris qu'il découvre.

La Société des Antiquaires de Picardie, par ses excursions, ses fouilles, ses publications, a vulgarisé la science archéologique ; et, s'il est vrai que la Picardie est la province qui a fait le plus et le mieux pour la science archéologique, la Société des Antiquaires a contribué pour une bonne part à mériter cet éloge. Grâce à elle, on a compris que les jouissances de cette science étaient éminemment patriotiques ; le goût s'est formé et on a saisi avec avidité tout ce qui pouvait donner quelque connaissance, quelque lumière sur l'antiquité ; l'archéologie n'a jamais été si florissante que de nos jours. Maintes personnes qui, autrefois, auraient laissé couler avec une mortelle monotonie leurs jours de repos achetés au prix de longues années d'une vie de labeur, aujourd'hui viennent en aide à la Société et lui servent d'utiles auxiliaires, en unissant leurs efforts aux efforts de ses membres actifs, en fouillant avec eux dans la poussière des peuples primitifs ; heureux qu'ils sont de consacrer leur reste d'activité et leur intelligence mûrie, à l'étude d'un passé plein d'intérêt, à recueillir les souvenirs des Gaulois, des Romains et des Franks, nos premiers ancêtres.

La raillerie tourne en ridicule les collectionneurs et les accuse de prendre pour l'amour de l'antique leur manie de recueillir, sans ordre, sans choix, prétend-elle, une foule de débris, souvent apocryphes, dont ils forment de prétendues collections, entassant sans goût les objets plus ou moins communs.

La critique s'attache à poursuivre les personnes modestes qui, sans avoir fait les études préparatoires nécessaires pour se livrer à des recherches hérissées de difficultés, s'occupent des temps anciens, et leur reproche de prendre des allures savantes alors qu'ils ne sont pas même des demi-savants.

Raillerie et critique ont grand tort, nous soutenons que tous les

adeptes plus ou moins initiés aux mystères de la science archéologique lui rendent des services quand même, dans la proportion de leurs forces bien entendu, sans prétention aucune, nous dirons plus, en toute humilité, et sans se préoccuper du peu de cas que les érudits font de leurs personnes et de leurs collections.

C'est ainsi que M. A. Dumesnil, ancien chef d'institution à Framerville, canton de Chaulnes, arrondissement de Péronne, a adressé au journal le *Mémorial d'Amiens* deux lettres qui ont été publiées les 24 mars et 2 avril 1868.

Dans sa première lettre, M. A. Dumesnil annonce au public qu'il y a tout près de Framerville une carrière de pierres, où, depuis cinquante ans environ, l'extraction en grand est abandonnée. Des éboulements successifs ont fermé l'entrée de souterrains immenses dont l'origine et la destination sont restées inconnues. Un chauxournier qui, seul, exploite cette carrière une partie de l'année, en employant les meillons qui sont à sa portée, a souvent trouvé des ossements humains, des débris d'urnes funéraires, de petits vases noirs à bord façonnés, toujours placés près de la tête du squelette. Malheureusement les objets vus M. Dumesnil n'ont pas été conservés. Il en est de même d'un fer de lance, en très-bon acier, dont un homme se servit longtemps pour aiguïser sa faux et ses outils de bucheron.

Il ajoute que le côté de la carrière qui regarde l'ouest est coupé presque à pic, et offre une façade de 17 à 18 mètres de hauteur. Au-dessus de cette espèce de falaise, sont les champs (lieu-dit *sous les monts*), à 4 mètres du bord, il y a de cela une dizaine d'années, le soc de la charrue heurta un corps dur. On mit à jour un cercueil en pierre avec son couvercle. Il renfermait un squelette, rien de plus. Pas d'urne, pas la moindre inscription qui pût satisfaire, en éclairant une légitime curiosité. Cette année, vers les premiers jours de février, le dégel et la pluie firent ébranler une partie de

la falaise et la moitié d'un cercueil de même pierre et de même dimension tomba avec quelques ossements ; l'autre moitié, restée en place, apparaît aujourd'hui comme la gueule noire et béante d'un four.

Il serait heureux, dit-il, si cette courte notice, en donnant tout à la fois l'éveil et l'impulsion, conduisait à quelque découverte intéressante pour l'histoire de sa chère Picardie, si fertile en précieux souvenirs.

La seconde lettre nous apprend que M. l'abbé Poiré, curé d'Herleville, la sonde à la main, a interrogé seul le terrain signalé et a rencontré, après quelques minutes de tâtonnements, un corps dur qui ne pouvait être selon lui qu'un nouveau sarcophage. Un ouvrier fut appelé et les fouilles commencèrent ; on mit à nu deux grosses pierres dont l'une, longue de 90 centimètres, a la forme d'un prisme rectangulaire dont les quatre faces offrent chacune environ 32 centimètres de largeur. L'une des extrémités est ébréchée en biseau. L'autre pierre, plus curieuse, est plate et porte 30 centimètres d'épaisseur. Elle est à peu près carrée, mesurant de chaque côté 88 centimètres. La taille en est grossière, mais tout au milieu se trouve creusée une rigole ayant 25 centimètres de longueur sur 5 de largeur et 4 de profondeur. La surface de la pierre offre, à partir de l'une des extrémités de la rigole, une déclivité bien apparente vers l'un des angles dont les arêtes sont abattues à chanfrain creux. Ces deux pierres présentent de larges espaces d'une forte teinte rosée, ce qui indiquerait qu'elles ont passé par le feu.

M. A. Dumesnil arriva sur les lieux, au moment de l'extraction. M. l'abbé Poiré lui communiqua ses idées qui furent aussi celles de M. Dumesnil à l'endroit de cette trouvaille. Si ce n'est pas un dolmen ou fraction de dolmen, qu'est-ce que c'est ? demande-t-il.

Là ne se bornèrent point les recherches, car sous ces pierres le sol était encore mouvant. A une profondeur de 1 mètre 80 centi-

mètres, on trouvait de nouveau des ossements, lorsqu'un coup de pioche, maladroitement donné, brisa une petite urne en verre très-jolie, dont le bord supérieur, par un heureux hasard, se trouve à peu près intact, de sorte qu'à l'aide de ce bord de 8 centimètres de diamètre et des fragments retrouvés, il est facile de se figurer la forme de l'urne. Chose remarquable : des parois très-minces du verre se détachent des pellicules micacées d'un brillant éclat métallique. Les savants apprécieront, dit-il.

Une autre particularité qui a frappé M. Dumesnil, c'est celle-ci : à la mi-profondeur de la tranchée que l'on venait d'ouvrir, l'une des parois extrêmes laissait passer librement la sonde dans une espace de 90 centimètres carrés. Cette cavité fut aussi fouillée. Elle allait s'élargissant, comme une galerie funèbre, elle contenait un amas confus de débris humains jetés là pêle-mêle ainsi que dans une fosse commune. Ce lugubre entassement, à côté d'un prétendu dolmen, donne si beau jeu à l'imagination, que M. A. Dumesnil n'osa formuler sa pensée dans la crainte de donner prise à la critique ou au ridicule.

Alléché, séduit par cette intéressante narration, je résolus de me rendre à l'invitation adressée à Messieurs les Antiquaires d'Amiens et de faire une excursion jusque là.

La pierre à la rigole, aux arêtes abattues à chanfrain creux, réalisait, dans mon imagination, la pierre aux sacrifices humains, la table creusée avec sa rigole ; je voyais le bassin, sinon le trou formé de mains d'hommes servant à recevoir le sang des victimes, j'apercevais le conduit par lequel il s'échappait, je crus au dolmen, à un monument druidique polylithe.

Dolmen plutôt que *dolmin* signifie en Breton table de pierre, de *taol* table, contracté en *tol* qui employé dans le discours se change en *dol* par les lois de l'euphonie propre à cette langue, et du singulier *men* ou du pluriel *mein*, pierre.

La cavité s'élargissant comme une galerie funèbre était pour moi le couloir conduisant à une sépulture collective.

Il me semblait déjà pénétrer dans une chambre formée de pierres verticales recouvertes d'une ou plusieurs pierres plates, lorsque la nature de ces pierres s'y prête, car elles ne sont jamais taillées ; chambre le plus ordinairement carrée, ayant en général de 2 mètres à 2 mètres 80 centimètres de côtés et une hauteur d'environ 2 mètres, déterminée soit par la longueur des pierres verticales, soit par la distance entre le plafond et un dallage qui se rencontre dans les dolmens des dernières époques. Je me voyais dans un long cabinet dont les murs latéraux sont composés de pierres plates placées de champ et recouvertes d'autres pierres également plates qui partent horizontalement d'une cotière à l'autre.

Cette chambre ou cabinet auquel on accède presque toujours par un couloir plus étroit et plus bas que la demeure, environ 1 mètre de longueur sur 1 mètre 80 cent. de hauteur, est formé également de pierres fichées en terre verticalement, recouvertes d'autres pierres.

Un si grand nombre de dolmens sont orientés, la chambre à l'Ouest et le couloir à l'Est, que l'on peut admettre à cet égard une règle générale ; mais de même que la règle générale suivie aussi pour l'orientation des églises catholiques a des exceptions, de même elle paraît avoir admis également des variations ; ainsi il n'est pas insolite de trouver des dolmens orientés Nord-Sud.

Je me réjouissais de voir conservés en Picardie de vieux témoins du temps où la druidesse qui servit l'insurrection de Civilis, *Velleda*, vierge bructère, sacrifiait aux Dieux des victimes humaines, non pas innocentes comme on le croit à tort généralement, mais des hommes coupables rejetés sans pitié, comme encore aujourd'hui, de la société, condamnés à mourir, à cause des crimes dont ils étaient couverts.

Je partis donc, c'était le 6 avril. Arrivé à Framerville, M. Dumesnil que j'allai voir, s'offrit gracieusement de me conduire à la carrière. M. l'abbé Poiré, notre collègue non-résidant, averti de mon transport sur les lieux, s'y rendit de son côté.

Ma reconnaissance des lieux fit instantanément croquer le monument druidique qu'avec les deux lettres de M. Dumesnil je m'étais complu à construire, mes illusions s'évanouirent et la réalité s'affrit à mes yeux sous l'aspect d'un cimetière Gallo-Romain ou plutôt Frank, parce que, vous le savez, Messieurs, les Franks choisissaient les collines et les terrains exposés au midi en s'éloignant de l'humidité en vue de reculer le plus possible la destruction complète.

Appréciation que des découvertes à venir modifieront peut-être.

Malgré ses précautions, l'auteur a donné prise à la critique, son style, il faut le dire, est trop riche, trop fleuri, j'aurais préféré à cette phrase : « Des pellicules micacées d'un brillant éclat métallique se détachant des parois du verre. » Ces simples mots : la décomposition a produit un beau verre irisé ; il eût été moins prétentieux. Ne savons nous pas tous comment le temps ronge le verre et en dissout les tissus.

La description de M. Dumesnil n'est pas le tableau exact de la découverte ; on, pour s'exprimer en termes plus courtois, l'auteur a eu le talent de créer en émettant. Ce reproche, tout léger qu'il soit, je le lui fais, parce que dans tout, et principalement chez nous, l'imagination et l'amplification ne doivent jamais prendre la place de la sobre vérité.

Ainsi :

Les souterrains immenses n'ont jamais existé ; très-probablement, il a pu être fait, sans aucune intention, quelques galeries, quelques chambres par les carriers, soit comme conséquence de leur extraction, soit comme moyen de faciliter leur exploitation. S'il en avait été autrement, la réputation de ces souterrains im-

menses serait venue jusqu'à nous, d'autres cavernes moins vastes et plus éloignées ne nous sont-elles pas connues ?

Les pierres n'ont pas conservé, il est vrai, leur rudesse naturelle, mais la hache n'a qu'à peine dégrossi leurs panneaux, et la taille à prisme rectangulaire est une élégante mais peu fidèle description de ces pierres grossièrement travaillées.

La rigole me paraît être simplement une entailure destinée à recevoir le tenon d'une pierre superposée.

Qu'est-ce qu'une rigole ? C'est une ouverture longue, étroite, creusée dans une pierre de taille pour conduire un liquide quel qu'il soit ; or, la susdite rigole n'a pas d'issue. Si je suis dans l'erreur, cette entaille très-peu profonde (4 centimètres) est inexplicable et restera pour moi inexpliquée jusqu'à de nouvelles découvertes ; en attendant, je la range dans la catégorie des difficultés que de plus nombreuses observations feront peut-être surmonter un jour, si elles peuvent jamais l'être, car il en est qui seront à toujours insolubles.

La déclivité vers l'un des angles dont les arêtes sont abattues à chanfrains creux se traduit, en style prosaïque, par écornement d'un des angles résultant d'un choc ou d'un coup de marteau.

La galerie funèbre contenant un amas confus de débris humains jetés pêle-mêle, n'est pas autre chose qu'une tranchée mal faite profonde d'un mètre environ, large d'un mètre aussi environ, où se rencontre, non pas couchés, mais disséminés et en petite quantité des ossements brisés.

Je me suis expliqué ce bouleversement par la probabilité que ce cimetière a reçu les corps d'hommes qui professaient le Paganisme, et que lors de l'établissement du Christianisme on détruisit, par ordre des rois et des empereurs, tout ce qui était relatif au culte aboli. Je reconnais cependant qu'on peut m'objecter que les pots *toujours* placés, dit M. Dumesnil, près de la tête, indiqueraient que les morts étaient chrétiens, parce qu'il était d'usage, dans la primi-

tive église, de mettre à la tête des morts en les inhumant des pots renfermant des charbons, de l'eau bénite, de l'encens, usage qui n'a passé que dans le ^{xiii}^e siècle. On peut encore supposer que les fosses ont été ouvertes et fouillées précédemment, bien que le souvenir de ces fouilles antérieures soit depuis longtemps perdu.

Au pied de la falaise gisait l'auge ou le cercueil en pierre, brisée en plusieurs morceaux.

Des fouilles et des sondages furent faits devant moi, mais après quatre heures au moins employées à un travail infructueux, fatigués nous rentrâmes à Framerville où M. Dumesnil donna une aimable hospitalité à M. l'abbé Poiré et à son collègue d'Amiens.

Notre dévoué confrère et M. Dumesnil sont dans la ferme intention de poursuivre leurs recherches ; ils m'ont promis de me tenir au courant de ce qu'ils récolteront, si toute fois récolte il y a.

Je finis en remerciant M. Dumesnil de l'invitation qu'il a faite à la Société et je félicite M. l'abbé Poiré de l'initiative qu'il a prise dans cette affaire, qui n'est pas terminée, nous l'espérons.

Framerville, Framville, *Frameri Villa* en 1170, est un village d'époque française, situé auprès de la route d'Amiens à Péronne et à deux myriamètres de cette dernière ville. Au Cartulaire de Lihons (Lihons-en-Santerre, ancienne ville), il est cité sous les noms de Frainville et de Frainiville, qui signifieraient une habitation élevée au milieu des frênes ou franies, selon l'orthographe du temps.

RAPPORT DE M. BAZOT, TRÉSORIER,

SUR DES

MONNAIES TROUVÉES A THÉZY-GLIMONT,

(Canton de Sains, arrond^t d'Amiens.)

Le 24 avril dernier, un ouvrier employé à terrasser dans la cour du château de M. de Thézy, trouva des monnaies d'or et d'ar-

gent renfermées dans un pot de terre enfoui à une profondeur de quinze centimètres : le pot contenant ces pièces métalliques fut involontairement brisé par l'ouvrier qui n'en conserva aucun fragment.

Informée de cette trouvaille, la Société envoya sur les lieux deux de ses membres, MM. Antoine et Bazot ; arrivés à Thézy, ces deux commissaires ne purent voir le trésor, son propriétaire, M. de Thézy était absent ; mais M. le curé de l'endroit, l'abbé Deguehigny qu'ils rencontrèrent, d'une amabilité parfaite, leur communiqua, de la meilleure grâce du monde, l'inventaire dressé par lui au moment de la découverte.

La description aussi minutieuse qu'intelligente des pièces, l'interprétation des abréviations des légendes faites avec autant de soin que de savoir, révélèrent à vos délégués, dans M. l'abbé Deguehigny, un amateur distingué, sinon un véritable numismatiste : son travail leur apprit que les pièces trouvées n'avaient qu'un bien petit mérite d'ancienneté, qu'elles étaient communes, et que leur conservation laissait à désirer. La trouvaille n'a que ceci de remarquable, elle comprend toute la quatrième branche, dite deuxième des Valois.

Cinq effigies de rois figurent dans ce trésor : quatre rois de France, un roi d'Espagne, dans les proportions suivantes :

FRANÇOIS I^{er}.

(Un eseu d'or, trois testons).

Un teston porte cette sentence pieuse, assez rare ; NO : NOBIS : DN : SED : NQI : TUO : DA : GLORIA : pour NON NOBIS DOMINE, SED NOMINI TUO DA GLORIAM.

Un autre teston a été frappé avec la devise monétaire du duc de

de Bretagne, *Deus : in adiutorium meum intende*, tirée du psaume XXXVII v^e 23.

François I^{er}, en régularisant l'emploi de la lettre monétaire par son ordonnance du 14 janvier 1539, imita en cela les Romains, nos maîtres.

Les initiales indicatives des ateliers monétaires apparurent vers la fin du ⁱⁱⁱe siècle, sur les monnaies d'Aurélien. Cet usage devint plus général sous Probus et les autres successeurs d'Aurélien. Cependant ces marques communes sur le bronze, se voient moins habituellement sur l'argent et sont très-rares sur l'or.

C'est à la circonstance du menton rasé ou du menton barbu qu'on reconnaît les testons de ce roi, frappés avant ou après 1520. Dans cette année, à la fête des rois, François I^{er} blessé par le capitaine de Lorges au siège simulé à Romorantin, fit couper ses cheveux et laissa pousser sa barbe.

C'est encore sous François de Valois, comte d'Angoulême devenu roi de France et premier du nom, qu'on voit pour la première fois la couronne fermée sur les monnaies royales.

HENRI II.

(Neuf testons).

Ils proviennent ainsi que l'indiquent les lettres monétaires R. G. M. A. D. N. L. des ateliers de Lyon, Orléans, Montpellier, Paris, Poitiers, Bayonne, Toulouse.

Ce roi qui, selon Mezerai et Brantôme, eût été sans défaut s'il eût eu l'âme aussi bien faite que le corps, introduisit l'usage d'indiquer sur les monnaies le millésime et le numéro d'ordre des rois du même prénom.

L'administration des monnaies reçut sous Henri II une organisation nouvelle, et dans l'édit daté de Fontainebleau du 3 mars 1554, le premier qui ait réglé la matière avec une certaine étén-

due, on trouve indiqué, article 1^{er}, parmi les ateliers dans lesquels la fabrication doit être faite, celui d'Amiens.

CHARLES IX.

(Un escu d'or, vingt testons, deux douzains ou sols tournois).

Deux des vingt testons sont de l'année 1574, du côté de l'effigie ; il y a, nous a dit M. l'abbé Deguehegny, un D et à côté A M en caractères plus petits et il nous a demandé si ces deux lettres ne seraient pas une abréviation de AMBIANUM. Nous lui avons répondu que nous ne le pensions pas. L'ordonnance du 14 janvier 1539 fut respectée, ses prescriptions ont été suivies jusqu'à la suppression des ateliers monétaires de province. Les lettres monétaires furent jusqu'à ces derniers temps les seuls signes de reconnaissance : l'usage d'indiquer par un monogramme, ou une abréviation, la monnoierie d'où sortaient les pièces mises en circulation n'étant plus suivi depuis longtemps.

Capétien qui n'eut aucune vertu pour racheter ses vices, Charles IX s'occupa peu des monnaies : il y a néanmoins de ses monnaies qui ont un caractère historique en ce qu'elles se rapportent à un grave événement de son règne : ce sont celles de l'année 1562. A cette époque le prince de Condé, chef actif et intrépide, à l'âme ardente et fière, que le danger ou l'adversité ne pouvait effrayer ni abattre, dédaignant les pusillanimes indécisions de son frère et la prudence de l'amiral de Coligny, fit une prise d'armes et, à la tête des Protestants, s'empara d'Orléans où il frappa monnaie pour solder ses troupes. Il se servit des coins du roi ; mais, pour distinguer cette fabrication extra-légale, le maître des monnaies s'abstint de placer la lettre monétaire. Les pièces de 1562 qui ne présentent pas la lettre de l'atelier monétaire, c'est-à-dire l'R doivent donc être celles que fit frapper le prince de Condé.

HENRI III.

(38 pièces d'argent)

Marquées des lettres monétaires T. H. B. X. C. M. Nantes — La Rochelle — Rouen — *Amiens* ? — Caen — Toulouse.

Le monnayage éprouva sous Henri une grande modification administrative. Il fut choisi cinq généraux provinciaux parmi les conseillers généraux de la cour des monnaies pour faire les visites et chevauchées d'inspection. Le quatrième quartier, fixé à *Amiens*, embrassait toute l'étendue de la généralité de Picardie, y compris le Vermandois, les comtés de Roulogne, de Guynes et de Calais. (Edit daté de Chenonceaux, du mois de mai 1577.)

PHILIPPE II d'Espagne.

(Quatre pièces d'argent, deux Philippe Daldre ou Daller et deux demi escus ou demi Daldre, frappés avec, entr'autres qualités, celles de roi d'Angleterre — duc de Brabant — duc de Tournai — comte de Hanovre).

Les édits de François I^{er}, du 5 mars 1532, signé à Nantouillet, du 29 mars 1537, donné à Cornicy, du 19 mars 1540, rendu à Blois, du 15 janvier 1555, qui autorisent la circulation d'une foule de monnaies étrangères.

Les deux ordonnances de Henri II des 29 juillet 1549 et 23 janvier même année (1) qui réglèrent le cours des monnaies étrangères dans le royaume.

Les ordonnances rendues par Charles IX, l'une à St.-Germain-en-

(1) L'année commençait alors à la fête mobile de Pâques ; le mois de janvier était donc postérieur au mois de juillet de la même année.

C'est Charles IX qui, par son ordonnance de 1564, datée du Roussillon en Dauphiné, fixa le commencement de l'année au premier janvier.

Laye le 17 août 1361, l'autre à Lyon le 22 septembre 1574 qui fixent le prix des monnaies étrangères dont la circulation est permise en France, expliquent parfaitement, et en dehors de toute autre circonstance, la présence de monnaies frappées chez les peuples nos voisins, dans presque toutes les découvertes faites de monnaies nationales cachées ou perdues dans le courant des *xv^e* et *xvi^e* siècles.

Au début de la vie sérieuse, nous nous plaignions des difficultés que nous éprouvions à compter les sommes d'argent que les affaires notariales nous faisaient passer par les mains, nous nous impatientions *in illo tempore* à la vue de ces louis de vingt-quatre et quarante-huit livres, de ces pièces de trois et de six livres, de douze et de vingt-quatre sous, le tout déprécié dans des proportions inégales ayant pour appoints les pièces de six blancs ; et, si nous ne nous servions pas de l'abaque pour compter, nous étions du moins obligé de prendre plume et papier pour dresser des bordereaux souvent très-complicqués. Quels gémissements n'aurions nous pas poussés, s'il nous eût fallu recevoir et donner journellement des sommes souvent importantes en monnaies françaises telles que :

« Escus soleil, de deux deniers seize grains, pour quarante sols tournois.

Escus couronne, de deux deniers quatorze grains, pour trente-neuf sols tournois.

Gros testons, du poids de sept deniers douze grains, pour dix sols tournois.

Grands blancs, de treize, de douze et de dix deniers tournois pièce.

Escuz vieilz, du poix de trois deniers, pour quarante-six sols tournois.

Roiaux, francs à pied et à cheval, du poix de deux deniers vingt et un grains, pour quarante-quatre sols six deniers tournois ».

Sans compter les monnaies étrangères connues sous les noms de :

Nobles à la Rose, nobles Henri, angelots, saluts et ducats, lions, patars, florins Philippus, florins au traict, impériales de Flandres, Carolus de Flandres, Alphonsins, scutins, oboles de Lorraine, gros de Metz, gros d'Escoce, gros d'Angleterre, brelingues de Gueldres, riddès de Gueldres, carbanots, réales d'Espagne, escuz de Flandres — de Castille — de Valence — d'Aragon — de Navarre; vieilz ducats d'Espagne — de Portugal — d'Hongrie — de Venise — de Gènes et tant d'autres dont les noms nous échappent, de valeurs différentes et essentiellement variables.

Décidément, ce n'était pas pour les comptables un bon temps que celui-là et certes nous n'aurions jamais accepté les fonctions de trésorier de la Société des Antiquaires de Picardie si, la quatrième branche dite deuxième des Valois régnant, Société et Rapporteur eussent vécu dans la vieille et bonne ville d'Amiens.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 2^me Trimestre de 1868.

1^o Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique :

1^o Archives des missions scientifiques et littéraires, 11^e série, tom. iv, 3^e livre. — 2^o Revue des Sociétés savantes, décembre 1867, janvier 1868. — 3^o Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances extraordinaires du Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés savantes tenues les 23, 24, 25 et 26 avril 1867. Histoire, Philologie et Sciences morales, 1 vol. in-8^o. — 4^o Mémoires.... Archéologie, 1 vol. in-8^o.

II. Par S. Exc. M. le Ministre de la Marine et des Colonies :

1^o Revue maritime et coloniale, n^o 88-89.

III. Par les Auteurs :

1° Histoire de cinq villes et de trois cents villages, hameaux ou fermes. 4° partie. St.-Riquier et les cantons voisins. Par Ernest Prarond. Tom. II. Abbeville 1867. Briez. 1 vol. in-18. — 2° Entrées royales et princières dans Amiens pendant les xv^e et xvi^e siècles, augmentées de quelques faits inédits relatifs à l'histoire de cette ville, par A. Dubois. Amiens 1868, Lambert-Caron, in-8°. — 3° M. J. B. Mathon, par A. Milet. Rouen, 1868, Cagniard, in-4°. — 4° Note sur la question du Musée Napoléon, par M. Ed. Jourdain. Amiens, 1868, Caillaux, in-8°. — 5° Emile Vion, cultivateur à Lœuilly (Somme). Le droit de marché. Péronne, 1868. Recoupé, in-8°. — 6° Les Normands dans le Noyonnais. ix^e et x^e siècles. Par M. Peigné-Delacourt. Noyon, 1868, Andrieu, in-8°. — 7° L'hypocauste de Champlieu près de Pierrefonds, par M. le docteur Peigné-Delacourt. Beauvais, 1867, Peré, in-8°. — 8° Notice archéologique et historique sur le canton de Luzarches, avec l'indication des usages locaux, et précédé d'une introduction par Alex. Hahn. Versailles, 1868, Dunox, in-8°, cart. — 9° Histoire du Boulonnais par J. Hector de Rosny. Amiens, 1868, Yvert, 1 vol. in-8°. T. 1^{er}.

VI. Ouvrages périodiques :

1° Revue de l'Art chrétien, 1, 2, 3, 4. — L'Institut, nos 385, 386, 387, 388. — Journal des Beaux-Arts, nos 7, 8, 9, 10, 11. — Messager des sciences historiques ou archives des arts et de la bibliographie de Belgique, 1. — 5° Le cabinet historique, nov. déc. 1867, février, mars, 1868.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance du 14 Juillet 1868.

Présidence de M. Ed. JOURDAIN, Président.

M. Bazot, vice-président, rappelle qu'à la dernière séance, M. Jourdain a donné sa démission de Président, par suite de difficultés survenues dans l'affaire de cession du Musée. Il espère que la Société s'unira à lui pour inviter de nouveau M. Jourdain à revenir sur sa détermination. La Société renouvelle les instances qu'elle a déjà faites à son président, lequel ne croit pas devoir résister à ces marques réitérées de sympathie, et reprend le fauteuil.

— M. le Maire d'Amiens écrit à M. le Président, à la date du 13 Juin, que M. Boucher de Perthes vient de l'informer que six armoires et deux grands coffres de chêne sculpté, qu'il a donnés à la ville d'Amiens pour son Musée, sont mis à sa disposition. Il le prie de vouloir bien prendre les mesures nécessaires pour la réception de ces objets au Musée.

— M. le Maire écrit au Président pour lui demander, selon l'usage, un état indiquant l'emploi de la somme de 600 fr. allouée en 1867 à la Société pour le Musée communal d'archéologie.

— M. Chopin-Dallery, gendre de Charles Dallery, et Madame Claret, sa fille, écrivent à la Société pour lui annoncer l'envoi du buste de Charles Dallery, mécanicien amiénois, inventeur, breveté en 1803, de la chaudière tubulaire et de l'hélice navale.

Des remerciements sont votés à M. Chopin et à Madame Claret.

— M. le Président de la Société des Amis des Arts demande à être autorisé à prendre possession de quelques salles du Musée, afin d'y installer l'exposition projetée de tableaux et d'objets d'art.

M. Bazot, vice-président, a donné cette autorisation.

— A une nouvelle demande de M. H. Dauphin de disposer du milieu de la galerie Nieuwerkerke, M. Bazot a répondu qu'ayant eu connaissance d'arrangement préalablement pris par M. Dauphin avec l'ancien Président de la Commission ministérielle de disposer de ce local moyennant argent, il n'a pas cru devoir acquiescer à cette demande avant d'avoir pris l'avis de la Société.

— M. le Ministre de l'Instruction publique informe que, par arrêté du 11 Juillet, il a alloué une subvention de 500 fr. à la Société pour l'exercice 1867.

— M. l'abbé Duval lit le rapport suivant, au nom de la Commission de cession et de la Commission des comptes, sur l'acceptation de la situation financière de l'œuvre du Musée. (Voir page 83).

Après quelques observations échangées, le vote au scrutin secret ayant été demandé par un membre, la Société vote et adopte les conclusions du rapport à l'unanimité; elle décide, en outre, que ce rapport sera transcrit sur le registre aux délibérations, et que copie en sera adressée à M. le Préfet de la Somme et à M. le Maire d'Amiens.

Séance du 11 Août 1868.

Présidence de M. l'abbé Ed. JOURDAIN.

— M. G. Rembault dépose des médailles et un cachet avec armoiries offerts par M. Josse, instituteur à St.-Saulieu.

— M. Salmon annonce qu'il a remis, pour figurer dans le Musée, un mortier en pierre donné par Madame de Nampty qui l'a trouvé à Septenville.

— M. le Maire écrit à M. le Président qu'il a constitué un Comité de patronage pour provoquer des adhésions au projet d'exploration au Pôle Nord par M. Gustave Lambert, et qu'il serait heureux, au nom de la ville d'Amiens, de voir la Société figurer parmi les souscripteurs à cette œuvre.

La Société regrette que l'état de ses finances ne lui permette pas de s'associer à la souscription proposée. Elle verra avec satisfaction que les membres qui la composent donnent individuellement cette marque de sympathie à la grande entreprise projetée.

— M. A. de Caëu, d'Abbeville, annonce qu'un de ses amis, M. Rousseau, graveur, offre à la Société des An-

tiquaires trois de ses gravures qui ont figuré à l'Exposition des Amis des Arts : 1° Le portrait de M^{me} Elisabeth — 2° Le Christ et S. Jean d'après Ary Scheffer — 3° Un portrait d'homme d'après Francia.

— Le Secrétaire-perpétuel de la Société académique de Boulogne-sur-Mer demande un échange régulier de publications entre la Société académique de Boulogne et la Société des Antiquaires de Picardie.

A la date du 29 Juillet, M. Haigneré, secrétaire-perpétuel de la Société académique de Boulogne, remercie M. Garnier d'un envoi de nos publications. Dans cette lettre, on remarque le passage suivant qu'il paraît intéressant de relever, comme point de comparaison entre la manière administrative de faire à Amiens et à Boulogne :

« J'ai lu avec un douloureux intérêt les discussions qui se sont élevées entre la Mairie d'Amiens et votre Société au sujet du splendide Monument qui fera, à tout jamais, la gloire de cette dernière. Comment est-il possible de voir le droit si mal compris, et le dévouement si mal récompensé. Je ne puis m'empêcher, en lisant ces tristes débats, de faire une comparaison. . .

» Mgr Haffreingue, en élevant à Boulogne cette admirable Cathédrale qui fait l'orgueil de notre ville, a obtenu, en 1839, de la ville, le droit d'établir son péristyle en empiétant sur la voie publique. Les considérants de la délibération municipale et de la demande du vénérable prélat constatent, comme chez vous, pour votre empiètement sur les Moreaucourt, que l'édifice est appelé à devenir une propriété communale et sera donné à la ville. — Est-ce que notre Conseil municipal aurait jamais osé invoquer ce fait pour s'emparer de l'édifice *tanquam ipso jure*? — Il n'en a jamais été question, et bien mieux, Mgr Haffreingue n'en a fait la donation que

moyennant le paiement d'une somme de 250,000 fr. qui, avec les intérêts des à-comptes échelonnés à divers intervalles sur les budgets futurs ne s'élèvera pas à moins de 325,000 fr. De plus, la *donation*, car malgré cela ça été une donation, a été faite à la condition formelle que l'édifice ne pourrait jamais changer de destination, etc.

» Cette affaire a été examinée en Conseil d'Etat et a fait l'objet d'un décret impérial. »

— M. le Proviseur du Lycée impérial d'Amiens écrit à la Société que le prix Du Cange a été obtenu par l'élève Huchette (Hyacinthe-Frédéric), né à Montreuil-sur-Mer.

— La Société décide que le 1^{er} volume in-4° du travail de M. Darsy devra être, autant que possible, en état d'être présenté au Conseil général de la Somme dans la session d'Août 1868.

— M. le Président donne lecture d'un article de critique artistique sur l'Exposition des Amis des Arts, publié dans le *Journal d'Amiens* par M. Ch. Hubert, et dans lequel sont appréciés en termes flatteurs les efforts de la Société pour conserver le Musée à la ville d'Amiens. Le Président propose, et la Société s'associe avec empressement à cette pensée, qu'un extrait de cet article figure dans le Bulletin. Voici ce que dit M. Ch. Hubert :

« Après la réunion opérée, dans ce même lieu, des produits de l'art moderne et des collections de diverses époques, on sent que désormais leur séparation n'est point possible, et l'on repousse plus que jamais l'idée qu'un local si admirablement approprié à cette double destination puisse être enlevé à la Ville (qui seule devrait en disposer), pour devenir une succursale des Musées impériaux. Alors qu'aucun contrôle ne serait plus permis à ceux qui ont le droit et le devoir de les faire respecter, quel compte tiendrait-on des

intentions des fondateurs et des vœux hautement exprimés par l'opinion publique ? C'est au bon plaisir et au caprice de l'administration des Beaux-Arts, à Paris, qu'il faudrait le demander. »

(*Journal d'Amiens du 21 Juillet 1868.*)

— La famille Boucher de Perthes fait part à la Société de la mort de M. Boucher de Perthes, décédé à Abbeville, le 2 Août 1868, à l'âge de 79 ans.

La Société s'associe au deuil de la famille et décide que l'expression de ses regrets sera consignée au procès-verbal de la séance.

— Le Président dépose sur le Bureau le dossier de la donation Barni, et propose d'accepter.

La Société décide qu'elle l'accepte et remet les pièces au trésorier.

— M. G. Rembault signale un ouvrage du xvi^e siècle ayant pour titre : *La grande et merveilleuse et très-cruelle oppugnation de la noble cité de Rhodes, prise naguères par Sultan-Soliman, à présent Grand-Turc, ennemy de la très-saynte Foi Catholique, rédigée par escript, par excellent et noble frère Jacques, Bastard des Bourbons, commandeur de St.-Maulviz, Doysemont et Fonteynes, au prieuré de France.* Paris, 1525, in-4°, estimé 400 fr. A l'occasion de cette communication, il exprime le vœu que la bibliothèque de la ville puisse acquérir successivement tous les ouvrages qui intéressent la province.

— M. G. Rembault demande ensuite ce qu'est devenue l'offre de 300 fr. faite il y a quelques années par M. Thuillier, conseiller d'Etat, pour une médaille à

décerner à l'auteur de la meilleure statistique historique et archéologique du canton d'Oisemont.

La Société décide qu'elle s'adressera à la famille de M. Thuillier pour savoir si elle persiste à laisser ce sujet de prix au concours.

— M. Leleu fait un rapport sur le travail de M. Peigné-Delacourt intitulé : *Les Normands dans le Noyonnais*.

Après l'échange de diverses observations relatives à ce rapport et à l'intéressant travail qui en est l'objet, la Société décide qu'une nouvelle séance aura lieu à huitaine pour achever l'arriéré des lectures (Voir p. 90).

Séance du 18 Août 1868.

Présidence de M. l'abbé Ed. Jourdain.

— M. Barbier, entrepreneur, offre à la Société des Antiquaires un moulin à bras, trouvé dans la fondation qui se fait en ce moment dans la rue Diagonale. C'est une machine complète et fort curieuse que le Musée ne possédait pas encore.

Des remerciements sont votés à M. Barbier et à M. Herbault, architecte et membre de la Société.

— M. De Vicq, neveu de M. Boucher de Perthes, exprime, au nom de toute la famille, la gratitude que lui inspire le dernier hommage que la Société des Antiquaires a bien voulu rendre spontanément à la mémoire de M. Boucher de Perthes.

— M. Pouy lit une notice biographique, accompagnée de nombreux documents historiques inédits et d'appréciations critiques, sur M.^r Faure, évêque d'Amiens.

Ces documents, dont la plupart étaient inconnus jusqu'ici, excitent vivement l'intérêt des membres de la Société, qui remercient l'auteur et décident que son travail sera renvoyé au Comité d'impression.

Séance du 10 Novembre 1868.

Présidence de M. l'abbé Ed. Jourdain.

M. le Préfet de la Somme annonce au Président que, sur sa proposition, le Conseil général de la Somme a, dans sa dernière session, voté une allocation de 4200 fr. en faveur de la Société.

— M. Dergny de Grandcourt écrit qu'il tient à la disposition de la Société quelques documents historiques, la plupart inédits, sur les cantons de Gamaches, St.-Valery et Ault, qu'il aurait le désir de voir imprimés dans le recueil de ses travaux.

La Société invite le Secrétaire-perpétuel à écrire à M. Dergny pour le prier de lui adresser ces notes.

— Le Président donne connaissance à la Société de la délibération du Conseil municipal, en date du 3 Octobre, par laquelle il accepte le Musée Napoléon, à titre de Musée communal, sous la condition qu'il lui sera remis affranchi de toutes dettes.

Après en avoir délibéré, la Société prend, à l'unanimité, la délibération qui suit :

« La Société des Antiquaires de Picardie,

» Vu la délibération en date du 3 Octobre dernier par laquelle le Conseil municipal d'Amiens décide : 1° Qu'il est prêt à accepter la remise du Musée Napoléon, lequel

restera affecté à la destination convenue, c'est-à-dire à la destination de Musée communal, ainsi que l'explique le considérant du vote ; 2° que cette remise doit être exempte de toutes charges de quelque nature qu'elles soient, sauf celles qui concernent l'administration et la conservation du Monument et de ses collections ;

» Décide que le Musée Napoléon sera remis à la Ville, exempt de toutes charges.

» En conséquence, la Société avisera, dans le plus bref délai possible, à acquitter toutes les charges actuelles du Musée, tant celles qui ont été reconnues et constatées par la Commission du Musée Napoléon le 24 Décembre 1867, date du dernier arrêté de compte, que celles résultant des dépenses d'entretien et de conservation qui auraient été effectuées depuis cette époque. »

— La parole est ensuite donnée à M. l'abbé Duval pour la lecture du rapport sur la question des voies et moyens pour le paiement des dettes du Musée.

Après avoir entendu les observations de plusieurs membres, M. le Président met aux voix le rapport sur les voies et moyens, lequel est adopté à l'unanimité.

— M. G. Rembault demande la parole pour une proposition portée à l'ordre du jour de la séance. Il lit la note qui suit :

« Messieurs, en lisant le procès-verbal de la séance du Conseil municipal d'Amiens tenue le 3 Octobre dernier, procès-verbal publié le 18 du même mois, j'ai trouvé le passage suivant qui intéresse la Société des Antiquaires de Picardie.

« Un membre soutient qu'il serait préférable que le
» Musée appartint à l'Etat. L'idée de faire de ce Monu-
» ment un Musée national n'est pas nouvelle. La Com-
» mission qui a été chargée de le construire était d'avis
» qu'il fallait l'offrir à l'Etat. C'est même à raison de
» cette pensée, plusieurs fois manifestée à l'autorité su-
» périeure, qu'il a été possible d'obtenir les autorisations
» nécessaires pour les loteries qui ont eu lieu. La Société
» des Antiquaires de Picardie, qui n'a pas ignoré tout ce
» qui s'est passé alors, et qui approuvait les dispositions
» d'esprit dans lesquelles on était à cette époque, est
» donc mal fondée à soutenir aujourd'hui que jamais il
» n'a été question d'offrir le Musée à l'Etat. »

« Des protestations s'élèvent contre ces paroles, et un
» membre affirme de la manière la plus énergique que
» jamais la Société des Antiquaires de Picardie n'a eu
» connaissance des délibérations sur lesquelles l'hono-
» rable préopinant appuie l'avis qu'il vient d'émettre. »

« Messieurs, il résulte de l'extrait ci-dessus que nous,
membres de la Société des Antiquaires de Picardie, nous
sommes en présence d'une affirmation contredite par
une dénégation. Il m'a semblé opportun, Messieurs, de
faire appel à vos souvenirs et de vous demander lequel
des deux collègues que nous comptons dans le sein du
Conseil municipal d'Amiens a dit la vérité. Est-ce celui
qui a affirmé que, depuis les loteries, nous savions que
le Musée devait être donné à l'Etat ? Est-ce celui qui a
protesté énergiquement contre ce dire ?

» Il suffit, Messieurs, de vous poser la question pour
que vous la résolviez selon la vérité, c'est-à-dire pour

que vous décidiez par un vote que le second membre qui a pris la parole a été exact et vrai dans ce qu'il a dit au sein du Conseil municipal d'Amiens.

» En conséquence, Messieurs, j'ai l'honneur de vous proposer :

» 1° De déclarer par un vote que le second membre qui a pris la parole au sein du Conseil municipal, le 3 Octobre dernier, a dit la vérité.

» 2° D'autoriser la publication, dans la presse amiénoise, du vote que vous allez émettre aujourd'hui, pour rendre hommage à la vérité.

» En agissant ainsi, Messieurs, vous continuerez à prouver une fois de plus la bonne union qui existe entre nous dans le but de conserver à la ville d'Amiens le Musée Napoléon, comme Musée communal. »

Après quelques explications, desquelles il résulte que les noms des deux membres de la Société des Antiquaires qui ont pris part à la discussion au sein du Conseil municipal ne sont pas donnés dans le procès-verbal de la séance du 3 Octobre, et qu'il n'y a pas lieu de les faire connaître davantage dans une note destinée à la publicité qui émanerait de la Société des Antiquaires, la Société adopte à l'unanimité la double proposition de M. G. Rembault, en laissant à chacun des membres la pleine liberté de faire connaître cette décision.

— M. le Préfet de la Somme demande à la Société quel emploi elle entend faire du legs Barni. La Société, conformément à ses intentions déjà plusieurs fois exprimées, déclare que le legs Barni sera employé jusqu'à due concurrence au paiement des dettes du Musée Napoléon.

— M. Bazot annonce à la Société que M. E. Souplet a légué 1000 fr. pour acheter un tableau.

— M. Bazille, ancien menuisier à Amiens, offre une statuette de la Vierge en cuivre fondu. — Des remerciements lui sont votés.

— La séance est terminée par une lecture de M. l'abbé Jumel, curé de Bourdon, d'une monographie de la commune et seigneurie de Croy.

Séance du 8 Décembre 1868.

Présidence de M. l'abbé JOURDAIN.

M. Herbault dépose sur le bureau une description d'un moulin romain, à l'occasion du moulin à bras trouvé dans les fouilles de la rue Diagonale à Amiens, à 6 mètres en contre-bas de la voie publique.

— M. l'abbé Jourdain, président, annonce qu'il va être procédé au renouvellement du Bureau. Il remercie, dit-il, du fond du cœur, ceux de ses collègues qui lui ont manifesté le désir de lui voir conserver ses fonctions pendant la période nouvelle qui va s'ouvrir. Mais d'une part il regarde comme plus conforme aux convenances et à l'esprit de la Société de ne garder les fonctions présidentielles que pendant un an, et d'autre part des raisons particulières, sa santé surtout, lui font une obligation stricte de résister.

Il est répondu à ces observations par plusieurs membres que les services exceptionnels que M. Jourdain a rendus et peut encore rendre dans la grande affaire de la

cession du Musée, doivent préoccuper avant tout les membres de la Société.

Le scrutin s'accomplit sous l'influence de cette pensée et M. Jourdain se trouve avoir réuni l'unanimité des suffrages.

De nouveau M. Jourdain remercie la Société de l'avoir si largement et si puissamment soutenu depuis le premier jusqu'au dernier instant de sa présidence, mais il persiste dans sa résolution, et prie ses collègues de ne pas oublier que, continuant à faire partie de la Commission de cession, son concours ne cesse pas d'être assuré à l'œuvre commune.

Le scrutin s'ouvre de nouveau et M. Bazot est élu président. Sont ensuite nommés M. Hesse, vice-président et M. Gabriel Rembault, secrétaire annuel.

— M. le Président donne communication d'une lettre du maréchal Vaillant, ministre de la Maison de l'Empereur. Il résulte de cette lettre et de divers extraits d'une autre correspondance, qu'il n'y a pas lieu de craindre une diminution de libéralité dans la distribution des objets d'art qui dépend de la surintendance des Beaux-Arts.

— M. Dutilleux expose qu'il est à sa connaissance que des ouvriers sont journellement employés au Musée Napoléon. Leurs travaux, quels qu'ils soient, seront sans nul doute payés par la Société et ne sont point ordonnés ni contrôlés par elle. Il est également à sa connaissance, que de nombreux visiteurs vont et viennent dans le Musée, sans être accompagnés par aucun gardien. Cet état de choses très-préjudiciable aux intérêts de la Société et

pouvant engager sa responsabilité, ne peut être toléré plus longtemps.

— M. Darsy, membre de l'ancienne Commission de construction, rappelle que M. le Préfet ne considère pas encore la Commission ministérielle comme définitivement dissoute, et qu'il se croit en droit de la reconstituer au besoin en adjoignant au seul membre non démissionnaire un certain nombre d'autres collègues. Dans cet état de choses il semble au membre qui a la parole qu'il y a lieu de nommer immédiatement une Commission administrative.

MM. Corblet et G. Rembault appuient la proposition avec quelques développements. M. G. Rembault demande, en outre, qu'il soit signifié à M. Dufour de ne plus faire aucune dépense au Musée sans l'autorisation de la Société. Un grand nombre de membres, abondant dans le même sens, demandent qu'il soit fait sommation au Président de l'ancienne Commission de construction de rendre à la Société les comptes qu'il peut lui devoir, et de lui remettre les clefs du Musée, des vitrines et des armoires, et ce dans le plus bref délai possible.

Ces propositions sont mises aux voix et adoptées.

— Quelques membres proposent de charger provisoirement la Commission de trois membres annuellement nommés par la Société, du soin de veiller à l'administration et à la conservation du Musée. Il est répondu qu'il n'y a pas lieu de changer les attributions de cette Commission qui sont plus restreintes. En conséquence, la Société charge son Bureau de faire tous les actes conservatoires et d'administration qui peuvent lui incomber.

— M. Pouy présente à la Société une note concernant Du Fresne de Francheville et le mariage de S. Angilbert. (Voir page 101).

RAPPORT

Fait dans la séance du 14 Juillet, au nom de la Commission de cession et de la Commission des comptes, sur l'acceptation de la situation financière de l'œuvre du Musée.

MESSIEURS,

Vous savez par suite de quelles circonstances indépendantes de la volonté de la Société, il nous a été impossible de satisfaire aux demandes contenues dans la lettre de M. le Préfet en date du 11 avril 1868.

Ce magistrat ayant été avisé de cet incident, a pensé qu'à défaut des pièces qui sont entre les mains de M. Dufour et qu'on ne peut avoir, la connaissance du dernier compte arrêté par la Commission du Musée Napoléon suffirait pour que la Société apprécîât la situation financière de l'entreprise et en prit, si elle le voulait, la responsabilité.

En conséquence, M. le Préfet, par une dépêche en date du 29 avril dernier, a donné copie au Président de la Société :

1° De la délibération de la Commission du Musée, en date du 21 décembre 1867 ;

2° De la situation financière de l'œuvre à la même date ;

3° De l'état détaillé des dettes au 20 décembre 1867.

M. le Préfet rappelle ensuite l'engagement qui a été pris par la Commission de faire les frais du retour à Paris des tableaux prêtés par l'Etat, si ces tableaux sont réclamés.

Par *post-scriptum* M. le Préfet avertit la Société que deux parcelles du terrain domanial, valant plus de cent mille francs, n'ont pas été cédées jusqu'ici à la Société, et que celle-ci aura à traiter ultérieurement avec l'Etat de l'acquisition de ces parcelles de terrain.

Après avoir fait remarquer que les valeurs représentant, et au-delà, le passif de l'œuvre, ne sont pas immédiatement réalisables, M. le Préfet conclut qu'il conviendrait de recourir à un emprunt, à moins que la Société ne trouvât un autre moyen de libération aussi sûr et aussi efficace.

Lorsque la Société, par une délibération spéciale, aura pris à sa charge les engagements contractés par la Commission du Musée, les membres de cette Commission seront dégagés des obligations résultant du mandat qu'ils ont bien voulu accomplir, et la Société sera mise en possession du Monument et de son administration.

D'après cette communication, vous avez à vous rendre compte, Messieurs, de la situation financière de l'œuvre du Musée, à décider si vous l'acceptez, et, dans le cas d'une résolution affirmative, à faire choix des meilleurs moyens de libération vis-à-vis des créanciers.

La situation financière de l'œuvre est établie ainsi qu'il suit dans les documents qui vous ont été communiqués.

Le passif s'élève à la somme de 26,089 fr. 78 c. savoir :

1° 10,817 fr. 63 c. dus en principal et intérêts à MM. de Nerville et Duvette ;

2° 15,272 fr. dus aux divers créanciers désignés en l'un des états produits.

D'après la Commission l'actif se compose de :

1° De la Rente Barni 3 0/0 de 500 fr. valant au 21 décembre 11,000 fr. environ ;

2° De la Rente de M^{lle} Barni, aussi de 500 fr. valant également au 21 décembre 11,000 fr., ensemble 22,000 fr. et plus ;

3° Des lots non réclamés, soit 18,000 francs.

La Commission fait observer qu'en outre elle laisse à la Société :

1° Un terrain impasse du Musée dont la valeur ne saurait être actuellement fixée ;

2° Les cadres du Puy coûtant près de 6,000 francs ;

3° Les cadres sculptés de l'hôtel de Landreville achetés près de 3,000 francs ;

4° Le mobilier de la salle des séances de la Société valant près de 2,000 francs ;

5° Une foule d'objets plus ou moins précieux achetés pour le Musée et dont la valeur s'élève à un chiffre fort important.

D'après ce compte, l'actif dépasserait de beaucoup le passif, et M. le Préfet en a fait l'observation, à la décharge de la gestion des membres de la Commission du Musée.

Tout en partageant à ce dernier point de vue l'opinion de M. le Préfet, votre Commission a quelques observations importantes à faire.

Au sujet du passif, M. le Préfet vous a fait remarquer que la Commission du Musée Napoléon a pris l'engagement de renvoyer à ses frais les tableaux prêtés par l'Etat, lorsqu'on les réclamera. Aucune des pièces produites ne nous fait connaître les termes de cet engagement. Votre Commission aurait pu se rendre compte, peut-être, de la charge qui peut en résulter, si l'état des dépenses faites pour amener ces tableaux se trouvait au dossier, mais il n'y paraît pas. On a parlé de 10,000 francs, nous croyons cette somme fort exagérée. Le chiffre serait-il réduit de moitié, des deux tiers même, ce serait encore un chiffre important.

Il y a lieu aussi de porter en ligne de compte les dépenses effectuées depuis le 21 décembre dernier. Ici, encore, la Commission s'est trouvée en face de l'inconnu. Les membres démissionnaires de la Commission du Musée sont restés étrangers à ces dépenses.

M. le trésorier Guerlin n'a participé en rien à la gestion de l'œuvre depuis le 21 décembre.

Enfin il a été impossible à votre Commission de vérifier les titres des créanciers, aucune pièce à l'appui n'ayant été produite.

Quant aux parcelles de terrain domanial contiguës au Musée qui n'ont pas été jusqu'ici cédées à la Société, nous croyons que la Commission du Musée Napoléon a eu raison de ne pas en faire figurer le prix au passif. L'Etat a permis d'en prendre possession. Il n'est pas probable qu'il se montre moins bienveillant à l'avenir qu'il ne l'a été par le passé. Dans tous les cas, la Société n'a rien à redouter d'une revendication de l'Etat, car elle n'a contracté à son égard aucune obligation d'acquérir ces terrains.

L'actif porté au compte de la Commission du Musée a donné lieu aussi à quelques observations.

M. le Préfet a eu raison de faire remarquer que la plupart des valeurs qui y figurent ne sont pas immédiatement réalisables. On pourrait même dire que la plupart ne sont pas réalisables du tout.

Les 18,000 francs de lots non réclamés doivent être conservés intacts jusqu'au terme de la prescription la plus longue.

Le terrain de l'impasse ne peut pas être mis en vente utilement.

Qui songerait à faire argent des cadres du Puy, des boiseries de l'hôtel de Landreville et des autres objets acquis pour le Musée, sauf peut-être le tableau du Court qui a coûté fort cher et qui a peu d'intérêt ?

Des deux rentes Barni, la seconde n'est pas immédiatement réalisable, attendu que l'autorisation de l'accepter n'a pas encore été donnée. Cette autorisation du reste ne peut manquer de parvenir dans un délai très-rapproché et il est juste de maintenir cet article à l'actif réalisable.

Il faut aussi tenir compte de la plus-value de 1,000 à 1,200 fr. dont s'est accru le capital depuis le 21 décembre dernier, par suite de l'augmentation du cours de la rente.

Mais serait-il opportun de consacrer le capital de ces deux rentes au solde des constructions du Musée ? La Commission regretterait vivement qu'il en fût ainsi et que la Société se trouvât privée par ce fait d'une ressource annuelle des plus précieuses pour l'accroissement des collections.

Une dernière observation reste à faire. D'après l'arrêté ministériel qui institue la Commission du Musée Napoléon, les comptes de cette Commission doivent être rendus au Ministre de l'Intérieur. La Société suivant ce même arrêté, n'aurait pas qualité pour s'immiscer en quoique ce soit dans cet examen. Ne semble-t-il pas résulter de là que les comptes ne peuvent être reçus par la Société qu'après avoir obtenu l'approbation de l'autorité supérieure. Or, vous vous le rappelez, M. le Conseiller d'Etat, Préfet de la Somme, se borne à communiquer le dernier compte de la Commission, sans faire connaître s'il a été ou non approuvé. Vous trouverez sans doute, Messieurs, que là encore il y a une lacune à combler.

Les considérations que nous venons de vous soumettre sont-elles de nature à vous faire repousser ou seulement ajourner l'acceptation de la situation de l'œuvre du Musée ? Cette situation vous paraît-elle trop mal définie pour que la Société en prenne la responsabilité, ou trop onéreuse pour qu'elle en assume les charges ? La Commission ne l'a pas pensé, Messieurs. Sans s'arrêter à des considérations qui ne se rattachent que par un côté purement théorique à la résolution que vous avez à prendre ; sans rechercher si la Société est responsable des actes d'une Commission qui n'a pas reçu d'elle son mandat, instituée qu'elle a été directement par le Ministre, en remplacement d'une Commission régulièrement émanée de la Société ; sans se demander si la Commission du Musée a agi sagement en s'autorisant de l'arrêté ministériel pour tenir la Société complètement en dehors de ses opérations, alors qu'elle pouvait prévoir que ses actes engageraient finalement cette Société, comme

de fait ils l'engagent moralement aujourd'hui ; convaincue d'ailleurs que si les recettes et les dépenses ne s'équilibrent pas, la cause en peut être attribuée au retard qu'a subi la remise du Monument à la Société, votre Commission a été d'avis à l'unanimité qu'il n'existe au point de vue financier, tel qu'il nous est connu, aucun motif sérieux de décliner la responsabilité de l'œuvre du Musée. La Commission est également assurée que la Société trouverait aisément, grâce au bon état de ses finances et à la considération dont elle jouit, les moyens de faire face à une dette de quelques milliers de francs.

Cependant, Messieurs, la Commission vous propose de ne donner suite à cette résolution qu'après qu'une autre question qui se rattache à celle-ci aura été résolue. Nous voulons parler de la question pendante entre la ville d'Amiens et la Société.

En effet, si les conventions de 1854-1855 reçoivent leur exécution, le Musée Napoléon deviendra la propriété de la Ville. Si ce n'est la prétention de la Ville de se réserver la faculté de donner le Musée à l'Etat, prétention constamment repoussée par la Société, le Musée serait depuis longtemps un Monument municipal. Il le sera bientôt, si nous ne présumons pas trop de la sagesse et du patriotisme des représentants de la Cité.

Dans cette hypothèse, la ville d'Amiens serait substituée à la Société, et ce serait à elle qu'incomberait la responsabilité de la dette.

Il ne serait donc urgent pour la Société d'accepter cette responsabilité et de rechercher les moyens d'y faire face, qu'autant que la Ville se déciderait à ne pas accepter le Musée.

C'est pourquoi la Commission a pensé qu'avant d'accepter la situation financière du Musée, et de recourir à un emprunt ou à un autre moyen pour couvrir le passif que cette situation accuse, il y avait lieu de s'adresser à la Ville pour lui donner une connaissance

exacte de l'état des choses et lui demander de se prononcer sur la question pendante depuis trop longtemps entre elle et la Société, à savoir si elle entend accepter le Musée avec l'affectation de Musée communal qui lui a été attribuée d'un commun accord à l'époque des conventions, ou dégager la Société des obligations résultant de ces conventions.

Si la Ville, persistant dans la pensée qu'elle a eue en 1854, accepte le Musée aux conditions qu'elle a posées elle-même, la Société n'aura pas à s'occuper de la situation financière de l'œuvre ni des moyens d'y faire face.

Si la Ville, au contraire, peu soucieuse de tenir le Musée pour elle-même, dégage la Société, comme sa loyauté lui commandera de le faire, de la promesse de donation de 1854, la Société n'hésitera pas à se mettre aux lieux et place de la Commission du Musée, sous la réserve de la production de certaines pièces et de la vérification des créances restant à payer ; et elle avisera aux moyens de se procurer les ressources nécessaires pour payer le solde de la construction du Musée et pour soutenir les charges de son entretien et de son administration.

Nous nous croyons d'autant plus autorisés à prier M. le Maire de proposer au Conseil l'adoption d'une solution définitive dans un sens ou dans un autre que l'ajournement opposé par le donataire qui est la Ville, est de nature à porter préjudice au donateur qui est la Société. Tant que la propriété du Musée ne sera pas reconnue incommutable entre ses mains, la Société ne peut qu'éprouver une grande gêne dans la gestion de son bien, et elle court le risque d'être frustrée du bénéfice des dons et des legs sur lesquels le patriotisme picard lui a déjà appris à compter, et qui lui feront bien moins défaut encore quand on saura que, plutôt que de laisser perdre au pays la propriété de ce grand Monument, elle a consenti à en porter seule la charge.

Pour se résumer, Messieurs, la Commission vous propose d'adopter les résolutions suivantes :

1^o Informer M. le Maire d'Amiens de la situation financière de l'œuvre du Musée, en lui donnant communication de la lettre de M. le Préfet du 19 mai dernier et des pièces qui s'y trouvent jointes ;

2^o Insister auprès de ce Magistrat pour qu'il veuille bien faire prendre au Conseil municipal une résolution définitive sur la question de savoir s'il entend accepter le Monument avec l'affectation de Musée communal qui lui a été attribuée à l'époque des conventions, ou s'il préfère dégager la Société des obligations résultant de ces conventions.

3^o Décider que si la Ville, n'acceptant pas le Musée, tient la Société pour dégagée des obligations résultant des conventions, la Société se mettra aux lieu et place de la Commission pour les engagements contractés par elle, se réservant toutefois de faire produire les pièces manquant au dossier et de vérifier les créances restant à payer.

LES NORMANS DANS LE NOYONNAIS,

Par M. PEIGNÉ-DELACOURT.

Compte-Rendu par M. LELEU.

L'ouvrage de M. Peigné-Delacourt, intitulé « *Les Normans dans le Noyonnais* » est divisé en deux parties très-distinctes : la première, exclusivement historique, raconte les trois invasions des Normans en 859, en 890 et en 925 dans le Noyonnais. — La seconde, purement archéologique, donne de précieux et intéressants détails sur tout ce qui concerne les coutumes des Normans, sur

leur mode d'attaque et de défense, leur navigation en mer et dans les grands fleuves, leurs courses par les rivières, etc.

Comme l'auteur le fait justement remarquer, ce plan a l'avantage de présenter d'abord un récit aussi clair que rapide, nullement interrompu par ces digressions et ces remarques de toutes sortes où l'archéologue est sans cesse tenté de s'arrêter, — puis de concentrer à part, pour en former un tout de même nature, tous les détails qui tiennent à l'invasion normande en général, autant qu'aux faits signalés dans la première partie, dans la partie narrative.

Nous allons successivement parcourir ces deux divisions du remarquable travail de M. Peigné.

Dans l'exposition des faits relatifs aux incursions des Normans dans le Noyonnais, exposition que l'auteur regarde comme l'objet spécial de son Mémoire, et sur laquelle nous insisterons aussi tout particulièrement, les Annales Bertiniennes, les Annales de S. Vast, la Chronique de Flodoard ont servi de base et sont discutées avec tout le savoir et l'intelligence que l'on peut désirer.

En 859, les Normans remontant, de leur station d'Oyssel, la Seine et l'Oise, attaquent pour la première fois, à l'improviste, nuitamment, la ville de Noyon, la pillent, emmènent et massacrent en route les principaux habitants, et avec eux peut-être l'évêque Immon. Il est probable, dit M. Peigné, que dans cette agression les ennemis n'avaient pénétré si avant dans les terres qu'avec leurs bateaux seulement : mais bientôt ils durent ajouter à leurs rameurs et à leurs gens d'armes une troupe de cavaliers qui étendaient les massacres et jetaient au loin l'effroi autour des points où stationnaient les bateaux, dans un rayon de plus en plus étendu. Cependant l'auteur n'oublie pas de faire cette remarque que, dès l'année 835, sur les rives de la Loire, d'après le récit du moine Ermentaire, les Normans, battus par le comte Reynald, perdent beaucoup de chevaux dans le combat, ce qui prouverait que les Danois avaient

déjà, dans leurs courses répétées, réussi à prendre dès lors un nombre de chevaux suffisant pour équiper une troupe considérable de cavaliers improvisés.

Avant d'arriver à l'invasion de 890 qui est la deuxième, M. Peigné prend à partie et Jacques Levasseur, l'historien de Noyon, et le Père Lelong, l'auteur de l'histoire du diocèse de Laon, et Dormay qui a écrit l'histoire de Soissons. Levasseur, dit-il, fait à tort figurer Noyon parmi les villes qui furent éprouvées par une nouvelle visite des Normans à peu d'intervalle de temps, car l'histoire est entièrement muette à cet égard. L'auteur ajoute : je n'ai rien trouvé à l'appui de l'assertion émise par D. Lelong, qui comprend Noyon, conjointement avec Soissons, parmi les villes qui subirent les ravages des Danois en l'année 881 et raconte que Laon seul put leur résister.

« C'est également par erreur que Dormay a écrit que dans l'année 882 les Normands, s'étendant dans la Picardie, prirent Noyon une deuxième fois et qu'ils y demeurèrent pendant un hiver ; car cette ville ne fut point visitée par l'ennemi entre les années 859 et 890. »

Je me permettrai, Messieurs, d'excuser au moins l'opinion de ces auteurs qui ne me paraît pas absolument gratuite de leur part.

Flodoard, dans sa Chronique, en racontant la fuite de l'illustre Hincmar à Epernay où le grand prélat meurt en 882, n'est pas très-explicite dans les termes généraux et vagues, mais cependant remarquables qu'il emploie en parlant des Normans. « *Gens Normannorum per omne Francorum diffunditur regnum : et quoniam civitas hæc tunc absque muro habitabatur, accipiens ille (Hincmarus) quod sibi charius in thesauris habebat, corpus videlicet Sancti Remigii, silvestria loca trans fluvium Matronam expetiit et apud villam Sparnacum idem sacrum corpus aliquandiu custodivit denique dum ibidem moraretur, apud eandem villam diem clausit ultimum etc.* » — Mais dans la 3^e partie des Annales Bertiniennes ou d'Hincmar, de l'année 661 à 882, nous trou-

vons un récit bien plus circonstancié qui a dû inspirer les auteurs nommés plus haut. « *Carolomannus non habuit unde Normannis posset resistere, quibusdam primoribus regni ab ipsius auxilio se retrahentibus : quapropter usque circa Laudunum Castellum venerunt et quæ in gyro ipsius castelli erant deprædati sunt et incenderunt et disposuerunt Remis venire ; indèque per Suessiones et Noviomagum pergentes, ad præfatum Castellum expugnandum redire, et regnum sibi subjicere. Quod pro certo audiens Hincmarus episcopus, vix noctu cum corpore Sancti Remigii et ornamentis Remensis Ecclesiæ, sicut infirmitas corporis agere poscebat, sellâ gestatoridâ deportatus, ultra Matronam in quoddam villâ quæ Sparnacus nominatur, vix fugâ lapsus pervenit. »*

Sans doute, il n'y a pas là d'une manière formelle et bien affirmative, ni l'attaque, ni la prise de Noyon ou de Soissons. Ce résultat paraîtra surtout bien peu probable, si l'on tire les inductions très-légitimes que doit amener la suite du récit, d'après lequel les Normans arrivés aux portes de Reims ne peuvent s'emparer de la ville, sont repoussés par Carloman qui survient tout-à-coup et forcés à la retraite. — Toutefois c'est bien là le texte sur lequel Dornay et Lelong se sont appuyés. On y parle de Laon qui a résisté, de Reims, de Noyon et de Soissons qui devaient être attaqués. A coup sûr, les pays environnants ont été parcourus, pillés, ravagés, et les années 881 et 882 ont dû être terribles pour ces contrées. Elles ne l'étaient pas moins pour les contrées situées plus au Nord, plus voisines de la mer, plus directement exposées aux coups des pirates, comme le prouve ce qui arrivait alors à Tournai dont une grande partie des habitants épouvantés se sont retirés en 881 avec leur évêque à Noyon qu'ils croyaient plus calme et mieux préservé des incursions. Faut-il conclure de ce dernier fait que le Noyonnais jouissait d'une parfaite tranquillité ? Ou simplement, qu'en s'avancant davantage dans l'intérieur des terres chez leurs amis de Noyon, les habitants de Tournai espéraient y trouver quelque

chance plus grande de sécurité relative ! D'ailleurs, en 881, le Noyonnais pouvait être fort tranquille, et deux mois plus tard, subitement menacé ou même victime d'une de ces prompts attaques que l'on n'apprenait que par le pillage et la vue de l'ennemi.

Dans cette discussion je n'ai pour but que de montrer comment Levasseur, Lelong et Dormay ont pu émettre une opinion qu'ils ont crue probable, mais qu'il est plus facile de comprendre que de justifier pleinement et de soutenir. M. Peigné, en la rejetant, parle en parfaite connaissance de cause, puisqu'il cite lui-même dans une autre occasion, les textes que nous avons donnés plus haut.

Nous arrivons à l'invasion et à l'attaque de 890. Il faut lire dans l'ouvrage même pour apprécier avec quel soin M. Peigné discute les textes qui sont relatifs à ces expéditions, comme il fait rendre aux mots tout ce qu'ils peuvent contenir, comme il suit à la piste les Normans dans leurs détours multipliés, comme il explore toutes les localités pour les mettre en regard des textes, et leur faire dire, à elles aussi, tout ce qu'elles savent et tout ce qu'elles ont vu. Jamais commentaire aussi complet de ces textes historiques n'a été donné. Cependant, malgré les savantes recherches de l'auteur, malgré les intéressantes discussions sur la place occupée par les Normans auprès de Noyon, malgré cette île de l'Oise près de Sempigny, qui a dû évidemment servir de station à ces pirates, j'avoue que je ne suis pas encore pleinement gagné à l'opinion de M. Peigné, toute plausible qu'elle paraisse.

Voici ce texte : « *Magnus exercitus ascendit flumen dictum Isara, pervenitque et equitatu et navigio subusque Noviomum civitatem, faciens ibi munitionem circa villam ex Australi plaga natura munitam, scilicet aqua et silva, vocatam Karisiacus (alias Chyrisiacus), intendens si in brevi nequiret arce et diutina obsidione civitatem, quia parva videbatur, capere posse. Sed cum hemisphaerium, nihil ibi praevalentes, consummarent et aliquid proficerent, verum magis fame ac siti omniique penuria*

arctati pœnè deficerent, consultum, ut eventum subsequens patefecit, habuerunt, et in regnum quondam Lotharii irent ibi tractantes per maritima transire, et castella recens facta obtinere, incolasque omnes, nisi si dederint, mortificare. — In pago Tarvanensi, in loco qui vocatur Sittiu . . . veniunt. »

De l'ensemble du texte il résulte que les Normans sont arrivés vers Noyon dans l'automne de l'année 890 ; que cette expédition nombreuse était composée d'une flotte, de fantassins, de cavaliers, que la flotte avait remonté par la Seine et l'Oise ; et que les cavaliers et les fantassins avaient suivi une route qui devait leur permettre de rejoindre la flotte aux environs de Noyon. Jusque là, point de difficulté. Textes et commentateurs s'accordent. M. Peigné suppose ensuite que les Normans qui ont remonté l'Oise se sont arrêtés dans une île formée par la rivière à peu de distance de Noyon, près de Sempigny, île qui dès avant le ^{xiii}^e siècle a porté le nom significatif de *Moricam*. Tout cela paraît si bien s'adapter à la nature des lieux et s'accorder avec les habitudes des pirates danois qu'il est difficile de ne pas l'admettre. Le Kirisiacus dont il est fait mention dans le texte serait le village de Chiry situé au sud de Noyon et assez voisin de Sempigny. Telle est l'opinion de M. Peigné, opinion qu'il préfère à celle qui jusqu'ici a été adoptée et d'après laquelle Kirisiacus serait Kiersy-sur-Oise, situé à 13 kilomètres de Noyon, vers l'Est. Il est impossible d'apporter plus de bonnes raisons que l'auteur n'en trouve pour soutenir sa thèse.

Je dois cependant répéter que je ne suis pas suffisamment convaincu.

1^o M. Peigné sait mieux que personne que Chiry a toujours été appelé *Chiriacus* et que le mot français dérive ainsi très-régulièrement du mot latin ; 2^o en serrant de près le texte, ne pourrait-on pas, ne devrait-on pas comprendre ainsi la phrase citée plus haut ?

« Leur grande armée rassemblée au lieu appelé Conflans, remonta la rivière d'Oise, parvint avec la cavalerie et la flotte jusque sous Noyon :

là préparant des travaux de siège autour d'une villa défendue au sud par la nature, c'est-à-dire par des eaux et des bois, et appelée Kiersy, ils voulurent essayer s'ils pourraient promptement s'emparer par un blocus d'une ville qui leur paraissait fort petite. — Ayant perdu beaucoup de temps sans faire aucun progrès dans leur entreprise, pressés par la faim, la soif et le manque de toute espèce de provisions, ils tinrent conseil comme la suite de leurs actes le fit connaître, et résolurent de passer dans l'ancien royaume de Lothaire, de gagner ainsi les rivages de la mer, de soumettre les châteaux et forteresses récemment élevés, de massacrer tous les habitants qui refuseraient de se rendre. . . Ils arrivent au pays de Thérouanne en un lieu nommé Sittiu. . . »

D'après cette interprétation du texte, il n'y a plus ni siège, ni attaque de Noyon ; il n'y a plus qu'une course dans le Noyonnais, une tentative sur Kiersy qui, riche encore, villa royale célèbre, devait certainement exciter l'avidité convoitise des Normans. A quelle époque cette grande villa a-t-elle disparu ? Nous ne le savons pas. Nous sommes en droit de supposer toutefois qu'elle a dû disparaître, pillée, incendiée, à la suite d'une nouvelle attaque plus heureuse des destructeurs Danois. L'histoire si remplie de lacunes dans cette période désastreuse, aura oublié, parmi tant d'autres, de mentionner cette ruine.

J'ai voulu mettre ici en présence les deux, et même les trois opinions que l'on peut assez naturellement faire sortir d'un texte qui manque de précision.

J'indique les quelques raisons qui me font hésiter à me ranger pleinement à l'idée de M. Peigné ; mais je n'énumère pas, dans cette analyse, toutes les raisons que l'auteur a si bien exposées dans son mémoire et qui sembleront sans doute à tous plaider victorieusement en sa faveur.

Tout ceci nous montre combien le champ de l'interprétation est vaste dans ces chroniqueurs si peu précis du moyen âge, dans ces

indications toujours vagues et indécises d'auteurs qui n'ayant vu ni les faits ni les lieux, ne sauraient fournir des renseignements vraiment certains et indiscutables. Raison de plus pour féliciter M. Peigné de ces travaux précieux, de ces discussions savantes qui ont pour principal résultat de fixer les idées, de faire connaître les diverses interprétations plus ou moins plausibles, d'éclairer de la lumière de la critique et des recherches modernes, ces textes et ces faits, qui nagent toujours dans une sorte de demi obscurité.

Mais pour la question qui nous occupe, le siège de Noyon a-t-il eu lieu, l'île de Moricam a-t-elle été une station normande ? Pour ma part, je ne doute pas plus de l'un que de l'autre de ces deux faits. Seulement il se pourrait qu'ils appartenissent à une expédition très-rapprochée, différente toutefois de celle qui nous occupe. Mais quelle apparence, objectera-t-on, qu'un siège de Noyon ait été oublié ou négligé comme chose de peu d'importance ? Il se pourrait aussi que dans cette invasion de 890, avant l'attaque de Kiersy, les Normans eussent attaqué ou assiégé Noyon. Cette opinion me paraît très-plausible. Elle présente en outre l'avantage de concilier aussi heureusement que possible, les diverses opinions que des textes contradictoires ou trop vagues ont fait naître.

Continuons notre analyse. Nous avons dit précédemment qu'une partie de l'armée des pirates normands avaient suivi une autre route. N'oublions pas qu'il s'agissait pour eux de se diriger vers Noyon, où tendait leur flotte.

Le roi Eudes qui s'avance contre eux les rencontre près d'un lieu nommé *Germiniacum*. Suivant l'abbé Lebeuf, ce Germigny doit être un des deux villages de ce nom situés dans le diocèse d'Orléans.

Sans doute les Normans étaient parfois un peu fantaisistes dans leurs excursions, nous en avons plus d'une preuve. Mais courir vers le sud, quand le but à atteindre était au nord, dans une direction diamétralement opposée, cela pourrait paraître une distraction ou

une fantaisie bien forte. Vainement le consciencieux et savant écrivain cherche-t-il à étayer son opinion de quelques arguments comme du séjour du roi Eudes à Mehun-sur-Loire au mois de juin de cette même année, l'in vraisemblance est trop manifeste pour ne pas frapper tout le monde.

M. Peigné-Delacourt, dans une critique aussi habile que judicieuse de ce passage et de la chronique védastrine, démontre que le *Germi-niacum* du texte ne peut être que le village de Guerbigny, situé non loin de Roye et appelé à différentes époques *Germagny* et *Garmigny*. Cette opinion, soutenue d'ailleurs de l'autorité de dom Grenier, est désormais définitivement acquise à la science.

Sur la troisième attaque de Noyon par les Normands en 925, voici ce que raconte en 1614, l'historien de Beauvais, Louvet, traduisant Flodoard. « L'an 925, les Normands s'étant jetés en Beau- » vais et en Picardie en emportèrent un riche butin et un grand » pillage, avec lequel ils s'avisèrent d'assaillir la ville de Noyon, » dont étant arrivés es-faubourgs, ils furent honteusement repous- » sés. » Flodoard est plus précis ; il donne plus de détails sur les divers incidents de cette attaque qui est plutôt une guerre de voisins à voisins, qu'une incursion comme celles qui avaient précédé. Car il faut le remarquer, à cette époque les pirateries normandes ont cessé. Cette excursion des Normands sous la conduite de leur chef Rollon devenu duc de Normandie est un des nombreux et communs épisodes des guerres féodales. Rollon semble vouloir délivrer son suzerain, le roi Charles le Simple, alors prisonnier à Péronne du comte de Vermandois. Il prend Beauvais en passant, attaque Amiens et Arras, il est repoussé devant Noyon. Alors les Beauvaisiens reprenant courage, repoussent aussi les Normands et ravagent même leurs provinces. De son côté le duc de France, Hugues le Grand avec les Parisiens s'avance en Normandie et fait un grand massacre des ennemis. On voit quelle différence entre ces attaques

réci-proques et les pirateries d'autrefois. Les guerres n'auront plus désormais le même caractère, même quand elles amèneront des résultats semblables, le pillage et le sac des villes. Les peuples ne s'y tromperont pas. Ils sauront résister. Le duc de Normandie ne sera plus qu'un chef ordinaire, tandis qu'au ix^e siècle, les rois de mer, les hommes du Nord, par la terreur de leurs incursions rapides, inattendues, avaient paralysé toute résistance au milieu des populations épouvantées.

Noyon résiste donc en 925. M. Peigné-Delacourt fait observer que Jacques Levasseur, dans ses *Annales*, a oublié cet événement aussi authentique pourtant que glorieux pour la ville dont il raconte l'histoire.

La deuxième partie de l'important ouvrage de M. Peigné-Delacourt, intitulée : *Notes archéologiques sur les Normans aux ix^e et x^e siècles* n'est pas moins intéressante que la précédente.

L'auteur en parlant de la tactique des Normans dans leurs incursions et leurs attaques, remonte le cours de l'Oise, étudie les principaux points qui ont dû leur servir de station le long de cette rivière ; il a tout scrupuleusement visité, tout examiné, aussi tout est-il minutieusement décrit.

Puis, passant à des idées plus générales sur leurs coutumes, il nous donne de précieux détails sur leur manière de naviguer sur mer, dans les fleuves, dans les cours d'eau moins importants ; il décrit les différentes sortes de navires ou de barques dont ils faisaient usage, mettant à profit, pour éclairer et compléter ce sujet, les découvertes les plus curieuses, les travaux les plus récents ; de sorte que la nomenclature, comme la description ne laisse rien à désirer, depuis les *currachs* ou petites barques en osier travaillé, les *holkers*, petits bateaux propres à la navigation cotière ou fluviale, jusqu'au *drakar* ou *dragon*, depuis les légères embarcations qui contiennent huit ou dix hommes seulement, jusqu'à celles qui por-

taient de petites forteresses appelées *schans*, d'où leur nom de schancerie, de navires accastillés ou armés de *castella*.

Les armes des Normans sont ensuite dépeintes avec le soin le plus minutieux, l'umbo ou bouclier, la cuirasse, la cotte de maille, les diverses espèces de casques, d'après la tapisserie de Bayeux, le musée de Falaise et toutes les sources où l'on pouvait puiser quelques documents.

Enfin à propos des fortifications des Normans, l'auteur caractérise la situation et le choix de leurs principales stations ou repaires ainsi que la manière de les fortifier ; il donne la description du camp de Laviers, près d'Abbeville, sur la rive droite de la Somme, qui a pu être primitivement un oppidum gaulois et ensuite un exploratorium romain ; il parle de ces châteaux fortifiés ou *schans*, d'abord élevés par les Normans, puis imités par les peuples pour résister à leurs incursions ; et à ce sujet il expose le mode de fortification auquel sont dues les premières *mottes*, comme celle de Rednes qui figure sur la tapisserie de Bayeux ; et, par comparaison, il décrit et discute le promontoire de la Hague ou Hagne-Dike, le mont de Noyon, l'enceinte circulaire fortifiée située près d'Arnheim dans la Gueldre et connue sous le nom de fort des Huns, Hunem-Schans ou de Schans d'Udler-Meer ; la butte d'Elsloo ou d'Haslou, près Maastricht, où les Normands séjournèrent si longtemps ; enfin la motte de la Barre, dans une île de l'Oise à Thourotte, la motte de Coudun, près de Compiègne, celle de Pierremande entre Chauny et Coucy.

M. Peigné-Delacourt termine son intéressant mémoire par l'extrait d'un curieux manuscrit de la Bibliothèque impériale, écrit vers le ^{xiii}^e ou le ^{xiv}^e siècle, sur les invasions normandes au sud de la Loire.

Ajoutez une carte du bassin de l'Oise et d'une partie de celui de la Somme, comprenant toutes les localités dont il est fait mention

dans l'ouvrage ; et l'on aura la preuve que rien n'a été omis pour faire de ce mémoire un ensemble très-complet de tout ce qui concerne les invasions des Normans le long du cours de l'Oise. Nous ne pouvons, en finissant cette analyse, qu'exprimer un vœu qui est aussi celui de l'auteur dans son avant-propos : c'est que pareil travail s'exécute pour les différents points de la France de manière que la réunion de tous ces documents partiels permette à l'historien futur de faire une œuvre générale aussi complète que possible, « opus absolutum », une histoire définitive de cette époque si troublée, si obscure, mais en même temps l'une des plus riches, des plus terribles, des plus curieuses de nos annales.

NOTE CONCERNANT DUFRESNE DE FRANCHEVILLE

ET LE MARIAGE D'ANGILBERT.

Par M. F. POUY, membre titulaire résidant.

Dufresne de Francheville, originaire de Doullens, décédé à Berlin en 1781, est l'auteur d'un roman cité à tort comme une histoire véritable par quelques biographes, et dont voici le titre :

Histoire des premières expéditions de Charlemagne pendant sa jeunesse, et avant son règne, composé pour l'instruction de Louis-le-Débonnaire, par Angilbert, surnommé Homère, auteur contemporain. Amsterdam, 1741, in 8°.

Le pseudonyme d'Angilbert pris par de Francheville a été dévoilé dans la *Bibliothèque des Romans* en 1777, où l'on se montre peu favorable à l'auteur.

Ce roman politique et moral a été dédié au roi de Prusse. L'intention de l'auteur a été d'imiter le Télémaque de Fénelon, mais s'il est resté au-dessous de son modèle en cette circonstance, il n'en est pas moins vrai que Voltaire a publié sous le nom de Franche-

ville sa première édition du siècle de Louis XIV. Il faut donc penser que le grand écrivain reconnaissait que cet auteur avait quelque mérite et ne pas s'arrêter au plaisant jeu de mots que voici de la *Bibliothèque des Romans* : « Quand Voltaire a voulu mentir, il s'est appelé Francheville. »

Mon intention n'est pas de donner ici une analyse de *l'histoire des expéditions de Charlemagne*, livre aujourd'hui oublié et qui n'offre aucun intérêt historique. Tout est fabuleux dans ce récit, mais on y trouve cependant des détails dignes de piquer la curiosité du lecteur, et le grand Frédéric daigna louer de Francheville dans une lettre citée par M. Dusevel.

Mon but est surtout d'appeler l'attention sur une particularité que renferme la *Bibliothèque des Romans*, concernant le célèbre Angilbert, de l'abbaye de St-Riquier, et la question controversée du mariage de cet abbé avec Berthe, la fille de Charlemagne.

« Angilbert, sous le nom duquel M. de Francheville a mis son roman historique, n'est pas un personnage supposé. Il a existé réellement un grand Seigneur de ce nom qui, employé par Charlemagne dans une Ambassade auprès du Pape Léon, fut l'ami et le confident de l'Empereur, et épousa sa fille Berthe, de laquelle il eut Harnide et Nithard, l'historien. Ses connaissances et son esprit le firent entrer dans l'académie que Charlemagne avait établie dans son Palais, et il y prit le surnom d'Homère ; mais il ne nous reste aucun ouvrage de lui, que quelques vers latins sur la mort du Prince, son bienfaiteur. Il mourut la même année que lui, et fut enterré dans l'abbaye de St-Riquier, dont il parait qu'Angilbert était abbé. »

Les écrivains que cette question intéressent apprécieront l'opinion émise par l'auteur de la citation qui précède et vérifieront, mieux que je ne pourrais le faire, sur quelles preuves elle peut être fondée.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 2^me trimestre de 1867.

(Suite).

IV. Par les Sociétés françaises :

1^o Congrès scientifique de France. xxxiii^e session. 1^{re} partie tenue à Aix-en-Provence, au mois de décembre 1866. Tom. II. — 2^o Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Valenciennes. Revue 1866, n^{os} 8-9-10. — 1867, n^{os} 4-12. — 1868, n^{os} 2-3. — 3^o Bulletin de la Société Parisienne d'archéologie et d'histoire. T. 1^{er}. — 4^o Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Angers. Tom. x, 3^e et 4^e trimestre. — 5^o Mémoire de la Société Académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise. Tom. vi, 3^e partie. — 6^o Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 4^e trimestre, 1863. — 7^o Bulletin du Comice agricole d'Abbeville, n^o 3, 4, 5. — 8^o Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne. Année 1865. — Année 1866. — 9^o Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace. Tom. v, 2^e livr. — 10^o Bulletin des travaux de la Société libre d'émulation, du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure, n^{os} 4, 6. — 11^o Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, 9^e livr. — 12^o Bulletin de la Société d'agriculture de Poligny, n^o 3. — 13^o *L'Agronome praticien*, journal de la Société d'agriculture de Compiègne, n^{os} 59, 61, 62. — 14^o Bulletin de la Société académique de Poitiers, n^{os} 122, 123. — 15^o Bulletin du Comité flamand de France, n^o 9. — 16^o Bulletin de la Société archéologique de Nantes, 4^e trimestre, 1867. — 17^o Bulletin de la Société d'agriculture de la Sarthe, 1^{er} trimestre, 1868. — 18^o Bulletin de la Société académique de Laon. Tom. xvi^e. — 19^o Mémoires de l'Académie impériale

des sciences, belles-lettres et arts de Lyon. Classe des sciences. Tom. xiv, xv. — Classe des lettres. Tom. xii. — 20° Bibliothèque de l'Ecole de Chartres, vi^e série, tom. iii, livre 6, — tom. iv, liv. i. — 21° Mémoire de l'Académie impériale des sciences, arts et belles-lettres de Caen, 1868. — 22° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens, n° 3. — 23° *L'Investigateur*, journal de l'Institut historique de France, nos 400, 401. — 24° Mémoires de l'Académie du Gard, novembre, 1865, — août, 1866. — 25° Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire, nos 1, 2, 3. — 26° Procès-verbal de la Société dunoise, première année. — 27° Mémoires de la Commission des antiquités du département de la Côte-d'Or. Tom. i^{er}, incomplet, tom. ii, iii. — 28. Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 1^{er} trimestre, 1868.

V. Par les Sociétés étrangères :

1° Académie royale de Gottingue. Nachrichten aus dem Jahre 1867. — Abhandlungen der historisch-philologische Classe xiii. Band. — 2° Société royale des Antiquaires du Nord. — Clavis poetica antiquæ linguæ septentrionalis quam è lexico poetico Sveinbjornis Egilsonii collegit et in ordinem redegit Benedictus Gröndal. — Aarboger for nordisk oldkyndighed og historie, 1866. — 1867. Heft, 1, 2, 3, — Tilloeg til aarboger, 1866. — Mémoires de la Société. N^e série, 1866. — 3° Société d'histoire et d'antiquités frisonnes. Leeuwarden. — 39 Verslag, over het jaar 1866-67. — De vrige fries. Mengelingen. xi deel. Nieuwe reeks. v deel, 3 stuck. — 4° Society of Antiquaries of Newcastle-upon-Tyne. — Archaeologia Æliana or miscellaneous tracts relating to antiquity. Part 16, 17, 18, 19, 20, 21. — A catalogue of the librairie, 1863. — 5° Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut, année 1866-1867. — 6° The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society, 1867. Part iv, 1868. Part i. — 7° Verhand-

lungen des Vereins für Kunst und Alterthum in Ulm und Oberschwaben, xviii. Veröffentlichung. — 8° Revue de la Numismatique belge, n° 3.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 3^me Trimestre de 1868.

1° Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique :

1° Revue des Sociétés savantes. Février, mars, avril. — Sénat. Séances des 22 et 23 mai 1868. Discours prononcés par M. Duruy et M. Ch. Robert au sujet d'une pétition relative à l'enseignement supérieur, in-8°.

II. Par S. Exc. M. le Ministre de la Marine et des Colonies :

1° Revue maritime et coloniale, liv. 90, 91, 92.

III. Par les Auteurs :

1° Les échos lointains de l'esprit et du cœur. — Essai de tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 82° liv., Liège, in-18°. — 2° Notes pour servir à l'histoire du monastère de Landelles. Saint Orthaire, moine de Landelles. (Traduit du Bréviaire de Bayeux, par V. A. Brunet. Vire, 1868, in-8°). — 3° Les seigneurs de Florennes, leurs sceaux, leurs monnaies, par Renier Chalon. Bruxelles, 1868, in-4°. — 4° Nouveau dictionnaire d'histoire et de géographie anciennes et modernes, par MM. E. d'Ault-Dumesnil, L. Dubeux et l'abbé Crampon. Supplément. in-8°. — 5° Supplément aux jetons d'Artois, par L. Deschamps de Pas. Bruxelles, in-8°, 3 pl. — 6° Les fêtes religieuses du château de Morcuil (7 et 9 juin 1868), par l'abbé J. Corblet. Amiens, 1868, Lambert-Caron, in-8°. — 7° Vieil-Hesdin, par Jules Lion. m^e partie, 1^{er} et 2^e chapitre. Amiens, 1868, Lenoël-Hérouart, 1 vol. in-18. — 8° La république de Saint-Marin, par M. R. Chalon, in-8°. —

9° Notes sur quelques chartes de l'hôpital d'Aire-sur-la-Lys, par L. Deschamps de Pas, in-8°. — 10° Revue de l'exposition rétrospective qui a eu lieu dans l'Hôtel de Ville d'Orléans en mai 1868 par M. Desnoyers, in-8°. — 11° Le meurtre de Montereau, par G. du Fresne de Beaucourt. Paris, 1868, Palmé, in-8°. — 12° Philosophie pratique. La morale et les académies, par J. de La Codre. Paris, 1868, in-8°. — Recherches historiques sur la ville de Clermont (Oise) (par M. Féret), 24° brochure. Clermont (Oise), 1868, Huet, in-8°. — 14° Notice nécrologique sur M. le baron Jules de St.-Génois des Mottes, par M. le chevalier de Schoutheete de Terwarent. Anvers, 1868, in-8°. — Les grands architectes, par Charles Lucas. Paris, 1868, A. Lévy, in-12. — Notice sur l'église de Béthune, par le comte Achmet d'Héricourt. Arras, 1868, Thierny, in-4°. — 17° Hagiographie du diocèse d'Amiens ou histoire des Saints qui appartiennent à cette église par leur naissance, leur qualification, leur séjour prolongé ou leur mort, par M. l'abbé Jules Corblet. Introduction. Paris, 1868. Dumoulin, in-8°. — 18° Essai sur les origines et les développements du Christianisme dans les Gaules, par M. Tailliar. Caen, 1868, Leblanc-Hardel, 1 vol. in-8°. — Exploration des sépultures gallo-romaines du Mesnil-sous-Lillebonne en mai, juillet et octobre 1867, par M. Ch. Roessler. Havre, 1868, in-8°. — 20° De l'origine des monuments mégalithiques, par M. Henri Martin. Paris, 1868, in-8°.

IV. Par les Sociétés françaises :

1° Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin. Tom. xvii. — Nobiliaire du Limousin. Tom. ii, feuilles 22 à 25. — Registres consulaires de la ville de Limoges. Tom. ii, feuilles 1 à 20. — 2° Annuaire de la Société philotechnique. Année 1867. — 3° Mémoires de la Société littéraire de Lyon. Année 1867. — 4° Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Année 1867, 3° et 4° trimestre. — 5° Bulletin du Comice

d'Abbeville, nos 6-7. — 6° Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Poligny, nos 4, 5, 6. — 7° Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Valenciennes. Revue, nos 4, 5, 6. — 8° *L'agronome Praticien*, journal de la Société d'Agriculture de Compiègne, n° 63. — 9° Chambre de Commerce d'Abbeville. Séance du 11 mars 1868. Délibération sur les divers projets d'un chemin de fer entre Doullens et Amiens, et sur leur rapport avec la ligne de Lille au Havre, par Abbeville. Abbeville, 1868, Briez, 1 vol. in-4°, cart. — 10° Bulletin de la Société impériale des Antiquaires de France, 4° trimestre de 1867. — 11° Société des Antiquaires de la Morinie. Bulletin historique, nos 65, 66. — 12° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens, nos 4, 5. — 13° Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, 10° liv. — 14° Bulletin de la Société agricole et industrielle du canton de Calais, nos 1, 2, 3. — 15° Bulletin de la Société académique de Poitiers, nos 108, 124, 125. — 16° Annales de la Société impériale d'Agriculture, Industrie, etc., du département de la Loire, tom. ix. — 17° Bulletin de la Société académique de Boulogne-sur-Mer, nos 3, 4. — 18° Mémoires de la Société académique de Boulogne-sur-Mer. Tom. II, 1^{re} partie. — 19° Bulletin de la Société d'Agriculture de Boulogne-sur-Mer, nos 13, 14, 15, 16. — 20° Bulletin de la Société archéologique de Nantes. Tom. VIII, 1^{er} trimestre de 1868. — 21° Bulletin de la Société d'Agriculture Sciences et Arts de la Sarthe. 2° trimestre 1868. — 22° Mémoires de la Société impériale des Antiquaires de France. Tom. xxx. — 23° Comité archéologique de Senlis. Comptes-rendus et Mémoires. Année 1867, tom. v. — 24° Annales du Comité flamand de France. Tom. ix. — 25° Bulletin des travaux de la Société libre d'émulation, du Commerce et de l'Industrie de la Seine-Inférieure, nos 8, 9. — 26° Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 2° trimestre de 1868. — 27° Mémoires de la Société académique d'Agriculture, des Sciences, Arts et Belles-Lettres du département de l'Aube. Tom. IV, 3^e série. — 28°

L'Investigateur, journal de l'Institut historique de France, mai, juin. — 29^e Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres, Arts, Agriculture et Commerce du département de la Somme. 2^e série, tom. vi.

V. Par M. le Maire de Boulogne-sur-Mer :

1^o Catalogue méthodique de la bibliothèque de Boulogne-sur-Mer. Livres imprimés. Boulogne-sur-Mer, 1865, Leroy-Mabille, 2 vol. in-8^o. — 2^o Premier supplément au catalogue méthodique de la Bibliothèque de Boulogne-sur-Mer. Livres imprimés. Boulogne-sur-Mer, 1865, G. Lévy, 2 vol. in-8^o.

VI. Par les Sociétés étrangères :

1^o Annales de la Société archéologique de Namur. Tom. x, 1^{re} livr. — 2^o Rapport sur les travaux de la Société pendant l'année 1867, présenté par le Président. — 2^o Annuaire de la Société liégeoise de littérature wallonne, 1868, 4^e année. — 3^o De vrije fries. Mengelingen uitgegeven door het friesch genootschap van geschied-oudheid en taalkunde. xi. D. Nieuwe reeks. V. Deel. 4. stuk. — 4^o Bulletin de la Société historique et littéraire de Tournai. Tom. 12. — 5^o Annales du Cercle archéologique de Mons. Tome vii^e — 6^o Mittheilungen der historischen Vereins für Steiermark. xvi, Heft. — Beiträge zur Kunde steiermarkischer Geschichtsquellen. 5 Jahrgang. — 7^o Revue de la numismatique belge, n^o 4. — 8^o Mittheilungen der kais.-königl. geographischen Gesellschaft in Wien. Neue Folge 1868.

VII. Ouvrages périodiques :

1^o Journal des beaux-arts, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18. — *Messenger des sciences historiques ou archives des arts et de la bibliographie de Belgique*, 23^e liv. — 3^o Le cabinet historique, liv. 4, 5, 6. — 4^o La nouvelle revue de poche. Livraison 1^{re}. — 5^o Revue de l'Art chrétien, n^{os} 5, 6, 7. — L'Institut, n^{os} 389, 390.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 4^e trimestre de 1868.

I. Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique :

1^o Revue des Sociétés savantes. Mai, juin, juillet, août septembre 1868.

II. Par S. Exc. M. le ministre de la Marine et des Colonies.

1^o Revue maritime et coloniale, n^{os} 93, 94, 95, 96.

III. Par les Auteurs :

1^o Notice sur le P. Pascase Broët de la Compagnie de Jésus, l'un des dix premiers compagnons de S. Ignace, par le P. Antoine Bonucci, suivie d'une note sur le lieu de naissance et sur la famille du P. Broët, par le même P. A. Bonucci. Traduit de l'Italien. Metz, 1868, Nouvian, in-8^o. — 2^o Discours prononcé le dimanche 9 avril 1868, lors de l'inauguration du monument érigé, au Pont de l'Arche, à la mémoire d'Eustache-Hyacinthe Langlois, par E. de la Querrière. Rouen, 1868, Brière, in-8^o. — 3^o Les phalères des guerriers Romains, par M. Eug. M. O. Dognée. Caen, 1868, in-8^o. — 4^o Archéologie des écoles primaires, par M. de Caumont. Caen, 1868, Leblanc-Hardel, 1 vol. in-12. — 5^o L'homme de bien ou morale pratique. Essai de tablettes liégeoises, par M. Alb. d'Ottreppe de Bouvette. 89^o liv. — 6^o Observations sur le projet de carte itinéraire de la Gaule, au commencement du v^e siècle, par M. L. Cousin. Caen, 1868, in-8^o. — 7^o De quelques lieux du Ponthieu ou voisins du Ponthieu qui ne font point partie de l'arrondissement d'Abbeville, par E. Prarond. Paris, 1868, Dumoulin. Amiens, Lenoël-Hérouart. in-8^o. — 8^o Conseil d'arrondissement d'Abbeville (Somme). Session de 1868. Rapport du sous-préfet (M. Manessier). Abbeville, 1868. Briez, in-4^o. — 9^o On the scar-

city of home grown fruits in Great Britain with remedial suggestions by Charles Roach Smith, in a letter to Joseph Mayer. Second edition. London, 1868, in-8°. — 10° On public libraries : their use and national profit. Inscribed to Joseph Mayer donor of a free librarie to the village of Bebington. Liverpool, 1868 in-8°. — 11° On an inventory of the house hold goods of sir Thomas Ramsey, lord mayor of London in 1577. Communicated to the Society of Antiquaries by F. N. Fairholt. London, 1867, in 4°. — 12° The celtic tumuli of Dorset : an account of personal and other researches in the sepulchral mounds of the Durotriges by Charles Warne. London, 1866, 1 vol. in-fol., fig. — 13° La stazione della Coorte vii dei Vigili e i ricordi istorici segnati a graffito nelle pareti di essa per Pietro Ercote Visconti. 2^a edit., Roma, 1867, 1 vol. in-8°. — 14° La Bibracte du Beuvray et ses inventeurs. Etude de mœurs archéologiques, par Ch. Mérandon. Autun, 1868, Duployer, in-8°. — 15° Un mot sur trois ou quatre erreurs d'archéologie topographique, par C. Rossigneux. Autun, 1868, Duployer, in-8°. — 16° La Madeleine, maison de Lepreux lez Bergues (Saint Winox), par M. E. de Coussemasser. Lille, 1868, Lefebvre-Ducroc, in-8°. — 17° Note sur le terrier du comte de Clermont en Beauvaisis, suivie d'un extrait de ce manuscrit, par Arthur Demarsy. Beauvais, 1867, Père, in-8°. — 18° La prise de Doullens par les Huguenots en 1595. Pièces contemporaines publiées et annotées, par Arthur Demarsy. Paris, 1867, Dumoulin, in-8°. — 19° La Hollande. Septembre, 1867. Fragment d'un carnet de voyage. Arras, 1868, Rousseau-Leroy, in-8°. — 20° Biographie d'Abraham Isarn, vice-roi d'Arménie, pacha à trois queues sous le sultan Bajazet II, empereur des Turcs, par B. Ney. Mautauban, in-8°.

IV. Par les Sociétés françaises :

1° Bibliothèque de l'École des Chartes. vi^e série, tom. iv. Livr. 2, 3, 4, 5. — 2° Mémoires de la Société impériale archéologique du

Midi de la France. Tom. ix, 3^e liv. — 3^e Bulletin du Comice d'Abbeville. Nos 8, 9, 10, 11. — 4^e Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry. Année 1867. — 5^e Mémoires de la Société impériale d'agriculture, sciences et arts d'Angers. Tom. xi, n^o 1. — 6^e Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire. Tom. xxi. Lettres et arts. Tom. xxii. Sciences. — 7^e Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers. Tom. iv, 3^e liv. — 8^e Séance publique de l'Académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Aix. 1867 et 1868. — 9^e Mémoires de la Société d'agriculture, d'industrie, des sciences et des arts de l'arrondissement de Falaise. Année 1867. — 10^e Travaux de l'Académie impériale de Reims. — Tom. xlii. Nos 3, 4, tom. xliii, nos 1, 2. — 11^e Bulletin de la Société archéologique de Nantes. 2^e et 3^e trimestre 1868. — 12^e Mémoires de la Société d'Emulation de Cambrai. Tom. xxix, 3^e partie Tom. xxx, 1^{re} partie. — 13^e Bulletin de la Société académique du Var. Nouvelle série. Tom. 1^{er}. — 14^e Mémoires de la Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube. Tom. xxxi, tom. iv, 3^e série. — 15^e Annales de la Société académique de Nantes. Tom. xxxviii. — 16^e Mémoires et documents publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie. Tom. xi. — 17^e Bulletin de la Société impériale des Antiquaires de France. 1^{er} et 2^e trimestre de 1868— 1864. 2, 4, 1865. 2, 1866, 1. — 18^e Bulletin du Comité archéologique de Noyon. Tom. iii, 1^{re} et 2^e partie. — 19^e Société impériale d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes. Revue. Nos 7, 8, 9, 10. — 20^e Bulletin de la Société académique de Poitiers. Nos 126, 127. — 21^e Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire. Nos 4, 5, 6. — 22^e Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais. Nos 56, 57, 58, 59. — 23^e Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme. 11^e liv. — 24^e Mémoires de l'Académie du Gard. Novembre, 1866.

Août, 1867. — 25° *L'Investigateur*, journal de l'Institut historique. Nos 404, 405. — 26° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny. Nos 8, 9, 11. — 27° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens. N° 6. — 28° Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et commerce du Puy. Tom. xxviii. 1866-1867. — 29° Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne. Année 1867. — 3° Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales. xx^e volume, xvi^e. — 31° Annales de la Société d'Emulation du département des Vosges. Tom. xii, 3^e cahier. — 32° Mémoires de la Société impériale académique de Cherbourg. 1867. — 33° Mémoires de la Société impériale de Metz. xlviii^e année. 1866-1867. — 34° Mémoires de la Société impériale des sciences, de l'agriculture et des lettres de Lille. 3^e série, tom 4 et 5. — 35° Bulletin de la Société académique de Brest. Tom. 5, 1^{er} liv. — 36° Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Année 1868, 1^{er} et 2^e trimestre. — 37° *L'Agronome praticien*, journal de la Société d'agriculture. Compiègne, 1668, n° 1. — 38° Congrès archéologique de France. xxxiv^e session. Séances générales tenues à Paris en 1867 par la Société française d'archéologie pour la conservation des monuments historiques. — 39° Mémoires de la Société impériale académique de Cherbourg. 1861. — 40° Bulletin du Comité flamand de France, n° 10. — 41° Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer, nos 17, 18, 19, 20, 21. — 42° Société industrielle d'Elbeuf. Bulletin des travaux. Année 1868, nos 3, 4. — 43° Bulletin de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle. Tom. x. — Mémoires de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle. Tom. ix. — Journal de Jean Bauchez, greffier de Plappeville au xvii^e siècle, publié pour la première fois d'après le manuscrit original, aux frais et sous les auspices de la Société d'histoire et d'archéologie de la Moselle, par MM. Ch. Abel et E. de Bouteiller, 1551-1561. Metz, 1868, Rous-

seau-Pallez, 1 vol. in-8°. — 44° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. 3° trimestre de 1868. — 45° Mémoires de l'Académie impériale des sciences, lettres et arts d'Arras. 11° série, tom. 2. — 46° Mémoires de l'Académie impériale des sciences inscriptions et belles-lettres de Toulouse. 6° série, tom. 6. — 47° Statuts et règlement de la Société historique de Compiègne. Compiègne, 1868, Delhaye, in-6°. — 48° Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest. 3° trimestre de 1868. — 49° Bulletin des travaux de la Société libre d'émulation, du commerce et de l'industrie du département de la Seine-Inférieure. Année 1867-1868, n° 10.

V. Par les Sociétés étrangères :

1° Reale Istituto lombardo di scienze e lettere. — Memorie. Classe di lettere e scienze morali e politiche. Vol. x., fasc. v, vi. — Rendiconti. Classe di lettere e scienze morali e politiche. Vol. iv. — Rendiconti. Classe di scienze matematiche e naturali. Vol. iv. — Solenni adunanze. Vol. 1, fasc. iv. — 2° Académie impériale de Vienne. — Archiv für österreichische Geschichte. xxxviii. Band. Hälfte 2. xxxix B. II. 2. — Sitzungsberichte. Philos. hist. Classe LVI B. 3 H — LVII B. I. H. — 3° The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society. N° xxx. — 4° Académie royale des sciences de Madrid. Libros del Saber der rey D. Alfonso x de Castilla. Tom. v. parte 1. — 5° Bulletin de l'Institut archéologique liégeois. Tom. viii, 3° liv. — 6° Proceedings of the Society of antiquaries of London. 2^d series, vol. 4 n° 2. — 7° Bulletin de l'Académie impériale des sciences de St.-Pétersbourg. Tom. xii, n° 2, 3, 4, 5. 8° Académie royale des sciences de Munich. — Sitzungsberichte 1867. B. II. H. 4. — 1868. B. I. H. 1, 2, 3, 4. — B. II. H. I. — Abhandlungen der philosophisch-philologischen Classe. B. xi. Ab. 2. — Ueber die sogenannte Leukothea in der Glyptothek sr Majestat konig Ludwigs 1. Vortrag. Von Dr Heinch Brunn. in-4°.

— Ueber einige altere Darstellung der deutschen kaiserzeit. Vortrag. Von Dr Wilhelm von Giesebrecht, in-4°. — 9° Smithsonian institution. — Annual report of the board of regents showing the operations, expenditure, and condition of the institution for the year 1866. 1 vol. in-8°. — Smithsonian contributions to knowledge. Vol. xv, in-4°. — 10° Transactions of the historic Society of Lancashire and Cheshire. The new series. Vol. vi. — 11° Archeologia Cantiana, being transactions of the Kent archeological Society. Vol. v, and vi. — 12° Annales de la Société archéologique de Namur. Tom x°, 2° liv. — 13° Zeitschrift des historische Vereins für Niedersachsen. Jahrgang 1867. — Dreisszigste Nachricht uber den historischen Vereins für Niedersachsen. — 14° Académie royale des sciences à Amsterdam. — Jaarboek voor 1867. — Vanderhandeligen. xi deel. Met platen. — Verslagen en mededeelingen... Afdeeling letterkunde. xi deel. — Verslagen. Afdeeling natuurkunde. II. Reeks. II deel. — Catalogus van de Boekerij. II deels II stuks. — Processen verbaal. Afdeeling natuurkunde van mei 1867 tot en met april 1868. — A. H. A. Ekker. Eeunte octobri. Ad filiolum.

VI. Ouvrages périodiques :

1° L'Institut, 391, 392. — 2° Journal des beaux-arts, 19, 20, 21, 22, 23, 24. — 3° Le cabinet historique, liv. 7, 8, 9, 10, 11. — 4° Revue de l'art chrétien, 8, 9. — 5° Collectanea antiqua. Part III. iv. Vol. vi. — Etchings and notices of ancient remains illustrative of the habits, customs and history of past ages by Charles Roach Smith. — 6° Messenger des sciences historiques, archives des arts et de la bibliographie de Belgique, n° 4.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance ordinaire du Mardi 12 Janvier 1869.

Présidence de MM. JOURDAIN et BAZOT.

— Le Président sortant, M. l'abbé Jourdain, prononce le discours suivant, fréquemment interrompu par les applaudissements de ses collègues.

MESSIEURS,

Avant de céder ce fauteuil au Président nouveau que vos suffrages ont appelé à l'occuper pendant le cours de l'année qui commence, je dois vous rendre compte du mandat que vous m'avez confié. Ce devoir sera facile ; tous les actes par lesquels je me suis efforcé d'y faire honneur ont été accomplis à découvert, sous votre inspiration et, en réalité, par vous-mêmes ; et c'est au soin que j'ai pris de n'être jamais que votre instrument que nous devons le résultat longtemps appelé de vos vœux et aujourd'hui assuré, la communsalisation du Musée Napoléon. Comme centre important de civilisation, d'intelligence et d'étude, Amiens devait avoir son Musée ; il a son Musée ; c'est un fait acquis ; c'est une légitime et définitive satisfaction donnée à l'équité, au droit, aux convenances d'une

grande cité. Le vote municipal du 3 octobre et l'acceptation loyale que vous avez fait de ce vote ont été de part et d'autre le résultat d'un examen approfondi de la question à tous ces points de vue; et la résolution, des deux côtés, n'a pu être inspirée que par un loyal sentiment de l'honneur et de l'amour du pays.

Je ne crois pas être indiscret, Messieurs, en vous disant ici, plus ouvertement que je ne pourrais le faire ailleurs, que ce sentiment est apprécié par tous les hommes que leur position a plus ou moins initiés au débat qui prend fin. Je vous ai rapporté les paroles qui nous sont venues, soit d'une manière directe et officielle, soit officieusement et indirectement, du Ministère des Beaux-Arts et du Ministère de l'Intérieur; vous avez les lettres de l'Administrateur éminent qui représente parmi nous le Gouvernement et l'Empereur, je vous ai transmis les communications verbales dont il m'a honoré. Vous savez que, des unes et des autres, il résulte que, quelle qu'ait été l'opinion personnelle de M. Cornuau sur le fond de la question, M. le Préfet du département de la Somme n'a plus d'autre désir et ne se reconnaît plus d'autre devoir actuellement que de consommer le plus tôt possible la transmission du Musée Napoléon à la commune.

Vous conviendrez avec moi, Messieurs, que, bien que cet esprit d'impartialité et de déférence pour la volonté communale légitimement exprimée, ne soit que justice, il n'en crée pas moins, pour nous, un devoir de reconnaissance que nous serons heureux d'acquitter largement si rien ne vient démentir le jugement que je porte.

Ces dispositions que j'appellerai délicates et honorables sont aussi, vous aimerez à l'entendre proclamer, celles de l'homme d'intelligence et de dévouement que la confiance du Souverain vient de placer à la tête de notre Administration municipale.

Dans la visite officielle que votre nouveau Président et moi

avons eu l'honneur de lui faire, M. le Maire s'est exprimé trop explicitement et avec trop de franchise pour que je ne croie pas entrer dans ses vues en vous rapportant ses paroles aussi exactement que ma mémoire me le permettra :

« Messieurs, nous a dit le magistrat dont nous allions saluer
» l'avènement, la question du Musée est pour moi résolue. J'ai eu
» une opinion différente de la vôtre ; mais aujourd'hui que la chose
» est jugée, il n'y a plus à y revenir. . . Que la Société des Anti-
» quaires veuille bien se charger de lever elle-même et sans nous
» les difficultés de détail qui peuvent surgir dans l'exécution, et
» tout sera dit. »

A une déclaration aussi affirmative, et, je suis sûre de pouvoir dire, aussi sincère et aussi loyale, la réponse nous était dictée d'avance par la délibération que vous avez prise en séance de décembre dernier. Nous n'avons pu que déclarer, de notre côté, que le vote municipal du 3 octobre était accepté sans arrière-pensée et dans toute sa teneur par la Société des Antiquaires ; et que les fonds étaient déjà faits pour assurer la remise, sans dettes et sans charge, du Musée à la Ville.

Vous le voyez, Messieurs, à quelque degré de l'ordre administratif que se porte notre regard, depuis les régions gouvernementales jusqu'à l'Hôtel-de-Ville d'Amiens, nous trouvons le respect de la chose jugée, c'est-à-dire la conciliation et la paix.

Et, encore une fois, je ne crois pas être indiscret en vous faisant en famille ces intéressantes révélations ; je remplis seulement le devoir de venger notre Corps de Ville de l'injure que quelques esprits lui font de supposer qu'on puisse jamais le mettre en demeure de se déjuger. Ne le craignez pas, puisque j'ai pour garant du contraire la parole d'honnête homme de M. le Maire, la ferme indépendance du Conseil qui s'est prononcé, et, permettez-moi d'ajouter aussi, notre droit ; notre droit d'autant plus incontestable

aujourd'hui et d'autant plus appuyé que le vote émis le 3 octobre a particulièrement engagé les intérêts d'un tiers qui est la Société et les a engagés dans des conditions et dans des termes auxquels, l'acceptation que vous en avez faite, donne la solennité et la valeur d'un contrat.

Vous me pardonnerez ces détails ; c'est moins un discours que j'ai songé à faire ce soir qu'un exposé des garanties de communalité du Musée telles que nous avons la satisfaction de les rencontrer à tous les degrés de l'échelle administrative.

Ne croyez pas toutefois, Messieurs et honorables collègues, que je me fasse illusion ; je sais bien qu'à côté de ces garanties des difficultés se tiennent encore debout. Et ces difficultés sont réelles, je l'avoue ; mais aussi elles ne peuvent être que des difficultés d'exécution et dès-lors, si réelles qu'elles soient, personne ne peut les tenir pour sérieuses.

M. le Préfet de la Somme m'a bien dit un jour que *nous ne sommes pas au bout de nos peines*. Mais le caractère élevé et digne de M. le Conseiller d'État nous donne la confiance que, dans ces paroles, je ne devais voir qu'une invitation, pour nous tous, à redoubler d'activité et de vigueur pour briser les forces d'une insultante inertie, et pour triompher, peut-être aussi, de certaines lenteurs administratives ; et non une disposition personnelle à prolonger à plaisir un état de lutte qui ne saurait profiter à personne.

Je me plais à attribuer au même sentiment de bienveillance la lettre préfectorale du 1^{er} décembre qui nous indique les formalités à remplir et les documents à produire pour hâter la solution de l'affaire des terrains domaniaux contigus au Monument ; et par laquelle, renonçant à la pensée de nous en proposer l'acquisition, M. le Préfet nous offre son intervention pour traiter de la location. Sa crainte est seulement que cette location ne soit consentie en notre faveur qu'à un prix relativement élevé ; mais, profitant de

l'éveil que cet éminent fonctionnaire voulait bien nous donner, et ayant puisé de nouveaux renseignements à une source plus directe, nous nous sommes trouvés en partie rassurés sur ce point ; et, si aucun de ces imprévus qu'il faut toujours prévoir en matière de négociation ne vient entraver les démarches qu'il nous reste à faire pour arriver au but, les terrains domaniaux seront loués, comme ils le sont déjà, à un prix réduit et ne feront plus question.

Il nous sera alors d'autant plus agréable de les offrir en jouissance à la Ville, que cette offre sera faite, permettez-moi cette expression, par-dessus le marché.

Vous savez, en effet, que la question du Musée et la question des terrains ne sont pas nécessairement connexes et solidaires. Les stipulations survenues entre la Société et la Ville, et ayant pour objet, d'une part, la concession des Moreaucourt à condition de la donation du Musée à la commune ; et, d'autre part, l'acceptation de cette condition ; ces engagements réciproques étaient consommés longtemps avant qu'il fût question de la location et de l'occupation des terrains domaniaux par la Commission du Musée ; par conséquent et à la rigueur, vous n'aviez à offrir à la Ville, et la Ville n'avait à accepter de vous que le Musée et non les terrains annexés postérieurement à titre de dépendances.

D'ailleurs ces dépendances jugées utiles après-coup, ne font pas non plus nécessairement partie de ce qu'on peut appeler le strict périmètre du Monument, de ce qui constitue en réalité le périmètre convenu, puisque la Ville n'avait pas primitivement compris l'érection d'un édifice dans des proportions aussi monumentales que celles qui lui ont été données depuis.

On sait, en se reportant à certaines circonstances de la discussion, que la Ville aurait aussi facilement, et plus facilement peut-être, accepté un simple Musée de 500,000 francs, eût-il été adossé à un inaliénable bien de voisin et n'eût-il pris son jour que sur la

façade et par les toits, qu'elle n'a accepté ce palais de deux millions dont l'importance même a failli compromettre le bienfait en donnant lieu de redouter des frais excessifs d'entretien et de conservation.

Et cependant telle est, Messieurs, votre désir de porter au plus haut point la splendeur de la cité, que, dans la mesure de vos ressources, vous souhaitez que ces dépendances, plus vastes qu'on ne les avait imaginées d'abord, ne soient pas distraites du Monument lui-même; et qu'en les lui conservant, au moins à titre de location, elles étendent d'autant son périmètre, et lui assurent un aspect plus digne de sa belle architecture et de sa noble destination.

Les efforts que vous êtes résolus à faire dans ce but ne pourraient être paralysés que par un esprit de mauvais vouloir que nous sommes d'autant plus aises de n'avoir plus à redouter qu'il ne serait plus un ennui pour nous seuls, si dépassant, dans ses conséquences, les intentions de nos adversaires, il allait jusqu'à entretenir, au sein d'une cité paisible par caractère et par sagesse, une agitation regrettable pour tout le monde.

Ainsi traitée et réduite à sa juste importance, la difficulté qu'on a fait naître de l'incident des terrains domaniaux ne doit plus marquer dans le débat.

Dans cet état de choses, il me paraît superflu de revenir sur la crainte du surcroît d'impôt que peut occasionner l'entretien du Musée. Cette objection a été réfutée par les exagérations même de ceux qui ont voulu en faire une arme contre les communalisateurs.

Qui ne sait, à commencer par vos contradicteurs, combien est insignifiante une surcharge qui ne doit compter que par quelques centimes? Qui ne sait que cette surcharge sera complètement nulle et remplacée même par un accroissement de revenu municipal aussitôt qu'un bon système d'économie aura rétabli l'équilibre dans

nos finances. C'est assez parler d'une objection qu'on a tournée en plaisanterie faute de pouvoir la rendre sérieuse.

La question des tableaux de l'État ne l'est pas davantage. Nous avons sujet d'espérer que les toiles qui ont été confiées à notre Musée nous resteront, à moins qu'une mesure générale ne fasse rentrer au Louvre toutes celles qui garnissent, à titre également provisoire, le Palais du Sénat, l'hôtel du Ministère d'État et d'autres dépendances des Domaines.

Dans tous les cas les dispositions de M. le maréchal Vaillant à notre égard sont aussi favorables qu'il nous est permis de le désirer. Les paroles de sa lettre du 27 novembre sont consignées au procès-verbal : *« Quant au Musée, disait Son Excellence, envisagé au point de vue de sa destination artistique, l'Administration est disposée à lui continuer la bienveillance dont elle n'a cessé de lui donner des preuves. »*

A ces témoignages écrits, je ne dois pas négliger d'ajouter les promesses verbales et réitérées qui nous viennent des rangs les plus élevés et des hommes les plus autorisés dans plusieurs ministères. Là aussi, Messieurs, tout près du Souverain, l'on pense et l'on dit que nous avons raison de tenir à conserver, pour la Ville, le Monument dont le terrain ne nous a pas été donné en 1854 pour nous être repris lorsque sa valeur serait quadruplée en 1869 ; là aussi, on sait bien que cet acte de munificence impériale n'a été fait qu'en faveur de la Ville et en vue d'une construction monumentale devant être et demeurer, dans la pensée de tous les souscripteurs, comme dans la pensée de l'Administration d'alors, Musée communal d'Amiens et de la province de Picardie.

J'aurai fini d'énumérer et d'apprécier toutes les difficultés qui retardent l'exécution du vote municipal, lorsque je vous aurai rappelé la prétention de l'ancien Président de la Commission à administrer le Musée malgré la démission de tous ses collègues, malgré l'avis émis par M. le Préfet au mois de décembre 1867, malgré

l'arrêté ministériel qui reconnaît que tout mandat est terminé sans excepter celui de M. Dufour, malgré enfin l'épuisement total de tous les fonds affectés à l'œuvre.

Une situation aussi complètement en dehors de toutes les règles ne saurait durer ; notre nouveau Président nous dira tout-à-l'heure de quelle manière il a exécuté la délibération que vous avez prise, dans votre dernière séance, en vue de la faire cesser. C'est une nouvelle campagne qui commence. Je connais assez les dispositions loyales et fermes de l'honorable successeur que vous m'avez donné et celles de la Commission qu'il a présidée avec distinction et succès pendant deux ans et aux travaux de laquelle il continuera d'imprimer une active impulsion, pour pouvoir vous dire : cette campagne sera pacifique ou agitée suivant que les hommes et les choses contre lesquels nous luttons se montreront favorables ou contraires au bon droit, à la volonté municipale, à votre inébranlable volonté !

Mais quel que soit le caractère des efforts qui vont être tentés, ils seront décisifs ; nous vous le promettons.

Si je parle ainsi au nom de plusieurs c'est qu'en quittant à l'instant ce fauteuil, je suis loin de me considérer comme admis à faire valoir mes droits à la retraite. Je tiens à honneur de continuer à faire partie de la Commission de Cession et à mériter ma part du haut témoignage d'approbation que vous donnez, cette année encore, à la conduite de ce groupe militant en allant chercher votre Président et votre Vice-Président dans son sein, et votre Secrétaire annuel parmi ceux de nos collègues qui l'ont le plus secondé.

En demeurant associé de cœur et d'action à ces hommes de votre choix, je sais à quoi je m'oblige, car je vois bien que vous installez, aux places d'honneur de cette table, l'activité avec la prudence, l'énergie avec l'esprit parlementaire, l'inflexible persévérance dans la poursuite du but avec la modération et la courtoisie

dans l'emploi des moyens, la guerre aux obstacles avec les égards dus aux personnes.

Rien n'est donc changé. En 1869 comme en 1868 votre Bureau et votre Commission de Cession seront un, ils seront une seule et germaine émanation de vous mêmes, ils seront votre esprit et votre bras, ils n'agiront que par vous et en vous ; et les mêmes moyens auxquels nous devons un premier succès, assureront, n'en doutons pas, une victoire complète.

L'avenir seul appréciera ce résultat. Assez longtemps nous avons entendu dire et redire qu'il n'y a qu'un Paris en France. Croyons, Messieurs, que pour les arts du moins, il peut y en avoir plusieurs. Il n'est pas nécessaire que le nôtre soit bâti en un jour. Ou plutôt pourquoi ne jurer que par Paris ? Est-il donc indispensable que la province soit un autre Paris pour être illustre. Je ne le crois pas ; je crois que, si nous sommes assez heureux pour transmettre à nos descendants le fier sentiment qui nous anime, on rougira dans un siècle des Picards qui croiraient encore ne pouvoir rien faire, sans Paris, pour la gloire et pour la fortune de la France ; singulière manie pour laquelle j'ai entendu récemment inventer l'expression bizarre, mais significative de Parisianisme ; opposons lui une autre tendance qui a plus de dignité et que l'on a déjà nommé le Provincialisme.

C'est par ce mot que je veux conclure mon discours, parce que c'est à l'idée qu'il représente que votre Président pour l'année 1869 devra l'honneur d'inaugurer en Picardie l'ère nouvelle de l'autonomie artistique en remettant entre les mains de M. le Maire d'Amiens les clefs du splendide Monument au frontispice duquel je vois gravé en caractères désormais ineffaçables, le double titre de *Musée Napoléon* et de *Musée communal*.

— Le nouveau président, M. Bazot, prend la parole et s'exprime ainsi :

MESSIEURS ,

En province, les Sociétés savantes reçoivent, dit-on, avec trop de solennité, les membres nouvellement admis ; procèdent avec trop de cérémonie à l'installation de leurs dignitaires précédemment élus. En général, dans ces circonstances, est-il ajouté, les discours prononcés, dépourvus d'éloquence, n'offrent qu'un assemblage futile de périodes sonores et cadencées ; de compliments augmentant ou diminuant, outre mesure, la vérité sur les hommes et sur les choses. Semblables à ces étoiles qui brillent beaucoup et ne donnent que de faibles lueurs, ces discours ont de l'éclat, et peu ou point de solidité.

Ce reproche est-il fondé ? Toujours, j'en doute — souvent, je le crois. Quoiqu'il en soit, je sors du cercle de l'habitude pour vous entretenir, à mon tour, de l'affaire qui, depuis deux ans, est l'objet de vos continuelles préoccupations, et ajouter à l'exposé de la situation du Musée Napoléon que vient de vous faire notre cher et vénérable Président, quelques faits avec les circonstances qui les ont accompagnés.

'Je serai bref.

Sur le vote du 3 octobre 1868, M. Dhavernas, adversaire déclaré de la communalisation, commentateur de l'article 893 du Code Napoléon à l'usage de son Conseil municipal, sympathique — nullement — aux études archéologiques, crut devoir donner sa démission et se retirer définitivement de ses fonctions municipales. En agissant ainsi, M. le Maire évita d'être l'exécuteur d'une délibération contraire à ses vues personnelles et il fit bien, mais il est regrettable d'engager à ce point sa personnalité sans nécessité absolue ; car un pareil système conduirait à poser des questions de cabinet au sujet de toutes les discussions.

M. Albert Dauphin, aujourd'hui maire, alors adjoint, vota l'ajournement : cependant espérons qu'un jour M. Albert Dauphin,

après avoir été comme autrefois M. Lemerchier, opposé à la Société, en deviendra un des plus chauds amis.

M. Lemerchier, maire d'Amiens lors de la formation de la Société, déclara nettement, à la première ouverture qui lui fut faite à ce sujet, qu'il ne pouvait donner son appui à une institution que l'existence de l'Académie lui paraissait rendre complètement inutile, et à laquelle il prédisait le sort de l'enfant mort-né : ce qui ne l'empêcha pas, deux années plus tard, de devenir l'un de ses plus fervents adeptes ; — il s'était trompé.

M. Albert Dauphin, qui se distingue par un sens droit et un esprit libéral, doit reconnaître l'influence salubre des études mêmes spéciales comme les nôtres, sur les mœurs ; il sait qu'elles tendent à développer les facultés morales, à former et enrichir les facultés intellectuelles des masses ; et il deviendra, je le répète, comme M. Lemerchier, un bon, un fidèle ami des Antiquaires de son pays.

Le Conseil municipal s'est prononcé, le Musée Napoléon a été déclaré propriété communale. La victoire est donc à nous, et pourtant, il ne nous est pas permis de nous reposer à l'ombre de nos lauriers.

Traité avec les Domaines, à cause des parcelles du terrain domanial sur lesquelles des constructions ont été élevées.

Règlement des recettes et dépenses faites jusqu'à ce jour pour la construction du Musée Napoléon : liquidation de la gestion de la Commission ministérielle de construction et paiement de ses dettes avec nos deniers.

Voilà, Messieurs, deux grosses transactions qu'il nous faut passer avant de réaliser la donation du Musée à la Ville, avant qu'il soit fait aux Antiquaires le loisir de reprendre la plume et la pioche qu'ils voudraient ne jamais quitter.

Nous avons fort à faire. Indépendamment de l'embarras et des pertes de temps qu'entraînent les rapports avec différentes autori-

tés, des voyages que nécessitera notre éloignement de Paris, de la correspondance volumineuse inhérente à tout ce qui est administration publique, des détails sans nombre dans lesquels on risque de se noyer, nous aurons à lutter contre une opposition intéressée et fort entêtée. Mais l'appui de M. le Préfet, sur lequel nous comptons, et la persévérance de la Société nous conduiront à bonne fin. Nous posséderons un Musée picard, tout simplement picard, à notre très-grande satisfaction, car, ainsi que l'a dit avec infiniment d'esprit M. le président Jourdain, dans une de ses brochures : « Nous » désirons rester Musée de province et nous nous privons volontiers de la gloire d'être succursale des Musées de Paris : sans » compter qu'avec le titre déjà modeste de succursale, nous pourrions bien n'être en réalité qu'un grenier du Louvre. »

Succursale, ou grenier du Louvre, notre beau Palais était toujours perdu pour nous. Entrepôt d'un nouveau genre, le Monument, proportionné aux besoins du Musée de notre grande et belle province, serait devenu en quelques mois insuffisant pour loger les tableaux et les statues, de mérite plus ou moins contesté, éliminés des Musées impériaux et envoyés à Amiens. Nos richesses picardes, soumises aux ordres de l'autorité supérieure, eussent cédé la place à des œuvres étrangères et se seraient trouvées sans asile dans leur patrie même.

Pour un moment supposons que le Musée Napoléon n'est plus la propriété des Amiénois, et raisonnons dans cette hypothèse. La Ville et la Société possèdent des collections d'une grande valeur qu'il faut conserver et garder à tout prix, il y aurait donc nécessité absolue d'élever aujourd'hui, dans des proportions convenables, un temple aux beaux-arts, et de donner à nos antiquités, à nos objets d'art et de curiosité la première et la plus belle place.

Que le temple soit bâti *ad hoc* et modestement, ou qu'il fasse partie d'une construction destinée à un service public, un hôtel-de-

ville par exemple, toujours est-il qu'il faudrait bâtir : or les constructions, l'ameublement, les vitrines, etc., absorberaient 200,000 francs au moins. Ce capital représente 10,000 francs d'intérêts par année, joignons-y les frais d'entretien qui, eu égard aux développements peu considérables de ce Musée, ne dépasseraient pas 4,000 francs et nous aurons un total de 14,000 francs. Partant, si la Ville garde le Musée, elle dépensera 8 à 10,000 francs ; si elle le cède à l'État, elle sortira de la caisse municipale 14,000 francs par an et aura en moins un capital de 200,000 francs.

Conclusion ? Le Conseil municipal a eu cent fois raison le 3 octobre dernier.

La Société est le cerveau qui pense et ordonne, le Président est le bras qui obéit et qui exécute ; c'est ainsi que je comprends l'organisation de notre association et c'est pourquoi, aux termes du décret du 16 février 1862, le premier jour de chaque année étant un jour de fête légale, en dehors de ceux conservés par le Concordat, j'ai mis à exécution le lendemain la délibération que vous avez prise dans votre dernière séance et, par exploit de Wagnier, huissier à Amiens, à ma requête, agissant en qualité de Président et en vertu de la délibération spéciale du 8 décembre 1868, j'ai fait faire sommation à M. Charles Dufour, ancien président de la Commission ministérielle de construction, Commission dissoute de fait et de droit depuis plus d'une année :

1^o De remettre, sous huitaine, entre mes mains, les clefs du Musée Napoléon, des vitrines et armoires qu'il a conservées indûment jusqu'à ce jour ;

2^o De rendre à la Société entre mes mains, dans le même délai, avec les pièces comptables à l'appui, les comptes qu'il pourrait avoir à rendre à la Société — tous droits respectifs réservés — je lui ai en outre notifié la défense de faire à l'avenir aucune dé-

pense au Musée sans le consentement exprès et par écrit de la Société.

J'attends encore une réponse quoiqu'elle eût été promise à l'huissier — dans la conversation toutefois.

La mesure de rigueur prise par la Société après qu'elle eut poussé la longanimité au delà des limites que fixent et la raison et le devoir, se justifie par une patience mise à l'épreuve durant deux grandes années. Pendant ce temps les ménagements que vous avez eus ont été méprisés. Pour ne manquer à rien de ce que la bienséance, la politesse, les anciens rapports d'une bonne confraternité exigeaient, vous avez mis tous les procédés de votre côté.

M. le Préfet avait écrit le 11 avril dernier à M. le président Jourdain :

« Permettez-moi d'espérer, M. le Président, que grâce à votre » esprit conciliant et à vos bons conseils l'affaire du Musée entrera » sans difficulté dans la phase nouvelle que doit lui faire subir la » démission de la Commission instituée par l'arrêté du 6 février » 1855, dès quelle aura été définitivement acceptée par M. le Ministre de l'Intérieur ».

M. le Président fit de nouvelles démarches restées infructueuses comme les précédentes, enfin toutes les voies de douceur furent épuisées. M. le Préfet lui-même ne put obtenir par les voies amiables les comptes réclamés et par lui et par vous : le désir insensé, s'il n'est intéressé, de dépouiller la ville de son Musée et de ses collections au profit de l'État repoussa toutes les avances qui lui furent faites dans l'intérêt de la communalisation.

En présence de cette résistance il fallait, ou céder ou contraindre par la force de la justice, c'est ce dernier parti qu'avec raison vous avez pris.

Jusqu'au jour où M. Charles Dufour fit la proposition de céder à l'État le Musée Napoléon, j'ai été pour lui et avec lui. Résistant aux

sollicitations de plusieurs de mes collègues, j'ai contribué à lui conserver une présidence prête à lui échapper. Il m'en coûte de révéler ce fait, malgré moi j'y suis amené, par la vérité, et parce qu'il m'importe qu'on sache bien, autre part qu'en ce lieu, que personnellement je déplore une solution aussi triste. Je regrette du plus profond de mon cœur qu'il ne nous soit plus possible d'adresser à M. Charles Dufour, comme nous l'avons fait et comme nous le faisons encore aujourd'hui, à tous les autres Membres de la Commission ministérielle de construction du Musée, nos remerciements sincères d'avoir doté la ville d'Amiens d'un Monument aussi grand, aussi beau !

MONSIEUR L'ABBÉ,

Il y a un an vous nous disiez : . . . « La grande cause de la » communalisation du Musée ne peut tarder à être complètement » gagnée. . .

« Je ne suis pas prophète ni fils de prophète, je suis encore moins » le moniteur de notre édilité ; et cependant il me semble que le » jour approche où Amiens pourra inscrire au frontispice de son » Musée, au-dessous de cette immortelle dédicace : *Musée Napoléon* » III, cette autre dédicace immortelle aussi : *Musée communal*. »

Aujourd'hui permettez à votre successeur de vous répondre, non vous n'étiez pas prophète quoique vous ayez prédit l'avenir ; mais vous aviez confiance dans notre bon droit et vous parliez avec l'assurance que donne une profonde conviction. A cette époque rien ne pouvait faire prévoir au public ce qui devait arriver. La situation n'était pas connue, les engagements réciproques étaient ignorés ; mais vous aviez entrevu l'avenir parce que vous saviez que réunies, la volonté, le plus puissant de tous les leviers, la justice, la première des vertus, ne connaissent pas d'obstacles invincibles.

Il y a un an, prenant possession du fauteuil de la présidence, vous mettiez votre dévouement au service de la Société, pour faire

triompher une cause juste et patriotique. C'est à ce dévouement, qui n'eut jamais de défaillance, qu'est dû le succès récemment obtenu. La communalisation, heureusement conquise par votre activité infatigable et votre habileté, vous est propre, et nul de nous ne le contestera.

A la tête de la Société vous avez noblement maintenu sa dignité, vous n'avez répondu qu'à des adversaires dignes d'elle, dédaignant une polémique qui joignait à la faiblesse du fond des formes indignes de personnes bien élevées.

Vos droits à la reconnaissance de la Société sont donc bien et légitimement établis ; c'est avec bonheur qu'en son nom, je vous témoigne ici son entière gratitude pour les services éminents que vous lui avez rendus. Comme elle je regrette sincèrement que des motifs particuliers vous aient forcé de décliner l'honneur de porter plus longtemps son drapeau, ainsi qu'elle vous l'a demandé en vous réalisant à l'unanimité Président pour l'année qui commence.

MESSIEURS ,

Je m'asseois à la place de M. l'abbé Edouard Jourdain avec une vive appréhension de ce que me réserve un acte qu'en moi-même, *in foro conscientiae*, comme devant vous, je reconnais être d'une grande témérité. Or :

Paucis temeritas est bono, multis malo.

Entourez-moi donc de votre bienveillance, donnez-moi la force d'arriver au terme de ma présidence sans avoir à me repentir de m'être laissé conduire par mon invariable attachement à la Société des Antiquaires de Picardie, et n'oubliez pas, je vous prie, ce vieil adage :

Vocat, labor ultimus, omnes.

— M. Garnier, secrétaire-perpétuel, donne lecture de la correspondance.

Parmi les lettres reçues, la Société entend avec regret la lecture de celle qui annonce la mort de M. Vincent (Alexandre-Joseph-Hidulphe), membre de l'Institut, décédé à Paris, le 26 novembre 1868, à l'âge de 71 ans. M. Vincent appartenait à la Société en qualité de correspondant.

— M. Fontana, négociant à Paris, réclame, pour M^{me} Gandolfi, la *Mendiant*e, statue en marbre blanc, et *Une femme pleurant sur un sarcophage*. Ces deux objets d'art, dit M. l'abbé Corblet, ont été envoyés au Musée par M. le comte de Nieuwerkerque. C'est donc au surintendant des beaux-arts que la réclamation de M. Fontana devra être adressée. Il lui sera écrit en ce sens.

— M. Blanchard, de Liercourt, annonce un manuscrit sur St.-Acheul. Ce manuscrit est un état des propriétés appartenant à l'abbaye sur le territoire de Cagny, de l'année 1522. M. Blanchard fait ensuite part de diverses trouvailles qui ont eu lieu à Liercourt.

— M. Féragu, artiste peintre à Amiens, met en loterie deux de ses tableaux — *Visite à la Cathédrale d'Amiens par le premier Consul* — *Visite de l'Impératrice aux cholériques d'Amiens* — il demande la souscription de la Société. Cette souscription lui est accordée.

— Il est procédé au renouvellement des Commissions.

Commission d'impression : MM. GARNIER, CORBLET, REMBAULT, SALMON et POUY.

Commission du Musée : MM. GARNIER, BAZOT et DUTILLEUX.

Commission des recherches : MM. BAZOT, CORBLET, POUY, REMBAULT et VION.

Commission de cession du Musée : MM. JOURDAIN, Président, BAZOT, DUVAL, HESSE, VION, DE FORCEVILLE, REMBAULT

— M. Bazot, Président, annonce qu'il a fait faire une sommation à M. Ch. Dufour, Président de l'ancienne Commission ministérielle de construction du Musée Napoléon, à l'effet :

1° D'obtenir les clefs du Musée, des galeries et des vitrines ;

2° D'avoir les comptes relatifs au Musée, tous droits respectivement réservés ;

3° De défendre à M. Ch. Dufour toutes dépenses nouvelles sans le consentement exprès de la Société.

MM. Duval, G. Rembault, Darsy, Antoine, Bazot, prennent la parole sur l'opportunité d'un procès avec M. Ch. Dufour.

M. Gédéon de Forceville dit qu'il faut en finir, que tous les moyens de conciliation étant épuisés, il ne reste plus que la voie judiciaire.

M. Bazot ajoute qu'il faudrait en ce cas choisir un avoué et un avocat, la sommation qui a été faite n'étant qu'un acte introductif d'instance.

Il est décidé que le Président est autorisé à poursuivre et qu'il verra M^e Jonchery comme avoué, et M^e Goblet comme avocat.

— M. Bazot, au nom de M^{me} Breuil, sa belle-sœur, annonce le don fait à la Société par cette dame du portrait de son mari, ancien membre de la compagnie. La

Société est très-sensible à ce don et vote des remerciements à M^{me} Breuil.

— M. le Président annonce que la Compagnie du *Soleil* réclame le montant de l'assurance du Musée pour l'année courante.

Il annonce également qu'il a reçu le 7 janvier 1869 le mandat de 1,200 fr. du Conseil général de la Somme, pour l'année 1868, mais qu'il n'a pu en toucher le montant, attendu que, dès le 6, les Domaines avaient formé une saisie-arrêt entre les mains du Trésorier-payeur-général pour avoir paiement de loyers dus à l'État pour location des parcelles de terrains attenant au Musée.

Ces faits font ressortir une fois de plus la situation anormale de la Société vis-à-vis de l'administration du Musée et la nécessité de presser, par tous les moyens possibles, la conclusion de la longue et pénible affaire de la cession à la commune.

— Il est annoncé qu'un concours entre les sociétés savantes du ressort académique de Douai aura lieu prochainement, et que le jury sera composé de membres appartenant aux diverses sociétés de la circonscription.

— M. Bazot demande à quoi en est la commission du concours relativement au prix à décerner. Cette commission est composée de MM. Darsy, Corblet, Salmon, G. Rembault et Garnier. Ce dernier répond que l'*Histoire de Roye* étant très-volumineuse, il a fallu un certain temps à chacun pour l'étudier. Néanmoins un rapport sera fait prochainement.

— M. Bazot demande qu'on reprenne la bonne habitude de faire des comptes-rendus sur les ouvrages im-

portants que la Société reçoit. Il espère que ses collègues entendront son appel.

— M. Dutilleux offre au nom de M. Charles Hubert, homme de lettres à Amiens, une médaille en bronze, à l'effigie de Dioclétien, trouvée à Cléry, près Péronne.

Séance ordinaire du Mardi 16 Février 1869.

Présidence de M. BAZOT.

— M. Garnier, secrétaire-perpétuel, a la parole pour la lecture de la correspondance. Parmi les lettres dépouillées par M. le Secrétaire-perpétuel, la Société entend avec plaisir l'hommage rendu à ses travaux par M. Cornuau, Préfet de la Somme, à la date du 16 janvier 1869. Ce magistrat, en accusant réception du dernier volume de ses Mémoires, s'exprime ainsi : « Ce volume » ne le cède en rien aux précédents ; il présente le même » intérêt et témoigne de la même science et du même » zèle. » Cet éloge, transmis à la Société, selon le désir de M. le Préfet, a été accueilli avec un sentiment unanime de satisfaction.

— M. le Ministre de l'Instruction publique écrit, sous la date du 20 janvier 1869, pour aviser la Société que, par un arrêté du 9 janvier 1869, il a décidé que la distribution des récompenses accordées aux sociétés savantes des départements, à la suite du concours de 1868, aura lieu à la Sorbonne le samedi 3 avril 1869, à midi. Cette distribution, ajoute M. le Ministre, sera précédée de quatre jours de lectures publiques, du 30 mars au 2 avril inclusivement. Son Excellence assigne comme dernier

délai le 10 mars pour la réception des mémoires et pour l'indication du nom des personnes qui doivent se rendre aux réunions.

MM. Corblet, Vion, Darsy et Garnier sont délégués.

— Par une autre lettre du 23 janvier, M. le Ministre prie M. le Secrétaire-perpétuel de faire agréer à la Société tous ses remerciements pour l'envoi du dernier volume de ses *Mémoires*.

— M. Victor Delatire écrit de Cambrai, le 25 janvier, pour annoncer l'envoi d'une notice sur un acte authentique et inédit d'Enguerrand de Monstrelet, notre célèbre chroniqueur. Il demande l'insertion de cette notice dans les Mémoires de la Société.

— M. le Ministre de l'Instruction publique, par une troisième lettre en date du 29 janvier, annonce qu'il a fait remettre à l'Académie des Inscriptions et à la Bibliothèque des Sociétés savantes les exemplaires du tome XXII de nos Mémoires.

— M. l'abbé Jourdain, aumônier d'un pensionnat à Amiens, offre sept pièces en parchemin relatives à Ham et aux environs.

Deux jetons de la manufacture d'Ourscamps sont offerts à la Société par cette compagnie industrielle.

Des remerciements sont votés à M. l'abbé Jourdain et à la Compagnie d'Ourscamps.

— M. le Trésorier lit son rapport sur l'état des finances de la Société pendant l'année 1868. Ce rapport est renvoyé à la Commission des comptes, laquelle est nommée au scrutin secret, et se compose de MM. Pouy, Hesse et Dutilleux.

— M. le Trésorier présente le projet de budget pour 1870, et propose de le renvoyer à l'examen de la Commission des comptes.

— M. l'abbé Duval dit que M. le Préfet demande la communication de notre budget courant, avant d'autoriser la Société à prendre possession du legs Barni, et que, pour être en mesure de satisfaire immédiatement à cette demande, il lui paraît opportun de voter immédiatement le budget proposé.

Une discussion s'entame à ce sujet. Divers avis sont émis par MM. Dutilleux, Darsy, Jourdain et Bazot.

Il est reconnu par la Société que la communication demandée doit être donnée dans le plus bref délai, et M. Duval, ayant démontré que le projet de budget de 1870 présenté par M. le Trésorier dans la séance ne paraît pas susceptible de modifications, insiste pour que, sans renvoi préalable à la Commission, il soit passé immédiatement à la fixation du budget.

M. le Trésorier s'élève contre cette mesure, dont il signale l'irrégularité ; mais, la Société, afin de hâter la solution de l'affaire Barni, adopte la proposition de M. l'abbé Duval.

En conséquence, les articles du budget, successivement mis aux voix, sont adoptés à l'unanimité.

— M. Garnier donne lecture d'une note sur un acte authentique et inédit d'Enguerrand de Monstrelet, par M. Victor Delattre, de Cambrai, membre non-résident.

— M. Dutilleux fait connaître que, pendant le cours du mois de juin, des fêtes publiques doivent être données à Amiens par la Société du Tir de Picardie et par

le Sport nautique. Il propose à la Société de saisir l'occasion du concours des nombreux étrangers qui viendront à Amiens à l'occasion de ces fêtes, pour organiser dans le Musée Napoléon une exposition composée d'objets d'arts et de tableaux anciens et modernes. Cette proposition est appuyée et une commission composée de MM. Jourdain, Dutilleux, Vion, Crauk, Le Tellier, De Forceville et Duvette est nommée pour s'occuper, dès à présent, de réaliser le projet émis par M. Dutilleux.

— M. l'abbé Corblet donne lecture d'un travail sur *l'Origine du patronage des Boulangers*, attribué à St. Honoré, évêque d'Amiens, né à Port-le-Grand, en Picardie. La Société donne avec empressement à ce travail l'approbation exigée pour qu'il puisse être lu à la huitième réunion des Sociétés savantes à Paris.

— M. Nacfer, artiste-amateur, par une lettre adressée au Président de la Société, demande à travailler dans le Musée Napoléon.

M. G. Rembault demande si la Société est encore compétente pour délivrer une autorisation d'étudier dans le Musée, depuis que ce monument est devenu propriété communale par suite du vote du Conseil municipal d'Amiens en date du 3 octobre dernier.

M. Corblet estime que tout ce qui regarde l'administration des collections du Musée incombe à la Société des Antiquaires de Picardie.

La Société, considérant que, la Ville n'ayant pas encore pris possession du Musée, c'est à elle qu'incombe le droit d'administrer les collections, décide qu'une carte

d'entrée sera remise au pétitionnaire, sous la signature de son Président.

— M. le Président rappelle que, dans la séance du 8 juin 1868, la Société a autorisé un voyage à Boves pour l'examen et l'enlèvement, s'il y a lieu, d'une pierre druidique qui a été signalée dans cette commune. La somme nécessaire a été votée à cet effet. La Société décide que M. Bazot ira à Boves, accompagné par quelques membres de la Commission des recherches.

Séance ordinaire du 9 Mars 1869.

Présidence de M. Bazot.

— M. Antoine est adjoint aux délégués qui doivent représenter la Société aux réunions des Sociétés savantes.

— M. Rembault informe la Société que l'autorisation donnée par elle à un artiste, peintre de tableaux, de travailler dans les galeries du Musée, n'a pu avoir son effet par suite d'une défense faite par M. Dufour au concierge, d'obéir à personne autre qu'à lui seul.

M. Corblet dit que la Commission ministérielle de construction, actuellement démissionnaire, a exercé, pendant son mandat, une surveillance générale sur tous les objets qui sont dans les galeries, soit sur ceux de l'Etat, soit sur ceux de la Ville et de la Société ; mais qu'aujourd'hui, cette commission n'existant plus, c'est à la Société des Antiquaires de Picardie que doit incomber le droit de surveillance. Il termine en disant que cette

Société a le droit de décider que le Musée sera ouvert au public.

M. de Forceville pense que le Président de l'ancienne Commission ministérielle n'a pas le droit de disposer du Musée et de son contenu, et qu'il n'a aucune surveillance à exercer sur les objets d'art qui sont la propriété de la Ville ou de la Société des Antiquaires de Picardie.

M. G. Rembault dit que le Musée renferme deux sortes de tableaux. Ceux qui appartiennent à la Ville et ceux qui appartiennent à l'Etat. Tant que ces deux natures d'objets ne seront pas placées sous la même surveillance, on sera exposé à des conflits aussi regrettables que celui qui occupe en ce moment la Société.

M. de Roquemont pense que la prolongation du conflit aggraverait la situation. Il faut, dit l'honorable membre, demander au nouveau Préfet une solution rapide des affaires du Musée, pour éviter un nouveau conflit qui serait fâcheux pour la dignité de la Société, pour les arts et pour l'honneur de la ville.

La Société s'en rapporte à son Président sur la suite à donner à cette affaire.

— M. le Secrétaire-perpétuel a la parole pour la lecture de la correspondance. Il signale parmi les ouvrages offerts (du n° 9955 au n° 9988) les positions de thèses de l'Ecole des Chartes et, parmi ces derniers travaux, une thèse historique sur l'origine du Christianisme dans les Gaules et une autre sur le Roman de Lusignan par M. Herbet, d'Amiens, lequel M. Herbet considère le manuscrit de ce roman qui est à Amiens, comme le meilleur de tous ceux qu'il a examinés.

— M. Bazot, Président, demande que la Société décide que MM. Jonchery et Goblet, n'accorderont plus de remises dans l'affaire contre M. Dufour, et propose la délibération suivante :

La Société, considérant qu'il est pour elle de nécessité absolue de terminer au plus tôt le procès qu'elle a intenté à M. Dufour;

Considérant que des retards apportés à la solution de la question pourraient avoir pour conséquence la ruine de la Société et la perte du Musée Napoléon et de ses collections ;

Considérant que deux remises à huitaine ont été accordées par le Président du Tribunal à M. Ch. Dufour, du consentement de l'avoué de la Société ;

Considérant que l'adversaire de la Société emploiera tous les moyens, toutes les exceptions dilatoires qu'il pourra inventer pour gagner du temps et pour arriver à un chiffre de dépenses tellement énorme que l'Etat seul sera en mesure de rembourser ;

Considérant qu'une telle manœuvre, si elle réussissait, aurait pour résultat fatal de forcer la Société à abandonner le Musée et ses collections à qui voudrait les prendre.

Décide :

Que M^e Jonchery, avoué et M^e Goblet, avocat, seront priés et au besoin invités par le Président, au nom de la Société qu'il représente, de s'opposer énergiquement à toutes remises, à tous ajournements, quels que soient les motifs que M. Dufour pourrait faire valoir.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

— M. Corblet donne lecture de la note suivante, au sujet de l'építaphe de Joseph de Boufflers, enterré à Gènes.

La famille de Boufflers est originaire de Boufflers, canton de Crécy.— Joseph était fils de Louis-François, plus connu sous le nom de Maréchal de Boufflers, lequel s'est immortalisé dans la défense de Lille. Son fils Joseph, dont nous allons reproduire l'építaphe, était vicomte de Ponches-en-Ponthieu et fut également maréchal de France. Il fut envoyé à Gènes pour protéger cette ville contre les Impériaux et le roi de Sardaigne. L'ardeur qu'il mit à repousser les assiégés alluma son sang et lui fit contracter la petite vérole. Il mourut au bout de cinq jours, le 2 juillet 1747, le jour même où les Autrichiens découragés levèrent le siège de Gènes. La République inscrivit son nom dans le livre d'or de la noblesse et lui érigea un mausolée de marbre dans la célèbre église de l'Annunziata.

L'Építaphe du duc de Boufflers, dans le pavé d'un des bas-côtés de l'église de l'Annunziata, à Gènes, porte les armoiries du défunt, et l'inscription suivante avec les colliers des ordres

D · O · M

JOSEPHO DUCI DE BOUFFLERIS

GALLO-BELGII GUBERNATORI

FRANCIÆ PARI

·QUOD

A LUDOVICO XV · REGIÆ VOLUNTATIS

ARBITER

GENUAM MISSUS

EXERCITUS DIUTURNA OBSIDIONE CIVES

CONSILIO FORTITUDINE

CONFIRMAVIT

INGRUMENTES TERRA MARIQUE HOSTES

VETERIBUS REFECTIS NOVIS ADIECTUS

PROPUGNACULIS CONTINUERIT
REIPUBLICÆ LIBERTATEM
IMPENSA INTER LABORES VITA
SUSTINUERIT
PROPUGNATORI AMANTISSIMO
QUAM VITÆ NON POTUIT
NOMINIS IMMORTALITATEM
SENATUS
AN. MDCCXXXVII

INTER CINERES LILIUM VERNAT
ET GALLUS
QUI AD DIEM EXCITAT
HIC
VOCAT AD UMBRAM ANN · MDCLXII

Au-dessous, deux torches en sautoir et une fleur de lys à chaque coin de la dalle de marbre.

Après cette communication, notre collègue présente quelques observations ayant pour but de faire voir combien est incorrect le libelle de cette épitaphe de Joseph de Boufflers, dont la copie lui a été adressée par M. l'abbé Barbier de Montault.

— Le même membre annonce que la démolition de l'ancienne chapelle de St.-Honoré au faubourg Beauvais d'Amiens, permettrait de réclamer pour le Musée certaines pierres tombales ayant de l'intérêt. Il signale les inscriptions funéraires d'un curé de St.-Sulpice, d'un curé de la cathédrale et d'un grand vicaire.

Le Président de la Société est invité à s'entendre avec l'administration municipale pour recueillir les objets intéressants de cette chapelle, qui ne seraient pas réclamés par les familles.

— M. Dutilleux croit se rappeler que M. Boucher de Perthes avait promis de donner au Musée d'Amiens sa collection de silex ; malheureusement cette donation, quoique faite en présence de plusieurs personnes honorables, n'a pas été régularisée par un testament.

— Le même membre demande à qui doit revenir le legs fait par M. Souplet.

M. Antoine répond que M. Souplet a laissé 1000 fr. non à la Société, mais à la ville d'Amiens, pour l'achat d'un tableau.

M. le Président ira chez M^e Dournel, notaire, à Amiens, dépositaire du testament, à l'effet de s'assurer à qui, de la Ville ou de la Société, doit revenir le legs précité de M. Souplet.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 1^{er} trimestre de 1869.

I. Par S. Exc. M. le Ministre de l'Instruction publique :

1^o Archives des missions scientifiques et littéraires, tom. v^e, 1^{er} liv. — 2^o Revue des Sociétés savantes. Octobre, novembre, décembre 1868. — 3^o Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances extraordinaires du Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés savantes, tenues les 14, 15, 16 et 17 avril 1868. Histoire, philologie et sciences morales. Paris, 1869, imprimerie impériale, 1 vol. in-8^o.

II. Par S. Exc. M. le Ministre de la Marine et des Colonies :

1° Revue maritime et coloniale, 97, 98 et 99 liv.

III. Par les auteurs :

1° Relation de l'expédition d'Afrique en 1830 et de la conquête d'Alger, par M. Ed. d'Ault-Dumesnil. 2° édition revue, corrigée et considérablement augmentée, précédée d'un aperçu historique sur l'Algérie, depuis les temps plus anciens jusqu'à la conquête française et suivie d'un appendice sur la colonisation de l'Algérie. Paris, 1868, V. Palmé, 1 vol. in-12. — 2° Mélanges littéraires et artistiques, par Ch. Lucas, 3° série. Paris in-8°. — 3° Origines royennes de l'Institut des Filles de la Croix, d'après des documents inédits, par l'abbé J. Corblet. Arras, 1869, Rousseau-Leroy, in-8°. — Souvenirs de l'Exposition universelle de 1867, par A. Ognier. Saint-Quentin, 1868, Doloy et Penet, 1 vol. in-16. — 5° Notice sur la commune de Pitgam au West-quartier de Flandre, par A. Bonvarlet, 1^{re} fascicule. Lille, 1868, in-8°. — 6° Le brevier des anciens droitz, honneurs et prérogatives du Dauphin de Viennois, par Nicolas de Nicolay, publié pour la première fois avec une notice sur l'auteur, par M. Victor Advielle. Vienne 1863, in-8°. — 7° Une lettre inédite du maréchal d'Ancre (Concini-Concino), datée de Pont-Audemer, publiée par M. Victor Advielle. Journal de Pont-Audemer, 17 octobre 1868. — 8° La Bretagne, par E. Mauriès (en vers). Brest, 1866, in-8°. — 9° Inscription latine d'une fontaine à Saint-Pierre-Quillignan, par E. Mauriès. Brest, in-8°. — 10° Compte-rendu des ouvrages qui ont été déposés sur le bureau (de la Société académique de Brest), dans les séances des 25 juin et du 30 juillet 1866, par E. Mauriès, in-8°. — 11° Poésies par Emile Hamard. Chartres, 1868, in-8°. — 12° Curiosités numismatiques, monnaies rares et inédites. 12^e article, par M. N. Chalon. — 13° Projet de bibliographie compiègnoise, par A. Demarsy, in-8°. Arras, 1869, Rousseau-Leroy, in-8°. — 14° Annales météo-

rologiques de l'observatoire royal de Bruxelles, publiées aux frais de l'Etat, par le directeur, M. Quetelet. Deuxième année, 1868, in-4°. — 15° Jetons de mariage. Deuxième article, par M. R. Chalon, in-8°. — 17° Matériaux d'archéologie et d'histoire, par les archéologues de Saône-et-Loire et des départements limitrophes. Notices et dessins corrigés par J. G. et L. L., n° 1. — 18° Curiosités numismatiques, monnaies rares et inédites. Onzième article, par M. R. Chalon, in-8°, pl. — 19° Monnaies de Charles VI et de Charles VII, rois de France, frappées à Gênes, par A. de Longpérier, in-8°, pl. — 20° Trésor de Tarse, par A. de Longpérier, in-8°, pl. — 21° Deniers de Charlemagne, trouvés près de Sarzana, par A. de Longpérier, in-8°, pl. — 22° La vallée de Tenflot, chronique du xvi^e siècle, par Amédée Jourdain, 2^e édit. Abbeville, 1868, Briez, in-8°. — 23° Hagiographie du diocèse d'Amiens, par l'abbé J. Corblet, tom 1^{er}. Amiens, 1869, Prévost-Allo. Arras, Rousseau-Leroy, 1 vol. in-8°. — 24° Etude sur l'histoire ecclésiastique de Rohrbacher, par l'abbé Al. Gilly. Paris, in-8°. — 25° Y échapper est impossible ! Sachez vous résigner. Essai de tablettes liégeoises, par M. Alb. d'Otreppe de Bouvette, 90^e livr. Liège, in-8°. — 26° H. de Ferry et A. Arcelin. L'âge du renne en Maconnais. Mémoire sur la station du clos du Charnier à Solutré (Saône-et-Loire. Macon, 1868, in-8°. — 27° Le Crédit foncier devant l'opinion publique. Mémoire (par Félix Mouette Delorme), extrait du journal financier *l'Industrie*. Paris, 1867, A. Lacroix, in-8°. — 28° On the mammoth. By Henry Woodward. Extracted from the geological Magazine, december, 1868, in-8°. — 29° Geologists' association. Paper read 1st January, 1869. Man and the mammoth. By Henry Woodward, in-8°. — 30° On some rare and unpublished roman medaillions. Communicated to the Numismatic Society of London by John Evans, in-8°, pl. — 31° On some rare and unpublished roman gold coins. Communicated to the Numismatic Society of

London by John Evans, in-8°, pl. — 32° On the worked flints of Pressigny le Grand (Indre-et-Loire). Communicated to the Society of Antiquaries by John Evans. London, 1867, in-4°, pl. — 33° On some discoveries of stone implements in Lough Neagh, Ireland, by John Evans. London, 1868, in-4°, pl.

IV. Par les Sociétés françaises :

1° Société industrielle d'Elbeuf. Bulletin des travaux, année 1868, n° 5. — 2° Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente, 4° série, tom, v. — 3° Bulletin de la Société d'histoire naturelle de Colmar, 8° et 9° année, 1867 et 1868. — 4° Bulletin de la Société d'émulation du département de l'Allier. Tom ix, 4° liv. — 5° Etude sur la chronologie des sires de Bourbon. x° et xiii° siècles, par M. A. Chazaud. Publication de la Société d'émulation de l'Allier, 1 vol in-8°. — 6° Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, 4° année, 1869, 12° liv. — 7° Mémoires de la Société des Antiquaires de l'Ouest. Tom xxii. — 8° Bibliothèque de l'École de Chartres, vi° série, tome iv, 6° liv. — 9° Mémoires de la Commission des Antiquités de la Côte-d'Or, tom vii, 2° liv. — 10° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, 4° trim. 1868. — 11° Bulletin de la Société d'émulation de l'Allier, tom x, 1° et 2° liv. — 12° Société des sciences et arts de Vitry-le-François, tom xii. — 13° Mémoires de la Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts, tom xiii. — 14° Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes, 1868, nos 11-12. — 15° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny, 1868, n° 12, 1869, n° 1. — 16° Bulletin de la Société dunoise, n° 4. — 17° Bulletin de la Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan, tome vi-tome vii, f° 1 à 13. — 18° Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 4° liv. 1868. — 19° Ecole impériale de Chartres. Positions des thèses soutenues par les élèves

de la promotion 1867-68, pour obtenir le diplôme d'archiviste-paléographe. Paris, 1868, in-8°. — 20° Annales de la Société d'agriculture, sciences et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire, nos 7, 8, 9, 10. — 21° *L'Agronome praticien*, journal de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Compiègne, 1869, nos 3-4. — 22° Bulletin du Comité flamand de France, tom iv, n° 11. — 23° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens, tom viii, nos 1-2. — 24° *L'Investigateur*, journal de l'institut historique, nos 408-409. — 25° Recueil des notices et mémoires de la Société archéologique de la province de Constantine. 2° volume de la 2° série, 1868. — 26° Société impériale des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille. Séance publique du 27 décembre 1868, présidée par M. Fleury, in-8°. — 27° Documents rares ou inédits de l'histoire des Vosges, rassemblées et publiés, au nom du Comité d'histoire vosgienne, par L. Duhamel, tom 1^{er}. Epinal, 1868, veuve Gley, 1 vol. in-8°. — 28° Bulletin de la Société académique d'agriculture, belles-lettres, sciences et arts de Poitiers, nos 129, 130, 131. — 29° Société d'émulation des Côtes du Nord. Bulletins et mémoires, tome vi. Année 1868, feuilles 1-2. — 30° Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, tom vi, 1^{er} liv. — 31° Bulletin du Comice agricole d'Abbeville, 1869, nos 1-2. — 32° Congrès scientifique de France. Trente-quatrième session tenue à Amiens, le 3 juin 1867. Amiens, Caillaux, 1 vol. in-8°, fig. — 32° Bulletin de la Commission des Antiquités de la Seine-Inférieure. Année 1867, tom 1^{er}, 1^{er} liv. — 34° Annales de la Société d'émulation des Vosges, tom xiii, 1^{er} cahier. — 35° Annales de l'académie de Macon, tom vii.

V. Par les Sociétés étrangères :

1° The numismatic chronicle, xxxi. — 2° Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande, tome xxv. — 3° Annalen fur Nassauische Alterthumskunde und Ges-

chichtsforschung. Neunter Band, 1868. — N° 5 et 6. Mittheilungen. Ausgegeben in Martz, 1867. — 4° Annales de la Société l'union des artistes, tome III, 3° fascicule (Liège). — 5° Dreiunddreissigster Jahres-Bericht des historischen Kreis-Vereins in Regierungsbezirke von Schwaben and Neuburg, für das Jahr 1867. — 6° Universitè de Kristiania. Foreningen til norske fortidsmindesterkers bevaring. Aarsberetning for 1867, in-8°. — Selje Klosterlevninger. Indberetning om antikvariske undersøgelser, 1866-1867, 1 selje Kirke og Klosterruiner af O. Krefting. Kristiania 1868, in-4°. 5 pl. — 7° L'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique. Annuaire 1869. — Bulletin, 2° série, tome xxv et xxvi, 1868. — Mémoires, tome xxxvii. — 8° Annual report of the Commissioner of patents (of United states) for the year 1865. Washington, 1867, 3 vol. in-8°, pl. — For the year 1866, 3 vol. in-8°, pl. — 9° Revue de la numismatique belge, 5° série, tome 1, liv. 1^{re}. — 10° Bulletin de l'Institut archéologique liégeois, tome viii, 3° liv. — 11° Bulletin de la Société liégeoise de littérature wallonne. 10° et 11° années, 1^{re} liv.

VI. Ouvrages périodiques :

1° L'Institut, 1868, septembre, octobre, novembre, décembre ; 1869, janvier. — 2° Journal des Beaux-Arts 1, 2, 3, 4, 5, 6. — 3° Le Cabinet historique, 1868, décembre ; 1869, janvier, février. — 4° Revue de l'art chrétien, 11. — 5° Bulletin scientifique, historique et littéraire du département du Nord et des pays voisins (Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Ardennes, Belgique), publié sous la direction de MM. Gosselin et Desplanque, nos 1-2.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance ordinaire du mardi 13 avril 1869.

Présidence de M. BAZOT.

Le procès-verbal de la séance de mars est lu et adopté.

Cette lecture donne lieu à une observation de M. Dutilleux sur les intentions manifestées par M. Boucher de Perthes, de donner sa collection de silex anté-diluviens à la Société des Antiquaires de Picardie.

M. de Forceville est désigné pour voir M. le Maire d'Abbeville et tenter auprès de ce magistrat une démarche dans l'intérêt de la Société. Il sera délivré, à cet effet, une lettre par M. le président à M. de Forceville.

— M. Corblet revient sur la question relative aux intentions manifestées verbalement par M. Boucher de Perthes en faveur de la Société. Si l'on visite, dit-il, le Musée gallo-romain de St.-Germain et le Musée préhistorique de Salisbury, on y trouve à chaque instant les noms d'Amiens et d'Abbeville. A Salisbury notamment on rencontre au moins mille pièces indiquées comme

ayant été trouvées aux environs d'Amiens et d'Abbeville ; à St.-Germain, les coupes de terrains antédiluviens d'Amiens et d'Abbeville sont figurées, et les noms de ces deux villes frappent incessamment les regards. Si, ajoute notre collègue, un étranger vient à Amiens pour étudier de plus près, et dans l'espoir de rencontrer en plus grand nombre, les pièces analogues à celles des Musées de St.-Germain et de Salisbury, il sera étonné de voir une petite vitrine renfermant seulement une cinquantaine de pièces appartenant aux époques antédiluviennes. Nous devons, dit-il, augmenter nos collections en ce genre, et il faudrait à Amiens trois ou quatre vitrines spécialement consacrées à ces souvenirs intéressants. Il pense donc nécessaire que M. de Forceville agisse le plus possible pour obtenir un résultat satisfaisant dans le voyage projeté à Abbeville.

— M. de Forceville croit que la ville d'Abbeville serait disposée à partager avec la ville d'Amiens la collection antéhistorique de M. Boucher de Perthes, et il espère que la lettre de M. le Président des Antiquaires lui sera d'un utile secours auprès de M. le Maire.

— Le secrétaire perpétuel donne lecture de la correspondance.

Parmi les lettres lues, figure celle qui annonce le décès de M. le docteur Namur, professeur à l'Athénée royal grand-ducal, secrétaire conservateur de la section historique de l'Institut luxembourgeois, décédé à Luxembourg le 31 mars 1869. La Société décide que M. le secrétaire perpétuel écrira à la veuve de M. le docteur Namur une lettre de condoléances et de regrets.

— M. le secrétaire perpétuel fait connaître que la Société française de numismatique et d'archéologie, établie à Paris, 58, rue de l'Université, et la Revue mensuelle établie à Châlon-sur-Saône pour la publication de matériaux d'archéologie et d'histoire, demandent à la Société des Antiquaires de Picardie l'échange de leurs publications. — Cet échange est accordé.

— M. le secrétaire perpétuel donne la nomenclature des ouvrages offerts pendant le dernier mois ; ces ouvrages sont inscrits sous les n^{os} 9989 à 10044.

— M. le Président propose à la Société de nommer M. D'Auribeau, préfet de la Somme, membre honoraire. Il rappelle que M. le Préfet Cornuau était également membre honoraire de la Compagnie. Cette proposition est acceptée à l'unanimité, et M. D'Auribeau est nommé par acclamation.

— M. Bazot donne communication d'une lettre du 12 mars 1869 par laquelle M^e Dournel, notaire à Amiens, fait connaître que M. François-Ernest Souplet, en son vivant propriétaire à Amiens, décédé à Péronne le 31 octobre 1868, a, dans un testament olographe en date à Amiens du 26 juin 1866, fait au profit du Musée d'Amiens la disposition suivante :

« Je donne et lègue au Musée d'Amiens la somme de » 4,000 francs pour l'achat d'un tableau. »

Par acte passé devant M^e Dournel le 29 décembre 1868, délivrance de ce legs a été consentie au profit du Musée d'Amiens par M^{lle} Dubois, légataire universelle de M. Souplet. Aux termes de la délibération du 13 février

1869, ajoute M. Bazot, le Conseil municipal d'Amiens a accepté la délivrance du legs.

M. Dutilleux pense que le legs étant fait au Musée, c'est à la Société des Antiquaires de Picardie, actuellement propriétaire du Musée, que devrait incomber la disposition de la libéralité de M. Souplet.

M. l'abbé Jourdain répond que le Conseil municipal ayant accepté le don de M. Souplet, il faut laisser les choses en l'état.

M. Bazot pense également qu'il faut laisser au Conseil toute sa liberté d'action.

M. De Forceville ne croit pas que le Conseil puisse se formaliser d'un vœu exprimé par la Société pour le choix à faire d'un tableau.

La Société décide que M. le Président verra M. le Maire d'Amiens relativement à la réalisation de la volonté de M. Souplet.

— M. l'abbé Corblet, ancien vice-président de la Commission ministérielle de construction du Musée Napoléon, demande à faire immédiatement une communication, parce qu'un de ses collègues dans cette Commission, M. de Roquemont, est obligé de sortir avant la fin de la séance.

M. Bazot, qui devait prendre la parole sur l'incident Barni, s'empresse de céder son tour de parole à M. Corblet qui s'exprime en ces termes :

« Messieurs, il a été dit par M^e Grébauval, avoué de M. Ch. Dufour, et répété par M. le Président du Tribunal civil d'Amiens, dans le cours de la procédure que la Société est obligée de suivre contre M. Ch. Dufour,

que la Commission ministérielle de construction du Musée Napoléon d'Amiens existait toujours, et pourtant tous, à l'exception de notre ancien président, M. Ch. Dufour, nous avons, depuis le mois de décembre 1867, donné notre démission. Jamais, depuis cette époque, nous n'avons ni de près, ni de loin, pris aucune part à ce qui concerne l'administration du Musée. Nous ne comprenons donc pas comment on a pu se permettre, vis-à-vis la justice, de dire le contraire de la vérité. Semblables au médecin de Molière qui était médecin malgré lui, on veut nous forcer à être Commission malgré nous ; mais, le médecin de Molière administrait des remèdes, tandis que nous n'administrons rien. Si nous existons comme Commission, pourquoi ne nous convoque-t-on pas ? Si nous ne sommes jamais convoqués, pourquoi ose-t-on dire que nous existons encore ? M. Ch. Dufour fait, depuis le mois de décembre 1867, des dépenses, sans contrôle aucun, sans autorisation aucune. Osera-t-on, si nous continuons à garder le silence, dire que nous sommes, quoique démissionnaires, les complices de ces dépenses, en vertu du proverbe : *qui ne dit rien consent* ? La Commission ne veut pas se déjuger, elle maintient sa démission, et elle proteste unanimement contre tout ce qui se fait, et tout ce qui s'est fait sans sa participation depuis la date du mois de décembre 1867, elle proteste contre les allégations inexactes qui ont été récemment produites vis-à-vis la justice, elle proteste contre la persistance de son ex-président à s'intituler comme son directeur. C'est dans ce but qu'une lettre collective signée par tous les membres démissionnaires

de la Commission, a été rédigée à l'adresse de M. le Préfet, dans le but de faire demander à M. le Ministre de l'Intérieur pourquoi, depuis seize mois que leur démission a été donnée et envoyée à Son Excellence, ils n'ont pas encore obtenu une réponse accusant réception de l'avis de leur démission qui est définitive et irrévocable. Voici, dit en terminant l'ancien vice-président de la Commission, voici, Messieurs, le projet de la lettre que nous devons envoyer à M. le Préfet de la Somme pour qu'il l'adresse à M. le Ministre de l'Intérieur qui nous avait nommés en 1855; nous le soumettons à votre appréciation et, sommes prêts à y faire toutes les modifications que la Société jugerait convenables. »

Ces paroles sont suivies des marques nombreuses d'approbation de l'assemblée.

Avant qu'il soit donné lecture de ce projet de lettre, M. de Roquemont demande la parole :

« Messieurs, dit-il, je donne mon adhésion la plus complète aux paroles que vient de prononcer M. l'abbé Corblet, notre ancien vice-président. Il faut faire cesser une position qui devient intolérable et qui ne se comprend pas. On dirait, à voir le silence gardé à notre égard depuis seize mois, qu'il y a une espèce de complicité morale entre l'autorité supérieure et M. Dufour. Il est temps que la vérité se fasse jour; et, si l'autorité a pu être trompée, il est nécessaire qu'elle soit éclairée. D'ailleurs la lettre dont M. Corblet va vous donner lecture en notre nom vous expliquera suffisamment les motifs pour lesquels nous tenons à ce qu'une situation semblable à celle qui nous est faite, ne dure pas plus

longtemps. Il faut espérer que le nouveau Préfet de la Somme, auquel nous venons tout-à-l'heure de conférer le titre de membre honoraire, apportera pour la solution que nous désirons tous, le zèle et la célérité dont il a promis de faire preuve dans la question. »

M. Bazot dit qu'il a déjà vu trois fois M. le Préfet, mais qu'il ne pourra pas le revoir avant le 20 avril, à cause de la révision qui occupe en ce moment le premier magistrat du département. Il invite les anciens membres de la Commission ministérielle du Musée à vouloir bien, lors de la prochaine visite que la Commission de cession fera à M. le Préfet, se joindre à elle.

Cette proposition est acceptée ; M. Bazot, ajoute que la *Note sur le passé et le présent de la question du Musée Napoléon*, demandée par M. le Préfet aux membres de la Commission de cession, lui a été présentée manuscrite le 29 mars dernier, que cette note historique est actuellement sous presse, et qu'elle sera délivrée à chacun des membres de la Société d'ici à quelques jours.

MM. d'Herbington, Duval, Bazot, de Roquemont ont entendu dire que la dette actuelle du Musée serait de 57,000 francs, il faut donc faire cesser, si le fait est vrai, un état de choses aussi compromettant pour les modestes finances de la Société.

M. de Roquemont parle d'une proposition qui aurait été faite pour que les travaux du Musée fussent reçus par un architecte ; c'est encore là, dit l'honorable membre, un piège tendu à la Société. On a parlé également, ajoute-t-il, de faire donner une décharge des comptes relatifs au Musée par la Cour des comptes ; c'est encore une

manœuvre qu'il est bon de signaler et qui n'a aucune raison d'être. Eh quoi ! dit-il, depuis deux ou trois ans on n'a pas encore su, pu, ou voulu donner une solution administrative à la question qui nous intéresse tous, et l'on voudrait encore, au moyen des lenteurs inhérentes aux opérations de la Cour des comptes, suspendre pendant deux ou trois ans la conclusion d'une affaire qui est terminée depuis longtemps.

M. d'Herbinghem ajoute que s'il a été fait des dettes depuis la démission des membres de la Commission, ces dettes sont illégales, puisqu'elles ont été contractées sans contrats, sans autorisation du véritable propriétaire du Musée qui est la Société des Antiquaires de Picardie.

— La Société, répond M. le Président, couvrira toujours, pécuniairement parlant, les membres de la Commission, mais elle ne peut la garantir de tous les désagréments, les difficultés et les procès qu'amène une gestion illégale et prolongée sans aucun droit.

— M. Duval rappelle que M. le Préfet a déclaré vouloir terminer rapidement le litige, parce que si l'on tardait outre mesure on pourrait arriver à des dettes nouvelles s'élevant à de très-fortes sommes. S'il plaisait, en effet à M. Ch. Dufour de dépenser, sans contrôle et sans autorisation, 200 ou 300,000 francs en quelques années, la Société serait impuissante à faire face à de tels excès financiers, il faut donc une solution immédiate.

La discussion étant épuisée, M. l'abbé Corblet donne lecture de la lettre collective adressée par les membres démissionnaires de la Commission du Musée à M. le Préfet

pour que ce magistrat puisse en référer à M. le Ministre de l'Intérieur.

Voici cette lettre :

Amiens, le 15 Avril 1869.

Monsieur le Préfet,

« Au mois de décembre 1867, nous avons remis entre les mains de M. Cornuau notre démission de membres de la Commission du Musée Napoléon, avec prière de la transmettre à S. Ex. M. le Ministre de l'Intérieur. Nous avons su, d'une manière indirecte, que M. le Ministre avait accepté purement et simplement notre démission qui était motivée par l'entier accomplissement de notre mandat et par la stricte obligation où nous nous trouvions dès-lors de remettre entre les mains de la Société des Antiquaires de Picardie l'administration d'un Monument qui lui appartient. Toutefois, nous n'avons reçu aucune communication officielle de cette pièce, pas plus que d'une lettre bien postérieure du Ministre qui subordonnerait l'acceptation de notre démission à diverses conditions dont nous ne connaissons point la teneur.

« Nous venons, à nouveau, M. le Préfet, vous prier d'intervenir auprès de M. le Ministre de l'Intérieur pour qu'il reconnaisse la cessation de notre mandat. Le fait seul de notre démission nous dégage suffisamment de toute responsabilité morale et pécuniaire dans les actes qui ont été accomplis, depuis le mois de décembre 1867, par M. Ch. Dufour, le seul membre de la Commission qui ne se soit point retiré ; mais il nous paraît urgent que l'administration nous donne acte de notre démission, pour couper court aux malentendus, d'autant plus que, dans de récents débats judiciaires, il a été dit que la Commission du Musée Napoléon existait toujours et que quelques membres seulement avaient donné leur démission. Nous devons protester contre une pareille appréciation, ainsi que

contre tous les actes judiciaires ou autres qu'a pu et que pourrait accomplir M. Ch. Dufour, soit au nom, soit en prenant la qualité de Président de la Commission du Musée Napoléon.

« Nous espérons, M. le Préfet, que vous voudrez bien faire cesser une situation anormale qui ne s'est que trop prolongée, et qui est aussi préjudiciable aux intérêts du Musée qu'à ceux de la Société des Antiquaires de Picardie.

« Nous sommes avec un profond respect, M. le Préfet, vos très-humbles serviteurs,

« Les anciens membres de la Commission du Musée.

« Signé : J. GARNIER, DE ROQUEMONT, D'HERBINGHEM, DARSY
et CORBLET. »

La lecture de cette lettre a été accueillie par l'assentiment unanime de l'assemblée, et aucune modification n'a été proposée.

M. Pouy propose l'impression de cette lettre.

M. Gabriel Rembault appuie fortement la proposition de M. Pouy et dit qu'il serait bon, s'il en est temps encore, de l'ajouter à la *Note historique sur la question du Musée* actuellement sous presse.

Il n'est pas donné suite à cette proposition et la Société se réserve, en temps opportun, cette publication.

— M. Bazot annonce qu'il a écrit à M. le Maire d'Amiens relativement aux pierres tombales du cimetière St.-Honoré au faubourg de Beauvais. Il a reçu, en date du 11 mars, une réponse favorable de ce magistrat qui s'associe à la sollicitude de la Société pour la conservation des vieux souvenirs de la province.

— M. le Président donne lecture d'une lettre à lui adressée sous la date du 18 mars 1869 par M. Chopin-

Dallery, gendre de Ch. Dallery, dont le buste en marbre figure au Musée Napoléon d'Amiens par suite d'un don du gouvernement. M. Chopin-Dallery réclame pour ses archives de famille « un extrait de ce que contient le » rapport fait dans la séance où a été accepté le buste » qu'il a offert à la Société des Antiquaires de Picardie, » ainsi que l'extrait du procès-verbal relatant cette ac- » ceptation. »

M. Garnier dit que la Société a remercié M. Chopin-Dallery pour l'envoi du buste réduit de cet Amiénois célèbre dont il a été fait hommage à la Société et qu'il a transmis ces remerciements.

M. le Président, qui a consulté le procès-verbal de la séance du 14 juillet 1868, séance dans laquelle il a été fait mention du don des descendants de Ch. Dallery, n'a pas trouvé, dans ce procès-verbal, mention des remerciements; en conséquence il propose que cette omission soit réparée sur le procès-verbal de ce jour.

M. d'Herbinghem s'associe à cette pensée.

La proposition de MM. Bazot et d'Herbinghem est adoptée à l'unanimité.

— M. le Président communique une lettre de M. Ed. Fleury, teinturier à Amiens, qui offre au nom d'une personne anonyme « un mortier en grés à deux cavités, portant sur les quatre faces huit écussons sculptés, parmi lesquels celui de la ville d'Amiens.

— M. Bazot, sur l'invitation de M. Fleury, a été voir ce mortier; et l'ayant jugé digne de faire partie des collections, il l'a fait placer dans le jardin du Musée.

M. le Président en donne la description suivante.

« Mortier double, en grés, à deux goulots à chaque cavité, ou, pour mieux dire, l'objet donné à deux cuvettes creusées aux deux extrémités d'un cylindre et séparées par un seul fond. Deux tourillons indiquent l'usage de la bascule pour se servir alternativement de l'une ou de l'autre. Sur les huit pans coupés sont gravés : Un écu de France surmonté ou timbré d'une couronne non fermée ; les armes d'Amiens ; des armoiries ? un poisson, probablement un barbillon ou barbeau pour un dauphin ; des nœuds ou entrelacs pouvant figurer ou des lettres ou des chiffres ; des moulures prismatiques aux angles, indiquant le xv^e ou le xvi^e siècle. »

M. l'abbé Corblet pense que l'objet offert n'est pas un mortier mais une mesure pour les grains ou les liquides. Le *Bulletin monumental* a donné un dessin de ces sortes de mesures.

Des remerciements sont votés au donateur anonyme ; ils seront transmis à M. Ed. Fleury.

— M. le Président a reçu de M. S. de Sacy, sénateur, membre de l'Académie française et administrateur de la bibliothèque Mazarine, à Paris, une lettre en date du 31 mars 1869, à l'effet d'obtenir pour cette bibliothèque les publications de la Société. « Parmi les collections que la bibliothèque Mazarine regrette le plus de ne pas posséder — dit M. de Sacy — je vous signalerai, M. le Président, les mémoires de la Société des Antiquaires de Picardie. »

La demande de M. de Sacy est, ainsi que l'apprend M. l'abbé Corblet qui étant à Paris a vu M. Cocheris, l'exécution d'un projet conçu et réalisé par notre collè-

gue attaché à la bibliothèque Mazarine, de réunir dans une ou plusieurs salles tous les mémoires, tous les documents publiés par les Académies et les Sociétés savantes des provinces de France et de l'Etranger, dépôt central d'une grande utilité, où les hommes d'étude seront toujours certains de trouver les ouvrages qu'ils voudront consulter et pour lesquels, jusqu'à présent, il n'y a à Paris aucun lieu spécial.

M. Garnier a qui M. Cocheris a également fait part de cette création, dit que c'est à la bibliothèque de la Sorbonne seulement qu'on peut, à Paris, trouver les Mémoires de la Société.

M. Pouy répond que nos Mémoires doivent être à la bibliothèque Impériale, et qu'il n'y a pas de raison pour les offrir à la bibliothèque Mazarine. Demain, ajoute notre collègue, celle de l'Arsenal pourra les demander et il n'y aura pas à les lui refuser, s'il suffit d'un vœu manifesté pour les obtenir.

M. Rembault demande si la Société se dessaisira des volumes qu'elle possède à très-petit nombre.

M. Garnier répond qu'on ne peut donner que ce qu'on possède, et que les volumes en petit nombre ne seront pas envoyés. On commencerait à la seconde série, en réservant ce qui reste de la première.

Sous le bénéfice de ces observations, la demande de l'administration de la bibliothèque Mazarine est favorablement accueillie.

— M. le Président qui devait, selon l'ordre du jour, donner lecture dès le commencement de la séance d'un rapport sur l'incident Barni, s'exprime ainsi :

MESSIEURS,

Après avoir reçu l'ampliation du décret autorisant la Société à toucher le montant du legs Barni, je pensais n'avoir plus qu'à rendre d'une main ce que j'aurais pris de l'autre ; c'est-à-dire à recevoir les 10,000 francs légués par M^{lle} Barni et à les verser chez MM. de Nerville et Duvette pour acquitter d'autant les dettes du Musée Napoléon, conformément à l'engagement que nous avons pris vis-à-vis du Gouvernement. Je m'étais grossièrement trompé.

M. Dufour s'était chargé de me le prouver.

Quand je me présentai muni des titres chez M. Lescureux, exécuteur testamentaire et administrateur de la succession de M^{lle} Barny, ce dernier refusa de me délivrer le legs, s'appuyant sur une opposition formée entre ses mains à la requête de M. Ch. Dufour.

Dans l'exploit délivré par l'huissier le 15 mars dernier, l'ancien Président de l'ancienne Commission ministérielle de construction, se qualifiant de Président de la Commission du Musée Napoléon, s'oppose à ce que le legs Barni soit remis à d'autres créanciers que MM. de Nerville et Duvette, en la présence de M. Ch. Dufour *prêt à donner toutes les quittances*.

Ce nouvel empiètement, aussi inattendu que nouveau, de M. Ch. Dufour sur les droits incontestables de la Société ne pouvait être souffert; j'ai dû, dès lors, aller en référé demander main-levée de cette opposition. Je me suis donc rendu samedi, 20 du même mois, assisté de M^e Jonchery, avoué, devant M. le Président du Tribunal civil. M. Dufour comme toujours ne s'étant pas montré, M^e Grébauval, son avoué, se présenta seul.

M^e Jonchery soutint cette thèse :

Le legs fait au Musée Napoléon, monument appartenant à la Société, doit être touché par la Société seule capable de recevoir ; en conséquence, son trésorier, ayant seul droit de donner quittance, doit recevoir à l'exclusion de tous autres. Il ajouta : quoique M. Dufour soit entièrement étranger à l'administration et à la gestion des affai-

res de la Société, quoiqu'il n'ait pas plus le droit d'être présent au paiement et à l'imputation que de donner quittance, la Société ne se refusait pas à ce que M. Dufour soit présent à l'opération, tout en demandant l'exécution pure et simple du décret rendu par S. M. l'Empereur le 13 février 1869 dont voici les termes :

« La Société des Antiquaires de Picardie reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 18 juillet 1851 est autorisée à accepter le legs, etc.

» La dite Société est également autorisée à employer le montant du legs à payer jusqu'à due concurrence les dettes du Musée Napoléon, etc. »

Décret qui est le titre incontestable de la Société.

La plaidoirie de M^e Grébeauval s'est exercée sur cette prétention.

M. Dufour est toujours président de la Commission du Musée Napoléon, dont *quelques* membres ont donné leur démission; il est encore chargé de faire toutes les recettes et toutes les dépenses relatives au Monument, en conséquence, à lui le droit d'encaisser le legs Barni. La Commission existe si bien, remarquez-le, dit-il à M. le Président, que l'arrêté ministériel qui constitue la Commission est visé dans le décret. Il chercha ensuite à troubler l'esprit du magistrat en confondant artificieusement, pour lui donner le change, la demande formée contre M. Dufour devant le Tribunal et la demande formée devant le juge, il y mêla une question nouvelle et relative à la propriété du Musée en la personne de la Société.

M^e Jonchery répliqua, il releva d'abord l'inexactitude du visa avancé par son adversaire et lui reprocha d'articuler un fait faux : en effet, dans le décret il n'est nullement question de M. Ch. Dufour ni de la Commission ministérielle de construction, puis ensuite il persista dans sa demande.

Je fis moi même valoir quelques motifs en vue de la main-levée.

Mais, M. le Président rendit l'ordonnance suivante :

« Sur quoi, nous, Président, après avoir entendu M^e Jonchery et
» M^e Grébeauval en leurs conclusions respectives ;

« Attendu qu'aux termes de l'article 1,239 pour recevoir vala-
» blement, il faut pouvoir donner quittance ;

« Attendu que, dans l'espèce, la contestation entre M. Bazot ès-
» noms et M. Dufour a précisément pour objet la question de
» savoir lequel des deux a le droit de recevoir puisque ce droit est
» revendiqué en même temps et exclusivement par M. Bazot,
» d'une part, et M. Ch. Dufour d'autre part et qu'aucune des par-
» ties ne consent à ce que le paiement soit fait au mains de l'une
» d'elles ou à un tiers pour elle-même en présence de l'autre ;

« Attendu qu'il n'appartient pas au juge de référé de statuer
» sur une question de cette nature ;

« Par ces motifs,

« Disons qu'il n'y a lieu à référé et renvoyons en conséquence
» les parties à se pourvoir devant les juges compétents, ce qui sera
» exécuté conformément à la loi. »

Je le dis à regret, M. le Président Le Cointe n'a pas compris, et la
décision est mauvaise. La critique en serait facile, et nous aurions
été en appel si M. Ch. Dufour se faisant justice lui-même n'avait
renoncé à la prétention de donner quittance pour s'en tenir à une
simple assistance au paiement. J'ai touché.

Voici le décompte du legs :

Principal	10.000 fr.
Déduisant pour les droits de mutation payés par les héritiers le 5 janvier 1865, savoir :	
3/4 à 6 %	487 50
1/4 à 7 %	175 »
	662 50
	761 87 »
x°	66 25
1/2 x°	33 12
Est resté	9.238 13 »
Ajoutant l'intérêt dont les héritiers ont bien voulu tenir compte	1.593 55 »
Ensemble. . .	10.831 68 »
reçus et payés le 25 mars 1869.	

N'est-il pas triste, Messieurs, d'avoir à lutter, toujours, contre la duplicité et, il faut le dire, contre le mensonge, dans une affaire où nous apportons la franchise la plus constante, la vérité la plus pure. Encore une fois, et devant un magistrat, notre adversaire n'a pas craint de faire soutenir que quelques membres seulement de la Commission ministérielle de construction ont donné leur démission. Poussant plus loin l'audace M. Dufour a fait affirmer par son avoué que le décret a repris cette Commission et l'a chargée de recevoir et de donner quittance. La persistance de M. Dufour à dire et faire soutenir dans toutes les circonstances que *quelques membres* de la Commission ont donné leur démission, doit donner des inquiétudes, car il arrive que ce fait faux, affirmé sincère et véritable partout et toujours, finit par prendre les allures de la vérité et parvient à tromper même M. le Préfet, ainsi que le prouve l'extrait que voici de sa lettre du 1^{er} décembre 1868 adressée à votre Président :

« *Quant à la Commission du Musée Napoléon dont parle votre*
» *lettre du 26 novembre dernier, quoiqu'elle soit incomplète par suite*
» *de la démission de plusieurs de ses membres, elle n'en subsiste pas*
» *moins. . .* »

Evidemment M. Ch. Dufour a un but qu'il cache en ce moment et qu'il démasquera quand il le jugera utile à ses intérêts. Ce but ne serait-il pas, la démission collective des membres de la Commission étant égarée et *non heureusement retrouvée*, de comprendre dans la responsabilité qui pèse en ce moment sur M. Ch. Dufour seul les quelques membres non démissionnaires. Ces quelques membres non démissionnaires seraient difficiles à trouver, cela est vrai, et de graves difficultés surgiraient ; mais M. Ch. Dufour, la lettre en main de M. le préfet Cornuau, pourrait gagner son procès.

Ne perd-on pas quelque fois les meilleures causes. Je crois qu'il y a lieu de la part des anciens membres de la Commission, de notifier

à M. le Préfet une protestation collective contre les faits et gestes de M. Ch. Dufour depuis le 21 décembre 1867, et de déclarer qu'ils n'entendent en aucune façon partager la responsabilité qu'il assume de plus en plus.

Mes collègues, anciens membres de la Commission, me pardonneront de leur donner un avis qu'ils ne demandent pas, mon excuse je la prends dans le désir bien vif de voir finir au plus tôt cette malheureuse affaire du Musée Napoléon.

Cette communication est écoutée avec un vif intérêt et reçoit l'approbation de la Société.

—M. Pouy offre à la Société, au nom de M. Gédéon Baril, artiste dessinateur né à Amiens et habitant Paris, un dessin encadré représentant M. Berville, dans sa jeunesse. Ce dessin qui rappelle les traits d'un homme qui a été une des gloires de la ville d'Amiens, sa ville natale, est accueilli avec la plus vive sympathie, et la Société décide qu'une lettre de remerciements sera envoyée au généreux donateur.

— M. Bazot donne lecture de la note qui suit sur une trouvaille faite à Tronchoy, canton d'Hornoy (Somme), le 22 fructidor an VIII.

Extrait d'un cahier (manuscrit) d'événements remarquables.

Le 22 fructidor, an VIII, il a été trouvé un trésor en or du temps de César et autres empereurs romains, sur le terroir de Blanche-Maison et Tronchoy, d'or très-fin, montant au moins à cent-cinquante mille francs, dont différentes pièces ont été vendues 600 francs quoique présentant tout au plus un de nos louis.

Toutes ces pièces étaient de 1500 à 2000 ans. Ces pièces ont été trouvées dans un terrain à labour.

Il a été trouvé, entr'autres pièces, un *Lucius Verus* représenté à M. Bazot qui en donne la description suivante :

Avers :

L. VERVS. AVG. ARM. PARTH. MAX. Tête laurée à droite.

Revers :

TR. P. V. IM. III. COS. II.

Lucius Verus galopant à droite tenant une haste et foulant aux pieds un ennemi. 918 de J. C. 165. 5 fois tribun du peuple. 3 fois général (*imperator.*) 2 fois consul.

Séance ordinaire du Mardi 11 mai 1869.

Présidence de M. Bazot.

Le procès-verbal de la séance d'avril est lu et adopté

— M. le secrétaire perpétuel donne lecture de la correspondance.

— Les ouvrages offerts depuis la dernière séance, sont inscrits sous les n^{os} 10,045 à 10,087.

— M. Leblanc, de Caix en Santerre, a fait don à la Société de divers objets mérovingiens tels que un *scramasax* brisé, un vase en terre noire et une fibule.

— M. G. Rembault demande si le portrait offert dans la dernière séance par M. Pouy, au nom de M. Gédéon Baril, représente bien M. Berville dans sa jeunesse, et s'il en existe des preuves.

M. Pouy répond qu'il n'a été que l'intermédiaire de M. Baril pour le don du portrait en question ; que ce portrait a été vu et reconnu par un ami de M. Berville.

Plusieurs membres exposent leur opinion sur l'authenticité plus ou moins réelle de ce portrait.

M. G. Rembault donne communication d'une lettre à lui adressée par M. L. Wiesener, gendre de M. Berville, qui ne connaît d'autre portrait de son beau-père qu'un portrait peint à l'huile en 1813, dont il joint à sa lettre une épreuve photographiée. M. G. Rembault fait passer sous les yeux de ses collègues cette épreuve qui est jugée bien différente.

— M. le Président donne communication de la lettre suivante qu'il a reçu de M. le préfet de la Somme.

Amiens le 3 mai 1869.

Monsieur le Président,

« Par sa délibération du 10 novembre dernier, le Conseil d'administration de la Société des Antiquaires de Picardie demande l'autorisation, pour acquitter le passif laissé par la Commission du Musée Napoléon : 1° d'aliéner une rente de 500 fr. 3 0/0 provenant d'une donation faite par M. et M^{lle} Barni ; 2° d'aliéner un capital de 10,000 fr provenant du legs fait au Musée par M^{lle} Barni ; 3° d'emprunter les sommes nécessaires pour solder le passif dont il vient d'être parlé après l'emploi des libéralités Barni.

« Je transmets cette demande à M. le Ministre de l'Instruction publique, et vous serez bientôt, M. le Président, mis en mesure de remplir les engagements que vous avez dû prendre relativement au paiement du passif laissé par la Commission du Musée Napoléon.

» Rien ne s'oppose donc à ce que dès à présent vous vous entendiez avec M. le Maire d'Amiens auquel j'écris à cet effet, pour le traité à intervenir entre la Ville et la Société des Antiquaires de Picardie relativement à la cession de la propriété et à l'affectation municipale du Musée Napoléon, en tenant compte des intentions manifestées par le Conseil municipal.

« Recevez, M. le Président, l'assurance de ma considération très-distinguée. »

Le Préfet de la Somme,
G. D'AURIBEAU.

La lecture de cette lettre est suivie des applaudissements de l'assemblée.

— M. le Président annonce que M. le Maire d'Amiens, conformément à la lettre qu'il avait reçue de M. le Préfet, est venu le voir pour s'entendre au sujet de la cession du Musée Napoléon à la ville d'Amiens, comme Musée communal, et que les pourparlers sont entamés pour terminer au plus tôt cette grave affaire.

— M. l'abbé Corblet offre, au nom de M. l'abbé Poiré, curé d'Herleville, une collection d'objets trouvés sur divers points de la Commune d'Herly, près Roye, et consistant en poids Romains, en un plomb d'une bulle d'Honorius III, Pape de 1216 à 1227, en vingt médailles dont deux romaines et 18 carlovingiennes.

M. le Président Bazot fait à propos de ce don la communication suivante :

Par l'intermédiaire de M. l'abbé Corblet, j'ai reçu de M. l'abbé Poiré, notre collègue, qui les offre à la Société, vingt pièces de monnaies trouvées sur le territoire d'Herly, canton de Chaulnes.

J'ai examiné ces pièces.

Deux ne valent absolument rien. L'une est un petit bronze romain rogné ; l'autre une pièce saucée, beaucoup trop altérée, du Bas-Empire.

Les dix-huit autres sont des deniers du XI^e siècle frappés comme toutes les monnaies seigneuriales de cette époque, c'est-à-dire très mal.

Après un peu d'étude j'ai reconnu dans ce nombre six deniers d'Amiens. On y lit d'un côté, au centre, le fameux PAX, et en légende circulaire CIVIBUS TUIS; de l'autre côté une croix, ayant un croissant au-dessous de la croisette sert de point à la légende, circulaire aussi, d'AMBIANIS. Deux deniers de Montreuil-sur-Mer représentent d'un côté, au centre, une espèce de château-fort avec cette légende LUDOVICUS REX; de l'autre côté, une croix cantonnée au premier d'un alpha, au second et au troisième d'une feuille de trèfle, si trois petits globules se touchant représentent la feuille de cette plante, au quatrième, d'un omega, le tout entouré par ce nom, MONSTEROLUM.

Quant aux autres pièces leur frappe est d'une *parfaite* imperfection, et il m'a été impossible d'en deviner la provenance. Je les mets de côté, peut-être avec plus de patience, à un moment donné, parviendrai-je à les déchiffrer; elles doivent être picardes. Cette trouvaille vient-elle augmenter les richesses de notre médaille? L'impossibilité où nous sommes, de par M. Dufour, de consulter nos collections, nous force à attendre des jours meilleurs, prochains je l'espère, pour répondre à la question que je viens de poser.

Après cette communication, sur la demande qui en est faite, M. Corblet apprend que la trouvaille d'Herly a eu lieu, en démolissant une cave, au pied des fondations d'un mur, et que les pièces étaient les unes sur les autres.

Des remerciements sont votés au donateur.

— M. le Président communique une lettre par laquelle les Canotiers d'Amiens offrent à la Société deux exemplaires en argent de leurs insignes qui représentent les armes d'Amiens posées sur une ancre. Des remerciements sont votés à la Société des Canotiers.

— M. le Président annonce que M. P. Raymond

Signouret, ancien rédacteur en chef du *Journal d'Amiens*, actuellement rédacteur en chef de l'*Impartial du Rhin*, à Strasbourg, offre à la Société la collection complète du *Journal d'Amiens*, depuis son origine jusqu'au mois d'avril 1869. Ce don qui à une certaine importance est favorablement accueilli, et la Société décide que des remerciements seront adressés à M. Raymond Signouret.

— M. le Président communique une lettre de M. le recteur de l'Académie de Douai, du 16 avril 1869, par laquelle ce fonctionnaire demande que la Société des Antiquaires de Picardie veuille bien choisir un membre pour faire partie du jury qui devra adjuger un prix de mille francs à l'auteur du meilleur travail d'histoire politique ou littéraire intéressant les départements du ressort académique de Douai. M. Garnier, secrétaire perpétuel, est désigné à cet effet comme délégué de la Société. M. Garnier a été nommé à l'unanimité.

— M. Bazot apprend que dans la *Revue des Sociétés savantes* un article signé de M. Desnoyers, membre de l'Institut, bibliothécaire du Muséum, attribue à M. Ch. Dufour, tout le mérite des luttes qui ont été soutenues par la Société des Antiquaires de Picardie pour conserver le Musée Napoléon à la ville d'Amiens, comme Musée communal. M. le Président explique que l'erreur dans laquelle est tombé M. Desnoyers a pour cause l'examen fait par ce savant du tableau des officiers de la Société en 1867. Or, en 1867, M. Ch. Dufour étant encore Président de la Société, M. Desnoyers lui a attribué le succès d'œuvres qui ont été faites sans sa participation, puisque à partir du mois de janvier 1867 M. Ch. Dufour n'a

plus reparu dans les séances. M. Bazot demande s'il devra écrire à M. Desnoyers, pour le prier de rétablir la vérité des faits.— Il est décidé qu'une rectification sera adressée par M. le Président au rédacteur de *la Revue des Sociétés savantes*.

— M. Bazot apprend que la ville de Beauvais demande à la Société quelques objets pour l'exposition qui se prépare dans le chef-lieu de l'Oise. Malheureusement, ajoute M. le Président, nous ne pourrons être agréables à nos voisins, puisque jusqu'à présent M. Ch. Dufour tient entre ses mains, et sans aucun droit, les clefs de nos vitrines.

— M. Garnier donne quelques détails sur les objets offerts par M. Le Blanc, de Caix, dont il avait parlé au commencement de la séance.

— M. Salmon, rapporteur de la Commission du prix Le Prince, lit son rapport sur l'*histoire de Roye*, envoyée au concours. Ce rapport, impartialement rédigé est écouté avec beaucoup d'intérêt et mérite les bravos de l'assemblée. Les conclusions qui accordent le prix à l'auteur, sont approuvées à l'unanimité.

— M. l'abbé Corblet demande à quelle époque la Société tiendra sa prochaine séance publique, puisqu'un prix est à distribuer.

M. l'abbé Jourdain voudrait que cette séance publique pût concorder avec la transmission du Musée Napoléon à la ville d'Amiens, comme Musée communal.

M. le Président répond qu'il est difficile de faire concorder la distribution du prix à décerner avec la donation du Musée, attendu que, pour ce dernier point, M.

le Maire d'Amiens et le Conseil Municipal ont besoin d'être consultés.

Il est en conséquence décidé :

1° Qu'une séance publique sera tenue en 1869 ; 2° Que cette séance aura lieu le second dimanche de juillet ; 3° que les lectures se composeront : d'un discours du Président ; du rapport du Secrétaire-perpétuel ; du rapport de M. Salmon ; d'une lecture de M. l'abbé Corblet ; d'une communication de M. Dusevel, intitulée « *Quelques pages de l'histoire municipale de Doullens.* » Et, si besoin est, d'autres lectures.

Séance extraordinaire du mercredi 19 Mai 1869.

Présidence de M. BAZOT, Président.

Après la lecture du procès-verbal de la séance du 11 mai, M. d'Herbinghem fait observer que les courses de chevaux à Amiens ayant lieu le second dimanche de juillet, il serait bon de remettre la séance publique au troisième dimanche du même mois. La Société consultée fixe la séance publique au 18 juillet.

La lecture du procès-verbal donne lieu à un échange d'observations pour et contre l'authenticité du portrait de M. Berville.

— M. Garnier constate, le pli étant décacheté, que l'auteur de *l'Histoire de Roye* envoyée au concours, et à laquelle a été accordé le prix dans la séance du 11 mai, est M. Emile Coët, de Roye.

— M. le Secrétaire-perpétuel donne lecture de la cor-

respondance et de la liste des ouvrages offerts. Ces ouvrages sont inscrits sous les n^{os} 10,086 à 10,087.

— M. Pecron, directeur du cabinet héraldique, fait ses offres de services pour des travaux généalogiques.

— M. Lefèvre-Marchand adresse une notice sur la maison de Pas-Feuquières.

— M. le Président, après avoir annoncé que, conformément à l'ordre du jour, il va être question du Traité de donation du Musée Napoléon à passer entre la Société des Antiquaires de Picardie et la ville d'Amiens, s'exprime ainsi :

Avant de donner lecture du projet de cession du Musée Napoléon par la Société à la Ville et de le soumettre à votre approbation, j'ai à vous rendre compte des démarches que j'ai faites, des audiences que j'ai obtenues de M. le maire d'Amiens, pour arriver à la fin de l'interminable affaire qui depuis bientôt trois années inquiète la Société.

Dès la première réunion, M. le Maire m'a déclaré qu'il n'était pas dans l'intention de retourner devant le Conseil municipal, qu'il voulait s'en tenir aux termes de la délibération du 3 octobre 1868, et ainsi éviter toutes nouvelles discussions.

Interprète de la Société, j'ai demandé à M. le Maire une clause dans le traité en vertu de laquelle il serait formé une Commission administrative des collections appartenant à la Ville et à la Société, Commission composée de six membres, trois pris dans le Conseil municipal, trois nommés et présentés par la Société, ayant pour Président le Maire d'Amiens et pour Vice-Président le Président en exercice de la Société. La proposition de faire de cet arrangement une des clauses du traité n'a pas été accueillie par le maire; c'est revenir, a-t-il dit, sur le passé, c'est remettre tout en question, c'est

enfin retourner devant le Conseil municipal. Si nous y allons, je serai contre vous et je ne sais trop si vous y retrouverez la majorité du 3 octobre. Pourquoi avez-vous abandonné cette prétention (votre correspondance le prouverait au besoin.) Renoncez-y, croyez-moi, un nouveau débat en Conseil municipal pourrait avoir des conséquences très-graves.

J'ai reconnu qu'il était vrai que la Commission de cession n'avait pas insisté sur le droit d'intervention dans l'administration du Musée, lors de son appel à l'opinion publique, attendu qu'il fallait que la Société parût devant elle forte de son désintéressement, et qu'il lui fallait en outre sacrifier son intérêt particulier à l'obtention de la communalisation. Une plus longue insistance me paraissant inutile, même déplacée, j'ai en conséquence achevé le sacrifice, et j'ai accepté, après certaines modifications, sous la réserve de votre sanction, bien entendu, le projet d'acte que voici.

Je termine en vous faisant remarquer, Messieurs, que l'ancienne administration municipale, ainsi que la nouvelle, considère la formation obligatoire pour elle d'une Commission mixte comme un empiètement sur les droits municipaux, une entrave apportée au plein exercice de l'autorité municipale, et que jamais la Société ne serait parvenue à triompher de la résistance de M. le Maire d'Amiens. Il faut donc s'en rapporter, bon gré malgré, au sentiment de reconnaissance qu'éprouvera bientôt, j'espère, l'administration municipale pour le splendide cadeau que nous lui faisons et conserver l'espoir que notre coopération à la conservation et à l'accroissement des collections nous sera gracieusement accordée par M. le Maire d'Amiens, quoiqu'il nous la refuse à titre de droit inhérent à notre qualité de propriétaire du Musée.

Après cette communication écrite, M. le Président donne lecture du projet de traité de donation du Musée Napoléon à la ville d'Amiens, projet qui a été rédigé par

M. le Maire, et modifié en quelques points par M. le Président de la Société, avec l'assentiment du premier magistrat de la cité. Voici le projet de traité en question :

Entre **M. BAZOT**, Président de la Chambre des notaires, demeurant à Amiens, agissant en qualité de Président de la Société des Antiquaires de Picardie, autorisé à procéder aux présentes par une délibération spéciale de la Société en date du 19 mai 1869, prise en séance extraordinaire.

Et **M. A. DUCHIN**, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour impériale d'Amiens, Maire de cette Ville, y demeurant ; agissant en la dite qualité de Maire d'Amiens, et en exécution de la délibération du Conseil en date du 3 octobre 1868.

Vu la loi du 20 avril 1854, autorisant la cession gratuite par l'Etat à la Société des Antiquaires de Picardie, d'une partie des terrains domaniaux provenant de l'ancien arsenal d'Amiens, contenant 4041 mètres carrés.

Ensemble le procès-verbal d'expertise du 24 octobre 1853, et le plan dressé à la suite de la dite expertise annexé à la dite loi.

Vu l'acte authentique, en date du 29 juillet 1854, réalisant la cession dudit terrain de 4041 mètres carrés, au nom de l'Etat, par M. le Préfet de la Somme, en présence et avec le concours du Directeur des domaines, à la Société des Antiquaires de Picardie.

Vu la délibération du Conseil municipal d'Amiens, en date du 23 décembre 1854, autorisant, à titre gratuit, la Société des Antiquaires de Picardie à étendre les constructions du Musée Napoléon sur le terrain des Moreaucourt, à la condition que le bâtiment deviendra, comme ses collections, la propriété de la Ville d'Amiens, ainsi que cela avait toujours été entendu, lorsque l'édifice pourra être ouvert au public, entièrement terminé par les soins et aux frais de la Société des Antiquaires.

Vu la délibération de la Société des Antiquaires de Picardie, en date du 16 janvier 1835, par laquelle la dite Société, en réponse à l'avis de la délibération précitée décide qu'elle offrira, sous forme de donation le Musée Napoléon à la ville d'Amiens, lorsque la construction en aura été entièrement terminée sous sa direction exclusive dans les termes de la loi du 20 avril 1834.

Vu la délibération de la Société des Antiquaires de Picardie du 22 janvier, celle au 9 avril 1868 aux termes de laquelle la Société maintient l'offre par elle faite à la Ville d'Amiens du Musée Napoléon, qui, devenu par cette cession Musée communal, devra conserver à l'avenir cette destination et formera désormais à perpétuité le Musée communal de la Ville d'Amiens.

Vu la délibération du 8 avril suivant.

Vu les délibérations du Conseil municipal des 6 juillet et 14 septembre 1867.

Vu la délibération de la Société des Antiquaires de Picardie du 14 juillet 1868 qui demande au Conseil municipal de prendre une délibération sur la question de savoir s'il entend accepter le monument avec l'affectation de Musée communal.

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 3 octobre 1868, par laquelle il décide être prêt à accepter la remise du Musée Napoléon lequel restera affecté à la destination de Musée communal, étant entendu que cette remise sera exempte de toutes charges de quelque nature qu'elles soient, sauf celles qui concernent l'Administration et la conservation du monument et de ses collections.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ART. 1^{er} — La Société des Antiquaires de Picardie, en exécution des délibérations du Conseil municipal du 23 décembre 1854, et de la dite Société du 16 janvier 1855 sus-visées, cède par les présentes à la Ville d'Amiens.

1^{er} Le Musée Napoléon, sis à Amiens, se composant :

1° de 4041 mètres carrés provenant de l'ancien arsenal d'Amiens et cédés gratuitement à la Société des Antiquaires de Picardie par l'Etat aux termes de la loi du 20 avril 1854, et de l'acte authentique du 29 juillet 1854, dans les limites tracées au plan d'expertise annexé à la dite loi et dont la copie visée par le Maire et le Président de la Société des Antiquaires de Picardie restera annexée aux présentes.

2° Les bâtiments et constructions de toute espèce composant le Musée Napoléon et élevés tant sur les 4041 mètres carrés énoncés et cédés au paragraphe précédent, que sur la propriété communale dites des Moreaucourt et aussi sur les terrains domaniaux dont l'Etat a consenti des baux à la commission du Musée Napoléon les 13 août 1856, 2 décembre 1859 et 8 février 1861.

3° Tous les droits que la Société des Antiquaires a aux dits baux et aux tacites reconductions qui en ont été la conséquence, sans garantie de leur continuation.

4° Toutes les collections de toute nature que renferme le Musée Napoléon et ses jardins et annexes, à l'exception des livres composant la Bibliothèque particulière de la Société des Antiquaires, lesquels lui sont expressément réservés.

5° Le mobilier de toute nature qui est dans le Musée, et dont état détaillé sera joint aux présentes, à l'exception des meubles qui garnissent la salle de réunions de la Société des Antiquaires, lesquels lui son expressément réservés.

2^{ent} Tous les droits pouvant appartenir à la Société sur 330 mètres environ de terrain tenant par devant à la rue des Rabuissons par derrière à M. Bulan, d'un côté à Madame Boulet, d'autre côté à la Société tant comme propriétaire en vertu de la loi du 20 avril 1854 que comme locataire de l'Etat.

ART. 2°. — La Ville d'Amiens accepte la remise du Musée Napoléon, lequel restera affecté à la destination de Musée communal.

Conditions suspensives.

ART. 3. — La présente cession est acceptée à la condition expresse qu'elle sera exempte de toutes charges de quelque nature qu'elles soient.

En conséquence la Société des Antiquaires de Picardie devra justifier du paiement intégral de toutes les dépenses de constructions, d'entretien et d'administration et du paiement des baux jusqu'au jour de l'entrée en jouissance de la Ville.

Elle devra en outre, par telles mesures qu'elle avisera, garantir la Ville du paiement annuel, dans l'avenir, de toutes les redevances qui seraient réclamées par l'Etat pour la continuation de jouissance, tant qu'elle sera consentie, des terrains domaniaux dont il est parlé au 2^e § de l'article 1^{er}.

Entrée en jouissance.

ART. 4. — La Ville d'Amiens n'entrera en jouissance que le jour où les conditions suspensives stipulées en l'article 3 seront accomplies. A partir de l'entrée en jouissance, l'administration du Musée sera remise complètement à l'administration municipale qui en supportera les frais à partir de la même époque, ainsi que toutes les dépenses d'entretien.

Réserve de jouissance.

ART. 5. — La Ville d'Amiens consent à ce que la Société des Antiquaires de Picardie conserve la jouissance de la salle des délibérations ainsi que la pièce qui la précède, destinée à la Bibliothèque de la Société, à la condition que la Société mettra à la disposition de l'Administration municipale pour les réunions de toute espèce concernant l'Administration du Musée la salle des séances.

Remise de titres.

Art. 6. — La Société des Antiquaires de Picardie remettra à la Ville d'Amiens l'expédition de l'acte de cession, du 29 juillet 1854.

Art. 7. — Les frais des présentes et les droits de mutation, s'il en est réclamé, seront supportés par la Ville d'Amiens.

— M. l'abbé Corblet expose que le lundi 17 mai les membres des deux commissions se sont réunies chez M. le Président pour examiner l'acte de cession du Musée Napoléon à la ville d'Amiens. Ce qui frappe dans cet acte, dit M. Corblet, c'est l'absence de tout droit de participation de la Société dans l'administration du Musée. L'ancienne administration municipale a toujours refusé cette participation en vue du don qu'elle avait l'intention de faire du Musée à l'Etat, tandis que maintenant il n'y a pas de raison sérieuse pour refuser le concours de la Société des Antiquaires de Picardie. On ne peut pas dire qu'on ne veut pas de condition, il y en a déjà deux dans le traité 1° le Musée est donné comme devant être à toujours *Musée communal*. 2° La salle des séances et la bibliothèque sont réservées à la Société. M. le Maire a dit que la question du Musée ne serait plus représenté au Conseil municipal, pour éviter un conflit entre les prérogatives municipales et les prérogatives de la Société des Antiquaires. Il ne faut pas cependant oublier que celle-ci donne deux millions à la ville, le terrain, le monument et les collections qu'il renferme. Nous donner en retour l'administration de ces collections formées par nous, ce serait justice et équité. Ces paroles de M. l'abbé

Corblet sont accueillies par des marques d'assentiment. Nous nous trouvons, ajoute l'honorable membre, moins favorisés que dans le projet de cession à l'Etat ; dans ce projet qui avait été soumis à M. Gautier, la propriété des collections nous restait ; et, au sein de la Commission ministérielle de construction, nous avons tous énergiquement réclamé l'administration des collections appartenant à la Société. Aujourd'hui, par le traité municipal, nous sommes mis à la porte, et nous pouvons dire avec le poète :

Sic vos non vobis mellificatis apes.

L'administration municipale dira que pour choisir des antiquités et pour faire des catalogues, il faudra des Antiquaires, mais il y a une différence entre un droit et une faveur. Ceux que la ville pourrait choisir parmi nous n'émaneront pas de nous-mêmes, ce qui aura lieu aujourd'hui pourra être révoqué demain, et la Société sera complètement mise en dehors. M. Bazot, ajoute M. Corblet, a fait tout ce qu'il a pu, il faut le reconnaître. Est-ce qu'il ne pourrait pas être fait un règlement d'administration du Musée ? Rattachons-nous à cette branche. Ne pourrait-on pas voir M. le Préfet et M. le Maire ? Si, au lieu de voter aujourd'hui cet acte de cession, on ajournait la solution de quelques jours, y aurait-il péril en la demeure ? Voici, Messieurs un projet écrit de vote préliminaire, permettez-moi de vous en donner lecture :

La Société des Antiquaires de Picardie, considérant :

1° Que dans presque toutes les villes de Province l'administration des Musées archéologiques est confiée à la Société savante de la

localité qui s'occupe plus spécialement d'archéologie et de beaux-arts;

2° Qu'en ce qui concerne la Société des Antiquaires de Picardie, cette attribution lui serait d'autant mieux due, qu'elle offre à la Ville un Musée qui vaut près de 2 millions et qui contient de nombreuses collections, fruits de ses deniers ou des générosités qu'elle à provoquées depuis 33 ans.

3° Que le caractère municipal du Musée n'aurait été nullement altéré par une clause insérée dans l'acte de cession, portant que la moitié de la Commission administrative serait prise dans le sein du Conseil municipal et l'autre moitié parmi les membres de la Société des Antiquaires; que cette Commission administrative aurait pour Président le Maire de la ville et pour Vice-Président, le Président annuel de la Société des Antiquaires.

4° Que si les intérêts financiers de la ville peuvent être représentés par des membres du Conseil municipal, d'un autre côté la conservation, le classement et la description cataloguée des antiquités et des objets d'art ne peuvent être mieux confiées qu'à une société composée d'antiquaires et d'artistes.

5° Que cette combinaison serait éminemment favorable à l'accroissement des richesses artistiques du Musée, parce que, pour arriver à ce but, les représentants de la municipalité et ceux de l'archéologie uniraient leurs communs efforts, et que tous les membres de la Société des Antiquaires se considéreraient comme devant être de zélés collaborateurs pour ceux de leurs collègues qui les représenteraient officiellement.

6° Que la Société s'est imposée d'énormes sacrifices en prenant l'engagement de payer toutes les dettes du Musée Napoléon, de manière à le donner à la ville, quitte de toutes charges et dettes;

La Société, en raison de ces considérations, exprime la confiance qu'elle met dans l'esprit d'équité de l'administration municipale,

pour que la participation de la Société des Antiquaires devienne un des articles du règlement d'administration du Musée, avant la signature du traité de cession.

La proposition de M. J. Corblet est appuyée.

M. le Président répond qu'après huit jours de fatigues il regarderait comme superflue toute démarche nouvelle. Improuver le projet du maire, c'est nous mettre dans l'embarras.

M. Jourdain présente quelques observations dans le même sens, sur une note écrite par lui.

L'ancien Président de 1868, désire faire comprendre à l'assemblée le motif et l'esprit du vote qu'il est décidé à émettre sur le projet de traité. Le jugement qu'il s'est formé est basé sur la situation telle qu'elle lui apparaît après les débats et les négociations auxquels il a été mêlé.

Il n'est pas possible, selon lui, d'exiger que le traité contienne aucune concession, ni condition ou adoucissement tels que les Antiquaires auraient tant de raisons de les désirer. Tout à été tenté pour obtenir ce résultat favorable; les efforts ont été infructueux, et ils devaient l'être en présence des circonstances qui se sont produites dans ces deux dernières années.

M. le Maire a désormais le droit de se renfermer dans les termes de la délibération municipale du 3 octobre; et, en usant de ce droit, il croit faire acte de prudence et préserver la décision municipale de tout danger de retour qui pourrait avoir pour conséquence de nous jeter dans l'alternative de n'assurer au Musée qu'une existence toujours précaire et douteuse, ou de nous voir réduits un jour ou l'autre à la dure mais incroyable nécessité de l'offrir nous-mêmes à l'Etat, et encore sans savoir si l'Etat l'accepterait.

Mais l'obligation de subir la loi de l'administration municipale

dans la question de la part qu'il lui conviendra de nous donner dans l'administration du Musée, ne paraît pas à M. Jourdain être sans espoir de compensation pour la Société. M. le Président Bazot vient en effet de déclarer qu'il a des raisons fondées d'espérer que les avantages désirés, qui n'ont pu être introduits dans l'acte de transmission, pourront faire partie du règlement que M. le Préfet et M. le Maire sont disposés à faire de concert. Ces espérances sont partagées par ceux des membres de la Société qui ont eu l'occasion d'entretenir l'un et l'autre de ces deux magistrats sur cette question.

Le bon vouloir sur lequel nous avons seulement le droit de compter, serait plutôt entravé que secondé par des réclamations officielles et préalables.

On agira plus sagement et plus utilement en recourant aux négociations amiables et courtoises dans lesquelles nous ne pouvons pas être bien venus à faire valoir les raisons d'équité et de convenance qui autorisent la Société à compter sur une situation plus supportable que celle qui lui est actuellement faite par le projet de traité.

On ne doit pas supposer que les autorités préfectorale et municipale ne comprennent pas qu'il y a quelque chose à faire en faveur d'une compagnie qui offre un splendide cadeau à la ville, qui l'offre avec un désintéressement assez prouvé seulement par les sacrifices de plus d'une sorte auxquels elle se résigne, et en particulier par l'engagement qu'elle a pris spontanément de solder de ses deniers le reliquat des dettes du Musée. Le Préfet et le Maire ont déjà compris que la Société est plus apte, après tout, que qui que ce soit, à alimenter ce dépôt, déjà si largement accru par ses soins, des collections municipales d'antiquités et d'objets d'art ; et que le zèle de Messieurs les Antiquaires à cet égard ne saurait être plus efficacement encouragé que par la cession qui lui serait faite d'une large part à la surveillance et à la conservation de ces mêmes richesses qu'elle s'est donné la mission de rechercher et d'amasser au profit de la ville.

Ces considérations, et d'autres encore ont déjà été soumises aux deux autorités dont il est parlé. Et M. Jourdain est convaincu : 1° que les espérances qu'il s'efforce de faire partager à ceux de ses collègues qui les repoussent encore se réaliseront tôt ou tard. 2° Que si la signature du traité est subordonnée aux demandes que M. Corblet propose de formuler, la communalité du Musée peut être remise en question et courir de nouveaux risques.

Il vote donc avec le Président, pour l'approbation immédiate et pure et simple du traité.

M. Duval s'associe aux observations de M. l'abbé Corblet. Il pense que le danger signalé par son honorable collègue de voir la Société tenue en dehors de l'administration du Musée est d'autant plus à craindre que M. le Préfet a l'intention de nommer un conservateur du Musée qui ne se donne pas pour l'ami de la Société. Est-il téméraire de supposer que si la Société n'a pas une part bien déterminée dans l'administration des collections, son influence ne tardera pas à être annulée. Ici l'intérêt de l'administration municipale se confond avec celui de la Société.

Pour ces motifs : M. Duval demande qu'avant de signer le traité, une visite soit faite à M. le Préfet pour lui exposer les excellentes raisons qui viennent d'être présentées par M. l'abbé Corblet ; et il propose de donner à M. le Président plein pouvoir pour signer le traité au mieux des intérêts de la Société.

M. Bazot décline tout mandat illimité ; je ne ferai, dit-il, que ce que la Société décidera. Il me semble que la Société, en revendiquant quelques privilèges, perdrait de sa dignité ;

les brochures, les journaux ont demandé seulement la *communalisation* du Musée ; la Commission de cession à reconnu qu'on ne devait pas persister dans l'exigence d'une Commission mixte. Je répète que toute démarche auprès de M. le Maire serait sans résultat, et que, quant à M. le Préfet, il répondrait certainement que la question ne le regarde pas.

— M Jourdain répète ce qu'il croyait avoir déjà dit, à savoir qu'en supposant fondées les craintes qu'expriment plusieurs de ses collègues et dont il a peine à se défendre lui-même, de voir la Société tenue plus ou moins en dehors de l'administration du Musée et des collections, il se rassure par la pensée que l'avenir sera toujours-là pour faire triompher la sagesse et l'équité ; et pour amener des conciliations aujourd'hui difficiles. Les hommes passeront et leurs querelles avec eux. La ville d'Amiens et la Société des Antiquaires resteront ; elles auront toujours besoin l'une de l'autre pour l'entretien du Monument et pour le classement et la conservation des trésors qu'il a déjà commencé à renfermer.

Dans tous les cas, ajoute M. Jourdain, qu'avons-nous demandé *avant tout* et à tout prix ? la communalité du Musée ; pour l'obtenir, nous avons renoncé à mettre aucune condition à la donation ; nous avons accepté dans ses termes absolus la délibération municipale. Il faut être conséquents, il faut ne donner à personne le droit de suspecter la droiture et la loyauté de nos intentions et de nos paroles durant tout le cours des négociations et des débats ; il faut voter l'acceptation et la signature du projet de traité, sauf à solliciter ensuite, à côté de cet acte, l'octroi

d'un règlement municipal qui assure, au nom de l'équité, et de la reconnaissance, en même temps que dans l'intérêt commun de l'œuvre, la participation de la Société à l'administration et à la conservation du Musée et de ses collections.

— M. Antoine ne comprend pas qu'on s'attache autant à la personnalité de M. Dufour. Pourquoi le mettre toujours en avant ? Il s'agit de la Société et non de personnes. Dans la première partie du rapport de M. Bazot, j'aurais voulu, ajoute M. Antoine, que M. le Président parlât d'une confiance absolue dans le Conseil municipal,

— M. Duval répond à M. Antoine que M. Dufour ne doit pas être exclu du Musée, mais que, en se souvenant de ce que ce collègue a fait depuis deux ans, il est bien permis de craindre que le péril signalé par M. l'abbé Corblet ne soit pas imaginaire.

— M. D'Herbinglehem dit qu'on a tort de parler trop souvent de M. Dufour. Le maire ne voudra pas se soumettre à l'unique autorité de M. Dufour et nommera une Commission pour l'administration du Musée.

— M. Bazot apprend à la Société que la nomination d'un conservateur de Musée communal dépend du Ministre ; ce fait lui a été dit par M. le Maire.

— M. Corblet rappelle que sa proposition avait trois objets : 1° un vœu énergique pour que la participation de la Société soit inscrite dans le règlement ; 2° démarches nouvelles auprès du préfet ; 3° ajournement de la signature après la rédaction du règlement. M. Corblet, sans abandonner son opinion personnelle, abandonne les deux premières propositions et maintient la troisième.

— M. Antoine pense que les trois points sont inutiles et qu'on doit se reporter aux sentiments qui animaient la Société des Antiquaires de Picardie lors du vote du 3 octobre 1868, vote par lequel le Conseil municipal d'Amiens accepta le Musée Napoléon comme Musée communal. Alors, dit l'honorable membre, chacun de nous se félicitait du résultat obtenu. Ne demandons donc rien de plus.

— M. de Roquemont dit que depuis trois ans la Société est en suspens pour la communalisation du Musée Napoléon ; pendant ces trois ans, ajoute notre collègue, nous avons, dans un esprit de provincialisme, lutté pour que le Musée ne fût pas une succursale du Louvre et devint communal. Les obstacles nous sont venus pendant cette période de la part d'hommes qui ne sont plus parmi nous ; puisque les hommes ont changé, les tendances ont changé également. Aujourd'hui nous sommes en présence d'un administrateur conciliateur qui désire terminer cette affaire ; il est entré dans nos vues, tout en conservant des idées à lui personnelles. Un retard dans l'acceptation du traité proposé par M. le Maire d'Amiens amènerait des charges nouvelles qui s'accumuleraient sur la Société ; il est absolument nécessaire d'y mettre un terme en acceptant le traité sans question de personnes. Témoignons notre confiance dans le Conseil municipal. Par la force des choses tout se rétablira. On a observé avec raison que M. le Préfet pense à nommer un administrateur qui est en dissidence avec la Société. Mais il y a un sentiment de justice à le récompenser. Il y a justice à ne pas l'en éloigner. On n'intervient pas l'état des

choses, notre confiance sera justifiée. Signons l'acte immédiatement, puisqu'on ne peut pas obtenir mieux et repoussons tout ajournement.

— M. Antoine dit que les considérants de l'acte devraient mentionner que la Société a, depuis son origine, collectionné sans relâche ; il n'est pas admissible que la ville méconnaisse les services rendus à l'archéologie et à l'art par la Société des Antiquaires de Picardie.

— M. Corblet répète que sa proposition ne peut être considérée que comme un vœu, il en donne une seconde lecture.

La discussion est déclarée close.

— M. le Président met aux voix l'approbation et la signature sans délai.

1° La Société autorise son président à traiter purement et simplement ; 2° elle l'invite à transmettre à M. le Maire le vœu formulé par M. l'abbé Corblet et accueilli par elle.

— M. Salmon demande la parole pour proposer que des remerciements soient votés aux membres de Commission de construction et de cession qui ont pu amener enfin une heureuse conclusion. Ces remerciements sont votés.

Séance ordinaire du mardi 8 juin 1869.

Présidence de M^e BAZOT.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

— M. de Forceville demande à s'expliquer sur les paie-

ments que la Société s'engage à faire pour la transmission du Musée à la Ville, comme Musée communal. Il était à Paris, lors de la dernière séance. S'il avait été prévenu de cette réunion extraordinaire, il serait revenu tout exprès pour y assister. Il aurait demandé si la Société peut s'engager à payer des dettes qu'elle ne connaît pas ; cela n'est pas dans l'usage. Une Société, pas plus qu'un particulier, ne peut prendre de semblables engagements. On connaissait au mois de décembre 1867 pour 26,000 francs de dettes contractées par la Commission ministérielle de construction du Musée, entre ces 26,000 francs et 50 et quelques mille francs qu'on accuserait aujourd'hui, il y a une grande différence. J'aurais levé la main pour payer, mais à la condition qu'une part serait faite à la Société dans l'abandon du Musée. Le Musée aura un directeur nommé par le Maire de concert avec le Préfet, mais un directeur est ordinairement chargé de toute l'administration. Nous n'avons plus le droit de remettre le pied dans le Musée que comme particuliers ; nous avons moins, par le traité municipal, que si le Musée avait été donné à l'Etat. Demain l'acte sera réalisé ; il faut pour que la Société paie toutes les dettes, trouver non plus 26,000 francs mais 50,000 francs, et cela pour qu'on arrive à créer un directeur. Après la mort du directeur, comme la mesure aura été une fois prise, un successeur lui sera donné, et il s'en suivra pour l'avenir l'exclusion complète de la Société d'un Monument qu'elle a construit et enrichi. En résumé, je ne puis croire que l'acte du traité implique l'obligation à la Société de payer des dettes inconnues.

— M. Rembault dit qu'on ne peut, jusqu'à preuve du contraire, venir annoncer que les dettes du Musée s'élèvent à plus de 50,000 francs. De semblables allégations ne doivent pas reposer sur des ouï-dire, mais sur des pièces authentiques.

— M. le Président ajoute qu'on a souscrit une somme de 10,000 francs en sus des 20 et quelques mille francs du legs Barni, et que ce legs et la souscription représentent une somme plus que suffisante pour payer les dettes réellement connues, avec un écart supposé de plusieurs mille francs pour l'année 1868 dont aucun compte n'a été encore remis.

— M. Hesse croit qu'il y a confusion dans la discussion ; il est question, d'après le traité, de payer les dettes ; le Conseil municipal a, le 3 octobre 1868, déclaré qu'il prendrait le Musée Napoléon comme Musée communal, à la condition qu'il serait libre de toutes charges. Je crois pouvoir, dit l'honorable membre, vous apprendre sans indiscrétion, que, dans la pensée de M. le Préfet, la signature du traité n'aura lieu que quand les comptes auront été examinés et décharge donnée. Comment le traité serait-il possible avant de savoir ce que nous devons ? La Ville dit qu'elle veut le Musée sans dettes, il faut donc que, avant de payer les dettes, nous les connaissions.

— M. le Président termine l'incident en rappelant que la Société n'est engagée que jusqu'à concurrence d'une certaine somme, et que si cette somme doit être dépassée, la condition suspensive insérée dans le traité aura son plein et entier effet.

— M. le Président rappelle qu'il a été question d'une Exposition d'anciens tableaux et d'objets d'art, et qu'une Commission avait été nommée à cet effet. Il demande où elle en est de son organisation.

— M. Vion répond, en l'absence de M. Dutilleux, que ce membre a cru devoir ajourner sa proposition d'exposition à Amiens à cause de celle qui devait avoir lieu à Beauvais.

M. l'abbé Jourdain, en qualité de président de la Commission d'exposition, dit qu'effectivement, à cause de l'exposition de Beauvais, on a cru devoir ajourner.

Il est décidé en conséquence que l'exposition n'aura pas lieu.

— M. Garnier propose comme sujet de lecture en séance publique, un travail de M. l'abbé Jourdain sur la gloire du chœur de la Cathédrale d'Amiens.

— M. l'abbé Jourdain répond que son travail étant rédigé dans un sens critique, plutôt qu'historique, il ne croit pas devoir le lire dans une séance publique. Il remercie M. Garnier d'avoir songé à sa dissertation sur la gloire du chœur de la Cathédrale d'Amiens.

— M. le secrétaire perpétuel donne lecture de la correspondance et de la liste des ouvrages offerts. Depuis la dernière séance les ouvrages reçus ont été catalogués sous les n^{os} 10,088 à 10,099.

— La *Société de l'histoire de Normandie* récemment fondée à Rouen annonce, par une circulaire du 24 avril 1869, qu'elle se propose de réimprimer les principaux ouvrages relatifs à l'histoire de la province de Normandie, rares ou inédits, avec traduction au besoin, mais

ne dépassant pas la date de 1789, et demande le concours de la Société. M. le Secrétaire perpétuel remet à chacun de ses collègues un exemplaire de la circulaire en question et les prie de lui donner la plus grande publicité.

— M. de Grattier, membre fondateur et honoraire, offre un travail sur la guerre des Bellovaques. La Société accueillera avec plaisir cette communication.

— M. Emile Coet, de Roye, remercie la Société pour le prix qu'elle devra lui décerner au sujet de l'histoire de Roye qu'il a envoyée au Concours.

— M. le Ministre de l'Instruction Publique envoie un exemplaire des Familles d'outre-mer de Du Cange, publiées par M. Rey.

— L'administration du journal *la Patrie* adresse un numéro de cette feuille annonçant son projet d'une revue bi-mensuelle des travaux des Sociétés savantes de province.

— M. le Président signale le tome II de l'histoire du Boulonnais offert par l'auteur M. de Rosny, et demande qu'il soit fait un compte-rendu de ce travail.

M. Rembault pense que le travail de M. de Rosny n'étant pas terminé, il vaut mieux attendre qu'il soit complet.

— M. l'abbé Corblet lit une lettre de M. l'abbé De Cagny qui offre un exemplaire de la 2^e édition de son *Histoire de l'arrondissement de Péronne*.

M. Salmon veut bien se charger de faire connaître l'ouvrage de M. De Cagny auquel la Société vote des remerciements.

— M. Salmon demande si la Société accepte ou refuse la lecture publique du travail de M. l'abbé Jourdain sur la Gloire de la Cathédrale.

— M. l'abbé Jourdain répond que son intention est de refuser toute lecture publique de son travail. Il est fâcheux, ajoute notre collègue, que des dégradations continuelles aient lieu à la cathédrale, sans protestation. La Gloire, au dire de ceux qui en veulent la démolition, est un amas de mortier et va tomber sans qu'on songe à la restaurer.

— M. Garnier dit que la Société n'a pas toujours été muette à propos des travaux de la Cathédrale et qu'elle s'est prononcée à plusieurs reprises contre certains actes regrettables commis dans les restaurations de cet édifice.

— M. Bazot revient sur le travail de M. l'abbé Jourdain et demande si notre collègue ne voudrait pas, au lieu de le communiquer en séance publique, le lire dans la séance générale.

— M. l'abbé Corblet demande pourquoi le travail de M. Jourdain n'est pas encore livré à l'impression, on peut être certain que, dans ce cas, l'auteur saura manier la critique en associant le zèle avec la prudence.

— M. l'abbé Jourdain persiste dans son refus de lire son œuvre et en séance publique et en séance générale.

— M. Pouy lit une note par laquelle il annonce que, grâce à M. Goze, il a pu retrouver dans l'église de Camon deux des quatre tableaux de Lemoine dont il avait déjà entretenu la Société, tableaux qui se trouvaient avant la Révolution dans l'église des Cordeliers d'Amiens. Les tableaux de Camon portent la signature du

maître et la date de 1717. Il ajoute que ses recherches personnelles lui ont fait découvrir que les deux autres tableaux ont été vendus à M. le baron d'Espagnac, collectionneur de Paris.

M. Le Tellier dit que les tableaux de Camon ont été restaurés d'une manière déplorable, et qu'il est impossible de les reconnaître pour l'œuvre d'un maître.

M. Crauk propose qu'on aille visiter les tableaux de Camon et qu'une commission donne son avis sur leur valeur artistique.

La Société décide que MM. Le Tellier, Crauk, Pouy, Duvette et de Forceville iront à Camon, et ces Messieurs sont priés de faire un rapport sur le résultat de leurs recherches.

— M. Darsy dit que son premier volume est terminé, qu'il ne reste plus qu'à le brocher, il demande que la Société en décide la distribution.

La distribution du premier volume de M. Darsy est décidée.

— M. le Président propose que le 4^{or} mardi de juillet soit uniquement consacré aux lectures préparatoires qui devront être faites à la séance publique.

Cette proposition est acceptée et le secrétaire annuel est chargé, sans autre avis, de faire les convocations.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 2^e trimestre de 1869.

I. Par S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique.

1^o Mémoires lus à la Sorbonne dans les séances extraordinaires du Comité impérial des travaux historiques et des Sociétés savantes, tenues les 14, 15, 16 et 17 avril 1868. Archéologie. Paris. Imprimerie impériale, 1 vol. in-8^o. — 2^o Revue des Sociétés savantes. Janvier, février, mars 1869. — 3^o Archives des missions scientifiques et littéraires, 2^e série, tom v^e, 2^e liv. — 4^o Statistique monumentale de Paris. Livraisons 34, 35, 36, 37, in-fol. — 5^o Statistique monumentale de Paris. Explication des planches par M. Albert Lenoir. Paris. 1867. Imprimerie impériale. 1 vol. in-4^o. — 6^o Lettres, instructions diplomatiques et papiers d'Etat du cardinal de Richelieu, recueillis et publiés par M. Avenel. Tome vi, 1638-1642, 1 vol. in-4^o. — 7^o Les familles d'outre-mer de Du Cange, publiées par M. E. G. Rey. Paris. 1869. 1 vol. in-4^o.

II. Par S. E. M. le Ministre de la Maison de l'Empereur et des Beaux-Arts.

1^o L'art gaulois ou les Gaulois d'après leurs médailles, par Eugène Hucher, liv. 6 à 10. — 2^o Histoire de l'art égyptien, par Prisse d'Avesne, liv. 31.

III. Par S. E. M. le Ministre de la Marine et des Colonies.

1^o Revue maritime et coloniale, n^o 100, 101, 102. — 2^o Tableau de population, de culture, de commerce et de navigation, formant pour l'année 1866 la suite des tableaux insérés dans les notes statistiques sur les colonies françaises, 1 vol. in-8^o.

IV. Par les auteurs.

1^o Lettre d'Enguerrard de Marigny, ministre de Philippe le Bel, à Simon de Pise, chapelain du cardinal Napoléon des Ursins, au sujet des affaires de Flandre, 1312. (Publiée par M. de Godefroy Mé-

nilglaise.) Paris. 1869. Lahure, in-8°. — 2° Etat des bijoux et joyaux achetés à Paris pour Marguerite et Jeanne de Hainaut en 1233. (Publié par le même.) Paris, 1869, in-8°. — 3° Entrée en Espagne de Marie-Louise d'Orléans, femme du roi Charles II, 1679. (Publié par le même.) Paris, 1869, in-8°. — 4° Quelques observations présentées à la Commission du Corps législatif chargée de l'examen du traité entre la Ville de Paris et le Crédit foncier, par M. Wolowski. Paris, 1869, in-8°. — 5° Les chapiteaux mérovingiens de l'église de Chivy. Dessins de M. Midoux. Texte par Ed. Fleury. Laon, 1868, Coquet et Stenger, in-8°, fig. — 6° Documents historiques sur le prieuré conventuel de Châteaux-l'Hermitage, qualifié souvent d'Abbaye dans les chartes. Ces documents sont tirés des archives de Roche-Mailly. Le Mans. 1868. E. Monnoyer, 1 vol. in-8°. — 7° Maison du Blanc-Pignon, par A. Dubois. Amiens. 1869. Challier. in-8°. — 8° Recherches historiques sur la ville de Clermont (Oise), 25° brochure. Opinion de M. Henri Martin sur le pont stratégique découvert dans les marais de Breuil-le-Sec et Breuil-le-Vert. Clermont (Oise). 1868. Huart, in-8°. — 9° Inscriptions romaines trouvées en Belgique. — Inscriptions belges à l'étranger. Par M. H. Schuermans, 4 broch. in-8°. — 10° Over het gebruik van het woord *Millioen* als abstract telwoord en uitspreken van groote getallen in de xv° en xvii° eeuw door G. A. Vorsterman van Oijen, ia-4°. — 11° Liste complète des souverains de la France jusqu'à nos jours, par J. Lefebvre, 2° édition. Abbeville, 1868, in-8°. — 12° Monographie de Croy, par l'Abbé Ed. Jumel. Amiens. 1869. Lenoël-Herouart. in-8°. — 13° Histoire du Boulonnais, par M. J. Hector de Rosny. Tome second. 1 vol. in-8°. — 14° Nécrologie. J. Boucher de Crévecœur de Perthes. Par M. Prarond. Abbeville. Briez. in-8°. — 15° Chronique française de l'abbaye de Dompmartin de 1672 à 1789, augmentée de la liste des abbés, des chartes de l'abbaye, et d'une notice sur les

abbayes qui en dépendaient, par A. de Caien. Abbeville. 1868. Briez. 1 vol. in-8° — 16° Histoire de l'arrondissement de Péronne et de plusieurs localités circonvoisines, par l'abbé Paul de Cagny. Péronne. 1869. Quentin. 2 vol. in-8°, fig. — 17° Souvenirs du congrès international de Bonn (Prusse). Bonn et ses environs. Cologne. Notes diverses, par Charles Lucas. Paris, 1869, in-8°. — 18° Note sur le monument des sources de la Seine, par Ch. Lucas. Paris, 1869, in-8°. — 19° L'Empereur architecte Adrien (Publius Ælius Adrianus). Etude antique, par Ch. Lucas. Paris, 1869, in-8°. — 20° Anciens jetons des receveurs de Bruxelles. 4° article, par R. Chalon. in-8°, pl. — 21° Curiosités numismatiques. Médailles et monnaies rares et inédites. 13° article, par R. Chalon, in-8°, pl. — 22° Une médaille inconnue à Van Loon. Le poète Houwaert, par M. R. Chalon, in-8°, pl. — 23° Critique — M. d'Héricault — M. Le Vavas-
seur — M. Moland. Par E. Prarond. Amiens, 1869, in-8. — 24° Le Danemark à l'Exposition Universelle de 1867, publié par la Commission danoise. La partie historique, par J. H. G. Valdemar Schmidt. Paris, 1867, 1 vol. in-8°.

V. Par les Sociétés françaises.

1° Bulletin de la Société d'agriculture de Boulogne-sur-Mer. 1868, nos 22-23-24. — 2° Mémoires de la Société historique et archéologique de Langres. Tom. II, 8° liv. — 3° Recueil des publications de la Société impériale havraise d'études diverses de la 34° année. — 4° Mémoires de la Société historique, littéraire, artistique et scientifique du Cher. Deuxième série, 1^{er} volume. — 5° Bulletin du Comice agricole d'Abbeville, nos 3-4-5. — 6° Bulletin de la Société académique de Poitiers, nos 132-133-134. — 7° Comptes-rendus de la Société française de numismatique et d'archéologie, 1869, f. 1-2-3. — 8° L'Investigateur, journal de l'Institut historique de France, no 410-411. — 9° Bulletin de la Société académique de Laon. Tom. XVII. — 10° Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, 3° et 4° trim. de 1868. — 11° Revue

de la Société d'agriculture de Valenciennes, 1869. Janvier, mars.
— 12° Société havraise d'études diverses. Procès-verbaux des séances, 1869. Janvier, février. — 13° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny, 2-3. — 14° Bulletin de la Société archéologique de Nantes, 4° trim. 1868.—15° Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, 13° liv. — 16° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens, n° 3.— 17° Mémoires de la Société des Antiquaires du Centre, 1867, 1^{er} vol. 1868, 2° vol. — 18° Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest, 1^{er} trim, 1869. — 19° Mémoires de la Société de statistique, sciences et arts du département des Deux-Sèvres, 2° série, tom. VIII. —20° Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard, 2° série, 1 vol., p. 400 à 526, 2° vol., p. 109 à 429.— 21° Mémoires de la Société impériale des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille, III^e série, 6^e vol. — 22° Précis analytique des travaux de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, pendant l'année 1867-68. — 23° Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais. Tom. XI, 1 vol. in-8° et atlas in-4°. — 24° Bibliothèque de l'école de Chartres, VI^e série, tom. V, 2° liv. — 25° Travaux de l'Académie impériale de Reims. XLIX^e volume, année 1865-66. — 26° L'Agronome praticien, journal de la Société d'agriculture de Compiègne, n° 5, 6. — 27° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe, 1^{er} trimestre de 1869. — 28° Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire. Janvier, février, mars 1869. — 29° Bulletin de la Société archéologique de Touraine. Tom. 1^{er}, liv. 3°, 4°, trim. de 1868. — Recherches historiques et archéologiques sur les églises romaines en Touraine, du VI^e au XI^e siècle. Texte par M. l'abbé J. J. Bourassé et M. l'abbé C. Chevalier, dessins photo-lithographiques, par M. de Lafolaye, 1 vol. in-4°. — 30° Bibliothèque de l'école de Chartres. VI^e série, tom. V, 1^{er} liv.— 31° Bulletin de la Société polymathique du Morbihan. Deuxième

semestre, année 1868. — Histoire naturelle du Morbihan. Catalogues raisonnés des productions des trois règnes de la nature recueillies dans le département. — 32° Bulletin de la Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure. N° 11. — 33° Bulletin de la Société industrielle d'Angers. Tom. viii et ix de la 3^e série, 1867-68.

Par les Sociétés étrangères.

1° Revue de la numismatique belge, v^e série, tom. 1^{er}, 2° liv. — 2° Publications de la Section historique de l'Institut (ci-devant Société archéologique du Grand-Duché. Vol. xxiii) constituée sous la direction de S. M. le roi Grand-Duc par arrêté du 24 octobre 1868. Luxembourg. 1868. Buck. 1 vol. in-4°. — 3° Société provinciale des sciences et des arts établie à Utrecht — Aanteekeningen van het verhandelde in de sectie-vergaderingen.. in het jaar 1868. — Verslag van het verhandelde in de algemeene vergadering gehouden den 30 juin 1868. — Catalogus der archeologische verzameling. — Levensbeschrijving van Rijklof Michaël van Goens door M. B. Ten Brinck. — 4° Bulletin de l'Académie impériale des sciences de St.-Petersbourg. Tom. iii, liv. 1-2-3. — 5° The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society. n° xxxii, xxxiii. — 6° Société d'archéologie de Namur. — Annales tom. x, 3° liv. — Rapport sur la Société en 1868. — 7° Revue de la numismatique belge, 5^e série, tom. 1^{er}, 3° liv. — 8° Annales de la Société pour la conservation des monuments historiques et des œuvres d'art de la province de Luxembourg, 4° cahier, Arlon, 1861. — Institut archéologique de Luxembourg. — Annales, tom. v. — 9° Aarboger for nordisk oldkyndighed og historie, udgivne af det Kongelige nordiske oldskrif-selskab. 1868. Ander Hefte.

VII. Ouvrages périodiques.

1° Revue de l'Art Chrétien, 1868, n° 10, 12, 1869, 1-2-3-4. — 2° Journal des Beaux-Arts, n° 7-8-9-10-11. — 3° Messenger des sciences historiques ou archives des arts et de la bibliographie de Belgique, 1869, 1^{re} liv. — 4° Bulletin scientifique, historique et littéraire du département du Nord, n° 4. — 5° Le cabinet historique, 4° et 5° liv.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

ERRATA. — Les dernières lignes de la page 187 doivent être remplacées par les suivantes :

M. Corblet, sans abandonner son opinion personnelle, abandonne la dernière proposition et maintient les deux premières.

Séance extraordinaire du mardi 6 juillet 1869.

Présidence de M. BAZOT, Président.

Le procès-verbal de la séance du 8 juin est lu et adopté sans observation.

— M le Président annonce que la question du Musée Napoléon est terminée, et que le Conseil municipal, dans sa séance du 3 juillet 1869, a de nouveau maintenu et confirmé sa délibération du 3 octobre 1868 par laquelle la ville accepte le Musée Napoléon comme devant être à toujours le Musée Communal d'Amiens. Je ne m'étendrai pas davantage sur ce point, ajoute M. le

Président, les journaux en ont parlé, et vous êtes tous suffisamment instruits de cet heureux événement.

— M. Bazot, après cette communication, rappelle que la séance devant être consacrée aux lectures proposées pour la séance publique, il va commencer par son discours, qui a pour sujet : *Les ateliers monétaires d'Amiens*.

— M. Hesse, vice-président, donne lecture d'un morceau intitulé : *Souvenirs de Naples et de Pompeï*.

— Enfin M. l'abbé Corblet lit une notice sur *Demochares et sur la fausse origine du mot mouchard*.

— M. le Président fait observer que, eu égard aux autres lectures qui doivent être faites, telles que le rapport du secrétaire perpétuel, le rapport de M. Salmon sur le prix à décerner, la notice de M. Dusevel, ces lectures sont trop longues ; en conséquence il invite chacun des membres entendus à faire quelques coupures. Il est adhéré à la proposition de M. le Président.

Séance ordinaire du mardi 13 juillet 1869.

Présidence de M. Bazot, Président.

M. Martin Marville, de Trosly-Loire (Aisne) et M. Poiré, curé d'Herleville, canton de Chaumes, membres titulaires non résidants, assistent à la séance.

Le procès-verbal de la séance du 6 juillet est lu et adopté.

Le secrétaire perpétuel donne lecture de la correspondance. Il résulte de cette communication que :

1° La Société des Antiquaires du Centre, établie à Bour-

ges, envoie ses deux premiers volumes et demande l'échange des publications. Cet échange est accordé.

2° L'Institut archéologique de la province de Luxembourg, établi à Arlon, envoie les 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e cahiers du tome V, et le 4^e cahier du tome IV de ses Annales, et demande également un échange de publications. Il est décidé que l'échange aura lieu, à la condition que l'Institut complètera cet envoi par ses volumes antérieurs.

3° M. l'abbé Letemple, curé de Lœuilly, remercie la société de l'avoir reçu comme membre non résidant.

4° La famille de M. Honoré-Désiré Bellanger, architecte de l'arrondissement de Clermont (Oise), membre de la Société et de la Société centrale des Architectes, annonce la mort de ce collègue, décédé à Clermont le 14 juin 1869 dans sa 69^e année. Une lettre de condoléance sera adressée à la veuve et aux enfants du défunt.

5° M^{sr} l'Evêque d'Amiens et M. le Préfet de la Somme, chacun par une lettre du 30 juin, remercient la Société de l'envoi du 1^{er} volume de M. Darsy, en termes sympathiques pour notre institution.

6° M. Paul De Cagny, curé d'Ennemain, offre à la Société un vase (XV^e ou XVI^e siècle), trouvé à Pargny, canton de Nesle, dans une ancienne sépulture de l'établissement de Sainte-Marie de Soissons et portant pour devise circulaire ces mots : *Nul n'est ami que l'argent*. Des remerciements sont votés au donateur.

7° M. le Recteur de l'académie de Douai fait savoir qu'il assistera à la séance publique.

— M. l'abbé Jourdain, Président de la Commission de cession du Musée Napoléon, propose de consacrer le fait

de la communalisation du Musée par une plaque en marbre placée dans ce monument, qui affirmerait aux yeux de la foule et de la postérité que ce palais des arts, édifié par la Société des Antiquaires de Picardie, est à toujours le Musée communal de la ville d'Amiens. Il propose à l'examen de ses collègues un projet d'inscription dont il fait passer diverses copies à l'Assemblée. Il a cherché, dit-il, à condenser en très peu de mots l'historique de l'édification du monument et la part que la Société y a prise pour le mener à bonne fin et le rendre communal.

— M. le Président pense qu'il y a lieu de renvoyer à une commission l'examen de la proposition et du projet de M. l'abbé Jourdain. Sur l'invitation de la Société, M. le Président désigne pour en faire partie MM. Le Tellier, de Forceville, Hénocque, Rembault et Salmon. Il est convenu, ajoute-t-il, que M. le Président de la Commission de cession sera entendu au sein de la commission qui vient d'être nommée.

— M. Garnier lit son compte-rendu sur les travaux de la Société depuis 1863 jusqu'à 1869. Ce rapport est vivement applaudi.

— M. Marville commence la lecture d'un important travail sur les châteaux royaux, villas royales ou palais du fisc des Rois Mérovingiens et Carlovingiens. L'étude de notre collègue est accompagnée de 27 plans des vestiges de ces châteaux ou de leurs annexes, entr'autres de ceux de Camlin, d'Audelain, de Servais, de Presles, de Terny, de Laniscourt, de Coucy, de Corbeny, de Carbin, de Crouy.

Cette lecture est écoutée avec intérêt. L'heure avancée

ne permettant pas de la continuer, M. le Président remercie de sa communication M. Marville, qui promet de revenir, après les vacances, pour terminer sa lecture.

— M. l'abbé Poiré, vu le peu de temps dont la Société peut disposer, remet au mois suivant sa notice sur les fouilles de Framerville.

— M. Dusevel donne communication de *quelques pages de l'Histoire municipale de Doullens*, qui doivent être lues à la séance publique.

— M. Garnier lit ensuite un travail de M. Lucas, de Paris, sur la *Maison*. L'étude de M. Lucas doit être lue par lui en séance publique. (*Voir page 234.*)

Séance publique du 18 Juillet 1869.

Présidence de M. Bazot, Président.

La séance est ouverte à deux heures précises dans la salle ordinaire des réunions de la Société, au Musée Napoléon.

Etaient présents : MM. Antoine, Bazot, Corblet, Crauk, Darsy, Dusevel, de Forceville, Garnier, Hénocque, Herbault, d'Herbinghen, Hesse, Jourdain, Leleu, Pouy, Rembault, de Roquemont, Salmon et Vion.

MM. de Grattier, membre honoraire, Coët et Brajeux, membres titulaires non résidants, Dubois et Lucas, membres correspondants, assistent à la séance.

M. le Président fait placer à sa droite M. le Préfet et M. le Procureur-Général, à sa gauche, M^{sr} l'Evêque d'Amiens et M. le Recteur de l'Académie de Douai.

M. le Président du Tribunal civil, M. l'Inspecteur d'A-

cadémie, M. le Vice-Président de la Chambre de Commerce, M. le Directeur de l'Académie des Sciences, Belles lettres et Arts d'Amiens, M. le Vice-Président de la Société industrielle, avaient-répondu à l'invitation de la Société.

Une réunion d'élite, dans laquelle on remarquait un grand nombre de dames, remplissait la salle.

M. le Président ouvre la séance par un discours sur les monnaies de Picardie.

M. le Secrétaire perpétuel rend compte des travaux de la Société.

M. Salmon présente, au nom de la commission, le rapport sur le concours ouvert pour le prix Le Prince.

Après la lecture de ce rapport, le Président fait connaître que la Société, adoptant les propositions de la commission, a décerné le prix à l'auteur d'une *Histoire de la ville de Roye* portant pour devise : *Si ignoras, muti loquuntur et docent*, et proclame le nom du lauréat, M. Emile Coët, de Roye, membre titulaire non résidant de la Société, auquel il remet la médaille.

Le lauréat est salué par les applaudissements de l'assemblée.

M. Hesse lit un fragment de ses *Souvenirs de Pompeï*.

M. Lucas lit une notice ayant pour titre : *La Maison*.

M. l'abbé Corblet donne lecture de *Recherches sur Democharès et l'étymologie du mot mouchard*.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Séance générale du 19 Juillet 1869.

Présidence de M. BAZOT, Président.

La séance est ouverte à dix heures dans la salle des réunions ordinaires, au Musée Napoléon.

MM. de Grattier, membre honoraire, Coët, membre titulaire non résidant et Dubois, membre correspondant, assistent à la réunion.

M. le Secrétaire perpétuel a la parole pour la lecture de la correspondance.

M. Damiens félicite la Société de ce qu'elle a reçu cette année un mémoire digne du prix Le Prince.

Il exprime ensuite les vœux suivants : 1° que l'assemblée générale ait lieu, comme autrefois, le lendemain de la séance publique ; 2° que des fonds soient affectés à la rédaction et à la publication du catalogue des ouvrages offerts à la Société, afin que tout membre titulaire puisse au besoin les consulter pour ses travaux ; 3° que la Société délibère sur l'utilité qu'il y aurait à préparer l'impression des ouvrages de dom Grenier en état d'être publiés, notamment la totalité de la première partie de la notice historique et de ses preuves ; 4° que la Société songe aussi à établir, d'année en année, des concours ou des prix d'encouragement pour la mise en ordre et le classement méthodique et chronologique des documents historiques de la collection de dom Grenier.

M. Damiens fait ensuite connaître qu'il poursuit ses recherches sur les anciens projets d'amélioration de la navigation de la Basse-Somme, projets parmi lesquels figurent avec distinction ceux de Lamblardie. Il espère que

l'Académie d'Amiens rouvrira un jour les débats qu'elle provoqua par la voie du concours en 1772 sur cette question si importante pour le pays.

En réponse à la lettre de M. Damiens, M. le Secrétaire fait observer : 1° que la Société est revenue à ses anciens errements en fixant son assemblée générale au lendemain de la séance publique; 2° que la Société s'est déjà occupée du catalogue de sa bibliothèque, que ce catalogue est prêt et que l'impression a été ajournée jusqu'à l'époque où la Société pourra classer régulièrement les ouvrages qu'elle possède, c'est-à-dire aura un local convenablement disposé; 3° il pense qu'en laissant les sujets d'histoire au choix des concurrents, une récompense était promise au travail fort utile proposé par M. Damiens, et il ne doute pas que la Société ne se fût empressée de récompenser un bon catalogue d'une collection d'un si haut intérêt pour la Picardie; 4° que la Société sera également heureuse de publier, si les ressources dont elle dispose le lui permettent, celui des travaux de dom Grenier qui lui sera présenté en état d'être imprimé.

M. l'abbé Corblet fait remarquer qu'un excellent inventaire des volumes de dom Grenier a été publié par M. Louis Paris, dans le Cabinet historique, avec un soin dont on ne saurait trop louer l'auteur de cette publication. Mais on ne saurait, dit-il, dissimuler que les recherches y sont fort difficiles, ce catalogue se trouvant imprimé par parties disséminées dans quatorze volumes différents. Peut-être, ajoute-t-il, pourrait-on obtenir de M. Louis Paris l'autorisation de réimprimer ce travail en un seul volume dans les mémoires de la Société.

M. Garnier partage l'avis de M. Corblet. Il a fait, il y a longtemps déjà, des ouvertures dans ce sens à M. Louis Paris. Il pense que l'on pourrait reprendre une négociation à cet effet. L'auteur ferait, dans une nouvelle édition, disparaître quelques erreurs de son premier travail, et, en y ajoutant une table alphabétique, il aurait fourni à ceux qui s'occupent de l'histoire de la Picardie, un livre non pas seulement utile, mais d'une nécessité incontestable.

— M. Henri Martin exprime son regret de n'avoir pu, comme il l'avait espéré, se rendre à la réunion, il aurait soutenu les concours libres contre les sujets déterminés, à cause de la grande variété de matières que présentent l'histoire et l'archéologie. La liberté de choisir son sujet est, à son avis, plus propre à animer les concours et à multiplier les concurrents.

— MM. Demarsy, Le Proux et Desmaze émettent le même avis.

— M. Demarsy informe qu'il se propose d'assister au congrès d'archéologie préhistorique de Copenhague, et qu'il serait heureux que la Société voulût bien le déléguer pour la représenter à cette réunion, si déjà elle n'a délégué aucun autre de ses membres.

La Société accepte avec empressement l'offre de M. Demarsy, et le prie de lui rendre compte des travaux du congrès.

— M. Hubert fait connaître qu'il achève actuellement l'impression de son histoire de Crèvecœur, et qu'il a eu la bonne fortune de trouver, dans les archives de Venise, des manuscrits précieux intéressant plusieurs des sei-

gneurs de Crèvecœur. Il possède des copies de diverses lettres adressées au Sénat de Venise par Henri de Bonnivet et par Henri Marc de Bonnivet, par lesquelles ces seigneurs offrent d'aller au secours de la République à la tête d'un corps d'armée de douze mille hommes levés *sur leurs propres seigneuries*. Ce chiffre énorme, surtout à une pareille époque, donne une idée exacte de la puissance et de l'état de la seigneurie de Crèvecœur. Le marquis Henri insère en outre dans ces documents écrits en italien, des détails biographiques et généalogiques importants qui permettent de rectifier des erreurs historiques échappées à Moréri et à d'autres savants auteurs. M. Hubert possède en outre des lettres originales adressées par les rois de France au Sénat de Venise, afin de recommander particulièrement ces illustres membres de la maison de Gouffier.

La Société remercie M. Hubert de cette intéressante communication.

— M. l'abbé Jumel appelle l'attention de la compagnie sur les pierres tombales placées dans les églises et la nécessité de les conserver au point de vue de l'histoire et de l'art. Il propose la nomination d'une commission spéciale, composée de laïques et d'ecclésiastiques : 1° Pour inventorier toutes les pierres tombales placées dans les églises ; 2° pour veiller à leur entretien et à leur conservation ; 3° pour leur donner une destination convenable, lorsqu'un changement de place deviendrait nécessaire.

M. l'abbé Corblet fait remarquer qu'une commission a été formée en Belgique, non seulement pour relever les pierres tombales, mais pour inventorier tous les objets

qui offrent pour l'art et l'histoire un intérêt, et que cette commission poursuit son œuvre avec un plein succès. Il ne doute pas qu'un inventaire dressé avec soin ne fût chez nous, malgré les pertes immenses qu'ont faites nos églises, d'un grand intérêt encore. Mais une grande difficulté se présente. On ne saurait s'en rapporter aux renseignements qui seraient donnés. Il faudrait voir. Il demande si l'on trouverait facilement des commissaires qui consentiraient à parcourir toutes les communes pour assurer l'exécution convenable d'un pareil travail.

M. Rembault cite l'église de Wailly, qui possède des pierres tombales très remarquables, lesquelles sont tous les jours piétinées par les habitants, et dont il importerait d'assurer la conservation.

MM. Garnier et Jourdain partagent l'avis de M. Corblet; ils ne regardent point cependant ce travail comme impossible; ils pensent qu'une enquête préalable aurait son utilité, et qu'il conviendrait de la commencer, la destruction et la dispersion des objets d'art marchant très vite.

— M. Garnier donne une idée sommaire du cabinet cambraisien de M. Victor Delattre, en lisant les principales divisions du catalogue que prépare M. Delattre.

— M. de Grattier donne lecture d'une troisième étude sur la campagne de Jules César chez les Bellovaques. Les conclusions de ce travail, dans lequel il examine les hypothèses de MM. de Saulcy et Peigné, sont les mêmes que celles de ses études précédentes, à savoir que le théâtre de cette guerre n'a point encore été découvert.

— M. le Président remercie M. de Grattier de cette lec-

ture, et le félicite de la persévérance avec laquelle il poursuit le problème difficile dont il cherche la solution.

— M. Dubois lit de nouvelles recherches ayant pour but de relever quelques erreurs qui se sont accréditées dans l'histoire d'Amiens, et qui lui permettent de donner la véritable origine du nom du Châtelet, de la rue des Trois-Cailloux, de la rue de Ville; il fait connaître le nom de celui qui a fait construire le mont des Olives au cimetière St.-Denys, et ceux des artistes Mathieu de la Vaquerie et son fils, qui l'ont exécuté. Il parle ensuite de quelques usages anciens relatifs à la confrérie de Saint-Firmin, au couvent de Saint-Antoine en Barrois, et de la procession du pain béni à Notre-Dame-de-Grâce, qui ont été supprimés.

M. le Président exprime à M. Dubois, dont le travail a été accueilli par d'unanimes applaudissements, le regret qu'il ne l'ait point présenté plus tôt à la Société, car il l'eût prié de le lire à la séance publique, où certainement il eût été très favorablement écouté. (*Voir p. 220,*)

— M. De Grattier demande la parole. Il propose un vote de remerciements aux membres de la Société qui n'ont pas craint d'entreprendre la construction du Musée et qui, par un dévouement et une activité qui ne se sont pas un seul instant démentis, sont parvenus à élever le magnifique monument que tout le monde admire. Il demande également que l'on remercie ceux qui, par leurs efforts heureusement couronnés de succès, ont obtenu que le Musée Napoléon fût un monument communal. Il espère que les divisions qui se sont élevées au sein de la Société ont cessé d'exister; que les embarras passés, chacun sera fier d'avoir doté la ville d'un Musée qui sera

d'autant plus précieux et remarquable qu'il sera consacré aux souvenirs du pays ; et que la Société, assurée des sympathies de tous, continuera maintenant sans obstacles les travaux historiques et archéologiques qui lui ont valu un rang si distingué parmi les Sociétés qui s'occupent des mêmes études.

Il ajoute que les Sociétés de l'Oise ont suivi avec beaucoup d'intérêt les débats relatifs à la destination future du Musée, et il félicite la Société de ses succès.

M. Coët s'associe, dit-il, de tout cœur, aux paroles et à la proposition de M. De Grattier.

— M. Rembault signale une plaque en marbre noir conservée chez M. Scoté, boulevard du Vivier, et sur laquelle sont gravés les trois mots : *Conventus Fratrum Prædicatorum*. Cette inscription était autrefois, dit M. Rembault, placée sur la pore du couvent des Augustins, d'où l'a retirée le père de M. Scoté.

Plusieurs membres pensent qu'il y a erreur et qu'il s'agit du couvent des Dominicains.

M. Rembault fait observer que d'abord les Dominicains seuls, puis les Franciscains, puis les Carmes et ensuite les Augustins eurent le droit de prédication et celui de porter le titre de frères prêcheurs.

Malgré cette observation, les membres précédents persistent à penser que les Dominicains seuls portaient le titre de frères prêcheurs.

— M. Salmon demande à faire une communication relative à un sujet dont il a plusieurs fois déjà entretenu la Société : l'époque de la mission de S. Saturnin de Tou-

louse, par laquelle on arrive à déterminer celle de S. Firmin d'Amiens.

Les auteurs qui veulent faire remonter au III^e siècle la prédication de la Foi dans les Gaules n'ont pour autorité qu'un passage de S. Grégoire de Tours, lequel s'appuie exclusivement sur la Passion de S. Saturnin. Ce document, publié par D. Ruinart, place l'arrivée du saint évêque de Toulouse sous les consulats de Dèce et de Gratus, *Decio et Grato coss.*

Les défenseurs de la mission de S. Saturnin aux temps apostoliques combattaient ce texte et le réfutaient au moyen d'un grand nombre d'arguments et de textes contraires. La découverte faite à Florence, à la Bibliothèque Riccardi, d'un manuscrit contenant une vie de S. Saturnin, est venue leur apporter un puissant secours.

Ce manuscrit (désigné souvent sous le titre de manuscrit de Macceda, du nom de celui qui l'a le premier révélé au monde savant) est, au plus tard, du commencement du XI^e siècle. Il contient la Passion de S. Saturnin telle qu'elle se trouve dans le texte de Ruinart, avec diverses additions; mais, ce qui est le plus remarquable, le passage relatif à la mission du saint est tout différent, et il la fixe sous le règne de Claude, successeur de Caius Caligula, *Claudio qui Gaio vita defuncto subrogatus...*

Ce manuscrit joint à d'autres documents et aux raisons que faisaient valoir les défenseurs de l'époque apostolique de S. Saturnin, est d'un grand intérêt dans la question. Il est regrettable qu'il ne soit pas assez connu, et M. Salmon s'estime heureux d'en avoir parlé en France l'un des premiers. Il a déjà eu l'honneur d'apprendre à la

Société qu'il avait examiné ce manuscrit à Florence avec grande attention, et qu'il l'avait trouvé conforme aux renseignements qu'en avaient donnés Macéda et Dom Piolin.

Il y a malheureusement des savants qui, voulant tout expliquer, donnent parfois sur les sujets qu'ils traitent des commentaires fort ingénieux, mais qui n'atteignent pas toujours le but qu'ils espèrent. Cette fortune n'a pas manqué au texte de Macéda. Des auteurs récents qui ne le connaissent que par quelques uns des écrivains qui en ont parlé, et qui lui reconnaissent une grande autorité, ont cru expliquer de la manière suivante la substitution des noms de Dèce et de Gratus à ceux de Claude et de Gaïus, que portait la Passion originale de S. Saturnin. Les noms C̄pio et Ḡo écrits en abrégé dans les manuscrits auront été lus plus tard *Consulibus Decio et Grato*. Cette supposition a peut-être le défaut de paraître trop ingénieuse, M. Salmon ne la veut point critiquer quant à son application à d'autres manuscrits, mais un des auteurs qui l'ont donnée ayant affirmé, à tort, que le manuscrit de Florence portait ces abréviations, il ne peut laisser passer, sans protester, une assertion qui pourrait avoir pour résultat d'être plus nuisible qu'utile à la cause que ces historiens veulent servir, il dépose donc sur le bureau une photographie du texte de Macéda, par laquelle la Société pourra s'assurer que ce manuscrit ne renferme en cet endroit aucune abréviation.

La Société remercie M. Salmon de l'épreuve photographiée qu'il veut bien lui offrir, et lui donne acte de sa communication.

La séance est levée à midi et demi.

Séance ordinaire du mardi 10 août 1869.

Présidence de M. BAZOT, Président.

M. le secrétaire annuel donne lecture du procès-verbal de la séance du 13 juillet.

Après cette lecture, M. l'abbé Jourdain fait remarquer que la commission nommée dans cette séance pour le projet d'inscription commémorative du Musée Napoléon comme Musée communal, ne contient pas le nom de M. Rembault. Cette omission ne peut être qu'un oubli de la part de M. le Président, attendu, dit-il, que M. Rembault est le premier qui a eu l'idée de cette inscription.

— M. le Président reconnaît cet oubli, et déclare que M. Rembault est et sera membre de la commission.

Après cette observation le procès verbal est adopté.

— M. Vion rappelle que c'est grâce à lui et à la suite d'un voyage qu'il a fait l'an dernier dans la province de Luxembourg, que la Société Archéologique de cette province s'est mise en rapport avec la nôtre. Il exprime le vœu qu'un mutuel échange de publications ait lieu.

— M. Garnier répond que cet échange aura lieu lorsque la Société Luxembourgeoise aura complété, comme il l'a demandé, l'envoi de ses d'annales.

— M. Garnier, auquel incombait la rédaction des procès-verbaux de la séance publique tenue le 18 juillet et de la séance générale qui a eu lieu le lendemain, donne lecture de ces deux procès-verbaux, qui sont adoptés et seront transcrits sur le registre des délibérations.

— M. Rembault fait connaître que M. Tilloy, rédacteur en chef du *Journal d'Amiens*, lui a donné personnellement

un titre en parchemin relatif à Lhomond, mais qu'il n'a voulu l'accepter qu'à la condition de l'offrir au nom de M. Tilloy à la Société des Antiquaires. En conséquence il dépose sur le bureau un acte du 21 septembre 1782 par lequel « Messire Charles-François Lhomond, prêtre, « professeur émérite en l'Université de Paris, y demeurant au collège du Cardinal Lemoine, rue S. Victor, « paroisse S. Jean l'Evangéliste, de l'enclos dudit collège, » vend une maison qu'il possédait à Chaulnes son pays natal. La Société vote des remerciements à M. Tilloy, et décide que ce titre sera conservé dans ses archives, qui possèdent déjà, ajoute M. Garnier, une pièce relative à cet homme célèbre, auquel la Picardie a élevé deux statues.

— M. de Roquemont, qui vient de lire dans les Mémoires de l'Académie impériale de Vienne, un travail sur tous les manuscrits de France relatifs au droit ecclésiastique, pense qu'il pourra amener quelque découverte nouvelle sur la Picardie, et propose l'examen de ce volume.

— M. Charles Salmon veut bien se charger d'examiner le travail signalé par M. de Roquemont.

— M. l'abbé Poiré, curé d'Herbeville, donne des détails intéressants sur les fouilles qu'il a faites à Framerville, dans un cimetière mérovingien, pour le compte de la Société. Les objets trouvés par lui sont étalés sur la table. On y remarque des vases nombreux en terre noire, des épées, des fers de lance, des agrafes de ceinturon, des boucliers, des bijoux, etc.

M. l'abbé Poiré, qui a rencontré en assez grande quantité des coquilles de limaçons dans l'intérieur des cercueils en pierre qu'il a explorés, s'étend sur le symbolisme qu'on

a établi entre le limaçon sortant de sa coquille après y être resté enfermé pendant l'hiver, et la résurrection de l'homme.

M. l'abbé Corblet pense que le symbolisme de la résurrection appliqué au limaçon n'a guère commencé à avoir cours qu'au xv^e siècle, qu'il a alors figuré à ce titre sur les monuments religieux, et qu'après cette époque il n'en fut plus question.

M. l'abbé Jourdain rappelle qu'aux stalles de la cathédrale d'Amiens, l'artiste a sculpté à plusieurs reprises des limaçons, sans qu'il y ait là aucun symbolisme applicable à la résurrection.

M. le Président, au nom de ses collègues, adresse à M. l'abbé Poiré des remerciements pour cette intéressante communication, qui est accueilli par les applaudissements de l'Assemblée, laquelle décide que l'impression en aura lieu dans le bulletin.

— M. Poiré annonce son intention d'explorer un autre cimetière à Fay près Framerville. La Société l'engage à lui faire part des résultats de ses nouvelles fouilles.

— M^g Corblet, à la suite de ce rapport fait remarquer que partout les tombeaux en pierre ont été dévalisés par des spoliateurs. Quand ces vols ont-ils eu lieu ? Comment les voleurs reconnaissaient-ils les tombes ? Telles sont les deux questions que pose notre collègue.

M. Garnier croit que les voleurs reconnaissaient ces tombes à un exhaussement des terres qui persiste longtemps encore après l'enterrement.

M. Poiré répond que des tombes ont été trouvées à 2

mètres de profondeur et que, malgré cela, elles n'avaient pas été à l'abri des profanations.

M. Corblet pense que, eu égard au profond respect que les anciens avaient pour les morts, les familles des défunts devaient laisser sur les tombes quelques signes indicateurs pour pouvoir les retrouver.

M. Garnier ajoute que les spoliations constatées partout doivent être très anciennes, et qu'elles constituaient sans doute une espèce d'industrie, puisqu'il y avait des peines très-sévères contre les violateurs des tombeaux.

M. Bazot croit que ces spoliations qu'on remarque partout dans les cimetières mérovingiens, doivent avoir été commises dans le siècle où eurent lieu les inhumations.

M. l'abbé Jourdain est du même avis.

— M. Bazot estime que les pierres des tombeaux de St.-Acheul proviennent de la vallée du Thérain.

M. Antoine les trouve analogues à celles de Fontaine-Bonneleau et de Croissy.

M. Rembault partage entièrement cette opinion et pense que c'était aux carrières les plus rapprochées d'Amiens que les habitants de cette ville devaient s'approvisionner, par conséquent à Fontaine-Bonneleau et à Croissy dont les carrières sont de beaucoup plus près que celles de la vallée de Thérain.

— M. le Secrétaire perpétuel donne ensuite lecture de la correspondance, et de la liste des ouvrages offerts.

De la correspondance il résulte que :

1^o La Société impériale d'agriculture et l'Académie des sciences de Lyon adressent quelques volumes de leurs

mémoires et réclament divers bulletins qui manquent à leur collection.

2° La Revue Celtique envoie son prospectus.

3° La Société Archéologique du Vendomois sollicite une souscription pour la statue qu'elle se propose d'élever à Ronsard.

— M. Leblanc, de Caix-en-Santerre, offre une perle en verre, une boucle en bronze et divers objets en fer trouvés dans des fouilles faites par lui à Caix-en-Santerre. Des remerciements sont votés au donateur.

— M. Garnier lit une notice sur Jacques Bauchant, de St. Quentin, par M. Desmaze, conseiller à la Cour impériale de Paris, membre non résidant. Jacques Bauchant, enfant ignoré de la Picardie, a dédié son manuscrit sur les *Voies de Dieu* à Charles V, roi de France. La Société décide que la communication de M. Desmaze sera publiée dans ses bulletins. (Voir page 226.)

ÉTUDES HISTORIQUES SUR AMIENS

Par M. A. DUBOIS,
membre correspondant.

MESSIEURS,

Lorsque les auteurs se servent de la tradition pour rapporter des faits de l'histoire, il arrive bien souvent qu'elle les fourvoie et qu'ils font fausse route.

Rien, à mon avis, ne vaut les documents et il faut avant tout les rechercher avec le plus grand soin.

C'est donc d'après des données authentiques que je vais avoir l'honneur de vous entretenir de quelques passages de l'histoire d'Amiens venant de tradition, et qui, quoiqu'entièrement faux, n'en sont pas moins passés dans le domaine public et sont trop souvent cités comme chose vraie.

Personne n'est tenté de mettre en doute l'existence à une époque reculée du château d'Amiens dont la conquête et la suppression furent achetées au prix du sang de nombreux habitants de notre cité. On sait qu'il embrassait une immense étendue, puisque l'on prétend que les murs longeant la rue Quincampoix sont encore des débris de cette forteresse. La rue des Vergeaux prit son nom, d'après les auteurs, d'une de ses dépendances, le verger. Mais comme l'esprit humain n'a point de bornes, il fallait à cet amas de pierres que l'on nommait château, un endroit où le guerrier pût se reposer des fatigues du combat; un châtelet ou petit château était donc nécessaire, on en plaça un rue des Sergents, et tous les auteurs jusqu'à ce jour ont désigné l'endroit comme se trouvant au coin de la rue des Crignons.

C'est une erreur, ce nom de châtelet ne remonte point à une époque aussi reculée.

Deux actes du 12 décembre 1515 viennent le prouver.

Ces deux actes renferment une vente faite par D^{lle} Nicole Defontaine, veuve de feu Guérard de Villepoix, en son vivant écuyer seigneur dudit lieu, et M^e Philippe de Conty, licencié-ès-loix Sr de Forestel tous deux héritiers de défunt M^e Nicole de Conty en son temps docteur en décret, préchantre et chanoine en l'église Notre-Dame, leur oncle.

A Noble homme Jehan du Chastel écuyer *seigneur du châtelet*.

Les droits parts et portions qu'ils peuvent avoir dans une maison, pressoir, jardin, pourprins et tennement avec les louages, cens, maisons et appendances y contigues et joignans, le tout répendant

et ayant yssue sur la rue du Marché aux fromaiges (rue des Sergents), des Crinons et du lieu que on dit et nomme le Court sire Firmin Leroux, séant à Amiens, tenant d'un côté dudit pressoir à Jehan le Chirier, d'autre costé à M^e Jehan Obry sur ladite rue des Crinons et par derrière à Robert de Canteleu.

Voici comment de maison de Conty on a appelé ce manoir, maison du Châtelet.

Le père Daire, tome 1^{er} page 458 dit : Le Mont des Olives fut placé en 1584 par les soins de D^{lle} Le Correux, femme de Simon Le Mattre. Cet ouvrage de maçonnerie porte 12 pieds en quarré. Jésus-Christ parait sur le haut priant son Père.

L'erreur n'existe pas quant au monument, mais elle est flagrante quant à la date et au nom de la personne qui a fait établir cette œuvre d'art.

Le 27 mars 1586, chez M^e Lymeu jeune, notaire à Amiens, un acte est intervenu entre Jacques Lecouvreur, bourgeois d'Amiens, demeurant paroisse St-Remi, et Mathieu de la Vacquerie son fils, demeurant paroisse St-Germain, pour l'exécution, moyennant la somme de 50 escus sols, d'un mont calvaire au cimetière Saiut-Denis.

Voici comment ce monument est décrit dans le contrat. Il sera composé de plusieurs sortes d'animaux, d'herbages et plantes sortant hors du corps de maçonnerie, comme grenouilles, lézars, couleuvres, sauterelles, poulius des champs, chicorée sauvage, ronces, espines, buissons et autres plantes.

Cinq figures grandes comme nature, en pierre de Faloise. Notre Seigneur Jésus-Christ en la forme qu'il estoit au jardin d'Olivet priant Dieu son Père ; savoir : à deux genoux et à demy les bras tendus. St. Pierre, St. Jehan et St. Jacques lesquels faudra démons-

trer estre en grand sommeil, s'efforçant toutefois de veiller et prier Dieu.

Un ange tenant en ses mains un calice. Cet ange sera posé et assis sur un des croisillons d'une croix qui sera au dit mont.

La terrasse sera sculptée de têtes de morts et ornements.

La description est complète, je pense, et l'équivoque n'est plus permise.

Je me suis bien souvent élevé contre l'habitude légendaire qui désigne la maison à l'extrémité de la rue de Ville, paroisse St-Leu, comme ayant été l'hôtel-de-ville d'Amiens et j'ai demandé, dans un intérêt historique, que la municipalité fît supprimer l'inscription placée par le propriétaire de ce reste d'habitation.

On continue cependant, dans le public, à désigner cet immeuble comme étant l'hôtel-de-ville ancien.

Je ne rappellerai point toutes les citations que j'ai faites, mais je dirai seulement que ce manoir fut construit à l'extrémité de la rue aux Coulons vers 1480, par noble homme Jehan de la Motte sieur de Ville et que depuis ce temps la rue a porté successivement les noms de M. de Ville et rue de Ville, et que, dans le cas contraire, on l'eût nommée rue de l'hôtel commun, rue de l'hôtel-de-ville ou rue de la Mairie.

Je demanderai donc votre appui, MM., pour obtenir de l'administration municipale que par une lettre toute de politesse elle veuille bien engager le propriétaire à faire disparaître cette inscription qui met tout le monde, étranger comme citoyen, dans la plus grande des erreurs.

Il est encore des traditions qui s'appliquent et qui ne s'expliquent point, je m'arrêterai seulement sur une citation.

Lors des fêtes publiques, les habitants de la rue des Trois-Cailloux

placent, comme emblème de leur rue, un écusson chargé de 3 cailloux ; c'est encore une faute.

L'ouverture de cette rue eut lieu aussitôt après la démolition de la muraille intérieure de la ville par ordre de Louis XI, elle prit le nom de rue qui maine de la belle croix au cimetière St Denis ; on l'a ensuite appelée rue des fossés St-Denis, rue neuve des Fossés, rue de Bracq à cause du jeu de paulme de ce nom qui s'y trouvait, puis rue des Trois-Cailleus et plus tard rue Beauregard du nom d'une enseigne où il y avait aussi un jeu de paulme.

Ce nom de Trois-Cailleus qui s'est francisé et qui a fait Cailloux, lui vient d'une propriété importante échue en partage à trois frères Claude, Martin et Pierre Cailleu ; voilà tout le mystère, de là le nom donné à l'hôtel sur l'emplacement duquel fut construit la maison connue sous le nom du Logis-du-Roi.

Après avoir cherché à détruire dans vos esprits quelques traditions erronées, permettez-moi de distraire vos instants par la citation de quelques usages que je crois inédits et qui, je l'espère, captiveront votre attention.

La tradition s'écrit, devient une légende, laquelle se colportant de génération en génération s'incruste, s'enracine si profondément que l'on ne peut l'extirper.

Dans le xv^e siècle, les hommes et les femmes qui se remariaient devaient payer aux princes et compagnons de la confrérie de St-Firmin, une gracieuse somme d'argent, laquelle somme était employée à faire les dépenses nécessaires au port de la châsse de St.-Firmin le jour de l'Ascension, et pour boire et manger ensemble et faire danser les demoiselles après dîner ledit jour, pour l'honneur, est-il ajouté, du benoist corps du St martir, comme de longtemps est accoutumé.

Il paraît qu'à cette époque on éprouvait bien souvent le besoin de se récréer.

Les douze frères du St. Sacrement assistaient pieds nus aux processions. Le 15 juin 1546, ils demandent aux maieur et échevins 60 sols pour eux récréer ensemble après la processiou. Les édiles, par délibération spéciale, repoussent cette demande qui a dû priver plus tard le peuple d'un spectacle qui consciencieusement ne devait guère avoir d'attrait.

Les abbés, religieux et couvent de St Antoine en Viennois écrivent le 2 juillet 1551 aux maieur et échevins d'Amiens pour obtenir l'autorisation de mettre courir avant la ville 24 pourchiaux ou autre nombre raisonnable avec clochette et enseigne au cou pour le bien Dieu et le couvent.

Cette singulière coutume de faire nourrir des animaux immondes dans les villes et aux dépens des habitants était vraiment un abus qui ne pouvait que propager les maladies pestilentielles et occasionner les plaies hideuses de la lèpre qui a fait tant de victimes en France ; il n'est donc pas étonnant que les magistrats d'alors aient formellement refusé de donner leur assentiment à l'accomplissement de ce singulier usage,

Dans le commencement du xvi^e siècle, chaque dimanche, un pain béni était porté processionnellement à la chapelle de Notre-Dame de Grâce près Montières. Cet usage tendant à dégénérer, l'administration, par sa délibération du 15 février 1560, le modifia de la manière suivante.

« Sur ce qu'il est remontré au dit eschevinage que chacun dimanche on porte à la chapelle Notre Dame de Grâce près cette

« ville un pain bénit au son d'une pipette où se trouvent et assem-
« blent plusieurs filles et chambrières, ce qui semble tourner plus
« tôt à moquerie et desbauche que à dévotion. A esté ordonné
« que deffenses seront faites à ceux qui jouent des dites pipettes
« de assister à l'advenir ceulx portant les dits pains bénis avec
« leurs pipettes en peine d'amende arbitraire.

Suppression de la pipette, plaisir perdu, coutume renversée.

JACQUES BAUCHANT

Sergent d'armes, — Bibliophile Saint-Quentinois

(XIV^e SIÈCLE)

Par M. Charles DESMAZE

Conseiller en la Cour impériale de Paris, titulaire non résident.

(*Celebrare domestica facta.*)

Charles V, dit le Sage, continuant l'œuvre des Rois ses prédéces-
seurs, encouragea puissamment les lettres et (1) développa la
traduction des livres de l'antiquité — Sous ses auspices en effet,
nous voyons Raoul de Presles ou de Prayères traduire la *Cité de Dieu*,
depuis la (2) Toussaint de 1371, jusqu'au 1^{er} septembre 1375.

En récompense de ce travail le Monarque accorde à son Maître des
Requêtes, le 28 octobre 1371, une pension annuelle de 400 livres,
portée bientôt après à 600 livres (3). — A côté de R. de Presles
est un autre Picard, — Jacques Bauchant, récemment signalé par

(1) Paulin; Paris — Les manuscrits français, IV. 351.

(2) Manuscrit 1379 — Fonds Gaignère — Bibl. impériale.

(3) Collect. Dupuy, 755 fol. 98. — Bibl. imp. manuscrit latin, 3233, fol
27.

les recherches de l'érudition moderne (1) et que votre piété envers vos ancêtres doit recueillir et adopter. Telle est en effet la tâche des Académies de province, tel est aussi leur honneur, c'est d'étudier l'histoire, les monuments, les illustrations, les gloires locales (2). C'est en interrogeant le passé que chacun de nous apportera sa pierre à l'œuvre de l'avenir ; si l'agitation est à la surface de toute entreprise humaine, l'immuable dessein de Dieu est au fond. Nous devons méditer, avec recueillement, sur l'existence de nos aïeux qui, au milieu des orages, des agitations, des misères de leur temps étudiaient cependant et amassaient des livres pour les générations futures. Sans ces modestes et obscurs collationneurs, sans ces scribes infatigables, la parole des maîtres se fût vite éteinte comme un son dans l'espace, et l'antiquité eût été, pour nous, lettre morte. — Bauchant, de Saint Quentin, mérite donc une mention toute particulière, et nous essaierons cette entreprise, en réunissant les différents traits épars, avec lesquels nous reconstituerons sa figure effacée par le temps, et son nom rongé par l'oubli.

Nous allons interroger, pour en mieux connaître l'auteur, l'œuvre même qu'il nous a laissée ; s'il est vrai que le style soit l'homme,

— Bauchant était humble de cœur — son langage est plein de reconnaissance envers le Roi, son bienfaiteur, et les pourtraictures nous le montrent toujours agenouillé, devant son très-redouté Souverain.

Le manuscrit, contenu à la Bibliothèque impériale de Paris (Fr. 1792), est intitulé : *Les voies de Dieu*. — *Ce livre est des voies de Dieu, qui furent annoncées par l'ange de Dieu le très-haut à Sainte-Elisabeth.*

Une miniature coloriée représente le Roi, la couronne en tête, assis sur un pliant ; il reçoit de Bauchant un livre, relié en maroquin

(1) M. Léopold Delisle (de l'Institut) — le cabinet des manuscrits de la Bibliothèque impériale.

(2) Ramus — XVI^e siècle. — Cherbuliez, éditeur, rue de Seine, à Paris.

rouge, doré sur tranche. Derrière le Roi, sont cinq personnages, la salle où ils se trouvent est tapissée de fleurs de lys, une porte est au fond à droite.

Après le titre du livre on lit ; *Ci s'ensuit le prologue du translateur.*

« A vous très excellent et très puissant Prince Charles le quint
« Roy de France, je Jacques Bauchant de Saint-Quentin, votre petit
« serviteur, sergent d'armes tout nouvellement appelé, — de tout
» mon petit pouvoir à votre service, mon très redouté Seigneur,
« Pour ce que la mémoire des hommes est labile et aussi que les
« faiz et les choses advenues ne chessent en oubliance fut trouvé à
« mettre en escrip ce que les vaillants hommes et sages ont servi,
« fait et advisié. » Après avoir parlé de la fondation de Rome
et de la diversité des langues humaines, l'auteur continue ainsi :
« Mon très redouté Seigneur, quand de votre bénigne grâce il vous
« plut à moi faire tant de honneur comme de moi retenir à vous
« et faire votre sergent d'armes, pour ce que il vous fust rapporté
« d'aucuns, que j'avois plusieurs livres et que je mi cognoissoie
« aucunement, vous me commandastes que je vous apportasse.
« pour essayt, les titres de tous livres, que je avoie par devers
« moi, les quieux je vous apportai. — Etoistes lire espécialement
« ceulx en latin, entre lesquels vous advisates le titre d'un petit
« livret moral intitulé : le livre des voies de Dieu et, pour ce que il
« vous sembla par le titre qu'il estoit ou devait estre assez moral et
« aussi pour essayer si je me savois d'aucune chose entretenir, il
« vous plut à moy mander que je vous le translataste de latin en
« français, lequel commandement confiant de votre grant bénignité
« je reçu. — Non pas que je me sentisse souffisant à ceste œuvre
« ni à aultre translater, mais pour obéir à vostre commandement,
« je l'ai translaté au mieux que j'ai pu. — Et pour ce, mon très
« souverain et redouté Seigneur, je supplie très-humblement à
« vostre royale sagesse que ceste petite translation il vous plaise

« recevoir en gré, bénévolement supporter les deffauts et tenir se
« il y a aulcun bien que il vient tout de Dieu et rien de moy. »

Et après sensuivent les Rubriques des chapitres de ce livre, — premièrement les Visions de Madame Elisabeth.

Le manuscrit de 89 pages, dans un très remarquable état de conservation se termine par ces mots : *et finit le livre des voies de Dieu.*

— Le Roy qui avait, comme le dit Bauchant, *ceste noble affection de faire translater livres espécialement historiens et moraux*, chargea son sergent d'armes de lui traduire un livre de Sénèque.

Le texte français de cette traduction nous a été aussi conservé ; il figure parmi les manuscrits de la Bibliothèque Impériale — (Français 1090.)

— A la première page se trouve une miniature représentant le Roy debout, devant lui, Bauchant, à genoux, lui offre un livre avec fermoir ; l'entrevue a lieu dans un jardin (peut-être celui de l'hôtel Saint-Pol,) où se trouvent trois autres personnages.

— « A vous très noble, très excellent et très puissant Prince et,
« en vérité, la fleur et la merveille de tous princes terriens, Charles
« le Quint de ce nom, Roy de France, digne de règne et de régner,
« — Jacques Bauchant de St.-Quentin en Vermandois, vostre petit
« et humble serviteur et sergent d'armes, luy, et ce petit qu'il a de
« pouvoir prest en vostre service. Et vous veust en telle manière
« persévérer ou gouvernement de vostre règne que ce soit ou
« plaisir de Dieu, au salut de vostre âme, à l'honneur et à l'utilité de
« vous et de vostre peuple et à la confusion de tous ceulx qui sont
« ennemis de vous et de vostre royaume.

« Ressouvenant, très redoublez et renommez Prince, de vostre
« petite créature, confiant de vostre constante débonnairété, — de
« vostre souveraine bénignité, non de mes mérites, après ce que
« autrefois vous présentai le livre : *Madame Sainte-Elisabeth* — Des

« *révelations des voies de Dieu.*, — que je translatay de latin en
« français, me suis ores derechief enhardi de présenter à vostre très
« haulte et très excellente Majesté ce petit livre, que Sénésque fit
« entre les aultres, qui est intitulé : *Des remèdes ou conforz des mauz*
« *de fortune qui aviennent ou peuvent avenir aux hommes*, lequel livre
« il envoya à un sien amy apellé Callio, que j'ai translaté en fran-
« çois, selon le faible sens de mon pouvre entendement. — Et
« jacoit que ce livre soit petit en escripture, il m'a esté assez duré
« en translation, tant pour ce que je n'ay pu trouver vrais exem-
« plaires en du tout semblables, mais les uns plus contenant aultre-
« ment que les aultres, tant pour ce que le stile est grief et estrange
« quant à moy et espécialement pour la foiblesse de mon jugement
« et de ma petite science.

« Pourquoi, très redoubté et très débonnaire Prince, je supplie
« très humblement à vostre haulte et très bénigne Majesté, qu'il
« vous plaise à supporter mon ignorance et prendre en gré et en
« patience mon petit œuvre, à l'exemple du Souverain Roy, qui
« eût plus agréable le petit don de la pouvre femme que les grandes
« offrandes du riche. Et à l'exemple mesme de Jupiter le grant Dien
« des païens qui, en ce, peut estre figuré à Nostre Sauveur
« Jhesu-Christ, — lequel, selon ce que dient les poètes, quant il
« descendit en terre pour le monde réformer, se hébergea en la
« pouvre maisonnette de deux vieilles gens, c'est assavoir Philémon
« et Baulcis sa femme, et prist plus en gré leur petit lieu et la
« pouvre et maigre chère, que la vielle lui mit devant, que les haulz
« tois et les riches sentiers des plus grands. — Et si plaist Dieu que
« vous le daigniez recevoir en gré, j'ai en projet de faire aultre chose
« où j'espère s'il vons plaist que, à l'aide de Dieu, vous y prendrez
« autrefois plus grande plaisance et, pour ce, metteray paine à le
« faire de cuer. — Car, ainsi comme dit Ovide à Auguste César en
« son premier livre intitulé : *De fastis*, vostre bon et gracieux sem-

« blant met mon povre cuer réjouir, et mon petit entendement
« enforcer et relever et le contraire, — moy et mon propos du
« tout abattre et aveugler. Or est assavoir pour l'entendement de ce
« livre que si, — comme dit Aristote en latin du premier livre des
« *Ethiques*, — en homme sont deux natures contraires, c'est assa-
« voir Sensualité et Raison. — Sensualité si est toujours adverse à
« Raison et Raison la doit corriger comme la Dame sa chambrière.
« — Et ceste Sensualité, selon que dit Monseigneur Saint Paul, est
« la loy des membres, dont il disoit qu'il sentoit une loy en ses
« membres, répugnant à la loy de sa pensée, c'est-à-dire à la loy
« de sa raison. — Et selon ceste ymagination, Sénèque, en ce
« livre, fait un dialogue de deux personnages, c'est assavoir de
« Sensualité et de Raison, et si j'entends le tiers, c'est assavoir
« l'homme auquel Sensualité met avant dolours et paours, qui le fait
« frémir et doubter. — Et Raison le conforte en respondant à
« Sensualité, à son nom et à la fois au nom de l'homme conforté
« — Comme si l'homme parlast ou respondit et à la fois, aussi Sensua-
« lité parle en personne de l'homme desconforté. Mais pour la
« translation estre plus plaine et plus entendable, et pour ce,
« ainsi que je l'ai trouvé en aucun de mes exemplaires, au lieu
« de Sensualité, j'ay mis Callio, auquel Sénèque envoyait son livre,
« qui met avant les doubtes et douleurs, et Sénèque au lieu de
« Raison. Si que Callio sera complaignant et mettant avant les
« doubtes et douleurs, — et Sénèque sera confortant et respondant
« aux doubtes. — »

— S'ensuyt la table de chacun chapitre de ce livre : *des Remèdes contre fortune*.

— Le manuscrit, où se trouve cette traduction, comprend quatre-vingt-quinze pages, terminées par les mots suivants : *les meffets, afin que Dieu, au point de ta mort, nous veuille pardonner les nôtres*.

— Nous avons cru devoir rapporter, en leur entier, pour les

sauver de l'oubli, avec le nom de (1) Bauchant, les pages qu'il nous a laissées.

Elles ont gardé, comme un parfum de terroir, dont on ne peut méconnaître la finesse et le montant.

— A côté des pages du traducteur de Sénèque, le temps a respecté quelques uns des livres, possédés jadis par Bauchant ; son écriture y est encore empreinte, d'une manière incontestable. — En différents endroits, le propriétaire a tracé son nom, marqué de son signe ces pages qu'il a si souvent feuilletées, si souvent contemplées avec amour. Précieux trésor, dont il faudra se séparer un jour, mais qu'une averse et jalouse possession a cherché à conserver ! — La Bibliothèque impériale de Paris (2) a conservé un des livres de Jacques Bauchant, — il renferme la traduction de Végèce, — *de la chevalerie*, faite en 1284, par Jean de Meung, — (*Manuscripts Français* 2063,) pour Jean, comte d'Eu le lapidaire. — A la suite de Végèce, se trouve le testament de J. de Meung, ajouté, après coup, au volume. — Ce livre fut copié, en 1340, pour Maître G. de Dynant et acheté à Noyon, en mars 1367, par Jacques Bauchant, au prix de trois florins d'or. — Au folio 107 — *verso du manuscrit* (3) on lit :
« Chil livre est Jacques Bauchant, sergent du Roy nostre sire en
« la prévosté de St.-Quentin en Vermandois et li cousta à Noyon
« III florin d'or, que l'on dit francs, qui valent surtout XVIII
« sols Parisis — Che fu au mois de march, l'an MCCCLXVI. —
» Qui le trouve ou qui il le prestera, si le rende, si fera ce que il
« devera et contient dusques chi XIII quahiers et V foellais et
» surtout XV quahiers.

(1) Léopold Delisle, — *Le cabinet des manuscrits à la Bibliothèque impériale.*

Voir dans le même dépôt les *Manuscripts français* nos 1792, 1090, 2063,

(2) *Cabinet des Manuscrits par Léopold Delisle (de l'Institut.)*

(3) *Bibl. imp. de Paris (Manuscripts Français. 2063.)*

Au verso de la page on lit : « C'est J. J. Bauchant, demourant
« à St. Quentin en Vermandois. »

Enfin au dernier feuillet du manuscrit est une note de Jacques Bauchant, dans laquelle on remarque ces mots : « Tous chil livres,
« ainsi qu'il est loués, a consté LXIII sols, — le gros tournois
« pour XVI de Parisis. »

Jacques Bauchant quitta sa fonction, ses livres et la vie, en l'année 1396, car un acte du 12 janvier 1397 mentionne les exécuteurs testamentaires du défunt. — « Suivant quittance (1) Guillaume de
« Villemen confesse avoir en reçu de Jean Poulain la somme de
« quatre livres tournois, pour exécution du testament de feu Jean
« Bauchant, jadis sergent d'armes du Roy nostre sire, étant à
« St.-Quentin en Vermandois. »

— Fait l'an 1396 et le vendredi XII janvier,

A qui Bauchant avait-il légué ses livres, les compagnons fidèles, assidus et charmants de sa vie ? — L'histoire n'en dit rien, elle nous révèle seulement qu'une partie de la bibliothèque du sergent d'armes de Charles V fut vendue au duc d'Orléans, comme nous l'apprend la quittance suivante :

« Maître Olivier de l'Empire, — l'un des quatre maistres principaux libraires de (2) l'Université de Paris, confesse avoir eu et
« reçu de Jean Poulain, trésorier de Monseigneur le duc d'Orléans,
« — la somme de quarante huit solz Parisis, qui deubz lui estoient
« pour avoir prisé certains livres, que ledit Monseigneur le Duc a
« achetés, ou moys de mars dernier passé, lesquels furent feu
« Jacques Bauchant, demourant à Saint-Quentin, — de laquelle

(1) *Bibliothèque impériale de Paris (Département des manuscrits.)*

(2) *Bibliothèque de Charles d'Orléans à son château de Blois en 1427, par Leroux de Lincy — 1843. — Archives de Joursanvault. — n° 839.*

« somme de XLVIII sols Parisis ledit maistre Olivier se tient à
« bien paie et quicte. »

Fait l'an mil CCCXX et seize, le Dimanche — V^e jour d'Avril
avant Pasques. » J. Manuel Olivier.

Tels sont les renseignements que nous avons recueillis sur
notre concitoyen Jacques Bauchant, sergent d'armes à St.-Quentin
et nous demandons pour lui, comme pour nous, indulgence et souve-
nir.

Paris 8 Juillet 1869

LA MAISON

FRAGMENTS D'UNE CONFÉRENCE FAMILIÈRE

Par Charles LUCAS, Architecte,

Membre correspondant..

I

Quelle idée se faire de la *Maison*? Certes, ce n'est ni le palais de
marbre et d'or réservé au Souverain, ni même l'hôtel qui reçoit, sous
ses riches lambris, les privilégiés de la fortune; ce n'est pas non
plus le comptoir exclusivement réservé au négoce et encore moins
cette ruche moderne dont les étages s'entassent l'un sur l'autre, des
profondeurs du sol qu'ils disputent parfois à la nappe d'eau souter-
raïne, jusqu'aux premiers nuages du ciel qu'ils semblent menacer;
mais ce sera ce modeste et honnête asile dont la possession fait l'am-
bition intime du plus grand nombre, cette demeure, pas trop grande,
qui rappelle les vers du fabuliste aimé :

Plût au ciel que de vrais amis,
Telle qu'elle est, dit-il, elle pût être pleine ! (1)

(1) La Fontaine, Livre IV, Fable XVII. *Parole de Socrate.*

que tous les cœurs bien nés désirent acquérir pour y former un jeun en paix les yeux des grands parents ; pour y élever, dans la légitime aisance que donne le travail quotidien, la jeune famille qui, elle aussi, devra songer un jour à se créer sa propre habitation ; pour y conserver enfin, à l'ombre du foyer domestique, sous les regards bienveillants des portraits des ancêtres et à l'aide des puissants secours de la religion ce culte des nobles et pieuses traditions qui font les nations grandes par leurs vertus plutôt que par l'étendue de leur territoire ; les familles considérables par l'union de tous leurs membres plutôt que par la richesse de quelques-uns d'entre eux ; les hommes honorés parce qu'ils donnent autour d'eux de bons exemples plutôt que parce qu'ils occupent un rang élevé dans la société.

N'est-ce pas là l'idée qu'il faut se faire de la Maison : idée qui rappelle ainsi le *Domus* patriarcal des grandes époques de la République Romaine ; le *at home* de nos voisins les Anglais si bien passés maîtres dans la science du *comfort* ; idée qui fait songer au *chez nous* des enfants, et qui enfin, si elle n'est qu'un idéal bien souvent chimérique, est parfois aussi la cause de laborieux efforts pour conquérir cet idéal et de bien douces illusions, trop respectables pour qu'il puisse être permis de les détruire.

II

LE PREMIER ABRI

On nous permettra, remontant à l'origine de l'homme, de ne pas la dépouiller de toute poésie légendaire et de rechercher, dans la tradition sacrée aussi bien que dans la science profane, quel dût être son *premier abri* ?

Quelles que soient les versions fournies par les diverses traditions, devenues plus tard des dogmes religieux, il est, au début de notre humanité terrestre, un drame simple, mais saisissant et grandiose, et que toutes les mythologies, mêmes celles qui s'écartent le plus

des traditions fondamentales de notre radieux christianisme, ont conservé comme le point de départ de notre vie terrestre. Ce drame, qui ouvre d'une façon si imposante la marche de notre humanité, est la chute de l'homme après sa désobéissance, son exil d'un jardin de délices où tout pourvoyait en abondance et sans fatigue de sa part à ses besoins encore simples, et enfin, — car la science est ici d'accord avec la tradition pour le reconnaître, — c'est la présence de l'homme et de la femme, seuls de leur espèce et nus, sur un sol qu'avant eux et depuis des milliers d'années formaient de nombreuses stratifications géologiques, que couvraient de puissantes familles de végétaux aujourd'hui disparues et où erraient des races innombrables d'animaux gigantesques.

Que devint, sur ce sol où se succédaient les saisons, le couple infortuné d'où nous procédons tous ? Quelles tristes préoccupations durent agiter l'esprit du premier homme lorsqu'il vit l'automne, avec ses pluies encore tièdes, suivre l'été aux brûlantes ardeurs et annoncer pour ainsi dire les frimas de l'hiver, et que, dans un embrassement plus tendre que de coutume, au milieu des premières douleurs de l'enfantement, la femme vint lui apprendre qu'elle allait être mère et lui faire pressentir que, sur ce sol humide et exposé à toutes les intempéries, allait naître l'espoir de leur race.

Oh alors, l'homme dut se ressouvenir de la malédiction du Créateur, il songea avec tristesse à la femme qui allait enfanter dans la douleur, à la fragile créature dont la venue prochaine remplissait son cœur d'orgueil et d'inquiétude à la fois, et il dut réfléchir cruellement à cette loi d'expiation qui lui était faite de gagner son pain à la sueur de son front. C'est pourquoi, soutenu par l'espérance qui se lisait dans les regards de la femme et qui devait tant l'aider dans l'accomplissement de sa tâche terrestre, l'homme s'efforça de mettre la tête de sa compagne et la sienne à l'abri des intempéries des saisons, de se préserver tous deux des attaques des animaux des forêts,

et de construire, comme presque tous les êtres vivants de la création, un nid pour protéger la naissance de leurs enfants.

La Science, avec une autorité plus reconnue aujourd'hui et dont le contrôle est rendu indispensable par l'esprit de doute qui nous agite, ne nous écartera guère de ce point de départ et l'illustre archéologue suédois NILSSON indique fort bien dans son livre : *les habitants primitifs de la Scandinavie* (1), la nature des *premières habitations de l'homme*, dont Eschyle, le tragique grec, rapportait ainsi l'origine : (2)

Ils ne soupçonnaient pas, jusqu'au jour du réveil,
L'art d'élever des toits éclairés au soleil,
Comme l'insecte errant dont le chêne fourmille
Dans le creux des rochers s'abritait leur famille.

La première construction de l'homme fut donc un berceau, un lit de feuilles sèches probablement, ramassées et portées dans l'anfractuosité d'un rocher, ou garanties de la pluie et du soleil par quelques branches entrelacées à l'aide de lianes et tenant encore aux arbres auxquels elles étaient empruntées ; recouvertes aussi par des fourrures d'animaux tués à la chasse, par de la terre ou par de grossières nattes tissées sans aucun art.

Abattre quelques rugosités de la pierre ou assembler quelques branchages sont donc les rudiments naturels de la maison en pierre ou de la maison en bois et en général de toute construction ; aussi retrouve-t-on assez facilement la trace de ces essais primitifs dans les chefs-d'œuvre même de l'architecture actuelle.

Nous ne parlerons pas ici d'une troisième sorte d'abri, de la *Tente*

(1) Ch. IV, *Habitations primitives et cavernes de Scanie*, Paris, Reinwald, 1868.

(2) Trad. EUG. MAGNE, *Prométhée enchaîné*, Sc. IV, Paris, Hachette, 4846.

qui servit surtout de demeure aux peuples de l'Orient et aux tribus nomades des déserts ; car, autant la tente a conservé, dans certaines régions asiatiques, une grande influence sur l'architecture de la maison à toutes les époques ; autant elle en eut peu sur le développement de nos constructions occidentales.

III

LA MAISON ANTIQUE.

Dans l'antique Egypte et dans l'Inde, ainsi que dans une partie de l'Amérique, les premiers habitants cherchèrent surtout leurs demeures dans le roc dont ils agrandirent les fissures et les crevasses, dont ils régularisèrent les antres difformes, autrefois occupés sans partage par les animaux des forêts, et lorsque ces peuples construisirent à ciel ouvert, en entassant l'un sur l'autre des blocs de terre séchés au soleil ou, mieux encore, les fragments quelquefois gigantesques de cette montagne dont ils avaient autrefois habité les flancs, leurs constructions gardèrent au travers des siècles et perpétuèrent jusqu'à nos jours, dans leur disposition et leur décoration intérieures et extérieures, comme un souvenir frappant de la caverne antique qui leur avait servi de premier asile, et qui, quoique abandonnée, resta le type architectural de leurs demeures nouvelles.

La même loi présida aux constructions de la Phénicie et de la Grèce, comme aussi à celles des régions du Nord de l'Europe. Après une première civilisation, au reste presque partout générale et dite des *Hommes des cavernes*, les peuples de l'Occident, parvenus à un degré d'industrie plus avancé, mirent en œuvre avec grande intelligence de nouveaux matériaux. Défrichant les forêts séculaires qu'ils avaient parcourues dans tous les sens, lorsqu'ils vivaient uniquement des produits de leur chasse ; ils construisirent leurs demeures nouvelles avec des troncs d'arbre dressés et isolés ou rapprochés, mais reliés par des parties transversales ; et lorsqu'ils

crurent, beaucoup plus tard, devoir abandonner ce système de construction presque exclusivement en bois et qui constitue un véritable âge intermédiaire dans le développement de leurs habitations ; les demeures que ces peuples élevèrent en pierre, en brique, en marbre ou en granit, conservèrent, dans leur forme et dans leur ornementation, la trace des exigences de la construction en bois. C'est ainsi que le tronc d'arbre mis debout s'est perpétué dans la colonne isolée, et que la pièce de bois équarrie, posée horizontalement afin de supporter le toit, se retrouve dans l'architrave en pierre reposant sur ces mêmes colonnes.

Les rapports des différentes parties du monde ancien, surtout de celles qui avoisinent la mer Méditerranée, autrefois si bien nommée *Mer Intérieure*, et l'influence civilisatrice des colonies tour à tour fondées par les différents peuples de l'antiquité, avant que ce bassin méditerranéen ne devint le grand Empire Romain, amenèrent successivement l'emploi de formes communes à divers pays pour réaliser des besoins à peu près les mêmes, surtout chez des peuples soumis à des influences climatiques peu différentes : aussi nous bornerons-nous à citer pour l'antiquité la *Maison Romaine* telle que nous la font concevoir les écrivains anciens et les ruines de Pompéi, ce magnifique livre de pierre, si précieux quoique si délabré, qui fournit chaque jour tant de nouveaux documents à l'étude de l'habitation antique, sans le remarquable discours que notre honorable vice-président, M. Hesse, vient de vous faire entendre, car il a brillamment développé un sujet qu'à peine nous pourrions effleurer.

Cependant il est une observation commune à faire à l'habitation dans les deux républiques anciennes, Athènes et Rome : c'est celle de la petitesse relative et de l'exiguïté de leurs maisons, si on compare celles-ci aux nôtres et surtout si on les compare aux édifices publics de ces mêmes cités. C'est que dans les républiques de l'antiquité, telles que Athènes et Rome, tant qu'elles furent dignes de

leur indépendance et surent la conserver par le courage militaire et les vertus de leurs citoyens, la vie de ces derniers se passait au-dehors : dans les temples à honorer les dieux ; sur la place publique (*agora* ou *forum*), à discuter les affaires de l'Etat ; dans les tribunaux, à rendre la justice ; dans les théâtres ou dans les jeux publics, à entendre exalter les actes des héros ou à voir concourir les athlètes ; sous les portiques et dans les jardins des gymnases à suivre les leçons des philosophes ou à lutter aux exercices du corps ; toutes occupations forcées chez un peuple où le citoyen était tour-à-tour prêtre, homme politique, magistrat, instituteur ou soldat et devait, par ses hautes capacités aussi bien que par sa position, être à même d'occuper les plus hautes charges de l'Etat comme de donner le meilleur exemple.

De plus les habitudes antiques recommandant aux convives de ne jamais dépasser dans un festin le nombre des *Muses* et d'atteindre au moins celui des *Grâces* ; c'est-à-dire de se réunir trois au moins et neuf au plus, de là, l'exiguité des salles à manger ; aussi le visiteur est-il étonné à Pompéi, cette ville grecque de l'Italie Romaine, dont une catastrophe si précieuse pour l'archéologue a fait un miroir fidèle de la vie antique en en reflétant encore après tant de siècles tous les actes si divers, de rencontrer comme des habitations en miniature et paraissant destinées à des hommes de petite taille ; lorsque, contraste frappant, le nombre et les dimensions des édifices publics indiquent bien toute l'importance et même l'activité fébrile de la vie politique du citoyen romain. N'est-ce pas là un point de vue très-intéressant de la société antique, point de vue que nous devons malheureusement nous contenter d'esquisser ici en ajoutant : à demeures modestes, grandes places publiques et, sans rappeler Cincinnatus quittant la dictature et retournant à sa charrue cultiver son champ après avoir sauvé la patrie, pénétrons-nous bien de cette pensée : aux citoyens sachant borner leurs désirs, à ceux-là seuls,

appartient de guider les grandes nations dans l'accomplissement de leurs grandes évolutions sociales.

Nous aborderons donc de suite l'étude de l'habitation en France pendant le moyen-âge, espérant vous intéresser de plus en plus à mesure que nous avancerons dans nos recherches sur les demeures de ceux qui furent nos ancêtres.

IV

VILLAS MÉROVINGIENNES.

On conçoit que les Romains, vainqueurs du monde connu, ne pouvaient se contenter de ces grossières cabanes, faites de branches d'arbre, de roseaux et de boue, que Vitruve décrit avec tant de dédain comme étant le refuge des habitants des Gaules, des Iles Britanniques et de l'Espagne, et qu'à l'époque de leur toute puissance, lorsque les colons et les légions venus d'Italie élevèrent, sur le sol aujourd'hui français, ces monuments qui, après dix-huit siècles, excitent encore de notre part une admiration sans réserve, ils aient construit, sur le modèle de leurs *villas* ou maisons des champs et de campagne des environs de Rome, des habitations gallo-romaines différant essentiellement des habitations gauloises, sans pourtant se rapprocher de nos demeures actuelles.

Ces maisons, mêmes les plus considérables, consistaient généralement en un simple rez-de-chaussée, surmonté quelquefois d'un petit étage, le tout sans fenêtres sur la rue. Les pièces nécessaires au service de la maison et l'appartement des hôtes étaient bâtis autour de deux cours intérieures, l'une destinée aux étrangers, l'autre appropriée à la vie privée : cette dernière partie était surtout l'habitation des femmes. Toutes les grandes distributions publiques ou privées se trouvaient donc au rez-de-chaussée; l'étage supérieur ne contenait que des annexes aux appartements inférieurs, quelques

pièces pour le logement d'hiver, et des chambres pour les gens de la maison, serfs ou esclaves

Dans de telles constructions, rappelant assez bien par leur isolement ou leur agglomération, les *domus* et les *insulae* des Romains ; les grands escaliers, qui font un des principaux ornements de nos palais et de nos hôtels, voire même de nos maisons modernes, étaient tout-à-fait inconnus. Ordinairement, et de même qu'à Rome, ils étaient distribués irrégulièrement dans les différentes parties de l'immeuble, selon l'exigence des besoins, et presque tous étaient en bois, très-étroits et très-rapides. Des jardins plus ou moins spacieux accompagnaient toujours ces villas qui embrassaient ainsi une grande étendue de terrain.

Les habitations d'un ordre secondaire ne différaient des palais et des grandes villas que par leur moindre superficie, occupée en constructions ou en jardins, et par une décoration beaucoup plus simple ; car cette dernière se retrouvait partout, Rome ayant transplanté tous les arts de sa civilisation avancée dans les Gaules ; et les principales villes romaines, Marseille, Lyon, Nîmes, Autun, Soissons, Rouen, Tours etc, ayant des écoles littéraires et artistiques d'une certaine valeur.

Quant aux habitations, moindres encore, des gens exerçant un métier ou faisant commerce, elles se réduisaient à une boutique entièrement ouverte sur la rue et à deux ou trois petites chambres sans cour.

Les Francs, lors de leur conquête sous les premiers rois mérovingiens, héritèrent de toutes ces demeures qu'ils approprièrent à leurs habitudes belliqueuses en les fortifiant, et partout ils s'installèrent dans ces grandes villas, ressemblant à des fermes plutôt qu'à des palais, et dont les deux parties bien tranchées, rappelant la division de la maison romaine, furent réservées : l'une au seigneur, et l'autre à ses serviteurs.

Mais l'état continuel de guerres dans lequel se trouvèrent les peuples qui s'établirent du iv^e au vii^e siècle dans les Gaules, força les habitants à se fortifier, à resserrer leurs demeures dans une enceinte qui pût les protéger et amena ainsi les possesseurs des villas gallo-romaines à les exhausser d'un et peut-être de deux étages afin de regagner en hauteur la place qui était ménagée horizontalement. En outre, les rez-de-chaussée durent être construits plus solidement pour supporter les constructions supérieures ; ils furent même souvent voûtés et les escaliers, en pierre ou en bois, jouant alors un rôle plus important, prirent des dimensions un peu plus considérables.

Il faut ajouter qu'à l'imitation des Romains, les Francs s'adonnèrent à une certaine recherche du luxe et qu'au temps de Sidoine Apollinaire et de Fortunatus Venantius, la richesse mentionnée par Grégoire de Tours comme réservée presque exclusivement aux églises s'étalait dans l'intérieur des demeures des rois de Neustrie, de Bourgogne ou d'Austrasie, chez les puissants leudes ou feudataires et avait même gagné la partie riche de la population et tout le clergé qui devait à la culture des lettres grecques et romaines un degré d'éducation qu'on croirait difficilement susceptible de se rencontrer chez des peuples réputés aussi barbares.

V

LE MOYEN-ÂGE FRANÇAIS

Laisant de côté les différentes phases de décadence par lesquelles passa la maison en France jusqu'au xi^e siècle, nous aborderons tout de suite l'habitation française sous le moyen-âge.

Le mouvement carolingien, malgré la puissante impulsion donnée par Charlemagne à toutes les diverses branches de l'esprit humain dans toutes les parties de son vaste empire, fut peu fécond en progrès d'aucune sorte ; les luttes de ses successeurs et les in-

vasions des Normands virent s'écrouler en France presque tous les vestiges de la conquête romaine ainsi que les essais de l'art gallo-romain et, au point de vue de la maison, il fallut que, noble ou vilain, affranchi de fraîche date ou serf datant de la conquête, se fortifiât le plus souvent dans l'habitation devenue collective du seigneur laïque ou ecclésiastique, pendant que la guerre promenait au dehors la dévastation et que le flambeau de la civilisation, obscurci mais non éteint, ne brillait plus qu'à l'intérieur des abbayes et à l'ombre des basiliques.

Le premier réveil qui se manifesta dans l'architecture des maisons privées ayant eu lieu sous l'influence des ordres monastiques, l'architecture privée dut, ainsi que l'architecture religieuse, se plier aux règles des *Clunisiens* et des *Cisterciens*. Les maisons furent bâties généralement en maçonnerie, d'un style simple et sévère, éclairées de fenêtres ou de portes cintrées peu nombreuses. Leur hauteur fut peu considérable et leur distribution intérieure, peu compliquée, comprenait tout au plus une ou deux pièces à chaque étage; en outre, le rez-de-chaussée, toujours en pierre, était quelquefois surmonté d'un étage en pan de bois, construction plus fragile et qui était un ressouvenir frappant des pays boisés du nord et de l'est de l'Europe, d'où étaient sortis les conquérants de la Gaule Romaine.

L'influence d'une architecture laïque se fit bientôt sentir et les maisons échappèrent assez vite à cette autre influence primitive que nous appellerons *monacale*. Dans les villes, dès le *xii^e* siècle, elles prirent leurs jours directs et largement percés sur la rue et non plus sur des cours reléguées en arrière et réservées à la domesticité: sur la rue aussi se trouva l'entrée principale, (presque toujours élevée de quelques marches au dessus du sol), donnant accès à la *Grande Salle*, dans laquelle le citadin put recevoir et manger. Au premier et presque toujours unique étage, furent les chambres à coucher et,

derrière ce corps de logis, en communication franche avec la rue, se trouva la cour, longée par un couloir dans lequel fut souvent pris l'escalier et sur laquelle donnaient la cuisine et les dépendances. La cave, généralement grande et à usage de magasin, s'ouvrit sur la façade, occupant le dessous de la grande salle qu'elle assainissait et on y arrivait facilement sous le perron accédant à cette salle.

Ainsi distribuée, la maison dite *romane* et qui caractérise assez bien la première période qui suivit l'an mil, s'écarte tout à fait des données antiques, à cause de l'introduction, dans la vie de ses habitants, d'un nouveau principe dont il faut faire honneur au christianisme, de la création de la vie en commun, de la vie de famille, vie qui résulte d'une profonde transformation opérée par la morale du Christ, laquelle a fait de la femme la compagne et non l'esclave ou le jouet de l'homme, et qui lui a ouvert ainsi toutes les parties de la maison dont bientôt elle deviendra la souveraine maîtresse.

Pour l'artiste, un des grands mérites de ces maisons romanes fut leur extrême variété ; car, à cette époque, chaque province avait, pour ainsi dire, son style et ses écoles d'art, et, de plus, il ne faut pas croire que les habitations des seigneurs ou des bourgeois furent les mêmes : loin de là, le citadin tenait à vivre sur la rue, en contact avec ses voisins, et sa façade, largement percée de baies et ressemblant quelque peu à une lanterne, s'ouvrait le long de la voie publique tandis que l'homme noble, au contraire, élevait son logis entre cour et jardin et s'isolait de la voie publique par un mur de clôture auquel s'adossaient les dépendances de son manoir.

Plus on avance vers la fin du XIII^e siècle et plus on remarque que l'habitude de construire en bois, surtout les étages supérieurs, reprend faveur dans le nord de la France, tandis qu'au contraire, dans le midi, la construction en pierre domine presque entièrement.

La population s'augmentant et devenant trop resserrée à l'intérieur des villes fortifiées du nord qui, vers cette époque, prirent

une grande importance commerciale, il fallut de plus en plus recourir à l'exhaussement des maisons, leur donner plusieurs étages, les entasser les unes près des autres, et enfin, chaque étage empiétant sur la rue par ces saillies souvent considérables, dites *encorbellement*, il fallut revenir de plus en plus au système de construction en bois pour les derniers étages et faire cette partie supérieure comme à claire-voie afin de prendre plus de jour et d'air sur les rues devenues de plus en plus étroites.

Dans ces maisons, l'art vint réclamer ses droits : les pièces de bois, restées apparentes, furent sculptées, peintes et même dorées ; leurs remplissages furent couverts de carreaux de faïence émaillée ou décorés d'un élégant briquetage aux couleurs variées ; pendant que les fenêtres se couvrirent de petites vitres aux teintes éclatantes et enchassées dans des losanges de plomb. Les escaliers furent souvent rejetés à l'extérieur, au milieu ou à l'angle des façades, et construits dans des tourelles saillantes, de toutes formes, quelquefois disposées, elles aussi, en encorbellement, et de vastes cheminées adoptèrent aussi cette disposition. Enfin, l'effet pittoresque des maisons fut complété par des enseignes ou par des figures de pierre, de bois ou de métal, sculptées ou découpées et peintes, et qui servirent à désigner la maison en rappelant la noblesse, le nom, la profession de son habitant ou tel fait curieux d'histoire locale.

Et si maintenant nous entrons dans la maison d'un riche bourgeois, syndic de sa corporation, quel luxe intelligemment motivé nous rencontrons à l'intérieur ! Les plafonds montrent leurs pièces de charpente apparentes, élevées sur les angles, sculptées et aux écartements peints de divers tons ; les planchers sont revêtus d'un riche carrelage, les cheminées en pierre de grande dimension sont décorées avec goût et meublées de curieuses pièces de feronnerie ; de hauts lambris de menuiserie courent le long des murs recouverts de cuir dorés et les meubles, sièges, bahuts, dressoirs, ainsi que

les objets usuels qui les garnissent, méritent aujourd'hui d'être couverts d'or non seulement pour leur ancienneté, mais encore pour les utiliser comme modèles dans nos écoles d'art appliqué à l'industrie.

Telle était la maison du moyen-âge, maison réellement française dont le plan répondait bien aux besoins de la vie de famille, dont l'ornementation extérieure et intérieure était empruntée à un art qui, de développements en développements successifs, arriva à mériter le nom d'*art national* ; maison qui enfin, marque une époque des plus intéressantes, des plus curieuses et, nous oserons ajouter, des plus à imiter pour beaucoup de ses parties dans l'étude de notre architecture française privée.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 3^e trimestre de 1869.

I. Par son E. M. le Ministre de la Marine et des Colonies.

Revue maritime et coloniale, nos 103, 104, 105.

II. Par son E. M. le Ministre de l'Instruction publique.

Revue des Sociétés savantes, avril, mai, juin 1869.

III. Publications Périodiques.

1^o Journal des beaux-arts, nos 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18.
— 2^o l'Institut. nos 398, 399, 400. 401. — 3^o Messenger des sciences historiques, archives des arts et de la bibliographie de Belgique. 2^e liv. — 4^o Le cabinet historique. Juin. Juillet. Août. — 5^o Revue de l'Art Chrétien. 7, 8.

IV. Par M. le Préfet du département de la Somme.

Travaux des Conseils d'hygiène et de salubrité publique du département de la Somme. — Tome xi. année 1867. — Tome xii. année 1868.

V. Par les Sociétés étrangères.

I^o Académie impériale des sciences de Vienne (Autriche :
1^o Denkschriften. Philosophisch. historische classe. xvii Band. —
2^o Sitzungsberichte. lvii Band, Heft 2. 3. lviii Band. Heft 1. 2.
3, lix Band Heft 1. 2, 3. 4. — 3^o Fontes rerum austriacarum.
Abtheilung II. Band xxviii. — 4^o Archiv für österreichische Geschichte.
Band xxxix. — Band xl. — 2^o Bulletin des Commissions royales
d'art et d'archéologie (de Belgique). 6^e année, septembre, octobre,
novembre et décembre 1867. — 7^e année 1868. — 3^o Bulletin de
la Société scientifique et littéraire du Limbourg. Tome xx — 4^o Revue
de la Numismatique belge. 4^e série. T. vi, 2^e liv. — 5^o Annales du
Cercle archéologique de Mons. Tome viii. — 6^o Publications de la
Société pour la recherche et la conservation des monuments histori-
ques dans le grand duché du Luxembourg. T. xvi. xvii. xviii. xix. xx.
xxi. xxii. — 7^o Annual report of the Board of Regents of the
Smithsonian Institution for the year 1867. Washington. 1868. 1 vol.
in-8. — 8^o Mémoires et publications de la Société des sciences, des
arts et des lettres du Hainaut. Année 1867-1868.

VI. Par les Auteurs.

1^o Documents pour servir à l'histoire des ville et château de
Cherbourg, recueillis et annotés par M. de Pontaumont. Cherbourg,
1867, in-8. — 2^o Archives industrielles par Edouard Gand. Tome
III. Paris, 1868. 1 vol. in-8. — 3^o Monographie de la cathédrale de
Salisbury, par Ernest Breton. 1869. in-8. — 4^o Les Chartier.
Recherches sur Guillaume, Alain et Jean Chartier, par G. Du Fresne
de Beaucourt. Caen 1869. in-4. — 5^o Lettre de M. A. d'Otreppe
de Bouvette à M. Ulysse Capitaine sur l'ancienne baronnie de
Haneffe. Liège 1858. Carmanne. in-18. — 6^o Vieux et nouveau ou
Hens des âges. Essai de tablettes liégeoises par Albert d'Otreppe de
Bouvette. 62^e liv. — Lueurs échappées et pales reflets de l'expo-
sition universelle (1867)... 72^e liv. — Du vieux rajeuni ou le passé

remis en lumière. — 84° liv. — Les ombres du passé. 85° liv. — Causeries du centenaire de Spa. 93° liv. Liège 1866-1869. Carmanne. 5 vol. in-8 — 7° Catalogue du Musée de Beauvais, comprenant le musée lapidaire et monumental et les tableaux conservés par la Société académique d'archéologie, sciences et arts de l'Oise. Description analytique par M. Mathon. Beauvais, 1865. Desjardins. 1 vol. in-8 fig. — 8° Mon héritage littéraire légué à ma famille et à mes amis. Essai de tablettes liégeoises, par M. d'Otreppe de Bouvette. 41° liv. Liège 1864. — 9° Rêveries patriotiques. Les neuf provinces du royaume se disputant la palme devant le génie de la Belgique. Essai de tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 53° liv. Liège 1865. — 10° Conseil d'arrondissement d'Abbeville, session de 1869. Rapport du sous-préfet (M. H. Manessier). Abbeville 1869. Paillart et Retaux. in-4 — 11° Epaves archéologiques et littéraires. Essai de tablettes liégeoises par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 96° liv. Liège 1869. in-18. — 12° Etude nouvelle sur la campagne de J. César contre les Bellovaques, par M. Peigné-Delacourt, avec la collaboration de M. Plessier. Senlis 1869. V° Duriez. in-8° pl. — 13° Distribution des dolmens dans le département de l'Aveyron, par M. E. Cartailhac. in-8. — 14° Les harmonistes du xiv° siècle, par E. de Coussemaker. 1869. in-4. — 15° Rapport adressé à M. le Préfet du Pas-de Calais sur la restauration des pierres tombales de Willerval, par le V^e A. d'Héricourt, in-8. pl.

VII. Par les Sociétés Françaises.

1° L'Investigateur, journal de l'Institut historique de France, 412, 413, 414, 415, 406, 407. — 2° Bulletin de la Société archéologique de Nantes. 4° trim. de 1869. — 2° Annales de la Société académique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure. Tome xxxix. — 4° Annales de la Société impériale d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du département de la Loire.

Tome xii. — 5° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny, 1868, nos 2, 10. — 1869, nos 4, 5, 6, 7. — 6° Société impériale havraise d'études diverses. Procès-verbaux des séances, nos 2, 3, 4. — 7° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts du dép. de la Haute-Saône. 3° série, n° 1. — 8° Société impériale d'agriculture, sciences et arts de l'arrondissement de Valenciennes. Revue, nos 4, 5, 6, 7. — 9° Bulletin du Comice d'Abbeville, nos 7, 8, 9. — 10° Bulletin du Comité flamand de France. Tome v. n° 1. — 11° Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer, nos 1, 2, 3, 4, 5. — 12° Matériaux d'archéologie et d'histoire par MM. les archéologues de Saône-et-Loire et des départements limitrophes, nos II. III — 13° Société de la carte géologique de France. Assemblée générale du 4 avril 1869. Discussion des statuts. — 14° L'Agronome praticien, Journal de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Compiègne. n° 7. — 15° Société académique des sciences, arts et belles-lettres de Saint-Quentin. 3° série. Tome VIII. — 16° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens. nos IV. V. — 17° Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin. Tome XVIII. — Nobiliaire de Nadaud. tome II. feuilles 26 à 37. — Registres consulaires de la ville de Limoges. Tome II. feuilles 21 à 31. — 18° Mémoires de l'académie impériale des sciences, arts et belles-lettres de Caen. 1869. — 19° Bulletin de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle, 11° année. — 20° Mémoires de la Société d'archéologie et d'histoire de la Moselle. 10° année. — 21° Notices, mémoires et documents publiés par la Société d'agriculture, d'archéologie et d'histoire naturelle du département de la Manche. 1^{er} vol. 1^{re} partie, 2^e vol. 3^e vol. — Mémoires sur l'histoire du Cotentin et de ses villes, par messire René Toustain de Billy, publiés par la Société d'archéologie et d'histoire naturelle du département de la Manche, 1^{re} partie. Villes de Saint-Lô et de Carantan. 1^{er} liv. Saint-Lô. 1854.

1 vol. in-8. — 22° Travaux de l'Académie impériale de Reims, 45° vol. — 23° Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Année 1869, 1^{er} trimestre. — 24° Mémoires de la Société d'agriculture, d'industrie, des sciences et des arts de l'arrondissement de Falaise. Année 1868. — 25° Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme. 14° liv. — 26° Bulletin de la Société impériale des Antiquaires de France. 3° et 4° bull. de 1868 ; 1^{er} de 1869. — 27° Annales des sciences physiques et naturelles, d'agriculture et d'industrie, publiées par la Société d'agriculture de Lyon. 3° série, tome xi. 1867. — 28° Mémoires de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Lyon. Classe des sciences. Tome x. xi. xii. xiii. — Classe des lettres, Tomes v. vi. viii. ix. x. xi. — 29° Comptendu de la Société française de numismatique, feuilles 4, 5, 6. — 30° Mémoires de la Société impériale d'archéologie du Midi de la France, tome ix. liv. 4. 5. — 31° Bulletin de la Société académique de Poitiers. nos 135, 136, 137, 138. — 32° Bulletin de la Société impériale archéologique du Midi de la France. n° 1. — 33° Annales de l'Académie de Mâcon. tome viii. — 34° Mémoires de la Société académique de Maine-et-Loire. — Tome xxiii. Lettres et arts. — Tome xxiv. Sciences. — 35° Mémoires de la Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise. tome vii. Première partie. — 36° Mémoires de la Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube. tome v. 3° série. — 36° Organisation de la Société académique d'agriculture, des sciences, arts et belles-lettres du département de l'Aube. 6° édit. in-8, — 37° Mémoires de la Société impériale d'agriculture, sciences et arts d'Angers. (Ancienne académie d'Angers.) Tome xi. 1868. nos 2, 3, 4. tome xii. 1869. nos 1, 2. — 38° Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai. tome xxx. 2° partie. — 39° Bulletin de la Société polymathique du Morbihan.

1^{re} série. 1869. — 40^e Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. 2^e trim. de 1869. — 41^e Séance publique de l'académie des sciences, agriculture, arts et belles-lettres d'Aix. 1869. — 42^e Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest. 2^e trim. 1869. — Exposition régionale de Poitiers en 1869. — Archéologie. in-8. — 43^e Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire. n^{os} 4, 5, 6, 7. — 44^e Société des Antiquaires de la Morinie. Bulletin historique, liv. 69, 70. — 45^e Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Marseille. Année 1868-1869. — 46^e Mémoires de la Société impériale d'émulation d'Abbeville. 1867-1868.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance ordinaire du 9 Novembre 1869.

Présidence de M. BAZOT, président.

Le procès-verbal de la séance du 10 août est adopté, après une observation de M. Garnier sur la formule « La Société a décidé l'impression » formule que M. le Secrétaire-perpétuel trouve engager trop la Société au sujet des lectures faites en séance. M. Garnier désirerait qu'à l'avenir on se contentât d'indiquer le renvoi à la Commission d'impression.

M. Rembault répond que s'il a employé la formule « la Société a décidé l'impression, » c'est qu'en effet elle avait décidé que le rapport de M. l'abbé Poiré lui paraissait digne d'être publié ; il n'a été que le traducteur fidèle de la pensée de l'assemblée.

MM. Salmon, Jourdain et Leleu présentent diverses observations desquelles il résulte que, pour des ouvrages peu longs, la Société pourra, en séance, décider l'impres-

sion, tandis que pour une œuvre importante, le renvoi à la Commission d'impression sera de droit.

— M. Salmon annonce qu'il n'a rien trouvé concernant la Picardie dans le *Recueil de l'Académie impériale de Vienne* que M. de Roquemont avait signalé comme pouvant offrir quelques documents concernant notre province.

— M. Salmon promet de donner prochainement son compte-rendu de l'histoire de l'arrondissement de Péronne par M. de Cagny.

— M. le Secrétaire-perpétuel a la parole pour la lecture de la correspondance. De cette lecture il résulte que :

1° M. Dubois offre, au nom de M. Létocart, une médaille décorative Hollandaise donnée à son père pour *excellents services*.

2° M. le Ministre de l'Instruction publique accuse réception du tome VII des *Documents inédits* publiés par la Société.

3° L'Académie impériale de Reims envoie le programme des concours ouverts par elle pour 1870 et 1871.

4° La Société des Antiquaires de la Morinie adresse un bon pour retirer le tome XIII de ses *Mémoires*.

5° M. Ernest Prarond offre un manuscrit résumant brièvement l'histoire d'Amiens.

6° M. Lefevre-Marchand rappelle qu'il a envoyé un travail généalogique sur les Pas de Feuquières.

7° La famille de M. de Vignerat annonce la mort de M. Gustave-Marie, comte de Vignerat, membre titulaire non-résidant de la Société, décédé au château de Ry (Orne) le 28 septembre 1869, dans sa 61^e année. La Société-décide que l'expression de ses regrets sera con-

signée au procès-verbal. (M. de Vignerot était né à Paris le 19 novembre 1808).

9° M. le Ministre de l'Instruction publique annonce avoir fait déposer à la Bibliothèque des Sociétés savantes, à Paris, le dernier Bulletin de la Société.

10° M. Jules Lefebvre, d'Abbeville, écrit qu'il prépare un petit travail sur saint Firmin, et félicite la Société sur la communalisation du Musée Napoléon.

—M. l'abbé Jourdain lit, au nom de M. Pouy, l'extrait suivant d'une lettre de M. Wiesener, gendre de M. Berville :

« Le portrait offert à la Société des Antiquaires par M. Bary, offre une similitude marquée avec une lithographie représentant M. Berville comme membre de l'Assemblée constituante, en 1848. Nous sommes extrêmement touchés et reconnaissants du sentiment qui vous a inspiré le désir de posséder ce portrait. Acceptez-en nos sincères remerciements pour vous et pour la Société des Antiquaires de Picardie. »

— M. Corblet demande une rectification au Bulletin, page 187, relativement à une proposition faite par lui et divisée en 3 sections qui ont été interverties lors de l'impression. Cette rectification qui provenait d'une erreur de copie, est faite, séance tenante, sur le registre des procès-verbaux.

— M. Garnier rappelle que le Ministre de l'Instruction publique a fondé un prix de 1000 francs pour un ouvrage d'histoire locale publié dans l'étendue du ressort académique de Douai. La Commission chargée de juger les concurrents s'est réunie le 7 octobre à Douai sous la

présidence du recteur. M. Garnier a été nommé vice-président. La Commission a nommé ensuite une sous-commission dont M. Garnier a été élu président. Cette sous-commission a examiné les mémoires et a procédé d'abord par élimination. Deux ouvrages hors ligne ont été réservés, et la Commission, après plusieurs séances, a décidé le partage du prix entre les deux concurrents. Le prix sera décerné le 15 du mois prochain.

— M. Bazot lit une lettre du 8 octobre 1869 à lui adressée par M. le sénateur Dumas, président de la Commission des monnaies et médailles, par laquelle il demande à la Société, au nom de l'ambassadeur de Russie, pour le Cabinet numismatique de l'Ermitage de Saint-Petersbourg, l'autorisation de frapper, avec le coin de la Société, une médaille de Du Cange.

M. Bazot a donné cette autorisation en indiquant le métal à employer qui sera l'argent, et en offrant cette médaille à S. M. l'Empereur de Russie.

— M. le Président fait à la Société un rapport dont la lecture est écoutée avec la plus grande attention.

Cette lecture donne lieu à diverses observations de MM. Vion, Antoine, Hesse et Jourdain.

La question de la communication des comptes relatifs au Musée est la principale.

M. Jourdain en demande le dépôt au Musée.

M. Bazot pense que M. le Préfet désire les garder.

M. Corblet établit une distinction entre les pièces concernant les dépenses qui ont été payées régulièrement par la Commission du Musée et celles qui l'ont été

par la Société. Nous n'avons pas un droit rigoureux aux premières ; mais les secondes doivent nous être remises, de droit commun.

M. Antoine demande si, oui ou non, l'on s'en est rapporté au Préfet pour terminer.

M. Bazot répond que M. le Préfet, par la lettre de M. Cornuau, a promis à la Société la remise des pièces relatives au Musée.

M. Hesse dit que la lettre de M. Cornuau ne peut engager M. d'Auribeau dont la Société a accepté l'arbitrage.

M. d'Herbinglehem pense que, puisqu'on s'est engagé à payer sans discuter, on n'a pas besoin des comptes.

M. Duval propose 1° que la Société se joigne à son président pour demander à M. le Préfet la remise des pièces ; 2° que dans le cas d'échec auprès du Préfet, le Président s'entende avec le Maire pour conserver les pièces intéressantes du Musée dans les archives de la Société.

M. de Forceville demande le renvoi de l'incident à la Commission de cession qui ferait une visite au Préfet, afin de lui demander le chiffre exact du solde dû définitivement sur le Musée.

Le renvoi à la Commission de cession, avec pleins pouvoirs pour terminer, est voté par la Société.

— Un scrutin est ouvert sur l'admission de trois membres titulaires résidants, présentés dans la dernière séance.

A la suite du scrutin M. le Président prononce l'admission de MM. Tilloy, rédacteur en chef du Journal

d'Amiens ; l'abbé Crampon, chanoine honoraire ; A. Dubois, chef de bureau à la Mairie.

La séance est levée à 10 heures moins un quart.

Séance ordinaire du mardi 14 décembre 1869.

Présidence de M. Bazot, président.

Le procès-verbal de la séance précédente donne lieu à la rectification suivante :

« M. Jourdain demande à introduire au procès-verbal les dernières paroles qu'il a prononcées dans sa discussion avec M. Rembault au sujet du portrait de M. Berville, et qui ont échappé à son honorable collègue dans son travail de rédaction.

« M. Jourdain rappelle qu'il avait parlé le dernier dans ce débat, et que c'était pour dire qu'il n'avait d'autre prétention que celle de retrouver dans le portrait de M. Berville jeune, les traits et le jeu de physionomie de M. Berville qu'il a connu homme fait pendant trente à quarante années. »

M. Pouy, à propos du même incident, pense qu'on devrait supprimer du procès-verbal la réponse faite par M. Rembault à M. Jourdain.

M. Rembault maintient énergiquement son dire, et s'oppose à ce que ses paroles soient supprimées

M. Corblet demande une rectification de rédaction qui est immédiatement faite.

MM. Bazot, Duval, Antoine font également quelques observations auxquelles le Secrétaire annuel répond.

Après ces divers incidents, le procès-verbal de la séance du 9 novembre a été adopté.

— M. le Secrétaire-perpétuel donne lecture de la correspondance et de la liste des ouvrages offerts.

Il résulte de la correspondance que :

1° La Commission impériale archéologique de Saint-Petersbourg envoie à la Société ses comptes-rendus pour les années 1865, 1866 et 1867 ;

2° M. le Ministre de l'Instruction publique, à Paris, accuse réception du dernier Bulletin de la Société ;

3° M. H. Dauphin, conseiller honoraire à Amiens, fait hommage à la Société de sa *Vie du Dante*.

M. Rembault ajoute qu'il a lu l'ouvrage de M. Dauphin et que cette étude lui a paru très-bien faite et très-intéressante.

4° M. Marville demande quand il pourra venir continuer sa lecture sur les villas royales de Picardie ;

5° M. de Cizancourt envoie les cotisations de ses collègues de Noyon, et fait savoir que M. de Grattier, membre fondateur et honoraire, est sérieusement malade.

— L'ordre du jour appelle la réception de MM. Tilloy, Crampon et Dubois en qualité de membres titulaires résidants.

La parole est donnée à M. Tilloy, qui s'exprime en ces termes :

MESSIEURS,

Si jamais discours de réception dut commencer par un exorde de modestie vraie, c'est bien celui-ci. Je n'eusse en aucun temps songé à l'honneur d'être l'un de vos élus. Cet honneur, je le dois à

la gratuite bienveillance de quelques amis. Je les en gronde ; mais il faut bien cependant que je les en remercie.

C'est de confiance et sur leur parole que vous avez voté. J'en suis très touché et surtout très troublé.

Je vais essayer, Messieurs, sinon de justifier, au moins d'expliquer ma présence parmi vous.

Je ne puis dire que je sois entré sur le terrain archéologique. Mais je l'ai côtoyé, et encore me suis-je moins attaché à ce qui était recherches et découvertes proprement dites, qu'à ce qui était pittoresque à produire, à exhumer.

Un jour, sur l'indication de M. le maire de Péronne, j'ouvris les registres de la municipalité de cette ville. Il s'agissait tout simplement d'y copier, sur les procès-verbaux, le récit de l'arrestation de l'abbé Maury en 1789. J'ai publié ce travail dans le journal dont j'avais alors la rédaction en chef. Vous comprenez que je ne me bornai pas à la lecture des pages qui contenaient cet épisode. Je feuilletai l'énorme volume et alors je fus frappé du vif intérêt qu'il m'offrait presque à chaque pas. Je vis de suite que des trois in-quarto consacrés aux années 1789, 90, 91, 92, 93 et 94 il y avait de quoi extraire deux volumes in-8°, que j'aurais intitulés : *Péronne sous la Révolution*.

L'attrait, pour moi, était d'autant plus vif et la tâche eût été d'autant plus facile que la rédaction était souvent toute faite. Les séances les plus longues, les plus importantes, celles par exemple où ils'agissait de recevoir et d'entendre les membres que la Convention envoyait aux armées du Nord, sont de l'écriture et de la rédaction de M. Dehaussy de Robecourt, alors maire de la ville.

M. Dehaussy de Robecourt, comme tous les magistrats de son temps, était très lettré. Il pratiquait ses classiques. Il faisait des vers. J'en ai de lui quelques pièces, inspirées par des incidents, des fêtes de famille. Il savait écrire enfin. J'étais donc aussi heureux

que surpris de trouver sur les pages de ce papier rugueux et jauni, non pas le style convenu des procès-verbaux ordinaires, mais la forme toute littéraire et définitive d'un véritable historien.

Je comptais consacrer quelques années à copier ces pages, à les coordonner en récit. Je l'eusse fait d'autant plus volontiers qu'il en fût résulté la preuve que la municipalité de Péronne avait su sortir à son honneur de la tourmente révolutionnaire.

Aurais-je eu, même en m'acquittant de cette œuvre, un titre à vous présenter ? non, puisque vous vous êtes assigné, comme limite infranchissable de vos travaux, la date de 1789.

Il est vrai, Messieurs, que votre règlement primitif remonte à 1837 et que vous eussiez pu, à quelque degré, admettre la prescription.

En dehors de ce qui se rapporte à cette époque prohibée, je ne puis dire cependant que je n'ai rien fait. Je n'ai cessé de signaler les travaux d'archéologie locale qui se publiaient autour de moi. Je puis dire même que j'ai suscité des recherches, sollicité et obtenu des travaux dont la *Gazette de Péronne* a eu la primeur. Ils sont disséminés dans une collection de neuf années et ils témoigneraient au besoin que si je ne faisais pas acte d'archéologue, je faisais du moins acte d'*impresario*.

Si je n'ai pas de volume à vous présenter, il en est un du moins à l'apparition, à la préparation duquel j'ai contribué. Je veux parler de l'édition des *Satires picardes* d'Hector Crinon.

Cette fois, Messieurs, je suis un peu plus dans les conditions de votre programme qui admet l'étude de l'ancien idiome picard.

J'avais l'honneur, à Péronne, d'être reçu dans l'atelier de M. Auguste Dehaussy. Cet atelier n'avait plus alors son animation d'autrefois. Ce n'était plus pour le maître vieilli et un peu assombri qu'un retrait calme et silencieux, mais encombré de chefs-d'œuvre et tel

qu'il le fallait pour entretenir en lui cette noble passion de l'art qui a rempli et passionné toute sa vie.

Un jour j'y vis entrer un homme de haute et forte stature, longues barbes, visage ouvert, mise rustique, un paysan robuste, avec je ne sais quoi d'intelligent, de doux et de fin dans le regard. Il tenait à la main et présenta à M. Dehaussy une statuette en chêne, dont ce dernier approuva l'exécution et dans laquelle il retrouvait la traduction fidèle du dessin qu'il avait fourni.

Que ce paysan fût un sculpteur, je ne laissais pas d'en être étonné. Ma surprise ne devait pas s'arrêter là. L'homme à la blouse tira de l'une de ses poches un petit rouleau de papier. « Voilà, dit-il, ma dernière satire ; je voudrais bien vous la lire avant de la porter au journal. »

Ce paysan, c'était Hector Crinon, de Vraignes, sculpteur et poète.

Sculpture et littérature, j'étais un peu de ces deux bâtiments-là. C'était plus qu'il n'en fallait pour nous rapprocher, et à partir de ce jour Crinon ne vint pas une fois à Péronne sans que nous n'eussions une longue entrevue soit chez M. Dehaussy, soit chez moi.

Crinon n'avait point eu de maître, ni pour la sculpture sur bois, ni pour la poésie. Vivement frappé de sa valeur native, non moins touché de la beauté morale de son caractère, et renseigné du reste sur la popularité qu'il s'était conquis dans le pays, je fis paraître sur lui, en 1854, dans la *Gazette de Péronne*, une étude en trois longs articles, où j'émettais le vœu que ses satires fussent réunies en volume.

Les choses en étaient là, lorsqu'en 1859, M. Auguste Breuil, s'aidant de mon travail, composa et lut devant l'Académie d'Amiens une notice sur Hector Crinon et ses poésies picardes.

Deux ans plus tard, M. Breuil me faisait l'honneur de m'écrire et me demandait de collaborer avec lui pour préparer une édition des satires de Crinon.

Nous eûmes d'abord à discuter le système d'orthographe que nous adopterions ; puis j'eus à conférer avec Crinon pour statuer sur des questions de variantes et arrêter un texte définitif qui fut écrit tout entier de la main même de M. Breuil, car à cette époque Hector Crinon, frappé d'une paralysie qui fit d'effrayants progrès et qui aujourd'hui encore le tient cloué à son fauteuil, ne pouvait déjà plus écrire qu'avec une extrême difficulté, une extrême lenteur. L'édition parut en 1863.

Après Crinon, tout l'honneur en revient à M. Breuil. Je ne réclame pour moi que l'idée première de ce travail et ma collaboration de surveillance pour l'exécution matérielle.

Depuis, par différents articles, je n'ai cessé de rappeler Crinon au souvenir de ses compatriotes. Grâce à nos soins, grâce aux articles qui furent écrits ici, notamment par M. Garnier, votre secrétaire perpétuel, l'édition fut rapidement enlevée.

Un moment j'ai pu espérer qu'une plume magistrale se chargerait de faire connaître Crinon au monde parisien. Je devais lire et traduire à M. Sainte-Beuve les passages les plus littéraires de l'œuvre de Crinon ; mais est venue la maladie de l'illustre critique, puis sa mort, et c'est ainsi que le pauvre Crinon n'eut point l'honneur que j'avais rêvé pour lui.

Ce discours est suivi des applaudissements de l'assemblée.

— M. le Président donne la parole à M. l'abbé Crampon dont voici le discours :

Massieux,

L'honneur d'être admis parmi vous me pénètre d'une vive reconnaissance. Vos suffrages, en m'y appelant, ont dépassé mon ambition et l'humble mérite de quelques travaux épars sur divers sujets. Toutefois, si vous avez voulu attacher à la Société des

Antiquaires de Picardie un esprit qui se plait aux études sérieuses, et spécialement à celles qui font la gloire de votre Compagnie, une âme loyale, un cœur sensible aux charmes des nobles amitiés, permettez-moi de vous dire que votre confiance ne sera pas déçue.

Et qui ne se plairait, Messieurs, à suivre les progrès de la science des antiquités ? Qui ne serait fier d'avoir contribué, ne fût-ce que pour une faible part, à ses merveilleuses conquêtes ? Depuis un demi-siècle où elle a pris un essor jusqu'alors inconnu, ses résultats ont renouvelé la face de l'histoire et agrandi son domaine. Fouillées sous l'habile direction des Borghesi et des de Rossi, les catacombes de Rome ont révélé leurs trésors trop longtemps cachés, tous ces restes vénérables qui mettent sous nos yeux, avec les plus anciens vestiges de l'art chrétien, la vie des premiers fidèles, leurs souffrances, leurs usages, leurs cérémonies et les symboles de leur foi d'accord avec la nôtre. Notre histoire nationale a changé d'aspect : Châteaubriand ouvre la voie par ses *Études historiques*, d'autres le suivent avec une généreuse ardeur ; les monuments contemporains de chaque période sont avidement compulsés, et tandis que naguère encore toutes les époques, confondues sous une couleur uniforme, présentaient à peu près la même physionomie, chaque siècle nous apparaît maintenant avec ses mœurs, ses passions, ses idées, en un mot sa vie propre. Après les grandes œuvres des érudits de la Renaissance, nos pères ne croyaient-ils pas connaître à fond la civilisation de la Grèce et de Rome ? Et pourtant, sur cette civilisation même, l'étude des monuments figurés, des vases peints, des inscriptions, des innombrables débris de tout genre exhumés du sol, est venue jeter des clartés inattendues. Mais que dirai-je de l'Égypte et de l'Assyrie, mondes nouveaux que l'archéologie à tout à coup révélés à nos yeux ? Grâce à Champollion, les hiéroglyphes n'ont plus de mystères ; la science a pénétré dans ces sombres nécropoles où dormaient les Pharaons, et les débris de leurs temples et de

leurs tombeaux remplissent les musées de l'Europe, nous initiant jusqu'aux moindres détails de la civilisation la plus antique du monde. Ninive et Babylone n'avaient pas laissé, comme Thèbes et Memphis, des ruines gigantesques à la surface du sol ; d'informes amas de décombres amoncelées en collines, voilà tout ce que les voyageurs y avaient vu. Mais la pioche des ouvriers de MM. Botta, Layard et Loftus a rendu à la lumière les majestueuses sculptures que l'on peut admirer au Louvre ; mais le génie des Rawlinson et des Oppert, aidé des méthodes de la science moderne, a arraché leurs secrets à ces caractères cunéiformes dont la bizarre complication semblait défler à jamais la sagacité des interprètes. « Et maintenant, dit un écrivain de nos jours, ils revivent sous nos yeux dans les bas-reliefs de leurs palais, ces rois superbes qui emmenaient en captivité des nations entières. Voilà ces figures qui nous apparaissent si terribles dans les récits enflammés des prophètes hébreux. On les a retrouvées ces portes où, selon l'expression de l'un d'eux, les peuples passaient comme des fleuves. Voilà ces idoles d'un si merveilleux travail, que leur vue seule corrompait le peuple d'Israël et lui faisait oublier Jéhovah. Voilà, reproduite en mille tableaux divers, la vie des Assyriens : leurs cérémonies religieuses, leurs usages, leurs meubles si précieux, leurs vases si riches ; voilà leurs batailles, les sièges des villes, les machines ébranlant les remparts. » Enfin, sur un théâtre plus vaste encore, l'archéologie, embrassant l'humanité toute entière, et portant ses investigations dans les profondeurs de notre globe, a essayé de résoudre par des procédés purement scientifiques le problème de l'origine de l'homme et de sa première apparition sur la terre : essai plein de hardiesse, que le succès n'a pas encore pleinement couronné, mais qui a déjà produit, à côté d'hypothèses hâtives et téméraires, les plus remarquables résultats.

Ces conquêtes de l'archéologie n'ont rien qui doive nous étonner.

La science des antiquités, en effet, n'est pas une science unique, une branche distincte des connaissances humaines; elle forme à elle seule un arbre aux rameaux nombreux qu'elle nourrit de sa sève. Elle prête un concours toujours utile, mais le plus souvent indispensable, à la plupart des autres sciences. L'histoire lui doit ses meilleurs titres : l'exactitude et le charme des détails ; guidée par son flambeau, l'ethnologie et la philologie s'engagent d'un pas assuré dans les sentiers les plus obscurs ; les beaux-arts, architecture, sculpture, peinture, se rajeunissent sans cesse et se perfectionnent en puisant à cette source féconde ; il n'est pas jusqu'aux sciences naturelles elles-mêmes qui n'aient besoin, pour s'élever à quelque vue d'ensemble sur les êtres créés, de prendre pour point de départ ces flores et ces faunes souterraines que la paléontologie fait surgir aux regards étonnés.

Vous, Messieurs, vous avez tous pris part à ces travaux et contribué à ces glorieux résultats. Vous avez étudié les vieilles églises, les vieux châteaux, tous les antiques monuments qui couvrent le sol de notre Picardie ; vous avez redit l'histoire, non-seulement de nos villes, mais de nos bourgs et de nos villages ; vous avez pieusement suivi la trace de nos saints et raconté leurs vertus ; par de savantes notices consacrées à nos ancêtres les plus illustres, vous avez tiré les uns d'un injuste oubli, et ravivé pour des siècles la gloire des autres ; vous avez décrit notre magnifique cathédrale et les chefs-d'œuvre qu'elle renferme ; vous avez fouillé les bibliothèques, secoué la poussière des manuscrits, recueilli les vieilles chartes, déchiffré les médailles et les inscriptions ; vous avez remué le sol et exhumé les débris antiques, depuis le silex grossièrement travaillé pour de grossiers usages, jusqu'aux objets où se révèle l'art de nos pères ; vos mémoires, vos monographies, vos livres ont une place dans toutes les bibliothèques de l'Europe. En tout cela, nul ne vous a surpassés. Mais il est une œuvre où vous n'avez pas même de

rivaux. Par un prodige de dévouement et d'intelligence, vous avez bâti, et, ce qui n'a pas coûté moins d'efforts, vous avez conservé à la ville d'Amiens ce musée qui nous abrite en ce moment et qui abrite vos riches collections, ce musée, notre orgueil, auquel on n'a jamais pu trouver qu'un seul défaut, celui de paraître digne plutôt d'une nation que d'une ville.

Voilà ce que vous avez fait, Messieurs. En devenant aujourd'hui votre collègue, je n'oublierai donc pas que vous êtes mes maîtres. Mais le titre que votre bienveillance m'a donné m'impose aussi des devoirs. Témoin de vos travaux, stimulé par vos exemples, moi aussi j'aurai à cœur de connaître et de faire connaître mon pays. *Nosce patriam* : votre devise sera désormais la mienne. Et puisque, à mon grand regret, je n'ai pas autre chose à vous offrir, je dépose devant vous la promesse de consacrer mes loisirs prochains à une étude sur les hébraïques picards.

Les paroles de M. l'abbé Crampon sont également applaudies par l'assistance.

— Enfin, M. Dubois ayant obtenu la parole, prononce le discours suivant :

Messieurs,

Grâce aux sympathies que vous avez bien voulu me témoigner, j'ai été admis à partager vos travaux en obtenant le titre de membre titulaire résidant de la Société des Antiquaires de Picardie.

Je n'ai pas besoin de le répéter, vous le savez aussi bien que moi, tous mes efforts tendront constamment à approfondir l'histoire locale, à en faire ressortir les faits les plus saillants, et mes recherches incessantes n'auront qu'un but, la glorification de la ville qui m'a donné le jour.

Quoi de plus séduisant, en effet, que de se livrer avec amour au dépouillement des manuscrits que renferment nos archives commu-

nales, les minutiers des notaires et même les collections particulières. Quelles délicieuses émotions l'on éprouve, lorsque courbé sur ces poudreux parchemins on est assez heureux pour découvrir un fait ignoré, un passage qui captive l'attention ; avec quel soin scrupuleux on scrute les couvertures des volumes, les marges, les feuilles de garde des registres. Comme on feuillette avec ivresse ; les pages volent. Souvent (et c'est là une vraie joie pour l'antiquaire), toutes ces peines sont récompensées par de riches trouvailles.

Bien des fois ce travail sérieux est distrait par une blquette, une maxime, une facétie, et vite de prendre copie de ces riens qui démontrent et font connaître l'esprit du siècle au milieu duquel on vit pour le moment.

Les registres aux saisines de l'Hôtel-de-Ville sur lesquels l'écrivain s'arrêtait le plus, car il s'agissait bien souvent de copies d'actes, renferment un certain nombre de ces amusements de scribe dont je vais vous citer quelques-uns des plus saillants.

1492 Quand je fus né rien n'apportay en ce monde.

Je vins tout nu.

Si je n'ai plus quand je morray je n'auray gaignye
ne perdu.

1504 D'autant que bois vault mieulx quescorche,
Subtilité vault mieulx que forche.

1524 Vive tous bon clers familiers,
Que Dieu leur doint des escus par milliers.

1522 Je suis billon dont il ne poise,
Nay de Paris emprès Pontoise ;
Nais dune corde et dune toise,
Scaura mon col que mon oul poise.

1597 Quant femme veult elle vault un empire,
Quand veult aussi rien nest au monde pire.
Sen garde quy pourra.

ici l'auteur s'est nommé, c'est un commis de l'échevinage du nom de Manessier.

1597 Humilité à tout homme bien siet,
Plus se tient bas et plus haut on l'assiet.

Les registres de l'état-civil déposés au greffe du tribunal civil et à la Mairie fournissent aussi leur contingent aux travailleurs, c'est avec leur aide que j'ai pu établir les dates et lieux de naissance, mariages et décès d'un très-grand nombre de nos célébrités.

Les délibérations de l'échevinage nous initient aux mœurs et aux usages de chaque époque, et nous font voir la splendeur de nos anciens maieurs en même temps qu'ils font ressortir de quelle autorité jouissaient les administrateurs de notre cité.

Les registres aux comptes enseignent aussi exactement que les délibérations de l'échevinage, tous les bienfaits que l'on peut retirer de sages et prudentes administrations, quel esprit d'ordre régnait alors, tant sous le point de vue de la bonne police de la ville, qu'au sujet des besoins de la population.

Les objets de consommation sont surveillés exactement, aussi bien par les maieurs et échevins que par les eswards ou chefs des corporations.

« Le 16 janvier 1410 Bernart de Rumaisnil, boucher, paye 40 sols pour une amende à laquelle il a esté condempné pour ce que en allant contre les briefs et ordenences de leur mestier il a tué une beste à corne de l'aage de trois ans ou environ qui avoit une malla-die nommée *fy*. »

« La même année, Jehan des Racques, Guiffroy Losebin, Henri de Miannay, Chevalier de la rue des Tripes, et Pierre Brach de fer tous boulangiers sont amendés de chacun 5 sols pour avoir vendu pain trop légier qui est cose contre le bien public.

« Le 22 décembre 1428, Mahieu de Croquenois, pastichier fu condempné en amende de 20 sols pour ce qu'il avoit tué et mis en

paste un poulet morilleux et malade dont inconvéniement pooit ensieur à corps humain. »

Rien n'était négligé pour arriver à réprimer la fraude et les abus commis par les marchands ou fournisseurs chargés de la nourriture du peuple, mais on s'aperçut qu'il existait un inconvéniement, c'était l'impossibilité de découvrir le vendeur de tel pain mal confectionné ou n'ayant pas son poids.

L'échevinage du 15 juin 1472 s'occupe de chercher à atteindre ce but désiré.

« Il est décidé que les boulangiers devront avoir une merque distinctive chacun, une couronne, une fleur de lys, un croissant, une estoile, une croix, un oisel et ainsi différemment chacun se merque (1).

« Cent ans plus tard, le 21 août 1578, il est dit que les boulangers auront balanches et poix pour peser le pain. »

La sagesse des administrateurs s'étendait, non seulement sur la qualité et la quantité de la marchandise livrée, mais encore sur le prix du pain qui ne devait pas excéder la valeur relative du grain. A certaines époques de l'année, le maieur faisait acheter du blé pour en faire façonner du pain et se rendre compte par lui-même du prix à mettre sur cette denrée ; voici un article de dépenses faites à ce sujet :

1403. « A Colart Levasseur, sergent à mache pour 5 setiers de blé par lui accaté au commandement de nos dis seigneurs, maieurs et eskevins d'Amiens en jour de marqué, au pris de chacun setier 2 sols 10 deniers dont a esté faict pain blanc pour en cest an mettre pris raisonnable au pain blanc en la dite ville, à lui paie 14 sols 2 deniers. »

(1) Cet usage fut repris par l'arrêté du 21 juillet 1833, qui force le boulanger à apposer son numéro d'ordre sur chaque pain faisant partie de ses fournées.

Afin de venir en aide aux habitants d'Amiens rançonnés par les locataires du Chapitre qui était propriétaire de tous les moulins à eau de la ville, le 12 juillet 1490, l'échevinage décide que l'on fera établir un moulin à vent là où les sujets de la ville pourront aller si bon leur semble.

Opposition très-vive de la part du Chapitre.

L'échevinage tient bon cependant, car le 5 mai 1491, on décide qu'il sera terminé, la ville ayant droit de juridiction sur sa terre.

Il fut placé au lieu dit Wate-Molin, entre la porte Montrescu, et Saint-Ladre.

Un grand pas doit être fait dans l'art de la meunerie, c'est encore l'échevinage qui en assumera les frais.

1549. « Payé à Jehan de Villers, magnier, demeurant à Emonville, et Jehan du Parcq, maistre charpentier à Béthencourt, disant de ceste ville d'Amiens de 81 lieues, la somme de 9 liv. 12 sols.

« A Symon Badde aussi charpentier à Amiens, 20 sols.

« A Geoffroy Levasseur pour 4 jours, 12 sols.

« A Gainet et Nicolas Laussay, manouvriers, pour un jour, 5 sols; le tout montant à 12 livres 9 sols, à eulx ordonnés par mes dits seigneurs pour faire par eulx une espreuve à l'un des mollins de ceste ville pour bulleter la farine au dit molin en moulant le blé. »

La condamnation à 5 sols d'amende prononcée contre Maigne Pissenne pour « avoir acaté poirions avant l'heure », en 1386, nous fait voir qu'à cette époque reculée il y avait aussi une police des marchés.

Enfin, Messieurs, il n'est pas jusqu'à l'étude des lois qui n'ait été encouragée par une subvention spéciale de la municipalité.

M. le maieur, dans l'échevinage du 8 octobre 1592, dit :

« Il y a en ceste ville, un docteur en droit nommé Leclercq qui à réputation destre docte personnage, lequel est prié et requis de plu-

sieurs jeunes hommes, advocats et autres, leur déclarer et interpréter les lois en ceste ville, ce qu'il offre faire en lui baillant par Messieurs, la permission et le logeant en quelque maison honneste et d'autant que cela tourneroit au bien du publicq, il prie Messieurs d'en adviser. Sur quoy a esté ordonné que le dit Leclercq porra lire en ceste ville par provision et afin qu'il ait moien de trouver maison pour se loger, Messieurs luy font don pour ung an de 20 escus. »

Je ne citerai qu'un exemple de la sollicitude des administrateurs pour la salubrité publique, je l'extraits du procès-verbal de la séance du 18 janvier 1582. Ce fait concerne la rivière du Hocquet.

« En parlant comme autrefois au dit échevinage de la rivière du Hocquet et de l'infection qui y est, faulte que la dite rivière n'a son cours dont peuvent advenir plusieurs maladies en la dite ville.

« A esté ordonné que M. le maieur et quelques ungs de Messieurs prieront de rechef M^{re} l'Evêque d'Amiens de donner ordre à faire fluer la dite rivière ou faire remplir de terre le canal pour obvier à telles infections. »

Voilà donc près de 300 ans que cette question importante de salubrité a été soulevée.

Vous savez tous, Messieurs, que l'on en a reparlé il y a une couple d'années.

Par les registres aux comptes, je trouve l'époque exacte de bien des constructions ou d'améliorations dans la ville ; ainsi le Pont du Cange fut construit en 1419.

« Le 14 août 1419 à la tavernne de Haubergon, payé aux machons qui font le pont sire Jehan du Cange, quant le premierre pierre fu assise, 6 kanes de vin à 12 deniers le lot, 18 sols.

Les minutes des notaires ne sont pas moins précieuses à consulter tant au point de vue historique qu'au point de vue du commerce et de l'art.

Relativement au commerce, un acte du 11 juin 1619 porte marché entre Anthoine de Fouilloy, carossier, demeurant à Amiens, paroisse Saint-Remy, et M. Daniel de Boubert, écuyer, seigneur de Bernattre, pour la fourniture d'un carosse, décrit dans l'acte de la manière suivante :

« Un carosse garny de sarge de Beauvais, couleur de bleu céleste, la ditte sarge bonne et léable en valeur de 100 sols l'aune, et de toutes choses nécessaires au dit carosse, les passements et franges de la garniture duquel carosse seront de pure soye couleur d'orange avec la harnachure de deux chevaux, le tout subject à visitation moyennant la somme de 420 livres. »

Vous avez tous été appelés à admirer par ce qui nous reste, la finesse d'exécution des magnifiques tableaux de Notre-Dame du Puy dont M. Auguste Breuil a relevé le mérite en publiant le travail posthume de M. Rigolot, de regrettée mémoire. Votre défunt président a décrit tous ceux qu'il a pu connaître, mais il manque des noms d'artistes à attacher à ces tableaux, ainsi qu'aux superbes cadres qui les entouraient.

Les minutes des notaires m'ont révélé quelques-uns de ces noms que je vais m'empresser vous citer.

Le tableau offert par Robert de Sachy, en 1568, a pour auteur Firmin Lebel, d'Amiens.

Un acte passé devant M^e Roche, notaire, le 9 août 1568 nous le donne. Il porte marché entre Robert de Sachy, bourgeois et marchand drapier.

Et Firmin Lebel, maître peintre.

« Ce dernier s'engage à peindre, vernir, dorer à accoster un
» tableau de menuiserie fait par Mathieu Labesse, de la hauteur
» de 14 p^{ieds}, 7 p^{ieds} de large ; faire l'histoire donnée et les pour-
» traits de de Sachy, sa femme et ses amis, plus, peindre et dorer
» 12 grands tableaux qui ont dist sonnets et 250 petits, avec un

» petit tableau de la même histoire. Le tout moyennant 50 livres
» tournois. »

Cet acte donne non-seulement le nom de l'artiste peintre, mais aussi le nom du menuisier qui a exécuté le cadre, il donne, en outre, la marche suivie dans l'exécution tant de l'œuvre d'art que pour les sonnets qui étaient sans doute répandus lors de la cérémonie d'installation du tableau. On a, de plus, la preuve qu'une réduction de chacun des dits tableaux devait se trouver dans la maison du donateur.

Jean Boistel, prestre, chapelain de Notre-Dame, chanoine de Picquigny, est maître en 1570 (M. Rigollot le place en 1569), de la confrérie, suivant marché fait le 27 février 1570, chez M^e Roche, il traite avec les mêmes Firmin Lebel, peintre, et Mathieu Labesse, menuisier pour la confection du cadre et du tableau.

« Labesse promet de livrer au 15 mai et accouster tant de son
» mestier que de celui d'entailleux, en bois et aultres matières s'il
» est nécessaire, un tableau pour présenter le jour de Noël prochain, de la hauteur de 12 pieds, 6 pieds de largeur avec les
» manteaulx et bais bien et suffisamment faits de bon bois, celui
» du fonds fait de bois de Flandre, ensemble les penneaux des
» manteaulx, le dit tableau garny de 3 images à la discrétion du
» dit Boistel, le tout selon le pourtrait et patron paraphé par les
» notaires.

« Ensemble un autre petit tableau de la haulteur de 2 pieds 1/2
» et de la moitié de largeur, garni de manteaulx et 200 petits tableaux ou sonnets.

« Le tout moyennant 65 livres.

« Lebel devra peindre, dorer et accouster bien et suffisamment
» de toutes choses le dit tableau enrichi de porphyre es-endroits
» nécessaires, le tout bien et deument estoffé tant en or, peintures
» que aultrement, selon que la matière le requiert et dont visita.

» tion pourra estre faite par gens à ce cognoissants avec les effgies
» et pourtraits de telles personnes que le dit Boistel voudra nom-
» mer, et les manteaulx historiez selon la matière qui luy sera
» baillié et les sonnets et petits tableaux cy dessus peints et ac-
» coustrez bien et suffisamment le tout en dedans le jour de la Con-
» ception de Notre-Dame de l'an 1570, moyennant six vingt-livres. »

Le tableau offert par Jehan Dufresne fait l'objet d'un acte du 17 avril 1581.

Il est de Jehan Salle, maître menuisier, et de Jehan de Paris, artiste peintre.

Pierre Normant, maître menuisier, est l'auteur de la clôture de la chapelle des Drappiers offerte en 1584 par Charles de Sachy.

La chapelle des Tanneurs a reçu une clôture offerte par Toussaint Rolland en 1586 ; elle fut exécutée par Jehan Salle, moyennant 133 écus.

Je m'arrête, Messieurs, et borne ici mes citations. J'ai voulu, en prenant ma place au milieu de vous, vous donner une idée des recherches favorites qui font le charme de mes études. Je m'estimerai heureux si vous les agréiez avec faveur, et je m'efforcerais de vous offrir de temps à autre un bouquet archéologique cueilli aux mêmes sources.

Ce discours, comme les deux précédents, est applaudi.

— M. Bazot, à son tour, répond ainsi aux récipiendaires :

Messieurs,

Affaibli par la démission de plusieurs de ses membres, décimée par la mort, la Société a de grands vides à remplir : cependant, en remplacement des membres qu'elle a perdus, elle ne peut accepter que des hommes de valeur, dévoués, capables de la maintenir au rang que ses fondateurs ont su lui conquérir, rang élevé,

qu'atteste le savant historien du troisième des anciens ordres de la nation, en tête de son histoire du Tiers-Etat.

Je rappelle ce fait, non pour en tirer vanité mais pour vous apprendre, Messieurs, qu'il y a vingt ans, la Société était déjà en réputation parmi les savants, en conséquence, vous montrer toute l'étendue de nos devoirs, puis encore pour glorifier les Bouthors, les Guerard, les Rigollot, nos *Patres patriæ*.

« Les mémoires publiés par la Société des Antiquaires de Picardie et les communications obligeantes de quelques-uns de ses » membres m'ont été souvent d'un grand secours — dit Augustin » Thierry. — Je me plais, ajoute-t-il, à le reconnaître et à donner » ici un témoignage de haute estime à cette Compagnie, l'une des » plus distinguées par le mérite de ses travaux et par son zèle pour » l'histoire nationale. »

En vous recevant, Messieurs, la Société compte retrouver les mérites et la science qui lui ont valu ce bel éloge ; certificat de capacité d'autant plus flatteur qu'à cette époque la Société était à peine dépouillée de ses langes, et qu'à de très-rares exceptions près la réputation est l'ouvrage des années.

MONSIEUR TILLOY.

Ancien professeur de l'Université, vous unissez à l'instruction le jugement, à une plume exercée un fin ciseau, mais vous avez une conscience trop scrupuleuse : vous ne pensez pas être entré sur le terrain de l'archéologie et croyez ne l'avoir que cotoyé ; sur ce point, permettez-moi, Monsieur, de différer d'opinion avec vous. Les articles que vous avez publiés dans le but de réunir et de publier en un volume les satires picardes d'Hector Crinon, vos réflexions sur les dialectes de la langue grecque, sur les patois de Picardie, sont autant d'incursions dans le domaine de l'antiquité ; est-ce que l'archéologie, par extension, n'embrasse pas l'étude des langues mortes ?

Rédacteur en chef du *Journal d'Amiens*, vous êtes appelé, par votre emploi, à enregistrer jour par jour tout ce qui se passe en Picardie.—Le style simple, naturel, de votre excursion archéologique et de votre visite au château de Champien, la description charmante que vous avez faite du vieux manoir promettent à vos lecteurs un excellent annaliste. Ce ne sera jamais à vous, Monsieur, que s'adressera le reproche fait aux Antiquaires de trouver rarement chez eux la grâce embellissant le savoir, et de ne produire que d'énormes, que de lourdes compilations.

A vos heures de loisirs vous cultivez, avec succès, l'art de la sculpture. Vos médaillons, vos bustes qui ont figuré à l'Exposition artistique et archéologique faite à Amiens en 1860, ont été approuvés par des amateurs éclairés et par des juges compétents, qui ont reconnu que ne vous tenant pas à une froide ressemblance et à la reproduction des traits d'une manière sèche, vous aviez rendu avec habileté et sentiment l'expression de figure propre à chacune des personnes dont vous aviez modelé le portrait. Les louanges ne vous ont pas été épargnées, je m'en souviens, vous avez dû jouir du plaisir de les entendre.

Je suis heureux de l'occasion qui m'est offerte par votre réception, Monsieur, de remercier le propriétaire du *Journal d'Amiens* de l'appui désintéressé qu'il a loyalement donné à la Société dans la question du Musée Napoléon, de l'accueil bienveillant qu'il a fait aux articles écrits dans le sens de la communalisation du monument, veuillez, je vous prie, assurer M. Jeunet de notre entière gratitude.

A ce sujet, reconnaissons que si les journaux, sous le rapport politique, ont des adversaires, comme documents historiques ils ne sauraient avoir que des partisans. En effet, les journaux sont une des sources historiques les plus précieuses: interprètes, quoique parfois passionnés, des temps qu'ils traversent, ils en reproduisent la physionomie, et le *Journal d'Amiens* sera un jour un témoin irréc-

cusable de la volonté bien arrêtée des Picards de conserver pour eux à toujours le Musée Napoléon.

Monsieur l'Abbé,

Votre connaissance parfaite de la langue hébraïque, votre communauté de langage avec cette Allemagne si docte et si laborieuse, votre qualité de polyglotte, enfin, vous donnent l'avantage de rendre à la théologie de grands services et le droit de prétendre dans peu à notre première place d'honneur.

La traduction que vous avez faite des Quatre Evangiles avec notes et dissertations est un travail de haute portée, reçu avec faveur par les esprits sérieux ; M. Tilloy, aujourd'hui notre collègue, était l'écho de l'opinion publique lorsqu'en juin 1864, il écrivait dans la *Gazette de Péronne* les lignes que je transcris ici, votre modestie dû-elle en souffrir.

« Il a été fait mention de la traduction des Quatre Evangiles par
» M. l'abbé Crampon l'un des ecclésiastiques qui, par leur science,
» font le plus d'honneur au diocèse d'Amiens. Cette traduction,
» enrichie de notes et de dissertations, où se trouve abordée la so-
» lution des difficultés auxquelles peut donner lieu la lecture des
» Evangiles, a pris place à côté des plus savantes et des plus habiles
» réfutations de la *Vie de Jésus*. »

En séance, vous nous donnerez d'utiles enseignements par vos dissertations sérieuses, dégagées de toutes idées chimériques sur les étymologies. On a beaucoup ridiculisé, vous ne l'ignorez pas, monsieur l'Abbé, la science des étymologies, parce qu'il est arrivé que des savants chargés de grec et d'hébreu ont voulu soumettre toutes les origines des mots à leurs rêveries ; l'imagination va si vite quand elle s'égare ! Mais vous, quoique chargé de grec et d'hébreu et même d'allemand, guidé par la raison, vous ne vous perdrez pas dans le vaste champ des conjectures ridicules et des

hypothèses plus qu'hasardées, dès lors vos communications auront toujours un grand intérêt pour nous et pour le monde savant.

Les premiers civilisateurs des hommes comprirent que pour arriver aux yeux de l'intelligence il fallait s'adresser aux yeux du corps. Leurs premiers enseignements religieux se produisirent donc sous la forme symbolique. Le symbole, c'est-à-dire l'expression figurée, l'image d'une idée, se gravant mieux dans l'âme qu'une idée exprimée, il s'ensuivit que l'usage du symbole transmis d'âge en âge fut en grande estime parmi les adorateurs des faux dieux, parmi les anciens Hébreux, et que les Chrétiens sortis du Paganisme comme du Judaïsme eurent aussi leurs symboles. Mieux que tout autre, vous pourrez, M. l'Abbé, par la lecture des textes originaux de nos livres saints, rechercher l'origine de nos symboles, vous effacerez les tâches que l'ignorance et l'erreur introduisent dans leur reproduction, dans les traductions, en faisant ressortir les motifs qui les firent admettre. Vous nous expliquerez le sens vrai qu'on doit y attacher.

MONSIEUR DUBOIS,

A vous, qui tenez la clef des archives municipales, le travail productif ne suffit pas, et passant de l'utile à l'agréable vous explorez, avec une ardeur des plus louables, les vieux titres amiénois. Vous avez successivement publié, à vos risques et périls, l'histoire des monuments, des principales maisons ayant existé ou étant encore debout dans notre bonne ville, vous avez étendu vos recherches aux faits remarquables passés à Amiens. Cet acte de désintéressement a été apprécié et a mérité des encouragements, mais à l'avenir le fruit de vos travaux enrichira le Bulletin et les Mémoires de la Société.

Pour bien apprécier l'exécution que vous rapportez, exécution par la main du bourreau, en mars 1463, de deux pourceaux qui avaient
" desquirrè et ronghyé à leurs dens ung petit enfant es faubourg

« d'Amiens, donc et depuis il estoit alé de vie à trépas, » il faut remonter le cours des années, se placer au point de vue du moyen âge et ne pas oublier que le grotesque et la naïveté se tenaient par la main.

La maison du Blanc-Pignon tombera bientôt en ruines; mais, grâce à votre intéressante notice, elle ne sera pas perdue pour nos successeurs : bientôt aussi l'ancien hôtel des Douze Pairs de France sera abattu, s'il ne croule avant que le démolisseur s'en soit emparé. Vous lui consacrerez un article nécrologique ; et, à propos de son enseigne, vous nous remettrez en mémoire l'opinion commune que Charlemagne avait douze pairs, opinion qui s'est répandue surtout dans les temps où la poésie chantait ses exploits et ses campagnes. On disait également que six Pairs de Hugues Capet, en le faisant roi, étaient demeurés ses égaux et jugeaient avec lui.

La première assertion n'était pas mieux fondée que la seconde. Les douze Pairs ne proviennent pas plus des grands de Charlemagne que des vassaux de Hugues Capet. On ne trouve nulle trace, sous les Carlovingiens comme sous leurs premiers successeurs, d'un tribunal formé par les douze seigneurs désignés. Les Douze Pairs ne sont pas nés avec la féodalité, ils ne l'ont pas précédés. C'est Philippe-Auguste qui a formé la première réunion des Pairs et leur a donné arbitrairement cette qualification traditionnelle et ce nombre symbolique.

Un jour vous retrouverez l'emplacement de ces maisons où s'exerçait, au milieu du *xvi^e* siècle, une industrie disparue d'Amiens et qui ne se rencontre plus qu'à Paris ; la vente de viandes rôties. Le débit était grand, paraît-il : Rabelais, dans son Pentagruel, répond au moine Bernard Lardon qui le niait :

« Voire je vous dis comme espiaut et prest à compter et nombrer
» tant à destre comme à henestre combien et de quel cousté plus
» nous rencontrerions de roustisseries roustissantes. Dedans

» Amiens en moins de chemin quatre fois, voir trois, qu'avons
» fait en nos contemplations, je vous pourrais montrer plus de
» quatorze roustisseries antiques aromatisantes. »

Vous nous parlerez de Guillot, qui, à cette époque, était en réputation du plus délicat cuisinier qui fût à Amiens et même en France, et vous nous direz s'il est vrai que « la raison du grand » nombre de rôtisseries, que longtemps, depuis encore on trouvait » dans toute la Picardie et particulièrement à Amiens, » c'est que dans les hôtelleries du pays on ne fournissait au passant que le couvert, la nappe, les verres, le pain et le vin. »

Vous rendez compte dans vos entrées royales et princières du mariage de Charles VI et d'Isabelle de Bavière ; vous citez un passage du manuscrit de M. Achille Machart où il est dit qu'à l'occasion de ce mariage on frappa à Amiens une médaille représentant deux amours qui se regardent, tenant chacun un flambeau.

Cette médaille n'a jamais été ni gravée ni frappée, M. Machart s'en est rapporté au Père Daire, et le Père Daire lui-même a copié De Bie, sans s'assurer de l'exactitude du fait avancé.

De Bie passe pour avoir décrit et fait dessiner dans la France métallique (1636) des médailles de son invention. Je crois d'autant plus à la fertilité de l'imagination du numismatiste, qu'il n'est pas à ma connaissance qu'avant 1415 on ait fait de médailles pour perpétuer le souvenir des événements remarquables, des rois, des reines, des grands hommes de France. La ville de Lyon fut la première qui, dans notre pays, offrit une médaille commémorative à Charles VIII et à Anne de Bretagne, dont elle représentait les effigies ; elle la leur donna dans l'année 1494.

Les médailles historiques ne sont pas françaises de naissance, les premières parurent en Italie.

Messieurs,

Vos publications, qu'il aurait été trop long de citer toutes, ont fait connaître votre valeur et nous ont donné la mesure des espérances que nous pouvons concevoir sur votre utile concours, vous n'avez qu'à vous mettre à l'œuvre ; travaillez donc et témoignez du zèle pour l'honneur de la Compagnie en lui faisant souvent des communications et des lectures.

Un prédicateur de Louis XIII, (son nom m'est resté inconnu), a soutenu en chaire que le nombre dix était le plus parfait, parce qu'il représente la perfection où tout nombre aboutit, car étant parvenu au nombre dix on recommence à compter, de sorte que le nombre dix est le nombre de perfection : les anciens prétendaient, au contraire, que les nombres impairs étaient agréables aux dieux. Pour moi, sans me préoccuper des combinaisons numériques que peut inventer l'esprit humain et me soucier de leur influence cabalistique, je suis d'avis que s'il y a un nombre parfait, c'est celui de trois, parce qu'il représente tout à la fois l'HARMONIE PARFAITE et votre triple admission : le prenant donc à bon augure, je répète, en finissant, ce qui a été dit bien avant nous, pour la première fois :

Numero Deus impari gaudet.

Ce discours, obtient à plusieurs reprises, les suffrages de l'assemblée.

— M. Garnier propose que les trois membres nouvellement reçus soient, à cause de l'époque avancée de l'année, exemptés de la cotisation pour 1869. Cette proposition est acceptée.

— M. A. Dubois offre à la Société un vase en terre trouvé à Boutillierie, rue Bel-Air, et un fer à repasser sur lequel on remarque en relief une grande fleur de lys.

— Conformément à l'ordre du jour, il est procédé au renouvellement du Bureau.

Au premier tour, sur 22 votants, M. Bazot, président, obtient 9 voix ; M. Hesse, vice-président, également 9 voix ; M. Duval, 2 voix. On compte deux bulletins blancs.

Après ce résultat négatif, M. Bazot déclare qu'il n'acceptera pas la présidence pour 1870.

Il est procédé à un second tour de scrutin qui donne : 13 voix à M. Hesse, 7 voix à M. Bazot, 1 voix à M. Duval, 1 billet blanc.

En conséquence, M. Hesse est proclamé président.

Un tour de scrutin a lieu pour la nomination d'un vice-président.

M. l'abbé Duval, ayant obtenu la majorité des suffrages, est proclamé vice-président.

Un dernier tour de scrutin a lieu pour la nomination d'un secrétaire annuel.

Avant qu'il soit procédé à l'élection, M. Rembault déclare que, dans l'hypothèse où quelques-uns de ses collègues voudraient l'honorer de leurs suffrages pour lui continuer les fonctions de secrétaire, il est fermement résolu à ne pas accepter.

M. Leleu, ayant obtenu la majorité des voix, est proclamé secrétaire annuel pour l'exercice 1870.

— M. Bazot, qui a donné sa démission de trésorier, déclare que sa détermination est irrévocable.

M. l'abbé Jourdain propose à M. Bazot de faire l'intérim de la trésorerie pendant un mois, il espère que son collègue reviendra sur sa décision.

M. Bazot persiste énergiquement dans son refus.

M. Rembault propose pour cette charge M. Duvette.

Un scrutin est ouvert qui donne, sur 22 votants, 19 voix à M. Duvette, qui est proclamé trésorier.

— M. Hénoque fait une communication écrite, résumant une lettre à lui adressée par M. l'abbé Hoin, sur une découverte de vases et d'armes antiques faite à Saint-Riquier.

— Le rapport préparé par M. Le Tellier sur la visite des tableaux de l'église de Camon, est indiqué pour la prochaine séance.

— M. Jourdain prend la parole pour annoncer qu'il a fait, en qualité de président de la Commission de cession, un acte qui clot la question du Musée, mais que cet acte a besoin de l'appréciation de la Société. Pendant son absence pour un deuil de famille, la Commission de cession s'était réunie et avait décidé qu'une lettre rédigée par elle serait adressée à M. le Président de la Société qui, à son tour, la communiquerait au Préfet. M. Jourdain, de retour à Amiens, a fait d'inutiles recherches pour retrouver cette lettre qui avait été laissée sur son bureau, la réunion de la Commission ayant eu lieu chez lui. Il s'est décidé, en conséquence, après s'en être entendu avec plusieurs membres de la Commission, à rendre visite au Préfet à l'effet d'obtenir de vive voix le renseignement sur le solde définitif à payer, que la lettre rédigée par la Commission avait pour but de se procurer.

Le Préfet lui a déclaré d'une manière nette, catégorique et loyale que rien au-delà des quatre mille et quel-

ques cents francs réclamés ne serait exigé de la Société. En outre, notre collègue s'est transporté dans le bureau de la division de M. Macque, à la Préfecture, et ce chef lui a mis en main toutes les pièces et tous les chiffres dont il pouvait avoir besoin. Il s'est convaincu qu'il n'était dû pour le solde définitif du compte du Musée Napoléon qu'une somme de quatre mille et quelque cents francs. Quant à la remise des pièces, il a dû accepter l'explication qui lui a été donnée, à savoir que la Société ayant renoncé à l'examen des comptes et des documents, pourrait plus tard consulter la partie historique de ces documents qui seraient déposés aux archives de la ville. Sur ce point, M. l'abbé Jourdain avait dépassé les résolutions de la Commission, qui avait réservé la question jusqu'à ce que l'incident relatif à la dette fût vidé.

M. Jourdain a vu aussi M. le Maire qui lui a déclaré que si, par impossible, on réclamait un supplément de solde en dehors des quatre mille et quelques cents francs exigés, cette note supplémentaire ne concernerait jamais la Société des Antiquaires de Picardie.

Après ces démarches, M. l'abbé Jourdain a rédigé une lettre dont il a été soumettre le brouillon à M. le Président de la Société, puis il a copié ce brouillon et l'a remis entre les mains du Président qui, à son tour, l'a envoyé au Préfet.

M. Jourdain donne lecture de sa lettre :

- Le 7 décembre 1869.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La Commission de cession du Musée Napoléon, conformément aux

ordres que la Société lui a donnés dans sa séance du 9 novembre, a examiné le 19 du même mois le double incident que vous lui avez soumis, 1^o touchant le chiffre réel et définitif de la somme à payer par elle pour solde de tout compte à sa charge concernant le Musée, et 2^o touchant les pièces relatives à l'entreprise du monument qui sont entre les mains de M. Dufour.

Sur la première de ces deux questions, M. le Préfet de la Somme a bien voulu donner au Président de la Commission l'assurance verbale que la dette à couvrir par la Société montait en tout et pour tout à vingt-sept mille et quelques cents francs, que, dix mille francs versés chez M. de Nerville antérieurement à la transmission des comptes à la Société, et douze mille et quelques cents francs versés postérieurement, ont réduit d'autant cette dette, et que, en conséquence, aussitôt que le versement des quatre derniers mille et trois ou quatre cents francs aura été effectué, il sera délivré à la Société, par qui de droit, une quittance pour solde de tout compte.

Pour ce qui concerne les pièces relatives à l'entreprise du Musée qui ont été l'objet d'une nouvelle difficulté, il résulte de la conversation que M. le Préfet a bien voulu avoir avec le Président de la Commission que cette difficulté repose sur un simple malentendu, et qu'elle est par conséquent légère et très-soluble.

Les pièces en question sont de deux sortes : les unes constituent les comptes de l'entreprise, les autres peuvent être considérées comme simples documents historiques qui sont de nature à jeter, pour l'avenir, un plus grand intérêt sur l'origine et sur le passé du monument.

Le malentendu tient à ce que la Commission, en déclarant à M. le Préfet qu'elle s'en rapportait entièrement à lui et à l'examen qu'il ferait des comptes, et qu'elle payerait, sur ses conclusions et sur sa parole, la somme à elle afférente d'après le traité, a cru réserver à son profit la remise des pièces, titres et documents qu'elle regarde

comme étant surtout historiques ; tandis que, de son côté, M. le Préfet aurait compris que la Société renonçait à réclamer la remise entre ses mains et le dépôt, à faire par elle, dans ses archives et dans les archives du Musée, de toutes les pièces, qu'elles fussent de l'une ou de l'autre de ces deux catégories.

Sur ce point, la Commission pense que, sans chercher à l'éclaircir et à incidenter, la Société fera acte de déférence et de conciliation en résolvant la difficulté dans le sens dans lequel M. le Préfet avait lui-même entendu la chose, à savoir, qu'elle s'en rapportera à sa sagesse et à son esprit d'équité sur la manière dont il lui semblera que les pièces, de quelque nature qu'elles soient, doivent être transmises à la ville, et déposées dans les archives municipales ou dans celles du Musée lui-même.

Aussi bien ces pièces devenant la propriété de la ville et devenant par conséquent l'objet d'un dépôt public ne peuvent manquer d'être toujours accessibles à la Société des Antiquaires dans l'intérêt de l'histoire et dans l'intérêt du monument.

En résumé et par suite des éclaircissements recueillis par le Président de la Commission, il semble à cette Commission ;

Premièrement, que rien ne s'oppose à ce que la Société se désiste de son droit à réclamer les pièces concernant l'entreprise et les comptes du Musée ;

Secondement, que la somme de quatre mille et quelques cents francs, reste de la dette du Musée à la charge de la Société, peut-être versée immédiatement contre la quittance pour solde de tout compte.

Agréez, Monsieur le Président, la nouvelle assurance de ma considération très-distinguée.

Le Président de la Commission de cession du Musée Napoléon.

E. JOURDAIN.

Après cette lecture, M. Hesse rappelle que la Société s'est engagée à payer 27,000 francs et à laisser déposer les pièces aux archives de la ville. C'est ce que la lettre indique, elle stipule 1^o un quitus définitif de quatre mille et quelques cents francs ; elle manifeste 2^o le vœu que les archives municipales reçoivent les documents relatifs au Musée. Il demande, en conséquence, que la Société approuve la lettre de M. l'abbé Jourdain.

Cette approbation est donnée par la majorité de l'assemblée.

M. Jourdain, dans une dernière explication, reconnaît que M. le président Bazot a pu être froissé de ce que la lettre en question n'a pas été conçue dans les termes primitivement adoptés par la Commission.

Et d'ailleurs, ajoute l'honorable membre, M. Bazot avait de son côté d'excellentes raisons, au point de vue de la convenance et du droit aussi bien qu'à celui des intérêts de la Société, pour désirer la remise des pièces.

M. Jourdain termine en rappelant les services rendus à la Société par M. le président Bazot. L'intelligence, la fermeté et le succès avec lesquels il a conduit les affaires de la Société méritaient des égards et la reconnaissance dont M. Jourdain pense que notre honorable collègue aurait reçu le juste témoignage, s'il n'avait pas décliné l'honneur d'une réélection qui lui était offerte.

La Société s'associe unanimement aux sentiments exprimés par le préopinant.

M. Bazot répond que la seconde lettre n'était pas régulière puisqu'elle n'émanait pas de la Commission,

qui n'avait pas été convoquée au retour de M. Jourdain. Il y avait là, selon lui, un vice de forme sur lequel il est inutile de s'appesantir en présence du vote favorable que vient d'émettre la Société pour approuver cette seconde lettre.

MEMBRES ADMIS.

En qualité de titulaires résidants :

M. TILLOY, rédacteur en chef du *Journal d'Amiens*.

M. CRAMPON (l'abbé) aumônier de la Sainte-Famille, chanoine honoraire d'Amiens et de Perpignan.

M. DUBOIS, (Auguste), chef de bureau à la Mairie d'Amiens.

En qualité de membre titulaires non résidants :

M. AMYOT, lieutenant au 16^e de ligne, membre correspondant de la Société des Antiquaires de France.

M. l'abbé LEFEVRE, vicaire à Abbeville.

OUVRAGES OFFERTS A LA SOCIÉTÉ

Pendant le 4^e trimestre de 1869.

I. Par S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique.

1^o Revue des Sociétés savantes, avril, mai Juillet, août, septembre, octobre. 1869. — 2^o Archives des Missions scientifiques et littéraires. 2^e série. tome v. liv. 3. tome II. liv. 1. — 3^o Dictionnaire topographique du département du Gard, par M. E. Germer-Durand 1 vol. in-4. — 4^o Répertoire archéologique du département de l'Yonne, par M. Max Quantin. 1 vol. in-4. — 5^o Cartulaire de

l'église cathédrale de Grenoble, dit Cartulaire de Saint-Hugues.
Publié par M. Jules Marion. Paris 1869. 1 vol. in-4°.

II. Par S. E. M. le Ministre des Beaux-Arts.

Les gemmes et bijoux de la couronne. n° partie. 1 vol. in-folio.

III. Par S. E. M. Ministre de la Marine et des Colonies.

Revue maritime et coloniale, nos 106, 107, 108.

IV. Par M. le Préfet du département de la Somme.

Département de la Somme.—Conseil général.—Session de 1869.
Amiens 1869. A. Caron. 1 vol. in-8.

V. Par M. Alfred de Moyencourt.

Histoire généalogique et héraldique sur la maison des Tyrel, sires, puis princes de Poix, et sur les familles de Moyencourt et de Poix (en Picardie, en Berry, en Poitou, et en Touraine) depuis l'an 1030 jusqu'en 1869, avec tableaux généalogiques et preuves. Ouvrage illustré d'un grand nombre d'écussons. Par Cuvillier-Morel d'Acy. Paris 1869. Rouge. 1 vol. in-8. fig.

VI. Publications périodiques.

1° L'Institut, nos 402, 403, 404, 405, 406. — 2° Journal des beaux-arts, nos 19, 20, 21, 22, 23, 24. — 3° Revue de l'Art Chrétien, nos 9, 10. — 5° La Minerve de Toulouse. Revue de la décentralisation scientifique et politique. Introduction prospectus. 1868.

VII. Par les Auteurs.

1° Le Concile de Constance et les origines du gallicanisme. Par M. l'abbé J. Corblet. Arras 1869. V° Rousseau Leroy. in-8. — 2° Origine du patronage liturgique des boulangers. — Saint-Honoré. Mémoire lu au congrès de la Sorbonne (1869), par M. l'abbé J. Corblet. Arras 1869. V° Rousseau Leroy. in-8. — 3° Improvisation patriotique. Fêtes de Liège (septembre 1869) données à l'occasion du grand tir international. Essai de tablettes liégeoises par Alb. d'Ottreppe de Bouvette. 101° liv. Liège 1869. in-8. — 4° Les Tai-Pings par M. Armand The Rule (Heurtel). Rouen 1869. Cagniard. 1 vol.

in-8. — 5° Exposé de la situation de la compagnie de Memphis-el-Paso et Pacific rail-road (Chemin transcontinental-pacifique, par J. C. Frémont. Paris 1869. in-8. — 6° Le comte de Rambuteau, par M. Al. Albrier. Dijon 1869. Rabutot. in-8. — 7° M. Albrier et ses travaux. Par Eugène Beauvois. Dijon 1869. Rabutot. in-8. — 8° Le Sanctuaire celtique du mont de Ballancourt (Seine-et-Oise). Rapport fait à la Société d'Emulation du Doubs, par M. Henri Martin. Besançon 1869. in-8. pl. — 9° Derniers éclaircissements sur l'emplacement de Quentovic, par M. L. Cousin. Dunkerque. 1869. V° Kien. in-8. — 10° Excursions et fouilles archéologiques faites en 1868 dans l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer, par M. L. Cousin. Dunkerque 1869. V° Kien. in-8. — 11° Essai de tablettes liégeoises par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 3° liv. Liège 1852. — 12° Triade ou les trois chapitres de la 100° livraison des tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 100° liv. Liège 1869. in-8. — 13° Notes généalogiques sur la famille Bourrée, par le comte Ch. Le Clerc de Bussy. Amiens 1869. Lenoël-Herouart. in-8. — 14° Vie du Dante. Analyse de la divine comédie. Par Henri Dauphin. Paris 1869. Durand. Amiens Jeunet. 1 vol. in-8. — 15° Origines de l'église de Tours, par M. Ch. Salmon. Arras 1869. V° Rousseau Leroy. in-8. — 16° Quelques monuments élevés en l'honneur du Saint-Sépulcre de Notre-Seigneur Jésus-Christ, par Arthur Demarsy. Arras 1869. in-8. — 17° Die geschichtlichen Ergebnisse der Aegyptologie, Vortrag von Fr. Joseph Lauth. Munchen 1869. In-4° — 18° La Corbeille de pensées. Essai de tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 98° liv. Liège 1869. in-18. — 19° L'Hôtel-de-Ville d'Hesdin, par M. J. Lion. Amiens 1869. Lenoël-Herouart. in-8. — 20° Notice historique et descriptive sur l'église collégiale de Saint-Hildevort de Gournay-en-Bray, par M. l'abbé Cochet. Rouen 1851. in-8. fig. — 21° Jehan Molinet, poète et historien du XV° siècle, (d'après un manuscrit de la bibliothèque d'Arras), par le comte Achmet d'Héri-

court. Arras 1869. Tierney. in-8. — 22° *Curiosités numismatiques. Médailles et monnaies rares et inédites.* 14° article, par M. R. Chalon. Bruxelles 1869. in-8.

VIII. Par les Sociétés étrangères.

1° *Revue de la Numismatique belge.* 5° série. T. 1, 4° liv. — 2° *Inscriptions funéraires et monumentales de la province de la Flandre orientale.* Liv. 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60. — 3° *The numismatic chronicle and journal of the Numismatic Society.* n° xxxiv-xxxv. — 4° *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois.* Tome ix, 2° livre. — 5° *Nachrichten von der K. Gessellschaft der Wissenschaften und der Georg-Augusts Universitat aus dem Jahre 1868.* Gottingen. — 6° *Tillæg til aarboger for nordisk oldkyndighed og historie aargang 1868* adgivet af der Kongelige nordiske oldskrift selskab. 1869. — *Aarboger for nordisk oldkyndighed..* 1867. III, IV hefte. — *Mémoires de la Société royale des Antiquaires du Nord.* Nouvelle série. 1867. 1° liv. — 7° *Académie royale de Munich.* — *Abhandlungen der philosophisch-philologischen Classe.* XI band. 3 Abth — *Sitzungsberichte.* 1867. B. II. Heft 2, 3 1868. B. II. H. 2, 3, 4. — 1869. B. I. H. 1, 2. — 8° *Reale Istituto Lombardo di scienze e lettere.* *Memorie.* Classe di lettere e scienze morali e politiche. Vol. XI. fig. 1 — *Rendiconti.* serie II. vol. I. fac. XI-XX. vol. II. *Solenni adunanze.* *Adunanza del 7 Agosto 1868.* — 9° *Bulletin de l'Académie impériale des sciences de Saint-Petersbourg.* Tome XIII. n° 4, 5. — 10° *Compte-rendu de la Commission impériale d'archéologie (de Saint-Petersbourg), pour l'année 1865.* 1 vol. in-4 et atlas. — *Pour l'année 1866.* 1 vol. in-4 et atlas. — *Pour l'année 1867.* 1 vol. in-4 et atlas. — 11° *Mittheilungen der historischen Vereines für Steiermark.* XVII Heft. — *Beitrage zur Kunde steiermarkischer Geschichtsquellen.* 6 Jahrgang. — 12° *Sitzungsberichte der Konigl-bayer. Akademie der Wissenschaften zu München.* 1869. Band I. Heft. 3, 4. — Band II. Heft I.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance du mardi 11 Janvier 1870.

Présidence de M. HESSE, président.

M. l'abbé Poiré, d'Herleville, assiste à la séance.

— M. Rembault donne lecture du procès-verbal de la dernière séance qui provoque plusieurs observations. — M. Pouy demande le changement d'une expression qui ne lui semble pas traduire sa pensée. — M. Darsy, auquel la parole est donnée, croit devoir signaler une erreur dans le compte relatif aux démarches de M. l'abbé Jourdain, président de la Commission de cession du Musée. — M. Duval expose, à propos de cet incident, que M. Jourdain n'a point écrit d'abord de lettre à M. le Préfet, mais a été lui faire une visite et lui a écrit ensuite. Il rétablit et résume tout l'historique de ces démarches. A la suite de cette observation, une rectification est faite au procès-verbal qui est adopté.

— M. le Président annonce que M. Bazot qui a déjà

donné sa démission de trésorier dans la séance précédente, déclare donner sa démission de membre de la Société des Antiquaires. Cette nouvelle produit sur tous les membres la plus pénible impression. On déclare unanimement qu'on ne peut accepter la démission d'un des membres qui ont rendu à la Société les plus longs et les plus remarquables services. Et, sur la proposition de tous, on convient qu'une démarche sera faite auprès de lui pour le faire revenir d'une si fâcheuse décision. Le Bureau et plusieurs autres membres feront partie de cette députation.

— On procède ensuite à l'installation du Bureau.

— M. Hesse, président, prononce le discours suivant :

Messieurs,

En prenant place à ce fauteuil où m'ont appelé vos bienveillants suffrages, ma première pensée ne peut être qu'un sentiment de gratitude, mes premières paroles ne sauraient exprimer que des remerciements. Je suis aussi touché de ce témoignage de votre estime et de votre sympathie, que flatté de l'honneur que vous m'avez accordé. Lorsque mes regards se portent sur les hommes distingués qui m'entourent, que leurs écrits, leurs services, leur science et leur talent rendent si dignes d'occuper ce fauteuil de la présidence, j'aurais lieu, sans doute, de m'étonner de votre choix et de vos préférences, si je pouvais oublier les années que nous venons de traverser et les luttes ardentes que nous avons dû soutenir pour la communalisation du Musée; vous avez tenu, messieurs, à donner aux membres de la commission nommée par vous pour assurer à la ville d'Amiens la propriété de ce palais, un témoignage éclatant de votre satisfaction pour leurs efforts, leurs travaux et leurs démarches

couronnées enfin de succès; à diverses reprises vous avez choisi dans leurs rangs votre président et les membres de votre bureau.

Il y a deux ans, M. l'abbé Jourdain président de cette commission était appelé par vous à ce fauteuil. L'an dernier ce fut encore un de ses membres, M. Bazot, que vous avez choisi pour l'occuper. En même temps vous m'appeliez à la vice-présidence, préludant ainsi dès lors au vote de la dernière séance; enfin vous aviez confié les difficiles fonctions de secrétaire à un autre membre de cette phalange dévouée, à M. Gabriel Rembault, l'un de nos collègues les plus laborieux et les plus zélés, qui n'a cessé de défendre dans la presse départementale avec autant d'énergie que de talent, la cause de la communalisation du Musée. L'espoir que vous aviez placé dans ces choix n'a pas été déçu. Vos présidents ont tous deux justifié votre attente. Vous n'avez pas oublié avec quelle activité, quel esprit de conciliation, et quelle persévérance M. l'abbé Jourdain s'est acquitté de ses fonctions. C'est à ses écrits, à ses démarches réitérées auprès des membres de notre édilité, que nous devons en partie le vote qui a définitivement assuré la communalisation du Musée Napoléon. Aussi le nom de M. l'abbé Jourdain restera-t-il, à juste titre, associé à cet acte mémorable. (Marques d'approbation).

La présidence de M. Bazot n'a pas été moins fructueuse. C'est pendant sa durée, dans le cours de cette année 1869 qui vient de finir, qu'a été signé la convention par laquelle la Société des Antiquaires de Picardie a cédé le Musée Napoléon à la ville d'Amiens pour former désormais le Musée communal de cette cité. M. Bazot a été chargé de signer ce traité au nom de la Société des Antiquaires, et c'était justice; on pouvait lui appliquer les paroles de l'héroïne d'Orléans « il avait été à la peine, il devait être à l'honneur ». M. Bazot, je me plais à le rappeler, Messieurs, est l'un des vétérans de notre Compagnie, presque l'un de ses fondateurs. Je n'ai pas besoin de vous redire avec quel dévouement il a rempli

pendant plus de 18 ans la charge de trésorier. Lorsque M. l'abbé Jourdain a été appelé par vous à présider la Société, ce fut M. Bazot qui l'a remplacé comme président de la commission de cession du Musée. Au moment où le désir bien légitime de jouir d'un repos mérité par une vie laborieuse fait résigner à M. Bazot ses fonctions de trésorier, je suis certain d'aller au devant de vos vœux, en me rendant vis-à-vis de mon honorable prédécesseur l'interprète de la reconnaissance de toute la Société. (Marques unanimes d'approbation).

La sollicitude de M. Bazot et ses démarches énergiques pour la communalisation du Musée ne l'empêchaient point de donner des soins assidus à l'administration de la Société, et de provoquer tout ce qui pouvait ajouter à son éclat. C'est pendant sa présidence qu'a eu lieu la séance publique où a été décerné à M. Emile Coët, auteur de l'histoire de la ville de Roye, un des prix fondés par MM. Leprince et Ledieu. Il y avait longtemps, plus de cinq années, que pour des causes regrettables qu'il est inutile de rappeler, ces solennités littéraires étaient interrompues. Nous félicitons M. Bazot d'avoir renoué cette chaîne brisée de nos traditions. Nous devons désirer, et tout nous fait espérer que cet exemple sera suivi, que pendant cette année 1870 qui commence, et pendant celles qui la suivront, la Société fidèle à ses statuts tiendra à décerner dans une séance publique, aux lauréats de ses concours, les prix que nous devons à la munificence de MM. Ledieu et Leprince, deux des bienfaiteurs de la Société.

C'est ainsi, Messieurs, en suivant les exemples de nos devanciers, en nous conformant aux règles qu'ils nous ont laissées, que nous maintiendrons la Société au rang élevé qu'elle a su conquérir, et dont nous pouvons être fiers à bien juste titre : si nous jetons en effet nos regards en arrière, si nous mesurons la distance qu'elle a parcourue depuis sa fondation, combien devons nous nous féliciter

des développements obtenus, de l'importance acquise par ses travaux, par ses publications, et de la considération dont elle est entourée en France et à l'Etranger. Il y a aujourd'hui 33 ans environ qu'elle naissait dans le modeste cabinet d'un magistrat de cette ville, de M. François Guérard, dont l'image décore cette salle, et qui fut tout à la fois, l'un des fondateurs, des présidents et des bien-fauteurs de notre Compagnie ; elle était bien peu nombreuse alors, bien inconnue, et ne pouvait guère prévoir l'avenir qui lui était destiné ; c'était le gland destiné à devenir un grand arbre. Quelques hommes animés des mêmes goûts pour les sciences, les arts, les lettres et l'archéologie, pleins de zèle pour le culte du passé et des souvenirs, jaloux de faire revivre des noms injustement oubliés, et de mettre en relief les illustrations de leur pays, conçurent la pensée de créer la Société des Antiquaires de Picardie ; grâce à leurs efforts, à leur persévérance, les préventions se dissipèrent, les difficultés s'aplanirent, l'œuvre fut fondée, et nous sommes aujourd'hui les témoins des résultats de leurs travaux. Honneur à ces hommes d'élite, à MM. Leprince, Guérard, Rigollot, Bouthors, marquis de Clermont-Tonnerre, comte de Betz, De Grattier que la mort vient de nous ravir, et Dusevel, le seul survivant de cette noble phalange que nous sommes heureux de retrouver encore aujourd'hui parmi nous. En prenant place à ce fauteuil que presque tous ont successivement occupé et vous savez Messieurs avec quelle distinction, c'est pour moi tout à la fois un devoir et un bonheur de payer à ces fondateurs de la Société, nos glorieux ancêtres, ainsi qu'à la mémoire de MM. Cheussey, Breuil, Deberly, Bisson de la Roque, Malot, Magdeleine, un légitime tribut d'hommages, comme ce sera ma constante préoccupation de marcher sur leurs traces et de m'inspirer de leur esprit. Si je ne craignais de blesser la modestie des collègues qui m'entourent, j'ajouterais qu'ils ont eu ici de dignes successeurs ; que MM. Garnier, Dufour, Corblet, Duval, de

Beccquemont, d'Herbington, Jourdain, Bazot et d'autres encore dont les noms m'échappent, ont après eux occupé avec éclat ce fauteuil de la présidence et contribué à développer la prospérité de notre Compagnie. C'est grâce à leur concours, c'est grâce à vous, MM. que nos portes ont été réparées, que les vides faits parmi nous se sont comblés. Tout récemment encore, dans notre dernière séance, nous avons été heureux d'ouvrir nos rangs à trois nouveaux collègues appelés, je n'en doute pas, à continuer les succès de la Société. L'un, publiciste distingué, nous a révélé un écrivain élégant, et nous promet un historiographe spirituel et consciencieux de nos poètes et de nos écrivains picards. Un autre, investigateur passionné et infatigable nous initiera aux vieilles annales de notre bonne ville d'Amiens, à l'histoire des hommes qui l'ont illustrée ou bien servie, de ses monuments, de ses rues, de ses mœurs, de ses vieux usages, de ses deuils et de ses fêtes. Ce troisième déjà connu par ses écrits, par sa traduction des évangiles, par sa participation à l'une des encyclopédies du siècle, nous a annoncé des recherches et des notices sur les hébraïsants picards : sa connaissance de la langue hébraïque, ainsi que de plusieurs autres langues anciennes et modernes donneront un attrait et un mérite tout particulier aux travaux de notre nouveau collègue. Nous pouvons donc compter sur une active collaboration, et tout nous fait espérer que, libre désormais de toute préoccupation extérieure, la Société va pouvoir se livrer exclusivement à ses études spéciales et favorites. Les luttes que nous avons dû soutenir depuis plus de trois ans pour la communalisation du Musée ont cessé : grâce au désintéressement et à la générosité de la Société, les conditions imposées par le Conseil municipal d'Amiens pour l'acceptation du Musée Napoléon comme Musée communal sont remplies, le Musée sera remis à la Ville conformément à sa demande, libre de toutes charges. 27439 fr 50 c. restaient dus pour acquitter les dépenses de construction du Musée,

ces 27439 fr. 59 c. sont en ce moment déposés au crédit de la Société, chez MM. de Nerville et Duvette, banquiers à Amiens, pour solder cette dette. Déjà 23212 fr. 43 c. provenant de la vente des rentes léguées à la Société par M. et M^{lle} Barni y avaient été déposés par M. Bazot mon prédécesseur, j'ai versé aujourd'hui chez MM. de Nerville et Duvette, conformément aux intentions exprimées par vous dans vos délibérations des 19 mai et 9 novembre 1869 la somme de 4227 fr. 16 c. que j'ai empruntée, comme président de la Société, et qui me sera remboursée sur les bonis des exercices suivants. Aussitôt que l'homologation ministérielle de la cession du Musée sera revenue de Paris, j'autoriserai en votre nom, M. le Préfet de la Somme à payer avec ces 27439 fr. 59 c. les créanciers compris au compte remis à M. le Préfet, par M. Ch. Dufour ancien président de la commission de construction du Musée le 15 juillet 1869, qui s'élève à la même somme de 27439 fr. 59 c.; et de son côté M. le Préfet remettra au Président de la Société des Antiquaires une décharge et une quittance pour solde de compte des dépenses de construction et entretien du Musée Napoléon jusqu'à cette époque. J'aurais désiré, Messieurs, pouvoir inaugurer cette année en vous annonçant que tout était terminé ; mais, comme vous le voyez, il y a nécessité d'attendre l'homologation ministérielle qui ne saurait du reste longtemps tarder ; l'important pour la Société était de remplir les conditions imposées par la Ville et acceptées par vous. Ces conditions sont maintenant remplies, le paiement du reliquat des dettes du Musée est assuré, et dans un délai peu éloigné la Société va se trouver complètement et définitivement libérée. La cession du Musée est ainsi devenue définitive. La Ville va entrer en jouissance de ce monument dont l'entretien et l'administration sont désormais à sa charge ; il ne reste plus à régler que les questions relatives aux terrains domaniaux, aux droits de mutation qui pourraient être réclamés, et enfin au règlement d'administration du Musée et de ses collections.

Vous vous rappelez, Messieurs, qu'aux termes du traité de cession tous les droits et frais auxquels cette cession pourrait donner lieu sont mis expressément et exclusivement à la charge de la ville d'Amiens. La Société est donc complètement étrangère à la question des droits de mutation; du reste tout fait présager qu'elle sera résolue de manière à ne pas grever les finances municipales.

Il en est de même de la question des terrains domaniaux. Vous savez que le jardin du Musée et le terrain sur lequel est construit le logement du concierge ne sont compris, ni dans le terrain donné par la loi de 1854 à la Société des Antiquaires de Picardie pour y construire le Musée Napoléon, ni dans les terrains de l'ancien couvent des Moreaucourt cédé à la Société, dans le même but, par la ville d'Amiens. Ces terrains ont été loués jusqu'ici par la direction des domaines à la commission de construction du Musée Napoléon, et des négociations sont en ce moment pendantes entre M. le directeur général de l'enregistrement et des domaines et M. le Préfet de la Somme pour régler cette question d'une manière satisfaisante pour les intérêts de la Ville, soit par une location à long terme, soit de toute autre manière; mais, quelle que soit la combinaison adoptée, elle ne saurait engager ni affecter en rien la Société des Antiquaires: elle reste uniquement tenue, d'après l'acte de cession, de payer le prix stipulé dans le bail courant pour la location des terrains domaniaux, jusqu'au jour qui, je l'espère, ne saurait être éloigné, où la ville d'Amiens tiendra à exonérer la Société de cette charge que ni l'équité, ni les convenances ne permettent de laisser peser longtemps sur son modeste budget.

Reste la question du règlement d'administration du Musée et de ses collections; vous n'avez pas oublié Messieurs, que des démarches ont été faites, à plusieurs reprises, au nom de la Société à ce sujet, mais l'administration municipale a constamment repoussé nos propositions et a revendiqué son droit absolu sur la rédaction du

règlement et sur la composition de la commission administrative du Musée. Nous avons dû nous incliner ; mais tout nous fait espérer cependant que le M. le Maire d'Amiens, dont nous connaissons l'esprit large, équitable et éclairé, voudra donner dans cette circonstance à la Société une nouvelle preuve de sa sympathie et se rendre vis-à-vis d'elle l'interprète de la gratitude de nos concitoyens. Vous savez que mon honorable prédécesseur M. Bazot, dans le but d'éclairer cette question et d'en préparer la solution, a demandé aux administrations municipales des grandes villes de France qui possèdent un Musée, les réglemens concernant l'administration de leurs Musées et de leurs collections. Ces documents sont entre les mains de M. le Maire d'Amiens, et serviront, je pense, à faire accorder à la Société des Antiquaires de Picardie ce qui a été accordé dans une situation analogue aux sociétés de Lille, d'Avignon et de plusieurs autres villes de France où existe un Musée. Tous mes efforts tendront à ce but, et il ne tiendra pas à moi que vos désirs n'obtiennent sur ce point une complète et légitime satisfaction.

La dette du Musée que votre patriotisme vous a fait acquitter, va affecter d'une manière sensible notre situation financière et j'appellerai sur ce point votre attention. Vous connaissez déjà en partie cette situation, et la reddition prochaine des comptes de notre ancien trésorier, M. Bazot, ainsi que le rapport de la commission des finances, vous permettront de l'envisager d'une manière plus certaine et plus complète. Vous savez combien nos ressources étaient restreintes, et quelle était la difficulté d'équilibrer nos recettes et nos dépenses. Les 27439 fr. que vous venez de consacrer à solder les dépenses de construction et d'entretien du Musée, vont diminuer nos revenus annuels d'une somme considérable pour notre budget. Nous pourrions même craindre que nos ressources ne devinssent insuffisantes si nous n'avions la conviction que nos sacrifices ne seront pas stériles, que M. le Ministre de l'instruction publique et le Conseil général

de la Somme voudront indemniser la Société des Antiquaires de la lourde charge qu'elle s'est imposée, en payant les dettes du Musée et la location des terrains domaniaux : nous espérons que leurs subventions devenues plus abondantes nous permettront de continuer la publication de nos bulletins et de nos mémoires, de donner chaque année les prix mérités par les lauréats de nos concours, de terminer notre bibliothèque, et d'acquérir, comme par le passé, des objets d'art et d'archéologie destinés à accroître les collections communales du Musée Napoléon. La bienveillance dont M. d'Auribeau nous avait constamment donné la preuve depuis son arrivée parmi nous comme préfet de la Somme, l'augmentation de la subvention départementale due à son initiative toute spontanée, son goût pour les arts, la mission qu'il avait acceptée avec une bonne grâce parfaite de régler définitivement les comptes de la commission de construction du Musée, et qu'il a remplie avec autant d'empressement que d'impartialité, tout nous donnait l'assurance que la Société trouverait en lui un défenseur constant de ses droits et de ses intérêts, et tout contribue à augmenter les regrets que nous avons éprouvés en apprenant aujourd'hui son prochain départ. J'ai du moins l'espoir fondé que dans le poste éminent où l'a appelé la confiance de Sa Majesté, sa sollicitude ne nous fera point défaut, et qu'il restera pour la Société un médiateur prêt à aplanir les difficultés qui pourraient s'élever, et un puissant auxiliaire toujours disposé à lui venir en aide, et à contribuer à sa prospérité. Je suis sûr d'être l'interprète fidèle de la Société en vous proposant MM. de voter à M. d'Auribeau des remerciements pour le concours bienveillant que nous avons trouvé chez lui, et de lui exprimer nos regrets de le voir s'éloigner de nous. (Marques unanimes d'approbation).

La sympathie que M. le Maire d'Amiens a toujours également témoignée à la Société des Antiquaires, nous donne l'assurance que

grâce à sa puissante et bienveillante initiative, la Société verra s'accroître la subvention municipale en même temps que celle de l'Etat et du Département. Ce sera là, Messieurs, l'objet de mes démarches et de mes efforts, et s'il m'est donné d'augmenter ainsi nos ressources, et de grandir la position de la Société, je serai heureux de laisser cette faible trace de mon passage parmi vous.

Ces désirs, cette sollicitude, ces efforts seront partagés par tous les membres du bureau qui vient d'être constitué. La longue expérience de M. le Secrétaire perpétuel, ses connaissances étendues, son zèle pour tout ce qui se rattache à la Société nous seront d'un précieux secours, et nous savons que son concours, ses conseils et sa collaboration ne nous feront pas plus défaut qu'ils ne l'ont fait à nos prédécesseurs. Le Vice-Président qui siège à mes côtés est tout à la fois l'un des vétérans, et l'une des lumières de notre Compagnie. Son jugement sûr, son esprit ferme et conciliant, l'élevation et la netteté de la pensée qui s'allie si bien chez lui à l'élégance de la forme, le remarquable talent d'écrivain dont il a fait preuve dans les ouvrages qu'il a publiés, dans ses travaux pour la Société et dans ses rapports récents à l'occasion de la communalisation du Musée, tout contribue à rendre sa présence au bureau utile pour la Société et à diminuer la charge que vous m'avez imposée.

Nous avons les mêmes motifs de confiance dans le concours de notre nouveau Secrétaire. Sa modestie, vous le savez, Messieurs, égale sa science et son talent. Vous n'avez pas oublié avec quelle sûreté de goût, avec quelle critique éclairée M. Leleu nous a plusieurs fois donné, dans de remarquables discussions historiques, ses appréciations sur les ouvrages ou les mémoires dont l'examen lui avait été confié. En l'entendant nous n'éprouvions qu'un regret, c'était que ses laborieuses fonctions ne lui permettent pas de se faire plus souvent entendre et applaudir parmi nous. Tout nous promet donc

dans M. Lelen un secrétaire d'élite, impartial, précis et complet, le digne continuateur des Dutilleux, des Vion, des Darsy et des Rembault.

Je suis heureux de pouvoir ici tant en mon nom qu'au nom de la Société, remercier M. Alcide Duvette d'avoir bien voulu accepter les fonctions de trésorier. M. Duvette qui cultive les arts avec succès, a prouvé que l'on peut être tout à la fois un artiste et un financier. Initié de bonne heure aux affaires, il n'aura qu'à suivre des traditions de famille pour succéder dignement à son honorable prédécesseur M. Bazot.

C'est, vous le voyez, Messieurs, sous de favorables auspices que s'ouvre pour la Société cette année 1870. Les luttes pour la communalisation du Musée ont cessé. Le Musée Napoléon est désormais le Musée communal de la Ville d'Amiens. Notre tâche à cet égard est donc accomplie, et le moment est venu de reprendre avec une nouvelle ardeur nos travaux souvent entravés par l'ardeur de la polémique. Permettez-moi, Messieurs, de faire en ce moment appel à votre zèle, à votre bonne volonté, à celle de tous les membres titulaires non résidants et correspondants, pour qu'à l'avenir une ou plusieurs lectures, suivant leur importance, aient lieu à chaque séance ; que des sujets de concours soient choisis et proposés, si déjà ces choix n'ont pas été faits ; que dans le courant de cet été, dans sa séance publique annuelle, la Société puisse décerner aux lauréats les prix institués par MM. Leprince et Ledieu ; qu'enfin les mesures nécessaires pour donner à cette séance tout l'intérêt qu'elle peut comporter, pour la rendre digne, en un mot, de la Société, soient prises dans une de nos premières réunions.

S'il m'était permis en terminant, d'exprimer un vœu, ce serait que les dissentiments survenus dans le sein de la Société à l'occasion du Musée ne soient que passagers, et que toute trace de division disparaisse parmi nous ; que l'année qui commence soit une ère de

paix et de conciliation ; que la bienveillance, la courtoisie et les rapports affectueux président à nos séances ; qu'un esprit de concorde et de confraternité cimente l'union de tous les membres et fasse tout à la fois le charme et la force de notre Compagnie ; qu'enfin aucune discussion étrangère à nos travaux ne vienne troubler la sérénité de notre paisible atmosphère. Prenons, Messieurs, pour devise, au commencement de cette année que nous venons d'inaugurer, le mot d'ordre donné par l'empereur Septime Sévère mourant, au centurion venu dès l'aube à la tente impériale : *Laboremus*.

Ce discours, écouté avec le plus vif intérêt, est fréquemment interrompu par d'unanimes applaudissements, surtout aux éloges de MM. Jourdain et Bazot, à celui de M. le préfet G. d'Auribeau, qui s'est montré si sympathique à la cause du Musée communal et aux idées de la Société.

— La parole est alors donnée à M. le Secrétaire perpétuel pour le dépouillement de la correspondance.

— M. le Maire du 16^e arrondissement de Paris, qui désire doter son arrondissement d'une bibliothèque, adresse une lettre à M. le Président pour le prier d'intervenir auprès de la Société afin d'obtenir un exemplaire de ses collections et mémoires. On remet à une autre séance de formuler un vote et de prendre une résolution.

— M. Garnier donne lecture d'une lettre de M. Bazot qui remet à la Société : 1^o le registre journal des recettes et dépenses de la Société arrêtées au 31 décembre 1869 ; 2^o le registre du compte ouvert à la souscription pour l'acquisition de la collection Bouvier ; — M. Bazot ajoute ici les remarques qu'il croit nécessaires pour justifier sa :

gestion ; — 3° une note détaillée des dépenses faites au nom de la Société pour le compte du Musée Napoléon, arrêtée au 27 septembre 1869 ; 4° le registre appelé le *Livre d'Or* ; 5° les comptes des insignes et jetons, comptes qui nécessitent des explications verbales trop longues pour être données présentement ; 6° un petit registre servant d'état des recouvrements des cotisations dues par les membres de la Société, — état dressé par M. Bazot lui-même dès 1854 et qu'il juge, avec raison, de la plus grande utilité.

Après la lecture de cette lettre, M. Rembault propose de voter des remerciements tout particuliers à M. Bazot, pour les services rendus à la Société dans les fonctions souvent si difficiles et si ingrates de trésorier qu'il a remplies dix-huit ans avec tant de zèle et d'exactitude. Tous les membres de la Société s'empressent d'accueillir une proposition si juste, et sont heureux d'offrir à M. Bazot le témoignage de leur reconnaissance.

— L'ordre du jour appelle le renouvellement des diverses Commissions.

1° La Commission des comptes, nommée au scrutin secret, se compose de MM. Antoine, Pouy et Darsy ;

2° La Commission des recherches est maintenue. MM. Bazot, Corblet, Pouy, Rembault et Vion en font partie ;

3° La Commission de cession du Musée est également maintenue. Elle se compose de MM. Bazot, Jourdain, Duval, Hesse, Vion, De Forceville et Rembault ;

4° La Commission d'impression nommée au scrutin est composée de MM. Garnier, Rembault, Salmon, Corblet et Vion ;

3^e La Commission pour une inscription au Musée Napoléon reste composée des mêmes membres : MM. Crauk, Le Tellier, De Forceville, Hénocque, Rembault et Salmon.

— M. Salmon demande à être inscrit à l'ordre du jour pour faire une lecture dans la prochaine séance.

— M. Garnier, présente au nom de M. l'abbé Corblet, un jeton de la Chambre des notaires de Laon.

— A la suite de réflexions relatives au rôle des membres de la Commission d'impression, M. Garnier demande à être seul, comme par le passé, chargé de faire le bulletin, sinon il renonce à faire partie de la Commission. M. Salmon fait observer que l'année dernière encore, M. le Secrétaire perpétuel a été chargé tout spécialement de la rédaction du bulletin, par la Société elle-même. Le débat continue néanmoins, et M. Garnier, malgré la protestation de presque tous les membres, déclare ne vouloir plus se charger désormais de la rédaction du bulletin. La Société espère qu'il voudra bien renoncer à ce parti et revenir de cette décision qui la priverait de services hautement appréciés. Appuyant la proposition faite par M. Rembault, elle lui vote des remerciements chaleureux pour les trente années pendant lesquelles il a déjà rempli cette tâche qu'elle serait heureuse de lui voir continuer.

— M. Le Tellier, qui a la parole, donne lecture du travail qui suit sur un tableau de Fr. Lemoyne.

Messieurs,

L'intéressante communication de notre collègue, M. Pomy, sur des tableaux égarés du peintre François Lemoyne, et reconnus

dans l'église de Camon, vous a déterminés à nommer une commission, composée de MM. Pouy, Crauk, Duvette, De Forceville, et de votre serviteur, que ces Messieurs ont bien voulu charger du compte-rendu de nos recherches.

Je crois utile, pour l'intelligence du résultat que je viens vous soumettre, d'entrer dans quelques détails biographiques et historiques : ils seront courts.

François Lemoyne est né en 1688 et a fini, d'une façon tragique, sa belle carrière d'artiste en 1737.

D'Argenville raconte qu'un peintre d'Amiens, nommé Muset, chargé par les Cordeliers de cette ville de leur faire neuf tableaux pour la décoration du réfectoire de la communauté, crut prudent d'employer à cette œuvre le talent déjà connu de Lemoyne. Le prix en fut arrêté à la somme de 1,500 livres. — L'artiste vint à Amiens en 1717, et y peignit d'abord trois tableaux : *Le Baptême de Jésus-Christ*, sa *Tentation dans le désert*, et la *Samaritaine*. — Trois ans après il en envoya de Paris 4 autres : — *La Cène*, un *Noli me tangere*, la *Cananéenne* et la *Mission des 72 disciples* ; mais pour les deux derniers, qui représentaient les *Noces de Cana* et l'*Entrée à Jérusalem*, l'artiste, devenu académicien, demanda aux Cordeliers une nouvelle somme de 1,500 livres ; cette prétention fut repoussée. Les tableaux finis plus tard et vendus 3,000 livres à son inventaire passèrent en Amérique.

Disons que les tableaux de Lemoyne se distinguent par la richesse et la beauté des fonds de paysage qu'il affectionnait, et dont le goût s'était développé sous la direction du peintre Galloche, l'un de ses maîtres, avec lequel il allait souvent à la campagne étudier la nature.

Votre commission a reconnu tout d'abord, comme étant du maître, la *Tentation dans le désert* ; et, dans une seconde visite, j'ai pu retrouver et faire constater la présence de sa signature.

Sur le tertre où le Christ est assis on lit : François Lemoyne, jnv.

fc. 1717, avec un G majuscule sous la date : La signification de cette lettre nous échappe.

Ce tableau que j'avais vu, il y a plus de trente ans, dans un déplorable état de dégradation, et surtout deshonoré par quelque barbouilleur d'enseignes qui en avait recouvert de notables parties, conserve cependant encore le faire du maître ; particulièrement dans la tête de N. S., malgré la plaque de rouge infligée au visage ; dans sa tunique ; dans le tertre où il se repose ; le torse et les mains du tentateur et une partie de sa tête. Cette toile a d'ailleurs subi une nouvelle restauration, à Paris, en 1854 ; mais on a négligé de faire sauter les repeints et perdu ainsi l'occasion de lui rendre son véritable caractère.

Si nous connaissons la provenance de cette toile, nous ne savons guère comment elle est venue prendre place dans une modeste église de village. Seulement, la tradition recueillie affirme, sans donner de nom, qu'un pauvre habitant de Camon, désirant s'abriter un peu contre le froid qui se faisait sentir dans sa chaumière mal close, vint à Amiens, et acheta dans les magasins de la République quelques vieilles toiles pour lui servir de paravent. Le morceau qui nous occupe aurait été donné, à la réouverture des églises. C'est bien peu, comme vous voyez ; c'est peut-être mieux que rien.

Nous ne pouvons passer sous silence le cadre qui fait face à la *Tentation : N. S. servi par les anges*. Cette composition, de la même école, serait vraiment digne du *premier peintre de Louis XV*, par la richesse des fonds, la finesse du dessin et la suavité du coloris ; mais ici se présente une grave difficulté : Le sujet ne figure pas dans la nomenclature des neufs cités par d'Argenville ; par conséquent pas davantage dans les sept fournis aux cordeliers d'Amiens. Affirmer qu'il est de Lemoyne, tout étant digne de son pinceau, serait de la témérité ; et comme les conjectures éclaircissent rarement les obscurités de l'histoire, nous nous abstenons d'en produire.

Il est donc évident qu'un seul des ouvrages du grand artiste est retrouvé, et non pas deux, comme on l'a imprimé dernièrement.

Il existe bien encore une toile de même dimension, présentant de belles parties, mais c'est une réminiscence du Jésus chez Marthe et Marie, de Lesueur ; puis encore une copie d'un dessin équivoque, et réduite aux principaux personnages, du Portement de Croix de P. Mignard, peinte par Gontier, d'Amiens, avec date ; mais ces ouvrages sont en dehors du cadre tracé à notre mission, et nous réservons pour une autre circonstance la description d'objets curieux au point de vue iconographique, religieusement conservés par l'honorable curé de Camon, et que nous nous proposons d'étudier.

— M. l'abbé Hénocque lit ensuite une communication relative aux nouvelles fouilles faites à Saint-Riquier. Les découvertes qu'il signale dans la lettre qui lui a été adressée à ce sujet, sont assez remarquables pour que M. le Président demande à la Société si elle serait d'avis d'envoyer plusieurs de ses membres visiter ces fouilles. Il propose, sur l'approbation de la Société, de désigner MM. Hénocque et Corblet, auxquels promet de s'adjoindre M. Poiré, membre titulaire non résidant, présent à cette séance.

— M. Garnier demande la parole relativement aux comptes et à la gestion financière de 1869.

Il présente les divers registres déjà signalés dans la lettre de M. Bazot, et prie les membres de la Commission des finances de hâter leur travail autant qu'il leur sera possible, afin de permettre au nouveau trésorier de continuer, sans qu'il y ait interruption ni lacune, l'œuvre de son honorable prédécesseur.

— M. Garnier demande aussi que l'on avise au moyen de clore la souscription Bouvier ouverte depuis longtemps et paraissant ne pas devoir aboutir. Plusieurs personnes ont réclamé déjà. Il serait d'avis que l'on rendit à ceux qui réclameraient encore le montant de leur souscription. Les autres seraient considérés comme ayant contribué au paiement de la collection acquise au Musée.

— M. Rembault demande la parole. Il rappelle à la Société qu'on a promis à M. Dubois un portrait de Voiture, comme souvenir de ses recherches sur le lieu de naissance de cet illustre Amiénois. Il espère que cette promesse déjà ancienne ne tardera pas à recevoir sa réalisation. M. le Président répond qu'il sera fait droit à cette juste réclamation aussitôt que possible.

— L'ordre du jour est fixé, pour la prochaine séance, ainsi qu'il suit :

Lecture de M. Salmon. — Compte-rendu de la Commission des finances pour l'exercice 1869. — Communication de M. l'abbé Poiré. — Communications diverses.

Séance du mardi 8 Février 1870.

Présidence de M. Hesse, président.

M. l'abbé Jumel, membre titulaire non résidant, assiste à la séance.

Après la lecture du procès-verbal du 11 janvier, qui est adopté, la parole est donnée à M. le Secrétaire-perpétuel pour le dépouillement de la correspondance.

— La Société est informée de la mort de M. de Gratier, conseiller honoraire à la Cour impériale, l'un de ses

membres les plus anciens, décédé à Beaurains (Oise), le 26 décembre 1869.

— Les ouvrages offerts à la Société sont inscrits sous les n^{os} 10,377 à 10,417.

— Il est donné lecture d'une circulaire de M. le Recteur de l'Académie de Douai, relative au concours pour le prix annuel de 1000 francs qui aura lieu, en 1870, entre les ouvrages d'archéologie. La Société doit désigner celui de ses membres qui devra la représenter dans le jury, et le suppléant qui, en cas d'empêchement, pourrait représenter le titulaire. On nomme immédiatement M. Corblet, comme représentant de la Société, et M. Salmon est choisi pour suppléant.

A ce propos, M. Rembault demande quelques renseignements sur le concours des ouvrages d'*histoire* de 1869. — M. Garnier, qui représentait alors la Société, et qui a eu le double honneur d'être choisi comme président du jury et comme président de la Commission spéciale d'examen, expose l'historique sommaire de ce concours. Seize délégués du Ministre et des Sociétés savantes du ressort académique composaient le jury, sous la présidence de M. le Recteur. Ce jury choisit huit de ses membres pour former une Commission chargée spécialement d'examiner les ouvrages présentés, lesquels étaient au nombre de quatorze.

Ces ouvrages ont été examinés, et appréciés dans un remarquable rapport. Beaucoup étaient d'un mérite incontestable. Deux cependant fixèrent l'attention et le choix de la Commission, qui, trouvant en eux des qualités diverses qui se compensaient, crut devoir les placer

sur la même ligne et leur faire partager le prix. Ces deux ouvrages ont pour titre, l'un : *Sénac de Meilhan et l'Intendance du Hainaut et du Cambrasis sous Louis XVI*, par M. Louis Legrand, docteur en droit et docteur ès-lettres; l'autre : *La jeunesse de Robespierre et la convocation des Etats-Généraux en Artois*, par M. A. J. Paris, avocat au barreau d'Arras, docteur en droit et licencié ès-lettres.

Ces explications données, et M. le Secrétaire perpétuel ayant fini de passer en revue la correspondance, M. le Président prend la parole pour faire à la Société plusieurs communications.

— M. Dutilleux, qui réside à Versailles, écrit qu'il a le regret de donner sa démission de membre titulaire résidant; s'appuyant sur les services qu'il a rendus à la Société, il demande le titre de membre correspondant qui lui est accordé à l'unanimité, bien que la Société se montre très avare de cette faveur.

— M. Tilloy s'excuse dans une lettre, de ne pouvoir assister à la séance.

— M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique relative à la réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne, et aux lectures et conférences publiques qui auront lieu, cette année, les 20, 21 et 22 avril.

Il est décidé que l'on dressera dans la séance du 8 mars, la liste des membres qui désireraient faire des lectures ou représenter la Société.

— M. le Secrétaire général de la Préfecture informe M. le Président que M. de Guigné, récemment nommé

Préfet de la Somme, recevra le 9 février les autorités et les fonctionnaires et invite à cette réception les membres de la Société qui désireraient s'y présenter.

— M. d'Auribeau, ancien préfet, dans une lettre écrite à M. le Président, le charge d'exprimer à la Société toute sa sympathie et sa bienveillance dans l'affaire du Musée, avec la promesse que dans la haute position qu'il occupe, il fera tout ce qui dépendra de lui pour mener à bonne fin une œuvre qu'il a si fort avancée. Il promet, de plus, que dans la répartition des tableaux acquis par l'Etat et destinés aux Musées, celui d'Amiens aura sa large part, proportionnée à son importance. La Société exprime en même temps que ses vifs remerciements, sa satisfaction sur cette espérance à ces bienveillantes promesses.

— M. le Président donne encore communication d'une lettre de M. le Receveur de l'Enregistrement, qui réclame le fermage des terrains domaniaux du Musée, soit 225 francs. La Société est d'avis de payer immédiatement. M. Rembault fait une objection. — Jusqu'ici, dit-il, la Commission du Musée avait acquitté cette dette. La Société qui lui succède pour payer, sera-t-elle apte à recevoir les droits d'entrée qui sont encore perçus quand on pénètre dans le Musée ?

M. l'abbé Jourdain répond que M. le Maire de la ville a pris en réalité la direction du Musée et qu'en conséquence les droits d'entrée à percevoir sont une affaire qui le concerne et dont la Société n'a plus à se préoccuper. Plusieurs membres sont d'avis qu'il est inutile d'insister dans la discussion de ces détails, et qu'il suffit pour

le moment à la Société de se savoir engagée par la convention à payer la somme indiquée.

M. Antoine fait observer que la ville seule est désormais responsable de ce qui regarde le Musée. Sans doute la situation actuelle est transitoire en quelques points encore, mais la Société a le droit de se considérer comme tout-à-fait délivrée de toute charge, sauf les stipulations convenues. En définitive et comme conclusion, le trésorier est autorisé à verser les 225 fr. réclamés.

— M. Corblet, qui a la parole, signale plusieurs trouvailles fort curieuses faites au Petit-St.-Roch pendant cette semaine.

Dans les terrains creusés pour les nouvelles constructions de ce quartier, on a trouvé plusieurs tombes maçonnées vers l'emplacement de l'ancienne abbaye saint Jean. M. Corblet incline à penser qu'il a pu y avoir primitivement un cimetière gallo-romain, changé depuis en cimetière chrétien. L'une des pierres tombales présente une croix grecque ; une deuxième, dessinée par les soins de M. Garot, architecte, présente aussi une forme de croix gravée avec quelques ornements. M. Garot, offre de plus à M. Corblet, pour le Musée, plusieurs objets recueillis par lui, des caryatides provenant de Corbie, une colonne en grés, un chapiteau du ^{xiii}^e siècle, une jolie gargouille ; deux vases provenant de Boulogne.— La Société vote des remerciements à M. Garot.

M. Corblet demande à M. le Président de vouloir bien écrire à M. Ch. Labbé pour le prier de faire recueillir tous les objets découverts ou à découvrir, objets qui passent trop souvent en différentes mains et qui sont ainsi

perdus, sinon pour la science, au moins pour les collections publiques.

— M. Garnier cite comme exemple de ce fait des objets trouvés à St-Acheul et fortuitement acquis par lui, objets dont la véritable place devrait être le Musée.

— M. Antoine pense que les membres de la Société doivent toujours chercher à acquérir pour le Musée, qui est communal sans doute, mais qui n'en est pas moins confié au zèle des Antiquaires qui l'ont fondé et qui doivent continuer de l'enrichir.

— M. Rembault ajoute qu'il y a une subvention communale dont la Société doit rendre compte. Il regrette que cette subvention soit si insuffisante, et qu'elle soit absorbée pour longtemps, à la suite d'acquisitions diverses faites pour une somme de 10,000 fr., non encore payée. Il espère que la subvention, maintenant que la communalisation est terminée, sera plus considérable et plus efficace. — M. le Président répond que l'observation de M. Rembault s'accorde avec les opinions et les sentiments de M. le Maire de la ville.

— M. Corblet émet le vœu, comme conclusion de cette discussion, que M. le Secrétaire perpétuel puisse disposer d'une certaine somme qui permettrait d'acquérir immédiatement pour le Musée tous les objets de quelque intérêt qui lui seraient présentés.

— M. le Président consulte la Société pour lui demander si elle est d'avis qu'une somme de 200 francs soit remise à M. Garnier afin d'acquérir, suivant les occasions, les objets qui lui seraient offerts. La proposition est acceptée favorablement et à l'unanimité.

— M. l'abbé Hénocque informe la Société que les fouilles de Saint-Riquier ont été interrompues, et qu'en conséquence, les membres chargés d'aller examiner la localité ont dû ajourner leur voyage.

— M. Darsy obtient ensuite la parole pour lire le rapport de la Commission des comptes, qui est adopté.

— M. Garnier revient à sa proposition sur la souscription Bouvier. Après discussion, on convient d'informer les intéressés de la situation de l'affaire. Ceux qui voudront retirer le montant de leur souscription, seront libres de le faire. Les autres seront considérés comme ayant contribué à l'acquisition des objets entrés au Musée.

— La parole est ensuite donnée à M. Salmon qui commence une remarquable lecture sur le degré de véracité qu'il croit devoir attribuer à Grégoire de Tours pour ce qui concerne l'histoire ecclésiastique des temps qui lui sont antérieurs. (Voir page 333.)

— Enfin M. l'abbé Jumel termine cette séance déjà longue, par la lecture d'un travail sur Flixecourt. Il en décrit l'aspect et la situation, il en retrace l'origine ; et, s'appuyant sur des documents très-curieux, il rappelle les principales vicissitudes de cette localité qui a été une commune du moyen-âge, et qui a eu sa part dans l'histoire de la Picardie.

La Société remercie M. Jumel d'avoir bien voulu lui communiquer ces extraits de ses longs travaux.

— La séance est levée à 40 heures.

Séance du 8 Mars 1870.

Présidence de M. Hesse, président.

Après la lecture du procès-verbal de la séance du 8 février qui est adopté, M. le Secrétaire perpétuel dépouille la correspondance. Il communique :

1° Une lettre de faire part de la mort de M. de Cizancourt, membre titulaire non résidant, de Noyon.

2° Une lettre de remerciements de M. Dutilleux, pour le titre de correspondant qui lui a été décerné.

3° Une autre de M. Demarsy, qui s'excuse de n'avoir point envoyé son compte rendu du congrès de Copenhague où il avait été délégué, et annonce devoir faire bientôt imprimer son rapport. Il donne quelques renseignements sur l'organisation du prochain congrès qui aura lieu à Bologne, et s'ouvrira le 1^{er} octobre 1870.

4° L'Institut des Provinces invite les délégués des sociétés savantes au congrès qui s'ouvrira le 4 avril — et au congrès scientifique qui tiendra sa 37^e session à Moulins le 1^{er} août.

5° Le programme du congrès international qui s'ouvrira à Anvers au mois d'août pour les progrès des sciences géographiques, cosmographiques et commerciales.

— La parole est donnée à M. Marville pour une lecture sur les villa royales. M. Marville communique un grand nombre d'extraits de ses travaux fort intéressants et fort curieux. Il s'efforce d'élucider beaucoup de points restés vagues et obscurs et les esquisses qu'il en présente prouvent combien sérieuses et patientes ont été ses recherches, combien minutieuses ses études, et combien

heureux ses efforts. Il décrit l'aspect et la situation des villa royales, il démontre, contre l'opinion ordinaire, et en s'appuyant sur des textes bien authentiques, que généralement elles ont dû être fortifiées. Il précise la différence qui existe entre plusieurs mots qui souvent ont été plus ou moins confondus ou qui n'ont pas été nettement et suffisamment définis, ainsi les mots *villa*, *cartes*, *bourgade*, *motte*, *breuil*, — *thermes*, *castra*, *chatelets*, etc. Il insiste sur la valeur des syllabes *dur*, *thun*, *hag*, etc., dans la composition d'un grand nombre de mots, et il entre dans une discussion étymologique qui montre combien il abonde dans cette étude.

Après cette lecture, M. le Président, au nom de la Société qui a accueilli de ses applaudissements ce remarquable et consciencieux travail, félicite et remercie M. Marville.

M. Corblet lui adresse tout particulièrement ses félicitations, et fait quelques réserves au sujet de plusieurs étymologies hasardées qu'il conseille à l'auteur de faire disparaître dans l'intérêt de son œuvre.

— M. le Trésorier fait la proposition que les membres puissent se servir de leurs jetons dont la valeur est parfaitement déterminée, pour payer leur cotisation annuelle. Cette proposition mise aux voix est adoptée à l'unanimité.

— M. Garnier communique de la part de M. Demarsy deux notices, la première contenant de nouveaux renseignements sur la sœur Marie-Magdeleine Ste.-Cécile Bertrand, religieuse de Port royal des Champs exilée au monastère de la Visitation d'Amiens, la seconde sur le

prieuré de St.-Pierre de Lihons en Santerre, note inédite de C. Dufresne Du Cange. (Voir page. 320)

— M. Pouy, lit une notice sur Longpré-lès-Amiens et sur les membres de la famille Du Gard qui en ont été les seigneurs; il donne de plus lecture d'un curieux testament en vers de l'un de ces seigneurs.

— Avant de clore la séance, M. le Président demande quels sont les membres qui désirent se rendre à Paris à la réunion de la Sorbonne pour y représenter la Société.

MM. Corblet, Garnier, Hesse et Pouy se font inscrire.

LE PRIEURÉ DE SAINT-PIERRE DE LIHONS-EN-SANTERRE

(ORDRE DE CLUNY, DIOCÈSE D'AMIENS.)

NOTICE INÉDITE

De Charles DUFRESNE sieur DU CANGE

Publiée et annotée par ARTHUR DEMARSY.

J'avais copié et annoté ce document avant la publication de la seconde édition de l'histoire de l'arrondissement de Péronne de M. l'abbé De Cagny. Cet ouvrage renferme (t. 1 p. 629 et suivantes) une notice fort étendue sur la commune et le prieuré de Lihons. Dès lors le travail de Du Cange qui n'a cependant pas été consulté par M. De Cagny, semblera sans doute présenter moins d'intérêt. Je l'adresse pourtant à la Société des Antiquaires de Picardie pour en faire l'usage qui lui paraîtra le plus convenable.

Mars 1870.

A. D.

Lihuns est un gros bourg à trois lieues de Roye et demie lieue du duché de Chaulnes (1).

Sébastien Roulliard a avancé sans aucun fondement que ce lieu a esté ainsy nommé des Huns qui furent deffaits en cet endroit (2), c'est une opinion que j'ay déjà réfutée, lorsque j'ay parlé du pays de Santerre.

Ce bourg est célèbre pour le prioré de l'ordre de Cluny qu'il renferme, qui est un des plus riches et des principaux doyennéz-prieurez dépendans de cet ordre (3).

(1) Aujourd'hui Lihons-Lihu, canton de Chaulnes (Somme).

(2) Li-hvns en Sang-ters, ov discovers de l'antiquité, privilèges, et prérogatives, dv monastère de Li-hvns, vulgairement Li-Hons, en Sang-ters : situé près Roye, en Picardie, originairement de l'Ordre de S.-Benoist. Depuis incorporé sous tître de Doyenné-Prieuré, en l'Ordre de Cluny. Par M^e Sébastien Roulliard, de Melvn, Advocat en Parlement. A Paris. De l'imprimerie de Jean Barbote, 1627, in-4^o.

Dans ce singulier ouvrage, Roulliard donne d'abord une histoire des Huns et des Goths, puis tente d'établir que ces peuples furent battus dans l'endroit qui reçut le nom de Li-huns en Sang-ters (*Lehunum in Sangvine Terso*), défaite qui, se hâte-t-il d'ajouter, n'a été racontée par aucun historien. Il fournit ensuite des renseignements intéressants sur le prieuré de Lihuns, et donne un abrégé de la vie des saints dont les reliques étaient conservées dans l'église. L'étymologie de Lihons donnée ainsi par Roulliard n'est évidemment qu'une supposition basée sans motifs sur une coïncidence de noms. M. De Cagny fait cependant remarquer que Lihons a dû être le théâtre d'une bataille, puisqu'une dépendance de ce village appelée aujourd'hui Ruisseauville, est désignée dans d'anciennes chartes sous le nom de *Rubra villa*. (Histoire de l'Arrondissement de Péronne, par l'abbé Paul De Cagny. Péronne 1869, 2 vol. in-8^o). Tom. I, p. 661.

(3) On désignait sous ce nom de *Doyenné-Prieuré*, les doubles Prieurés conventuels, parmi lesquels nous remarquons encore en Picardie,

Aucuns estiment, mais par simple conjecture, qu'il eut autrefois titre d'abbaye, tant à cause de ses grans revenus de France et des Flandres (1), que pour les vestiges qui restent encores des grandes sales et autres vieux bâtimens qui semblent n'avoir esté faits que pour un monastère d'un titre plus relevé (2). L'église qui est dédiée à S. Pierre et à S. Paul, apôtres, fut brulée en l'an 1439 par les Anglois sous la conduite du comte de Sommerset, qui y mirent le feu à cause que les habitans s'y estoient refugiez (3). Elle fut depuis rebâtie et mise en l'état qu'elle est à présent (4). Cette

ceux d'Abbeville, de Montdidier, de Crespy, etc. (Roulliard. op. cit. p. 84).

(1) Le prieuré de Lihons possédait six mille journaux de terre; (Roulliard op. cit. p. 50). Et à la fin du siècle dernier les revenus étaient de 25,000 livres, dont 20,000 étaient appliqués au prieur-commandataire, 1000 au prieur claustral et le reste aux religieux.

(2) Quelques auteurs font, d'après l'abbé De Cagny (op. cit.) remonter à 536 la fondation de Lihons comme abbaye, mais rien ne vient appuyer cette assertion. C'est à tort toutefois que d'autres ont pris pour la fondation du monastère, la confirmation faite en 1104 par saint Geoffroy, évêque d'Amiens; car le P. Daire, dans son histoire du doyenné de Lihons (Mss de la Bibl. d'Amiens. N° 507, I.) rapporte que Jean de Nesle et Robert de Boves avaient souvent troublé la jouissance des religieux avant cette époque et notamment en 1085.

(3) Monstrelet. L. II. Ch. CCXXII.

(4) Ce ne fut qu'au xvi^e siècle que les religieux purent relever les ruines de leur monastère et de leur église. La maison abbatiale ou prieurale fut reconstruite de nouveau au milieu du xviii^e siècle, mais les désastres continuels des guerres avaient singulièrement affaibli ce monastère, auquel le marteau des septembriseurs vint porter le dernier coup. Il ne restait plus en 1844 que les remises, les écuries et les logements des domestiques sous un même toit et une grange qui servait à la dîme. (De Cagny. op. cit. p. 637.)

église conserve quelques reliques considérables, et entre autres l'un des clouds dont S. Pierre son patron fut attaché à la croix, le bras de S. Dömice, chanoine d'Amiens, celui de S. Arnoul archevesque de Tours et le corps de sainte Eugénie, dont S. Hiérosme a écrit la vie (1).

Ce prioré a sous sa dépendance huit autres prieurez, scavoir ceux de N. D. de Davenescourt, de Bannes, de St-Taurin, de St-Hubert de Bretigny (2), des Fèves (aliàs de Feurs), de St-Martin de Querzy, de N -D. de Méricourt et de Roquemaure.

Il a la collation de vingt-cinq cures et de quatre chapelles (3). Il a encore la seigneurie temporelle du Bourg, a droit de château, d'eschevinage, de sceau public, de mesures particulières, etc. (4). Il y a outre cette église une paroisse sous le titre de S. Médard pour les habitants du bourg, dont le religieux trésorier est le curé primitif,

(1) Il faut ajouter à cette liste le corps de sainte Victoire, donné en 1680 par Charles d'Albert d'Ailly, trois fois ambassadeur à Rome.

(2) Une tradition rapportée par S. Roulliard voudrait que le prieuré de Bretigny qui fut d'abord une abbaye considérable, ait été fondé par saint Hubert de Brétigny, fils d'un seigneur de Brétigny, qui, après avoir été élevé à Lihons, s'y serait fait religieux.

(3) On trouve la liste de ces cures dans S. Roulliard, p. 51 et dans l'abbé De Cagny, p. 635.

(4) Une charte de commune fut accordée aux habitants de Lihons par les religieux en 1123. Elle est faite sur le modèle de celle d'Amiens. On y remarque toutefois la disposition suivante : Celui qui mettra la main violente sur le prieur ou sur le prévôt aura le poing coupé, sera fouetté dans les rues, ses biens seront confisqués au profit du prieur ou du prévôt et on le bannira pour toujours. (De Cagny, op. cit. p. 647).

Le cartulaire de Lihons dans lequel se trouve la transcription de cette charte est aujourd'hui déposé à la Bibliothèque communale d'Amiens.

et en cette qualité a droit de donner la chaire du prédicateur et de conférer l'extrême-onction aux malades du Bourg (1).

Les titres le nomment Lehunum et Guibert, abbé de Nogent, Lehumnum, ou Lehunum, ce qui me fait croire qu'il fut premièrement nommé Lehuns, d'où l'on a depuis formé le nom de Lihuns qu'il a à présent (2).

(Cette notice se trouve à la suite de l'Histoire des comtes d'Amiens, manuscrit autographe de Du Cange, conservé à la bibliothèque impériale. Mss. Fr. 9478.)

(1) Au XII^e siècle, les moines de Lihons étaient au nombre de vingt-cinq. Après avoir été beaucoup plus nombreux, ils ne se trouvaient plus que cinq au moment de la révolution. Les dignitaires étaient, outre le prieur commendataire, le prieur claustral, le prévôt, le trésorier et le chantre.

(2) Voici ce qu'Adrien de Valois, dit des différents noms de Lihons dans sa notice des Gaules.

« In chartulario Beati Petri de Lehuno, qui est Prioratus Cluniacensis Ordinis in Ambianensi diœcesi, cùm ibi reperiantur litteræ datæ anno 1124, Lehunum et Lehunensem ecclesiam absolutè memorantes, non nisi in litteris recentioribus, post annum 1300 datis, pagi Santerciensis fit mentio : et nunc Lihons en SanTERS nomine vulgari, nunc Lehunum in Sanguine terso, aliàs Lihons en Sancters anno 1317, 1329, 1339 appellatur : quod Paschalis II in litteris datis anno 1100 S. Petrum de Leuntiis, alibi Leontium vocat : Honorius PP II anno 1125, Leunum ; Guibertus de Novigento Lehunnum monasterium. »

L'abbé De Cagny donne pour armes au prieuré de Lihons deux clefs et une épée couronnée. Ce sont sans doute simplement les armes de l'abbaye de Cluny qui se seront trouvées sculptées sur quelques bâtiments.

PRIEURS DE LIHONS.

Nous substituons ici, à la série fort incomplète donnée par Du Cange, celle bien préférable dressée par M. l'abbé De Cagny à l'aide des chartes et du cartulaire de Lihons.

Girbert.

1095. Petrus. Pierre.

1118. Drogo. Dreux.

1110. Hugo. Hugues.

1113. Gibertus. Gerbert.

1126. Petrus II. Pierre.

1127. Hubertus. Hubert.

1128. Hugo II. Hugues.

1130. Petrus III. Pierre.

1131. Milo. Milon.

1135. Enguerrand.

1140. Asso.

1142. Drogo II. Dreux.

1160. Walterius. Gautier.

1164. Asso II.

1183. Hubertus II. Hubert.

1192. Petrus IV. Pierre.

1200. Asso III.

1203. Raso.

1205. Asso IV.

1220. Herveus. Hervé.

1224. D.

1244. Primolde.

1255. Hugo III. Hugues (1).

(1) On voit comparaltre *Guido de Avia* supprior dans une donation du corps de Ste-Sarabimie faite à l'église d'Elincourt en 1260. (Bulletin de la commission archéologique du diocèse de Beauvais, 1847, t. 2. p. 26.

1303. Laurent.
1317. Gui de la Brière *alias* de la Bruière.
1329. Raymond.
1364. Guillelmus. Guillaume.
1388. Raymond II.
1430. Jacques de Ranson, Chapelain de Philippe de Bourgogne.
1482. Jean de Fontaine.
1488. Guillaume Marafin, premier Prieur commandataire,
Evêque de Noyon.
N. Cardinal de St-Etienne.
1589. Cardinal de Pellevé.
1650. Louis Marion.

Cardinal de Lenoncourt.

L'abbé Thirel de Boismont, auteur des *Lettres secrètes* sur l'état actuel du Clergé et de la Religion en France, fut prieur de Lihons jusqu'en 1786 où il fut remplacé par l'abbé Maury qui avait été son collaborateur pour cet ouvrage (1).

Cardinal Maury (2).

NOUVEAUX RENSEIGNEMENTS

Sur la **Sœur Marie-Madeleine de Sainte-Cécile Bertrand**, religieuse de Port-Royal-des-Champs, exilée au monastère de la Visitation d'Amiens.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Je trouve aujourd'hui, dans un paquet de lettres-circulaires, billets de morts et autres avis adressés au XVIII^e siècle par les

(1) Nouvelle Biographie générale de Didot. — Art. Maury.

(2) Il possédait ce bénéfice quand les électeurs du baillage de Péronne le nommèrent député aux Etats-Généraux.

religieuses de différents couvents d'Amiens, aux Sœurs des autres maisons de leurs ordres, une pièce de quatre pages, imprimée, sans lieu d'impression ni nom d'imprimeur et qui concernait une des religieuses de Port-Royal exilées à Amiens, dont notre collègue, M. l'abbé Corblet, a publié l'histoire dans le tome XVIII^e de nos Mémoires.

Cette pièce, que je crois fort rare, puisqu'elle a échappé aux recherches du savant et laborieux historiographe du diocèse, me semble contenir sur la soumission de la sœur Marie-Madeleine de sainte Cécile Bertrand des détails assez intéressants pour que je croie devoir vous en adresser une copie.

Veillez agréer, M. le Président, l'hommage de mes sentiments dévoués.

Compiègne, 2 mars 1870.

Arthur DEMARSY.

VIVE † JÉSUS

De notre monastère d'Amiens
ce 10 avril 1710.

MA TRÈS-HONORÉE SŒUR,

Notre divin Sauveur dans le désert soit à jamais l'unique occupation de nos esprits et l'amour de nos cœurs. Je ne crains pas, ma très-honorée sœur, d'interrompre la douceur de votre solitude dans ce saint temps, aiant à faire part à votre charité des grâces et des bénédictions que le seigneur vient de répandre avec profusion sur notre maison par la visite régulière que Monseigneur notre illustre prélat nous a faite ces jours passez, avec une vigilance et dez bontez plus que paternelles quoi qu'il n'y ait employé qu'environ deux jours. Les particulières et le général de notre communauté en ont reçu une parfaite satisfaction ; Sa Grandeur nous a fait l'honneur de témoigner en avoir beaucoup de la bonne disposition où il a trouvé toutes nos chères sœurs. Il nous a fort

exhorté à conserver précieusement l'esprit primitif de notre saint institut et surtout à ne nous point relâcher de l'exactitude aux petites observances, comme un moyen sûr d'avancer dans la perfection de notre état, ses fréquentes exhortations nous y animent puissamment, ses paroles étaient pleines d'onction, de grâce et de ferveur : ce nous seroit un plaisir, ma très-honorée sœur, de nous étendre sur ce sujet, mais nos expressions sont trop faibles et ne pourroient répondre aux sentiments d'estime et de gratitude, dont nos cœurs sont pénétrés pour les marques continuelles de bienveillance dont il nous honore.

Outre les grâces que Dieu a répandues sur notre communauté par la visite, celle qu'il a faite le lendemain de cette action à M^{me} Marie-Madeleine de sainte Cécile Bertrand, religieuse de Port-Royal des Champs, en se soumettant aux ordres de l'Eglise pour la signature du formulaire, nous a donné une joie qu'il n'est pas aisé d'exprimer : je suis persuadée, ma très-honorée sœur, que vous voudrez bien y prendre part et que votre charité ne sera point fâchée d'en sçavoir le détail.

C'est pourquoi nous vous dirons que cette dame âgée de cinquante et un ans, est dans notre monastère depuis le deuxième novembre de l'année passée par l'ordre de Sa Majesté. Nous pouvons vous assurer que depuis ce temps sa conduite nous a été un sujet d'édification, à la réserve de son attachement pour les maximes dans lesquelles elle a été élevée depuis l'âge de dix ans. Elle s'est toujours distinguée dans sa maison par ses talents et ses bonnes qualités, et estoit une des mieux instruites de toutes les affaires ; c'est une dame pleine d'esprit et de politesse, de régularité et dont les manières sont très-capables de luy attirer l'estime et l'amitié de toutes les personnes qui la connoissent, ce qui nous a obligé à prendre plus de précautions à son égard. La communauté n'avoit aucune communication avec elle et quelques-unes seulement pou-

voient luy parler , suivant les ordres qui nous avoient été signifiez de la part du Roy. Elle venoit au chœur avec nous et au réfectoir, sans cependant se trouver à aucune autre assemblée, nous n'avons pas laissé d'avoir pour elle toute la douceur et toute la charité possible, ne la regardant point comme une étrangère, mais comme une de nos sœurs, surtout lorsqu'elle a esté malade dans le mois de janvier.

Depuis qu'elle est dans notre maison, Monseigneur notre illustre prélat extrêmement zélé pour la gloire du seigneur et le salut des âmes, a employé, pour le bonheur de cette religieuse, toute la douceur, toute la bonté et toute la patience qui lui sont naturelles. Sa résistance et l'opposition extrême qu'elle luy témoignoit avoir à se soumettre à ce qu'il désiroit d'elle, lorsqu'il lui faisoit l'honneur de la voir ne l'ont point rebuté et bien loin de se lasser voyant le peu d'impression que ses paroles faisoient en apparence sur son esprit, qu'elle paroissoit même s'affermir de plus en plus dans son attachement pour toutes ces maximes et qu'elle attribuoit la fermeté et la fausse tranquillité où elle se trouvoit, aux prières, aux communions et aux pénitences que notre communauté faisoit pour luy obtenir la grâce d'une parfaite soumission aux ordres de l'Église. Ce vigilant pasteur ne se lassa pas de continuer à luy rendre quelques visites lorsqu'il nous faisoit l'honneur de nous venir voir, et s'estant un jour aperçu qu'elle avoit esté un peu plus sensible à l'entretien qu'il avoit eu avec elle, il profita de cette ouverture pour luy envoyer le lendemain dans une lettre, ce qu'il luy avoit dit dans la conversation ; mais comme le moment que Dieu avoit marqué pour son changement n'étoit pas encore venu, elle n'ouvrit point encore les yeux à tant de lumières et bien loin de reconnoltre la grâce que ce digne prélat luy avoit faite, elle luy demanda pour toute grâce de ne luy rien demander. Un prélat qui n'auroit aimé que son repos l'auroit abandonnée dès ce moment à elle-même, et l'auroit laissé jouir

en silence de sa prétendue tranquillité : mais le saint temps du Carême, qu'il avoit consacré à la visite de ses monastères, luy donna lieu, en faisant celle de notre maison, d'y chercher encore un coup la brebis égarée qu'il ne pouvoit voir sans douleur dans un si pitoyable égarement. Il luy permit d'assister au discours qu'il fit à l'ouverture de la visite et eut encore avec elle une petite conversation.

Nous avons jugé par ce qu'elle nous en a dit que la crainte de passer pour la troisième fois les festes de Pâques sans communier et d'encourir les peines portées contre ceux qui manquent à ce devoir, avoit fait beaucoup d'impression sur son esprit et qu'elle avoit été enfin persuadée qu'une aussi grande peine que celle d'estre privée des sacrements par son pasteur, supposoit une grande faute.

Elle fit sans doute beaucoup de réflexions sur ce que Monseigneur notre prélat luy avoit dit d'une manière capable de toucher les cœurs les plus insensibles : mais elle n'en témoigna encore rien, de sorte que la croyant toujours fort entêtée, il résolut, pour la dernière fois, de l'entretenir avant que de terminer notre visite. Pour cela, après avoir visité selon la coutume les lieux réguliers et les dortoirs, il entra dans sa chambre et luy mit en main la dernière Bulle du Pape touchant le Jansénisme avec le Mandement de feu Monseigneur l'évêque d'Amiens sur le même sujet, qu'il luy conseilla de lire attentivement. Elle les reçut avec respect et soumission, assurant Monseigneur qu'elle en feroit la lecture, il luy parla encore près de trois quarts d'heure, et luy donna lieu de faire de sérieuses réflexions sur l'état où elle estoit. En effet, toute la nuit elle ne put reposer dans le trouble et l'agitation intérieure où elle se trouva, concevant l'obligation où elle estoit de se soumettre et d'ailleurs ne pouvant se résoudre à faire ce qu'on luy demandoit : mais après avoir passé toute la nuit dans ce pénible combat, elle me témoigna dès le matin qu'elle souhaitoit de me parler, j'entrai aussitôt dans

sa cellule et je m'informai de quelle manière elle avoit passé la nuit ; elle m'avoua qu'elle n'avoit pu dormir à cause de l'inquiétude et de la peine qu'elle souffroit ; je la consolay et fortifiai de mon mieux. Elle me dit qu'elle avoit plusieurs difficultez dans l'esprit sur ce que Monseigneur luy avoit dit, et que si elle pouvoit les luy exposer, peut-être se résoudroit-elle à faire ce qu'on luy demandoit. Je luy dis que j'allais écrire à Sa Grandeur, elle me répliqua que cela ne pressoit pas ; mais estant bien persuadée qu'il n'y avoit point de temps à perdre, j'écrivis sur l'heure même à Monseigneur qui promit de venir sur les onze heures, mais son zèle le pressant, il se rendit chez nous sur les 9 heures et demie,

Madame Bertrand luy exposa d'abord toutes les difficultez et ce grand prélat les luy ayant levées, elle se soumit, elle relut le formulaire qu'elle avoit eu dès la veille pour l'examiner, se mit à genoux et après l'avoir signé, elle le remit entre les mains de Monseigneur, qui le reçut avec beaucoup de joye, et remercia Dieu de la grâce qu'il avoit fait à cette chère fille de suivre l'exemple des deux autres religieuses de Port-Royal, qui luy ont esté envoyées successivement dans le monastère de S. Julien.

Ce fut le 27 du mois dernier que se fit cet heureux changement, que l'on peut dire avec vérité estre un coup de la grâce et d'une grâce victorieuse ; ne croyant pas que l'on puisse trouver une personne plus attachée aux sentiments du party. Cependant je puis vous assurer, ma très-honorée sœur, que ce changement nous paroît très-sincère ; car avant que d'avoir signé, Madame Bertrand me voyant entrer dans l'endroit où elle estoit se jeta à mes pieds en présence de Monseigneur, me demandant pardon des peines qu'elle m'avoit causées, et à l'heure de la première assemblée de communauté, elle me pria avec beaucoup d'instance de luy permettre d'y assister, pour réparer par un acte d'humiliation, le scandale qu'elle avoit donné par sa résistance. Et ce qui nous confirme davantage

ses bonnes dispositions, c'est qu'elle a écrit de son propre mouvement à Monseigneur l'archevêque de Paris pour luy demander pardon de sa désobéissance, et l'assurer de sa parfaite soumission ; ce que Son Éminence a reçu avec tant de joye, qu'elle luy a fait l'honneur de la luy témoigner par une lettre que nôtre grand prélat luy a rendu de sa part.

Avant que cette religieuse eût donné des marques de sa soumission, nous ne la voyions jamais que baigné de larmes ; mais à présent elle nous parolt dans une joye et un contentement qui fait bien connoître la paix et la tranquillité de son cœur. Je vous supplie, ma très-honorée sœur, de demander au seigneur la continuation de ses grâces et de ses miséricordes sur cette âme ; ce sont les vœux les plus ardents de toutes nos chères sœurs, leur nombre n'est point diminué ny augmenté depuis que notre communauté s'est donné l'honneur d'écrire à la vôtre. Je puis assurer votre charité que ce m'est une consolation de les voir posséder une assez bonne santé et surtout de voir l'attachement qu'elles ont aux maximes de nôtre saint fondateur. Nous éprouvons pour nôtre bonheur que nos chers monastères de Paris en possèdent parfaitement l'esprit, singulièrement les très-honorées mères Marie-Christine Le Roy, et Anne-Elisabeth de la Moignon, auxquelles nous avons des obligations infinies : nôtre reconnaissance pour leurs bontez sera éternellement gravée dans nos cœurs.

Permettez-moi, ma très-honorée sœur, de présenter un cordial salut à nos chères sœurs vos filles. Notre communauté vous assure de ses très-humbles respects ; c'est avec le même sentiment que j'ai l'honneur d'être, dans le Sacré Cœur de Jésus,

MA TRÈS-HONORÉE SŒUR,

Votre très-humble et indigne sœur et servante en Notre Seigneur,
sœur *Marie-Agnès Damiens*, de la Visitation Sainte-Marie.

Dieu soit béni.

Durée de l'Épiscopat de S. Mar-
selon le chapitre 3 du livre 1 des Mira-

TCES OBSERVATIONS & ADDITIONS.

vle S.

Durée de l'Épiscopat de S. Martin
selon le chapitre 3 du livre I des *Miracles de S. Martin*, et de celui de quelques

S MOIS

3^e &

s'il ne se cont
3), tantôt à l'a
chronologie
culé 112 ans ex
tant mort le 27
S. Martin serai
ue 168 années d
iffres ne concor
trigines de l'Ég

c. 48.

ourut à Cande

oche au chapitre 14 du livre II est indiqué comme le quatrième évêque Martin et, il a pour successeur St. Perpet qui est le cinquième après , comme au chapitre 26 du même livre, tandis que plus loin, au chapitre Eustoche est désigné comme le septième après Saint Martin et a pour vicinius. Au chapitre 31 du livre X Saint Perpet succède à Saint Eustoche sont plus que les deuxième et troisième évêques après Saint Martin, le cinquième et le sixième de la liste générale.

est le septième de la liste générale, du livre X, chapitre 31, où il a Verus pour, tandis qu'au livre II, chapitre 26, il est indiqué comme le sixième après Saint Martin.

huitième de la liste générale, chap. 31 du livre X, est dit le septième Martin dans le chapitre 26 du livre II, tandis que ce même rang de sixième après Saint Martin est assigné à Saint Eustoche par le 39^e chapitre du

le neuvième de la liste générale, où il succède à Verus, y précède Procule, qui occupent sur cette liste le dixième rang, mais dans le livre II il est désigné comme le huitième après Saint Martin et a pour successeur immédiat Saint Eustoche.

quinzième de la liste générale, est le quinzième après Saint Martin au chapitre 3.

et Gunthaire, seizième et dix-septième évêques de la liste générale sont comme le seizième et le dix-septième après Saint Martin au chapitre 1^{er} du

et Euphrone, le prédécesseur immédiat de Saint Grégoire et dix-huitième de la liste générale des évêques de Tours, est dit le dix-huitième après Saint Martin au chapitre 15 du livre IV.



DE QUELQUES CONTRADICTIONS
DE SAINT GRÉGOIRE DE TOURS

AU SUJET DE SES PRÉDÉCESSEURS

Par M. SALMON, membre titulaire résident.

MESSIEURS,

La Société des Antiquaires de Picardie a publié dans le tome xx^e de ses *Mémoires* une étude sur l'époque de la prédication de l'Évangile dans les Gaules et en Picardie, écrite pour défendre la thèse chronologique soutenue dans l'*Histoire de saint Firmin*. M. Alfred Maury m'avait reproché de contredire saint Grégoire de Tours et les traditions des Églises de France, et M. Dufour avait surtout allégué contre l'époque assignée par mon premier travail à la mort de saint Firmin, que la mission de ce saint ne pouvait être antérieure au i^{er} siècle par ce que l'apparition du christianisme dans nos contrées ne remontait guère plus haut que le milieu de ce même siècle. Pour répondre à ces critiques j'ai dû étudier avec quelques détails la valeur des passages de saint Grégoire de Tours opposés à ma thèse, et jeter un rapide coup d'œil sur la date de l'introduction du christianisme dans chacun des diocèses de France ; je faisais ensuite connaître les traditions particulières des diverses Églises de notre pays sur ce grave sujet.

Je n'ai pas à rechercher devant vous, Messieurs, si j'ai atteint le but que je me proposais, non plus qu'à énumérer les auteurs qui ont approuvé ou blâmé mon travail. Je vous demande seulement la permission de le compléter sur un point, en même temps que je rectifierai une erreur que j'y ai commise, précisément au sujet de saint Grégoire de Tours.

On a beaucoup écrit pour et contre l'autorité historique de saint Grégoire, dont un seul texte, appuyé sur une seule légende, forme à peu près tout le bagage des critiques qui reculent vers le milieu du III^e siècle la fondation des sept églises de Tours, d'Arles, de Narbonne, de Toulouse, de Paris, des Arvernes et de Limoges, et par conséquent la prédication de l'Évangile dans la Gaule presque entière.

Les défenseurs de l'origine apostolique de nos Églises ont habilement fait valoir et fidèlement constaté les nombreuses méprises dans lesquelles l'auteur de l'*Histoire des Francs* est tombé, les contradictions que l'on remarque dans ses divers ouvrages, parfois même sur les points qu'il semblerait avoir dû le mieux connaître.

Les partisans de saint Grégoire, au contraire, se sont efforcés de prouver que les fautes qu'on lui reprochait n'existent pas dans ses livres, ou bien qu'il ne fait en ces endroits que copier des autorités dignes de confiance. Ils expliquent avec plus ou moins de succès les contradictions signalées et surtout font valoir la sainteté de l'illustre évêque comme un motif de respecter son témoignage.

Il est possible que de part et d'autre l'ardeur ait été poussée trop loin ; et si les partisans quand même de l'évêque de Tours ont tort d'employer trop souvent pour sa défense le sarcasme et l'ironie, et de croire répondre à des objections sérieuses par des affirmations magistrales qu'aucune preuve n'accompagne, d'un autre côté il peut se faire qu'on n'ait pas toujours assez tenu compte, en critiquant les ouvrages de saint Grégoire, de l'époque où il écrivait, et de la difficulté qu'il dût éprouver à se procurer tous les documents nécessaires à sa vaste entreprise. Mais ce qui est incontestable, assurément, c'est que les livres de Grégoire de Tours renferment de nombreuses erreurs, et si le cardinal Bona l'a appelé un historien fidèle, *fidelis historicus*, comme ses défenseurs aiment à le répéter, Baronius a manifesté hautement sa surprise de ce qu'il

se trompait même sur des événements arrivés de son temps (1).

Sans donc aller aussi loin peut-être que l'auteur qui a avancé que l'autorité de l'historien des Francs a été généralement surfaite, et surtout que M. Guizot affirmant que ses ouvrages contiennent un déluge de fables absurdes, on doit se tenir également en garde contre les exagérations des écrivains qui semblent nous dire que saint Grégoire de Tours ne s'est pas trompé, parce qu'il ne pouvait point se tromper, et prétendre qu'une seule indication de cet historien suffit pour donner de l'authenticité aux récits les plus contestables. *In medio virtus et veritas*, et le plus prudent est sans doute, en suivant l'opinion de l'abbé Gorini, de ne recueillir qu'avec précaution les faits antérieurs à l'invasion germanique (2).

Je n'ai point, d'ailleurs, l'intention de faire ici une étude sur la valeur historique de saint Grégoire de Tours, je viens seulement, Messieurs, mettre sous vos yeux un résumé de quelques-unes des contradictions dans lesquelles il est tombé relativement à un sujet qu'il aurait dû, semble-t-il, connaître mieux que tout autre : la liste et l'ordre de succession des évêques de Tours ses prédécesseurs.

L'examen et la constatation des erreurs commises par saint Grégoire, à propos des pontifes qui l'avaient précédé sur le siège auquel son nom a contribué à donner tant d'éclat, ne sont pas étrangers au sujet qui nous a fait étudier la valeur des indications données par l'*Historia Francorum*. En effet, parmi les sept évêques que le fameux passage du livre 1^{er}, chapitre 28 de cet ouvrage fait arriver en Gaule sous le consulat de Dèce et de Gratus, figure saint Gatien, 1^{er} évêque de Tours ; une des raisons

(1) *Mirror admodum hominem in his quæ suis temporibus facta sunt errasse. Adnot. in Martyrol. Rom.* 18 avril. de S. Hermenegildo.

(2) *Défense de l'Eglise*, III, 356.

alléguées par ceux qui soutiennent l'exactitude de l'indication donnée par saint Grégoire est qu'il n'aurait pu se tromper sur la date de l'origine de sa propre Église. Plusieurs auteurs même qui combattent le passage de l'*Historia Francorum* en ce qui concerne les origines des autres Églises, n'ont pas cru pouvoir le contester pour ce qui regarde la seule Église de Tours.

Néanmoins, dans l'Appendice de mes *Recherches sur l'époque de la prédication de l'Évangile*, j'ai démontré, à l'aide de textes nombreux et incontestables, que, depuis un temps fort éloigné jusqu'à la fin du ^{xviii} siècle, l'église métropolitaine de Tours n'a jamais suivi le sentiment de saint Grégoire dans sa liturgie, et que pendant des siècles, au contraire, elle a formellement déclaré que saint Gatien, son 1^{er} apôtre, avait été envoyé dans les Gaules au 1^{er} siècle.

C'est, Messieurs, pour compléter cette étude que j'ai aujourd'hui l'honneur de vous communiquer un tableau où se trouvent réunies et réunies les principales indications contradictoires données par saint Grégoire, dans ses divers livres, sur les évêques qui l'ont précédé à Tours.

La lecture de ce tableau démontrera, bien plus clairement qu'une longue dissertation, que l'historien des Gaules ne peut être constamment suivi de confiance même pour ce qui concerne sa propre Église. Et s'il s'est ainsi mépris plusieurs fois au sujet d'évêques bien plus rapprochés de lui, qu'y a-t-il alors de surprenant qu'il se soit trompé pour le premier des évêques de Tours ?

Le tableau ci-joint est divisé en quatre parties : la première contient la liste complète des évêques de Tours donnée par saint Grégoire dans le chapitre 31 du livre x de son *Historia Francorum*, liste où il indique l'ordre de succession, la durée de l'épiscopat de chacun d'eux et seulement la durée de quelques-unes des vacances (1).

(1) Je dois placer ici la rectification annoncée plus haut, rectification qui ressort naturellement du reste de la première colonne du tableau.

Dans la seconde partie sont indiquées le rang, l'ordre de succession et de la durée d'épiscopat de la plupart de ces évêques à partir de saint Martin, qui est le 3^e de la liste générale, d'après les autres livres de saint Grégoire.

Or, non-seulement les numéros d'ordre de ces évêques ne sont plus les mêmes, mais plusieurs fois l'ordre de succession est interverti et la durée de l'épiscopat est différente.

Dans la troisième partie j'ai transcrit fidèlement la plupart des passages de saint Grégoire que l'on peut invoquer à l'appui des indications contradictoires de la deuxième partie. Et enfin la quatrième partie contient les observations, c'est-à-dire le résumé des indications s'appliquant successivement à chaque évêque.

On s'étonnera peut-être d'entendre affirmer que saint Grégoire ne s'accorde pas toujours avec lui-même au sujet de ses prédécesseurs, rien n'est plus vrai cependant et nous sommes loin de prétendre l'avoir découvert. D. Ruinart l'a remarqué il y a longtemps, lorsqu'il ajoutait au chapitre xvii du livre iii de l'*Histoire des Francs*

Dans le paragraphe consacré à l'église de Tours dans l'Appendice de mes *Recherches* (p. 572 du tome xx^e des *Mémoires de la Société*, et page 228 du tirage à part) j'ai dit à tort que, selon saint Grégoire, l'avènement de saint Lidoire au siège de Tours aurait eu lieu la première année du règne de Constantin, quand il indique la première année de Constant, et j'ai tiré une conséquence inexacte de cette fausse indication, qui toutefois ne modifie en rien l'observation principale que je voulais faire en cet endroit : la contradiction qui paraît exister entre le récit de saint Grégoire et un passage de Sulpice Sévère. Quoiqu'il en soit, je tiens à constater ici mon erreur qui a pour origine une citation inexacte de saint Grégoire (résultant peut-être d'une faute d'impression) faite par M. Arbellot, à la page 153 de sa *Dissertation sur l'apostolat de saint Martial*, citation que des circonstances indépendantes de ma volonté n'avaient empêché de vérifier, lors de la publication de mon travail.

la note suivante : « En confrontant ce chapitre avec le dernier du « second livre et la fin du livre x, où Grégoire énumère les évêques « de Tours, on voit avec évidence combien il s'accorde peu avec « lui-même, tant pour l'indication de l'époque du pontificat de ces « évêques que pour l'ordre dans lequel ils occupèrent le siège. »

En veut-on une preuve évidente : Si, parmi les évêques de Tours, il en est un qui jouisse d'une célébrité exceptionnelle c'est assurément saint Martin. Il semble alors que l'on devrait trouver dans saint Grégoire des renseignements exacts et complets sur celui qu'il pouvait regarder comme le plus illustre de ses prédécesseurs. En est-il ainsi ? Nullement. Au livre x de son histoire saint Grégoire fixe la durée de l'épiscopat de saint Martin à 26 ans 4 mois et 27 jours, et dans le livre 1^{er} des miracles de saint Martin, chap. 3, cet épiscopat n'est plus que de 25 ans 4 mois et 10 jours. Lequel des deux renseignements est exact ?

C'est bien pis pour l'époque même de la mort de saint Martin qu'il fixe tantôt à l'an 397, tantôt à l'an 400, tantôt à l'an 405, indications dont aucune ne s'accorde avec celle de Sulpice Sévère qui place cet événement en l'an 402. Ajoutons avec l'abbé Rolland (1), que comme saint Grégoire compte le plus souvent les années en partant de la mort de saint Martin, cette indécision rend sa chronologie tout-à-fait inextricable.

Je ne m'arrêterai pas plus longtemps à signaler ces diverses contradictions faciles à constater, mais il est une objection que je tiens à prévoir.

Comme je l'ai dit tout-à-l'heure, et comme il est aisé de le voir en jetant les yeux sur la seconde partie du tableau, les numéros d'ordre des évêques indiqués à partir de saint Martin ne sont pas les mêmes que ceux de la liste générale.

Les défenseurs quand même de saint Grégoire, ceux qui s'indi-

(1) *Saint Grégoire et les origines de l'Eglise de Tours*, p. 27.

gnent lorsqu'un écrivain a le malheur de vouloir le trouver en défaut, ne pouvant nier ces contradictions, ou les déclarer supposées et résultant de falsifications, ont essayé de les expliquer.

Saint Grégoire, dit-on, suit deux classifications différentes, mais il n'y a entre ses deux listes aucune contradiction. Cette réponse est facile à faire, moins aisée à admettre. Encore faudrait-il savoir laquelle des deux listes est la bonne : celle du livre x qui ne compte, avant saint Grégoire, que 18 évêques en tout, soit 15 après saint Martin, et celle qui résulte des indications éparses dans les livres précédents qui paraît compter dix-huit évêques après saint Martin.

Dira-t-on que c'est parceque saint Grégoire compte par ordination et qu'il fait entrer en ligne celle des deux intrus Justinianus et Armentius qui occupèrent le siège de Tours pendant l'exil de saint Brice successeur de saint Martin ? Cette explication ne serait pas plus satisfaisante, car d'abord saint Grégoire se sert aussi bien dans le chapitre 31 du livre x qu'ailleurs de l'expression *ordinatur episcopus* (1), et c'est vouloir jouer sur les mots que de dire par exemple : « il ne dit pas remarquez-le bien que, saint Perpet fut le 5^e évêque légitime après saint Martin, il dit qu'il fut le 5^e évêque ordonné, ce qui est parfaitement exact. » Que répondront ces critiques à ceux qui opposeront le texte de la liste générale : « *Seatus ordinatur Perpetuus.* » Est-ce que là aussi saint Grégoire ne compte pas les ordinations, et ne dit pas que saint Perpet fut le sixième évêque ordonné ? Et puis, au chapitre 17, lorsque nous lisons : *Injurius quintus decimus post beatum Martinum, cathedram pontificalem sortitus est*, quand Injurius est également le quinzième de la liste générale, dira-t-on qu'en cet endroit saint Grégoire compte

(1) Ainsi par exemple : *Octavus decimus Eufonius presbyter ordinatur episcopus* — LIB. x, cap. 31.

Octavus decimus post beatum Martinum Sanctus Eufonius ordinatur episcopus — LIB. IV, cap. 15.

les ordinations et qu'il ne présente pas cet évêque comme le 15^e pontife légitime après saint Martin.

Qu'ont d'ailleurs à répondre ces critiques lorsque saint Grégoire présente saint Eustoche, Eustochius, le 5^e de la liste générale, et Verus le huitième de cette même liste, comme ayant l'un et l'autre été le septième après saint Martin et comment expliquera-t-on les interversions d'ordre de plusieurs évêques de Tours ? Par le silence, c'est ce qu'en pourra faire de mieux.

Cet exposé suffira je pense, Messieurs, pour vous faire apprécier l'intérêt que présente le tableau que je vais placer sous vos yeux. Il est un complément nécessaire du paragraphe consacré à l'Église de Tours dans les *Recherches sur l'époque de la prédication de l'Evangile*, et présente, en même temps, une application plus générale pour faire apprécier l'autorité de saint Grégoire de Tours dans la question si souvent discutée de la date de l'introduction du christianisme en France.

Doit-on en conclure que je prétende ruiner cette autorité et présenter le saint évêque de Tours comme un auteur ne méritant aucune créance ? A Dieu ne plaise ! Telle n'est pas mon intention. Mon seul but, en vous faisant cette communication, est au contraire, en signalant les fautes qui se trouvent dans les œuvres de saint Grégoire comme dans tout ouvrage humain, de faire par là même ressortir la valeur des points nombreux sur lesquels ces mêmes livres sont inattaquables. Les erreurs que l'on signale en effet se rapportent presque toutes aux siècles qui avaient précédé celui où vivait ce vieux chroniqueur, rien n'est plus aisé à comprendre qu'il ait pu être induit en erreur par des documents inexacts ou des traditions erronées. Il n'en est plus de même quand il arrive à l'histoire de son siècle, c'est là, dit l'abbé Gorini (1), son vrai

(1) *Défense de l'Eglise*, III, 356.

domaine, et c'est comme historien fidèle des temps mérovingiens que saint Grégoire de Tours mérite à juste titre d'être appelé le père de l'histoire de France.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 1^{er} trimestre de 1870.

I. Par S. E. M. le Ministre de la Marine et des Colonies.

1^o Revue maritime et coloniale, n^{os} 109, 110, 111. — 2^o Tableau de population, de culture, de commerce et de navigation formant pour l'année 1867 la suite des tableaux insérés dans les notices statistiques sur les colonies françaises. Paris 1869. 1 vol. in-8.

II. Par S. E. M. le Ministre des Beaux-Arts.

Cours de dessin sans maître, d'après la méthode de Madame Cavé. 3^e série. Paris. in-folio.

III. Par S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique.

Revue des Sociétés savantes, 1869, novembre.

IV. Publications périodiques.

1^o Journal des beaux-arts, 1870, n^{os} 1, 2, 3, 4, 5. — 2^o Revue de l'Art Chrétien, n^o 11. — 3^o L'Institut, n^{os} 407, 408. — 4^o Le Cabinet historique. novembre, décembre, 1869, janvier 1870.

V. Par les Auteurs.

1^o Danses liégeoises. Cramignons chantés aux fêtes internationales, 21 septembre 1869. Par Auguste Hock. 2^e édition polyglotte offerte aux étrangers qui ont assisté au tir. Liège 1869. Carmanne, in-8. — 2^o Du passage des Alpes par Annibal, par Edouard Secrétan. Lausanne 1860. in-8. cartes. — 3^o Université impériale de France. Séance annuelle de rentrée des facultés de droit, des sciences et des

lettres. — Comptes-rendus des travaux de l'année scolaire 1868-69. — Proclamation du prix académique de mille francs, institué par décret impérial du 30 mars 1869. — 15 novembre 1869. — Douai 1869. in 8. — 4° Récits picards. — Procès célèbres. — Exécutions capitales. — Par A. Janvier. — (Le meurtre du pont Dolent 1615. — François de Jussac d'Ambleville, sieur de Saint-Preuil, mareschal des camps et armées du roi Louis XIII, 1600-1641. — Balthasar de Fargues. Révolte du régiment de Bellebrune 1658-1665. — L'horloger de Senlis. 1789.) Amiens 1869. Caillaux. 1 vol. in-8. — 5° Société des Orphéonistes d'Amiens. 1869. Rapport annuel du vice-président (M. A. Janvier) lu à l'assemblée générale du 16 janvier 1870. Amiens 1870, Caillaux. in-8. — 6° Notice sur Jacques Boucher de Crèvecœur de Perthes, par M. Buteux. Amiens 1870. Lenoël-Herouart. in-8. — 7° Essai de bibliographie tunisienne ou indication des principaux ouvrages publiés en France sur la régence de Tunis. Par A. Demarsy. Paris 1869. in-8. — 8° Offertes à l'avenir. Tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 104° liv. Liège 1870. — 9° Raoul, sire de Créquy, prétendu poème inédit du XIII^e siècle. Etude critique, par Théodore Raulin. Strasbourg 1867. in-8.

VI. Par les Sociétés étrangères.

1° Société des sciences et des lettres de Leide. *Handelingen en mededeelingen van de maatschappij der nederlansche letterkunde te Leiden. Over het jaar 1869.* — *Levensberichten. van 1869.* — 2° *Revue de la Numismatique belge.* 5° série. Tome II, 1^{re} liv. — 3° *Mémoires et documents publiés par la société d'histoire de la Suisse romande.* Tome XXIII. — 4° *Messenger des sciences historiques, des archives des arts et de la bibliographie de Belgique* 1869. 3^e et 4^e liv. — 5° *Société impériale de géographie de Vienne (Autriche).* *Mittheilungen x. Jahrgang 1866-1867. Mittheilungen. XII Band. Neue Folge. 2 Band. 1869.* — 6° *Société des arts et des sciences*

d'Utrecht. — Verslag gehonden der 29 junii 1869. — Aanteekeningen.. gehonden in het jaar 1869. — Zur entwickelungsgeschichte der Siphonophoren von Dr Ernst Haeckel. in-4. pl. — 7° Académie impériale des sciences de Vienne (Autriche). — Sitzungsberichte. Philosophisch-historischen Classe. LX Band. — LXI Band Heft 1. — Register zu den Banden 51 bis 60 der Sitzungsberichte. — Archiv für österreichische Geschichte. XI Band. II. 2. — Fontes rerum austriacarum. Diplomataria et acta. XXIX Band. — 8° Mémoires de la société royale des antiquaires du Nord. N° série 1868, f. 11 à 15. — 9° Académie royale des sciences de Gottingue — Nachrichten aus dem Jahre 1869. — Abhandlungen des historisch. phologischen Classe XIV Band. — 10° Publication de la section historique de l'Institut de Luxembourg (ci-devant société archéologique du Grand-Duché). Volume XXIV. 1869. — 11° Archæologia or miscellaneous tracts relating to antiquity published by the Society of Antiquaries of London. vol. XLII. — Proceedings of the Society of antiquaries of London. Vol. IV. nos 3, 4, 5, 6.

VII. Par les Sociétés françaises.

1° Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Année 1869. 2° trim. — 2° Matériaux d'archéologie et d'histoire, par MM. les archéologues de Saône-et-Loire. nos IV, V, VI, VII. — 3° Annales de la Société académique d'architecture de Lyon. Tome I. Exercice 1867-1868. 1 vol. in-8. — 4° Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du dép. de la Marne. Année 1868. — 5° Société impériale d'agriculture, sciences et arts de l'arrondissement de Valenciennes. Revue nos 8 à 12. — 6° Bulletin de la Société académique du Var. Nouvelle série, tome II. — 7° Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry. Année 1868. — 8° Bulletin de la Société de statistique, des sciences naturelles et des arts industriels du département de l'Isère. 3° série. Tome I. — 9° L'Investigateur, journal de l'Institut historique de

France. n^{os} 416 à 421. — 10^e Bulletin du Comice d'Abbeville, n^{os} 10, 11, 12. — 11^e Bulletin de la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme. liv. 15, 16. — 12^e Mémoires de la Société historique et archéologique de Langres. liv. 7. — 13^e Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny. n^{os} 8, 11. — 14^e Mémoires de l'Académie impériale des sciences de Metz. XLIX^e année 1867-1868. 2 vol. in-8. — 15^e Société impériale havraise d'études diverses. Procès-verbaux des séances. Juillet à octobre. — 16^e Mémoires de la Société d'émulation du Doubs. 4^e série. 4^e volume. 1868. — 17^e Bulletin de la Société archéologique de Nantes, 2^e, 3^e trim. de 1869. — 18^e Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers. Tome v. 1^{er} liv. — 19^e Bulletin de la Société académique de Brest. Tome v. 1868-69. — 20^e Bibliothèque de l'Ecole des chartes. v. liv. 3, 4, 5. — 21^e Mémoire de la Société des Antiquaires de la Morinie. Tomes XII et XIII. — 22^e Mémoire de l'Académie de Stanislas. 1868. — 23^e Mémoires de la Société de statistique des Deux-Sèvres. Tome IX, X, XI. 1^{er} liv. Tome XV. 2^e et 3^e liv. Tome XIX. 3^e liv. — Bulletin de la Société de statistique des Deux-Sèvres. 1864. 3^e et 4^e trim. 1865. 9^e trim. — 24^e Mémoires de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Lyon. Classe des lettres. Nouvelle série. Tomes III. IV. — Classe des sciences. Nouvelle série. Tomes III à VII et VIII. — 25^e Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest. 3^e trim. 1869. — 26^e Bulletin des travaux de la Société libre d'émulation, du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure. 1868-69. n^o 12. — 27^e Mémoires de l'Académie impériale des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse. VII^e série. Tome I. — 28^e Comité archéologique de Senlis. Comptes-rendus et mémoires. Année 1868. — 29^e Bulletin de la Société dunoise. n^o 6, 7. Cartularium Dunense majoris monasterii f. 1, 2, 3.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance du Mardi 12 Avril 1868.

Présidence de M. HESSE, Président.

Le procès-verbal de la séance dernière du 8 mars est lu et adopté.

— M. le Secrétaire-perpétuel procède au dépouillement de la correspondance.

Il communique une nouvelle lettre de M. Demarsy relative à son rapport sur le Congrès de Copenhague, auquel il a assisté comme représentant de la Société. M. Demarsy s'excuse de n'avoir point encore donné ce rapport dont les proportions dépassent ses prévisions, et qu'il se propose de publier bientôt. — Il demande si la Société voudrait se charger de la publication. — La Société regrette de ne pouvoir prendre sur elle une dépense qui pourrait être considérable, et elle espère que M. Demarsy, selon son projet, fera imprimer lui-même son ouvrage qu'elle accueillera avec le plus grand empressement.

— M. Garnier fait connaître l'envoi par la Société impériale des sciences, lettres et arts de Lyon, du tome 17 de ses mémoires, plusieurs envois analogues de différentes sociétés, l'annonce et l'ordre du jour de la prochaine réunion générale de la Société Dunoise qui doit avoir lieu le 12 avril 1870.

— M. Cocheris rappelle que depuis dix ans il a donné sa démission de membre titulaire non résident, et il sollicite de nouveau le titre de membre correspondant. — La Société, eu égard aux travaux de M. Cocheris sur la Picardie, à ceux qu'ils a terminés, à ceux qui ne sont qu'à l'état de projet ou de promesse, lui accorde le titre de correspondant, bien qu'elle veuille faire de ce titre une exception aussi rare que possible.

— M. l'abbé Dergny, d'Abbeville, membre non résident, informe la Société que n'ayant pas le temps de se livrer aux travaux archéologiques, il donne sa démission.

— M. Raulin, directeur de la Maison centrale de Doullens, fait don d'un opuscule dont il est l'auteur sur un curieux pastiche dû au père Daire, un prétendu poème de la fin du XIII^e siècle, intitulé *le Sire de Créqui*.

— M. le Secrétaire perpétuel communique le programme du comité d'organisation du Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistorique qui doit tenir sa 5^e session à Bologne, du 1^{er} au 8 octobre 1870. Enfin, il présente un numéro du journal *l'Abbevillois*, envoyé à la Société, et contenant le discours prononcé par M. Prarond devant le monument élevé à la mémoire de M. Boucher de Perthes.

— La correspondance étant dépouillée, M. Garnier

donne quelques détails sur un cercueil trouvé à l'extrémité de la nouvelle rue Boucher de Perthes, à Amiens. — C'est un tombeau en pierre de l'époque gallo-romaine. — Trois petits vases en verre ont été trouvés, dont un a été donné à M. Garnier par le propriétaire du terrain, M. Tillette d'Acheux.

— M. Garnier dépose sur le bureau les œuvres de Delambre, 10 gros volumes in-4° donnés par M. Ledieu.

— La Société remercie chaleureusement le donateur.

— M. Du Bois prend la parole et annonce qu'il s'est livré à un travail généalogique sur Delambre — que sa famille est originaire du village de Souich près Doullens, et que son nom doit très-probablement lui venir du village de Lambres, situé au nord du Pas-de-Calais, entre Aire et Béthune.

— M. de Forceville demande la parole : il dit qu'il s'occupe de la statue de Delambre et prie tous ses collègues de lui donner les renseignements qui pourraient être en leur possession.

— La parole est à M. Duvette qui communique à la Société sa correspondance comme trésorier.

— La parole est accordée ensuite à M. Pouy, Avant d'exposer les points les plus intéressants de la généalogie de la famille du Gard, travail étendu dont il s'occupe, M. Pouy fait part de quelques trouvailles curieuses qu'il a faites dans ses recherches à Longpré. Une sœur de Delambre y est enterrée et à propos du nom de Delambre il a été vendu au Petit-St.-Jean un portrait de l'illustre savant que possède actuellement une famille d'Amiens. M. Pouy a vu aussi avec M. l'abbé Corblet un baptistère

en pierre sculptée, qui doit dater du 16^e siècle, et qui, n'ayant pas été employé pour la nouvelle église, et étant resté dans le jardin du curé de la paroisse, est à la disposition de la Société des Antiquaires. M. Pouy fait ensuite une sorte d'analyse de son travail sur la famille du Gard, trop long pour être lu en entier. Les Seigneurs du Gard, qui possédèrent la Seigneurie de Longpré depuis le 13^e jusqu'au 18^e siècle, ont joué un rôle remarquable dans l'administration de la ville et de la commune d'Amiens, surtout du 13^e au 16^e siècle. — Ils se montrent les ardens défenseurs des privilèges et des libertés de la cité, soit comme mayeurs, soit comme échevins, soit comme citoyens très-influents. — Au milieu de nombreux documents très-curieux, on trouve celui-ci, qu'une somme de 300 livres a été versée comme paiement de la charge de Sénéchal du Ponthieu : ce qui prouve que cette charge de Sénéchal, conférée par nomination du roi, était vénale, à peu-près comme certaines fonctions de nos jours.

On y voit aussi que le prieur curé de Longpré était seigneur de la paroisse, et avait la charge d'entretenir les enfants abandonnés.

— Après ces communications très-intéressantes, M. de Calonne, membre titulaire non résidant, a la parole, et présente, en les appuyant de réflexions très-précises et très justes, les lettres de convocation pour le Ponthieu, des 1^{ers} Etats Généraux de Blois de l'année 1576, qui devaient compter 104 membres du Clergé, 72 de la Noblesse et 150 du Tiers-Etat. Ces documents renferment l'Etat des seigneuries et des diverses propriétés du Ponthieu dans la seconde moitié du 16^e siècle.

M. le Président, au nom de la Société qui accueille de ses applaudissements cette communications, félicite et remercie M. de Calonne.

Séance du 10 Mai 1870.

Présidence de M. HESSE, Président.

Après la lecture du procès-verbal de la dernière séance qui est adopté, M. le Secrétaire perpétuel dépouille la correspondance dont voici les principaux chefs :

1° Bulletin 10 de l'expédition française au pôle Nord, avec l'invitation à souscrire pour compléter l'armement du *Boréal*. — 2° La Société industrielle d'Angers et la Société d'émulation de Cambrai adressent le programme des questions qu'elles mettent au concours. — 3° Le programme du Congrès archéologique de France qui s'ouvrira le 20 septembre prochain à Arles. — 4° Celui du Congrès international d'archéologie et d'histoire qui doit s'ouvrir à Bâle, également le 20 septembre. — 5° L'Académie royale de Belgique, l'Académie de Brest, et la Société des Antiquaires de Londres accusent réception des publications de la Société. — 6° Le Président de la Société des Antiquaires de Zurich sollicite la reprise des relations entre les deux Compagnies et adresse la liste des publications de la Société de Zurich pour que nous fassions connaître celles que nous avons déjà reçues. — 7° L'Académie royale de Belgique adresse ses nouvelles publications. — 8° M. Bouton demande le programme des prix proposés par la Société. — 9° Circulaire de la commission d'initiative pour décerner les prix de la fondation

de Montréal. — 10^e M. Th. Lejeune adresse le tome II de ses monographies historiques et archéologiques.

— M. Garnier présente ensuite un jeton en argent du Comice agricole de l'arrondissement de Château-Thierry, offert par M. Louise, principal du Collège de cette ville.

— Il est envoyé, pour le concours annuel proposé par la Société, une histoire de Doullens pendant la Révolution. — L'auteur demande un délai pour présenter le reste de son travail. On fait observer que cet ouvrage ne peut être reçu à concourir, parce qu'il est en dehors des limites tracées par les règlements. Les statuts établissent en effet comme dernière limite des recherches et des études de la Société l'année 1789. Mais ces règlements ayant été établis et approuvés il y a plus de trente ans, on agite la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu aujourd'hui de la reculer au moins jusqu'en 1815. Cette modification a été apportée dans le programme des études universitaires, même avant l'introduction de l'histoire contemporaine. C'est un précédent favorable. Mais avant tout, fait observer M. le Président, les règlements existent. La première chose à faire, en attendant qu'ils soient révisés et approuvés par l'autorité, c'est de s'y conformer. En conséquence, il sera répondu à l'auteur que son ouvrage sortant des conditions du concours, ne peut être accepté.

— Il est donné communication d'une lettre de M. Van Robais au sujet d'une médaille pseudo-grecque trouvée à Amiens et mentionnée dans l'ouvrage de M. Hucher sur les monnaies gauloises. — M. Bazot est chargé de faire un rapport à ce sujet.

— M. Dubois à la parole pour la lecture inscrite à l'ordre du jour et concernant les pestes qui ont désolé Amiens surtout au xvi^e siècle. Il fait connaître des détails très-curieux sur les lois de police décrétées dans ces moments de crise terrible pour la malheureuse cité. Cette lecture est écoutée avec le plus vif intérêt, et M. le Président, au nom de Société, remercie M. Dubois de ses persévérantes et laborieuses recherches.

— M. Pouy ajoute quelques réflexions. — La Picardie et Amiens en particulier, dit-il, n'ont pas été moins affligés par la famine. On compte 10 grandes famines dans le x^e siècle ; 26, dans le xi^e. ; 3 dans le xii^e. ; 4 dans le xiv^e. ; 7 dans le xv^e. ; 6 dans le xvi^e. ; 5 dans le xvii^e. ; 3 dans le xviii^e, sans compter les disettes et les chertés excessives.

M. Pouy extrait ces documents d'une histoire dont il s'occupe sur les famines, disettes, chertés de vivres, prix de grains, et changements dans la valeur des monnaies en Picardie.

— M. Darsy, qui vient de s'entretenir avec M. de Revel, secrétaire général de la Préfecture, parle du désir manifesté par M. le Préfet d'assister à la séance de la Société, et il demande, comme la séance de ce jour est trop avancée, si l'on pourrait, avant les premiers jours de juin, avoir une séance extraordinaire. Cette proposition, faite par M. le Président, est accueillie avec le plus grand empressement.

— M. Hesse propose de donner à M. le Préfet le titre de président d'honneur. — M. Garnier, pour appuyer cette opinion, fait observer que MM. Cornuau et d'Auribeau ont reçu des titres analogues.

M. Hesse met la proposition aux voix et M. de Guigné, préfet de la Somme, est nommé à l'unanimité Président d'honneur.

— On fixe la séance extraordinaire au mardi 24 mai.

— M. l'abbé Jourdain demande la parole pour différentes communications. Il est chargé par Madame Leullier d'offrir à la Société un Christ en faïence qu'on regarde comme fort ancien, et pour lequel plusieurs amateurs donnaient un prix considérable.

La Société vote des remerciements à Madame Leullier pour ce don qu'elle fait au Musée.

M. Jourdain trouve qu'il serait bon, pour encourager les donations, que l'on publiât dans les journaux les noms des donateurs généreux qui veulent bien enrichir le Musée d'objets de quelque valeur.

Il présente, de la part de M. le curé de Saint-Pierre, un vieux fer de lance et une lame d'une sorte de couteau qui accompagnaient un squelette. Il n'y avait en cet endroit aucun vestige de tombe, mais à trois ou quatre mètres de distance on a trouvé une tombe carrée en pierre et un petit vase en terre cuite, qui est déposé sur le bureau et qui, examiné par plusieurs membres de la Société, n'offre évidemment aucun caractère d'antiquité.

M. Jourdain communique ensuite à la Société, de la part de l'abbé Roze, curé de Tilloy, un extrait de la continuation de la Chronique de St-Riquier par Dom Cotron, relatif à la construction de stalles destinées à l'église de Saint-Riquier.

Le 28 avril 1507, dit cette Chronique, l'abbé Eustache Le Quieux commande à des ouvriers d'Amiens, Adam De-

bellemes, Bernard Lebartier et Alexandre Huet, seize stalles qui doivent être placées dans le chœur de son église, et qui seront entièrement semblables à celles de St-Lucien de Beauvais ; elles seront faites en bois apporté d'Irlande et au prix de neuf cent livres. Les artistes promettent que leur ouvrage sera terminé en quatre ans. Ces stalles furent travaillées avec tant de soin et d'habileté que dans les provinces voisines on ne pouvait rien voir de plus remarquable, de plus élégant, de plus achevé. C'est vers 1512 qu'elles ont dû être placées à leur lieu de destination.

Un de ces constructeurs, fait remarquer M. Jourdain, est Alexandre Huet qui a fait les stalles d'Amiens. — Celles-ci ont été commencées en 1508. Celles de St-Riquier en 1507. Ne pourrait-on pas en conclure qu'il y avait déjà à Amiens quelque œuvre semblable datant d'une époque précédente ? Plusieurs membres émettent diverses opinions à ce sujet.

— M. Jourdain a de nouveau la parole pour présenter, au nom de la Commission chargée de ce soin, l'inscription commémorative du Musée. Il donne lecture du projet d'inscription. — On y ajouterait les armes de la ville et celles de la Société.

M. le Président demande si la Société accepte l'inscription proposée ?

M. l'abbé Duval croit qu'il est d'abord utile de savoir si M. le Maire accepte que cette inscription soit placée au Musée. — M. Garnier est d'avis que l'inscription est trop longue ; il propose une rédaction plus abrégée. — M. Jourdain défend la rédaction primitive et montre qu'il

est nécessaire d'insister sur le rôle de la Société dans la construction du Musée, et qu'on ne peut retrancher aucune des indications. — M. de Roquemont demande si, avec l'inscription qui existe déjà du côté de la cour, il n'y aurait pas lieu d'abrégér la nouvelle formule. — L'inscription déjà existante, est-il répondu, n'indique que très-peu de chose, et n'explique rien. Elle n'a aucun caractère populaire. Il faut une inscription faite pour tous, indiquant nettement l'initiative de la Société, une inscription en français, placée dans un endroit très-apparent.

M. le Président résume la discussion et demande à la Société de se prononcer.

M. Garnier propose l'historique en quelques mots de la fondation et de la construction du Musée. — M. Corblet lit l'ancienne rédaction qui semble répondre à cette idée. — M. Duval propose une inscription en quatre lignes qui paraît contenir tous les points essentiels qui doivent être mis en lumière. — En définitive, la Commission modifiera quelques mots de l'inscription présentée par elle et la soumettra, ainsi modifiée, à l'appréciation de la Société dans une des prochaines séances.

— Cette discussion étant terminée, M. Garnier signale un article du journal de Vervins, du 16 mars 1870, annonçant la découverte d'un théâtre antique ou d'un cirque sur le territoire de cette ville et d'un grand nombre d'objets anciens ; débris de vases, monnaies, etc.

— L'ordre du jour de la prochaine séance est fixé ainsi qu'il suit : réception de M. le Préfet, lectures de MM. Corblet, Garnier et de Roquemont.

Séance du mardi 24 mai 1870.

Présidence de M. le PRÉFET, président d'honneur.

— M. le Préfet, Président d'honneur, prend immédiatement la parole et remercie la Société de l'avoir, avec tant d'empressement et d'unanimité, admis parmi ses membres et nommé son Président d'honneur. Il se félicite et se sent honoré d'un pareil titre, dit-il, lorsqu'il voit les travaux si remarquables de la Société des Antiquaires de Picardie, les ouvrages nombreux que ses membres ont déjà publiés et dont il cite plusieurs avec éloge, les statues qui décorent plusieurs de nos places, et ce Musée, splendide monument, un chef-d'œuvre, une des gloires de la cité. M. le Préfet continue en témoignant de sa sympathie, de son entier dévouement à la cause et aux intérêts de la Société. Il regardera comme un devoir et un honneur de les servir de toute son influence. •

Ce discours dans lequel l'élégance de la parole s'allie excellemment à la délicatesse de la pensée, est accueilli par les applaudissements les plus chaleureux de toute la Société, heureuse de rencontrer dans la parole de M. le Préfet, à côté de la justice rendue à son passé, des promesses qui lui sont si précieuses pour l'avenir.

— Le secrétaire annuel fait ensuite la lecture du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté. Cette lecture donne lieu à plusieurs observations.

— M. Dusevel regrette, à propos de l'article sur la construction des stalles de St.-Riquier, qu'il ne soit pas mentionné dans le procès-verbal que ces stalles n'existent plus. Nous prenons acte aujourd'hui de cette obser-

vation de M. Dusevel ; mais elle ne pouvait se trouver dans le procès-verbal, puisqu'il n'en avait été aucunement question dans la séance dont on exposait le résumé.

— Relativement à une histoire de Doullens présentée à la Société pour le concours annuel et rejetée comme traitant d'études en dehors des limites tracées par les règlements, le procès-verbal avait dit : « Ces règlements ayant été établis et approuvés il y a déjà plus de trente ans, on agite la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu, aujourd'hui, de reculer la limite jusqu'en 1815. — Cette modification a été apporté dans le programme des Etudes universitaires même avant l'introduction de l'Histoire contemporaine. C'est un précédent favorable. — Mais avant tout, fait observer M. le Président, les règlements existent. La première chose à faire, en attendant qu'ils soient révisés et approuvés par l'autorité, c'est de s'y conformer. En conséquence il sera répondu à l'auteur de l'histoire de Doullens pendant la Révolution, que son ouvrage, sortant des conditions du concours, ne peut être accepté. »

— M. Vion demande que la révision du règlement à ce point de vue soit l'objet d'une discussion dans l'une des plus prochaines séances ; et, sur l'appel de M. le Préfet, cette motion est prise en considération et acceptée.

— M. le Secrétaire perpétuel a la parole pour le dépouillement de la correspondance. Il donne lecture d'une lettre de M. le Président de la Société Française de numismatique et d'archéologie, relative aux arènes de Paris récemment découvertes dans la rue Monge. On y sollicite de la part des membres de la Société des Antiquaires :

1° Une pétition au Préfet de la Seine et au Conseil municipale de la Ville de Paris pour la conservation du plus ancien monument de la capitale de la France ; 2° une lettre dans le même sens adressée aux députés de la Somme.

— M. Garnier est d'avis qu'il soit répondu simplement que la Société des Antiquaires de Picardie adhère aux conclusions de la Société de Numismatique et d'Archéologie.

— Une discussion assez longue s'ouvre à ce sujet. — M. le Préfet propose qu'avant de prendre un parti, la Société délègue quelques-uns de ses membres afin de visiter ces ruines et d'examiner si, réellement, au point de vue de l'art, de l'histoire et de l'archéologie, elles méritent toute l'attention et la sollicitude des Sociétés savantes. Cette proposition rallie tous les suffrages.

M. Herbaut, qui a visité les arènes, dit que les constructions qui en restent et qui n'ont pas plus de 80 centimètres au-dessus du sol même des arènes, sont grossières et en simples moellons, sans la moindre œuvre d'art. Les arènes de Senlis sont infiniment plus remarquables. On y trouve au moins quelques restes caractéristiques de quelque architecture.

M. de Forceville, qui a eu aussi l'occasion d'aller visiter les arènes de la rue Monge, s'y est trouvé au moment où l'on faisait, devant plusieurs personnes, la description et l'historique de ces restes. Un peu plus d'un tiers de l'amphithéâtre est mis au jour. L'autre partie est ensevelie sous une masse énorme de terrain de plusieurs mètres de hauteur, au-dessus de laquelle il existe des constructions considérables. Dans ce terrain on aperçoit des traces de démolitions et d'incendie. On a trouvé

des poteries, des médailles, et différents objets conservés sur les lieux mêmes, dans une petite construction provisoire. Comme œuvre d'art, il n'y a rien. Ces arènes ne présentent purement qu'un intérêt historique. Sous le sol, à une très faible profondeur, on a découvert plusieurs squelettes ; l'un, très grand, semble être celui d'un gladiateur. Trois autres étaient donnés comme présentant par leur position et leur aspect le caractère de martyrs chrétiens livrés aux bêtes. Comme construction antique, on voit ce petit mur grossier dont parlait M. Herbaut, et deux endroits élevés qui sont d'anciennes *caveæ* ou cages des bêtes féroces.

M. Corblet ajoute quelques réflexions relatives aux habitudes des chrétiens, en ce qui concerne les martyrs qui avaient péri dans les arènes.

Cette discussion terminée, M. le secrétaire perpétuel continue le dépouillement de la correspondance.

— La Société d'histoire naturelle de Colmar accuse réception du Bulletin de la Société et des bons pour retirer deux volumes de ses mémoires. Elle annonce l'envoi de trois volumes du Bulletin de Colmar, la 1^{re} année (1860), la 4^e et la 5^e. Ceux de la 2^e et de la 3^e étant épuisés, le secrétaire promet de les envoyer, s'il parvient à les trouver.

— M. le Secrétaire perpétuel appelle l'attention de la Société sur les volumes qui sont déposés sur le Bureau.

1^o L'Académie impériale de Saint-Petersbourg envoie les premières livraisons du 14^e volume de son Bulletin qui sont presque tout entières consacrées à des travaux scientifiques. — 2^o L'Académie d'Amsterdam envoie

plusieurs ouvrages et un volume des Mémoires qui contient des recherches sur les rois pasteurs en Egypte ; un commentaire en latin de M. Boot sur la satire de Sulpitia, une notice sur l'émeute d'Amsterdam en 1690 ; — 3° l'Annuaire (Jaarboek) pour 1869 renferme l'analyse des travaux, des rapports sur les concours et quelques notices biographiques ; enfin un autre volume est tout entier consacré à des travaux scientifiques ; — 3° De la Société des sciences de Leyde nous recevons un volume contenant la suite des notices biographiques publiées par cette Compagnie, et une brochure renfermant l'analyse de ses travaux de l'année. — 4° La Société des Antiquités Frisonnes de Leuwarden nous donne, avec l'analyse de ses travaux, une notice sur M. Halbertsma qui a publié de nombreux ouvrages sur l'histoire et la littérature de la Frise. — 5° Nous avons reçu de la Société d'Utrecht avec l'analyse de ses travaux, un Mémoire remarquable de M. Holmann sur l'équivalent calorique de l'ozone, que cette Compagnie a couronné. — 6° L'Institut archéologique liégeois a envoyé la 1^{re} partie du tome ix de son Bulletin, qui renferme une notice sur les fouilles faites à Jussenville ; quelques notices historiques et biographiques, entr'autres un travail sur l'œuvre du peintre et graveur Natalis. — 7° Le précis analytique des travaux de l'Académie de Rouen pour 1868, qui sont toujours aussi savants que pleins d'intérêt, contient notamment à signaler, un mémoire de l'abbé Cochet sur les cercueils de plomb dans l'antiquité et dans le moyen âge. — 8° Une nouvelle Compagnie, la Société d'émulation de Roubaix adresse la première de ses publications, le procès-

verbal de sa séance publique du 17 décembre 1869. Elle promet d'envoyer, dès qu'il sera imprimé, le premier volume de ses mémoires, et elle espère ainsi voir s'établir avec notre Société des rapports de confraternité qui lui seraient précieux. — 9° La nouvelle livraison de la Revue des Sociétés savantes, qui sera lue avec plaisir, contient, pour ce qui nous concerne, un rapport sur les Mémoires de la Société d'émulation d'Abbeville. — 10° Un nouveau travail de M. Corblet sur les origines de la foi chrétienne dans les Gaules et principalement dans le diocèse d'Amiens. — 11° Une notice très substantielle de M. l'abbé Blond, supérieur du Petit Séminaire de Noyon, sur les Ursulines de cette ville qui furent établies par une religieuse du couvent d'Amiens, Françoise Leullier, en 1628 ; — 12° Un mémoire de M. Félix le Ruste sur cette question : l'Eglise est-elle infaillible ? L'auteur démontre la nécessité d'une autorité infaillible et en conséquence se prononce pour l'affirmative. — 13° Un beau volume venu de Milan, ayant ce titre : *Studj sulla lingua humana*, etc. L'auteur, M. Alexandro Ghirardini traite, dans la première partie, de l'origine des langues ; dans la deuxième il étudie, au point de vue des variations de langue, les inscriptions découvertes en Italie ; dans la troisième, il examine les modifications qu'à subies l'orthographe de la langue italienne, les erreurs que l'usage y a introduites.

— M. le secrétaire perpétuel ayant terminé, M. l'abbé Jourdain présente un petit vase à peu près semblable à celui donné il y a quinze jours, trouvé au même lieu, mais dans l'intérieur de la muraille, en une sorte de petit

vide fait à dessein. Ce petit vase contient une espèce de poudre qu'on suppose être de la poussière d'encens brûlé.

— L'ordre du jour appelle la première lecture indiquée, celle de M. Corblet.

M. Corblet, qui a fait un long travail sur les tombes en bronze qui ont existé et qui existent encore en Europe, en communique les extraits qui, au point de vue local lui paraissent les plus intéressants. Il décrit les deux célèbres tombes des évêques d'Amiens, Evrard et Geoffroy qui ont construit la Cathédrale ; il en analyse minutieusement le caractère et les beautés, et il regrette, comme on l'a déjà fait plus d'une fois, que ces tombes aient été retirées de leur place primitive pour être placées près du portail, puis, ce qui est plus malheureux encore, dans les entre-colonnes de la nef.

M. le Préfet, après cette lecture intéressante et la remarquable discussion qui la suit, demande si la Société ne serait pas d'avis de demander que les tombes soient replacées dans leur situation primitive. On répond que bien des démarches ont déjà été faites; qu'elles n'ont jamais abouti. Il engage à ne pas désespérer, et promet son concours pour rendre cette dernière plus efficace.

Plusieurs membres regrettent aussi qu'on ait eu la malencontreuse idée d'appliquer sur ces tombes un vernis qui, aujourd'hui, produit un effet déplorable.

M. Herbault ne partage pas l'opinion de M. Corblet et des autres membres qui se sont associés à ses observations. Il croit que le déplacement des tombeaux est une question qui peut être discutée, mais il n'admet pas que

les tombes aient été mutilées par suite de l'application d'un vernis.

— M. Garnier fait ensuite une lecture sur Nicolas Blassel ou Blasset, selon l'orthographe que le célèbre sculpteur a lui-même adoptée.

Cette lecture qui présente plusieurs documents nouveaux et fait connaître un dessin de cet artiste, est écoutée avec le plus vif intérêt.

— Puis M. de Roquemont a la parole et donne lecture d'une partie d'un travail sur l'histoire de la procédure en France. Il traite de la procédure féodale, de la procédure formaliste du 13^e siècle. Cette savante étude est accueillie avec le plus grand plaisir.

Séance du mardi 14 Juin 1870.

Présidence de M. HESSE, président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté, après rectification de la réclamation de M. Herbault sur le déplacement des tombeaux en bronze de la Cathédrale et l'opportunité de leur vernissage.

— M. le secrétaire perpétuel dépouille ensuite la correspondance.

1^o L'Institut archéologique liégeois annonce que l'on peut faire retirer la dernière livraison parue de son Bulletin en cours de publication. — 2^o Circulaire annonçant la 33^e session du Congrès scientifique qui doit se tenir à Moulins le 1^{er} août 1870 sous la présidence de M. le sénateur Duruy. L'Institut des provinces prie instamment la Société d'adhérer à cette session soit en s'y fai-

sant représenter par plusieurs de ses membres, soit en envoyant la somme de dix francs pour que la Société soit inscrite sur la liste des adhérents et reçoive le volume qui résumera les travaux du Congrès. — 3° Annonce d'une nouvelle édition en 14 volumes in-4°, de l'histoire du Languedoc par dom Cl. de Vic, et dom Vaissette. — 4° Lettre de M. Lévêque de Beauvais, peintre sur verre, qui donne sa démission de membre de la Société. — 5° Lettre de M. Arthur Demarsy annonçant qu'il a remis à M. l'abbé Corblet, pour la Société, diverses brochures, entr'autres le compte-rendu du Congrès archéologique de Copenhague et sollicitant l'honneur d'être encore le mandataire de la Société des Antiquaires de Picardie au Congrès de Bologne qui s'ouvrira bientôt. — 6° Circulaire de M. de Ponton d'Amécourt, Président de la Société de numismatique, annonçant l'envoi d'une brochure qui renferme toutes les pétitions adressées au Préfet de la Seine par les Sociétés savantes de France, au sujet des arènes de la rue Monge et espérant une démarche analogue de la Société des Antiquaires. — 7° Envoi d'un catalogue de vente après décès au domicile de M. Moillet, ancien avoué, à Péronne, et membre de la Société des Antiquaires de Picardie. — 8° Annonce d'un voyage dans le Liban, la Syrie, l'Egypte, etc., sous la direction du docteur Pierotti. — Ce voyage auquel pourront participer les amateurs moyennant 3000 fr. aura lieu du 8 septembre au 15 novembre prochain. — 9° Lettre de M. Chartier du Raincy demandant l'envoi du n° 3 du Bulletin pour l'année 1869 et sollicitant quelques indications relatives aux assignats, dont il pensait qu'une collection se trou-

vait à la Bibliothèque d'Amiens. — 10^e Circulaire de l'Institut des provinces invitant à prendre part à la souscription ouverte pour une médaille qui doit être frappée à l'effigie de M. de Montalembert. M. de Montalembert n'a pas été seulement un brillant orateur et un grand écrivain, il fut aussi pendant quarante ans le collaborateur assidu et dévoué de l'Institut des provinces. Moyennant 10 francs, chaque souscripteur recevra une médaille en bronze en tout semblable à la médaille en or offerte à la famille de M. de Montalembert.

— MM. Corblet et Salmon demandent que la Société souscrive pour cette médaille.

Cette proposition est mise aux voix et adoptée.

— M. Bazot a la parole pour une communication relative à une excursion archéologique qu'il a faite récemment avec M. l'abbé Hénocque. Ayant appris que des ouvriers de Francières, petit village situé près d'Ailly-le-Haut-Clocher, avaient trouvé, en terrassant un chemin, un vase en bronze de forme allongé, contenant plus de trois cents pièces de monnaie ou médailles romaines, M. Bazot, accompagné de M. Hénocque, se rendit chez M. le Maire de cette commune qui tenait en dépôt les objets trouvés. Les pièces de monnaie n'avaient aucune valeur ; elles étaient toutes en bronze et tellement usées par la circulation que les légendes sont entièrement illisibles et les figures totalement effacées. La loupe aidant, il a pu distinguer cependant un Adrien, un Antonin-le-Pieux, un Marc-Aurèle, une Sabine, un Gordien, un Philippe et le tyran Aurélius Marius, ce qui doit donner pour la date la plus reculée de ce dépôt l'an 267 de notre ère ; ce qui

explique aussi l'usure des Antonin et des Adrien, frappés plus de cent ans avant cette époque. L'inspection des lieux environnants ne pouvait jeter aucune lumière sur la cause de l'enfouissement de ces pièces, qui ont dû être cachées en plein champ, sans doute dans la crainte des voleurs. Quant au vase, élégant de forme, magnifique de patine, il aurait été d'une conservation irréprochable si les ouvriers ne l'avaient pas mutilé en élargissant le haut du goulot. Mais tel qu'il est, le Musée n'en possède aucun de semblable. M. Bazot a obtenu qu'on le lui confiât, il le dépose sur le bureau et il propose de l'acheter pour le Musée communal et de fixer le maximum du prix à donner, s'il doit y avoir quelque surenchère. Il en a déjà offert 30 francs. La Société accepte cette proposition, et prie M. Bazot de négocier cet achat.

MM. Bazot et Hénocque se sont ensuite rendus de Francières à Saint-Riquier pour voir la suite des découvertes mérovingiennes dont il a été déjà question. Mais rien de nouveau n'a été découvert depuis la dernière communication que M. Hénocque a faite à la Société.

M. Fricourt, curé de Saint-Riquier, qui consacre tous ses moments de loisir à l'archéologie, leur a confié une des deux petites pièces de poterie vernies qu'on a trouvées dans une carrière à cailloux située au bas de Saint-Riquier, lieu dit *le Vincheneux*, à une profondeur de 4 à 5 mètres, à côté de deux squelettes ; il demande si ces objets ne seraient pas des jouets d'enfants. M. Bazot est de cette opinion.

— La parole est ensuite donnée à M. Corblet pour une communication sur les arènes de Paris. M. Corblet les a

visitées très récemment et a causé longuement avec M. de Ponton d'Amécourt et plusieurs archéologues. Il fait à la Société un récit très intéressant et très spirituel de tout ce qu'il a vu et observé. Il ajoute que, au reste, l'affaire des arènes de la rue Monge est finie, et que tout l'empressement qu'on a déployé n'a produit aucun résultat. En présence d'une telle situation, que doit faire la Société ? Doit-elle adresser les pétitions qu'on a sollicitées ? Doit-elle écrire une simple lettre d'adhésion à M. de Ponton d'Amécourt, le président de la Société de numismatique ? L'avis général est qu'il faut entièrement s'abstenir.

— M. Rembault demande la parole. On vient, dit-il, de faire des travaux sur l'emplacement de l'ancien couvent des Saintes Claires. On y a trouvé un grand nombre de pierres tombales dont plusieurs sont du xvii^e siècle et très-remarquables. Il propose de nommer une Commission chargée d'examiner ces pierres, de faire un choix parmi les plus intéressantes qu'on pourrait facilement obtenir pour le Musée. M. le Président prie M. Rembault de choisir plusieurs de ces pierres tombales. M. Corblet consent avec plaisir à s'adjoindre à lui pour cet examen et ce choix.

— M. Bazot donne ensuite quelques détails explicatifs sur une médaille d'or trouvée à Amiens, dont il a été fait mention dernièrement et sur laquelle il avait été prié de donner son avis. Cette médaille n'a que 15 millimètres de diamètre. M. Bazot en présente l'image considérablement agrandie (plus d'un décimètre de diamètre.) Il lit un extrait de *l'Art gaulois, ou les Gaulois, d'après leurs*

médailles, par Eug. Hucher, qui (dans le n° 4 de la planche 8,) signale cette médaille d'or gauloise trouvée à Amiens, remarquable par l'oiseau aquatique placé sous le cheval. (Diam. 15 mill. Poids, 3 gr. 80. Musée archéologique du Mans. — L'oiseau aquatique doit être une cigogne et non un héron ; cette médaille doit être un demi statère — à l'imitation des statères macédoniens. D'un côté une tête d'Apollon, de l'autre un bige devenu char, attelé d'un seul cheval, réduit à une seule roue, un conducteur debout, un cheval libre, symbole de l'indépendance, et au-dessous l'oiseau aquatique. Cette pièce, n'a, d'ailleurs, rien d'Amiénois.

— M. Le Tellier demande ensuite la parole pour une communication fort intéressante relative à la statue connue sous le nom de la *Joueuse aux Osselets*. Il ne s'était jamais expliqué comment cette statue, parfaite de tout point, avait un bras et une main qui étaient loin de répondre au fini de l'ensemble. Il croit avoir trouvé l'explication de ce fait ; et, de plus, on peut être autorisé à croire que la *Joueuse aux Osselets* n'est autre qu'une *Julie*. En effet, le directeur de l'Académie de France à Rome, en 1732, annonce au Surintendant des beaux-arts la récente découverte de la *Joueuse aux Osselets*. Selon lui, et en s'appuyant sur un extrait ancien, c'est une Julie que ce trésor qu'il vient d'acquérir pour la collection du cardinal de Polignac ; et il écrit en 1733 que le sieur François, un élève de Coustou, est chargé de faire pour le roi une copie en marbre blanc de la Julie. Comme dans l'antique il lui manque un bras, c'est un motif d'étude pour le sculpteur qui doit le faire

d'après nature et s'efforcer d'arriver à la perfection et au goût exquis de toutes les parties de cette merveille. Le sculpteur n'a pas tout-à-fait répondu, comme on le voit, à l'attente du directeur de l'Académie de France, à Rome, dont les lettres sont des documents précieux pour l'historique et l'explication de cette statue.

— Avant de clore la séance M. le Président demande que la Société décide s'il y aura une séance publique cette année ; quand et où elle aura lieu. Il n'y a point de prix à décerner. Y aura-t-il des lectures ? Comme local, on ne peut accepter que la grande salle du premier, au Musée.

Le 14 août, dit M. Rembault, on décidera que, le lendemain, tous indistinctement pourront entrer au Musée, en visiter toutes les salles. Pourquoi M. le Maire ne permettrait-il pas à la Société, à des auditeurs d'élite, à un public choisi, l'entrée d'une salle qui sera ouverte sans choix à tout le public ?

M. de Forceville a déjà, dit-il, posé cette question à M. le Maire et à M. le Préfet. Il est convaincu d'une chose, c'est que ces magistrats sentent leur impuissance à ce sujet et ne peuvent rien promettre.

M. le Président déclare qu'il fera une demande auprès de M. le Préfet et de M. le Maire. S'il obtient la grande salle qui, seule, peut convenir, il y aura séance publique ; sinon, non.

Quant à l'époque, le jour qui semblerait préférable serait le dernier dimanche de juillet.

Enfin, pour les lectures, comment seront-elles choisies ? Y aurait-il une séance préparatoire ? M. Corblet

propose une commission qui ferait un choix parmi celles qui seraient présentées.

M. Pouy demande que la Société entière, dans une séance préparatoire, se prononce au vote secret sur le choix des lectures à faire dans la séance publique.

On remet la décision de ces questions qui ont besoin d'être mûries et encore discutées, à la séance prochaine.

NOUVEAUX RENSEIGNEMENTS

SUR JACQUES ROHAULT,

Par M. RAZOT, membre titulaire résidant.

Les documents que j'ai eu l'honneur de donner sur Jacques Rohault, et publiés dans le Bulletin de l'année 1867, se terminaient ainsi : « Reste à connaître le lieu de sa sépulture. »

Je laissais une lacune, M. Demarsy voulut la remplir et vous adressa une lettre insérée dans le Bulletin de l'année dernière. Notre savant associé vous donnait, telle que je vais la transcrire, copie de l'acte d'inhumation de l'illustre Picard inscrit sur le registre mortuaire de Saint-Méry de Paris, f° 30, produite par M. Jal dans son Dictionnaire critique et biographique d'histoire.

Jacques Rohault

Professeur ès-mathématiques, décédé en sa maison rue Quincampoix le..... décembre 1672, a été inhumé en notre église où ont assisté MM. Clerseliers, son beau-père et... (incomplet.)

Puis il ajoute :

« Certains auteurs ont prétendu que les restes de Rohault » avaient été portés à Saint-Etienne-du-Mont et mis dans le tom-
» beau de Descartes, son maître et son ami ; mais M. Jal, en dé-

» clarant qu'il n'a rencontré aucun acte rapportant cette translation, s'attache à combattre cette assertion qu'aucune preuve ne vient appuyer. »

Peu après la distribution des n^{os} 1 et 2 du Bulletin de 1868, notre honorable collègue, M. Charles Desmaze, conseiller à la Cour impériale de Paris, officier de la Légion d'Honneur, auteur de plusieurs ouvrages très-appréciés, me fit l'honneur de me rappeler une inscription tumulaire par lui prise à Saint-Quentin dans l'église collégiale, publiée dans ses *Curiosités historiques de la Picardie*, et de m'écrire que M. Jal avait été beaucoup trop affirmatif dans son assertion.

Je connaissais les *Curiosités historiques de la Picardie d'après les manuscrits* de notre honoré collègue, M. Charles Desmaze, je les ai lues à l'époque où il fit hommage à la Société d'un exemplaire de cet important travail : il m'était resté de l'ensemble un bien bon souvenir, mais les détails mal gravés dans ma mémoire s'en étaient effacés.

Heureux de posséder ce *memento*, je m'empressai d'y recourir, et, à la p. 121, je relus l'inscription conservée par M. Desmaze. Elle me paraît un document important, propre à fixer le lieu de sépulture du philosophe Cartésien ; en conséquence je la copie textuellement ici :

Venerabilis magister Jacobus Rohault, Ambiani natus, sacerdos Sancti-Quintini, canonicus, carnis resurrectionem expectans, huius Ecclesiae dedit 8000 libras, pro missa, quotidie, in hoc sacello celebranda, hora præcise octava, pro se, pro patre et matre, pro fratre Jacobo Rohault, mathematico, cujus cor supplumbatum jacet, sub epitaphio, in Ecclesia Sanctæ-Genoveffæ, Parisiis, propè Renatum Cartesium, pro fratre etiam Germano Rohault, Sancti-Quintini canonico et pro aliis suis parentibus dedit insuper 1400 libras pro obitu, die sui anniversarii, pro se et suis parentibus, solemniter cantando.

Obiit die secunda martis 1699.

Muni de cette pièce je vais, à mon tour, chercher à prouver en quelques mots que notre célèbre penseur a eu l'honneur de reposer à côté de son maître.

L'építaphe est incontestablement l'expression de la vérité, il n'a pu venir à la pensée des amis du chanoine Jacques Rohault, revêtu, sans doute, comme lui, du plus saint et du plus imposant des ministères, ou tout au moins en parfaite communauté de foi religieuse, d'inventer l'inhumation à Ste.-Geneviève, dans l'intention, la seule supposable, de glorifier le bon chanoine, de tenir par les liens du sang à un cartésien, d'être le frère germain d'un homme dont le corps était couché côte à côte de celui de René Descartes qu'ils savaient tous avoir été accusé d'athéisme et condamné comme Galilée. Les parents, les amis du prêtre ont dû difficilement consentir à inscrire sur la tombe d'un membre du clergé un fait vrai, mais désagréable à l'ordre. Jamais ils nese seraient rendus complices d'un mensonge et n'auraient voulu perpétuer en quelque sorte le souvenir d'un fait faux.

De son vivant le dignitaire du Chapitre de Saint-Quentin devait-être peu flatté, je pense, de l'hérétodoxie de son frère. Si donc les restes de notre compatriote n'avaient pas été transportés à Ste.-Geneviève, — et parce que la dernière volonté, sinon la dernière vanité de l'homme est son építaphe, — les parents, les amis de l'excellent chanoine se seraient bien gardés de faire passer à la postérité la plus reculée une pareille imposture.

M. Jal s'est fondé sur le registre de la paroisse de St.-Méry ; cependant les blancs laissés dans le corps de l'acte et l'absence de signatures eussent dû éveiller son attention ; l'acte d'inhumation est d'une irrégularité telle qu'il ne devait pas l'accepter sans réserves et lui ajouter une foi égale aux actes de l'état civil dressés en exécution de la loi du 28 pluviöse an VIII.

Le registre de St.-Méry n'est pas, il s'en faut de beaucoup, ce

livre ouvert de nos jours au public, destiné à servir de preuves généalogiques ; et il est bien permis de penser que, dans leur empressement à rendre hommage à sa mémoire, les amis de notre compatriote Rohault se sont emparés de son corps et l'ont déposé à Ste.-Geneviève, auprès de son maître, sans que le clergé de St.-Méry ait pensé à rectifier la mention faite dans l'acte d'enterrement.

Entre l'ordonnance du 15 décembre 1628 enregistré au Parlement le 15 janvier 1629, portant entr'autres dispositions « Nous enjoignons » à tous Curez faire doresnavant par chacun an, bons et fideles » registres des baptêmes, mariages, mortuaires, et iceux porter » dans le premier mois de l'année suivante aux greffiers de nos » justices ordinaires plus prochaines, à peine de cinquante livres » d'amende », et l'inhumation de Jacques Rohault, vingt deux années seulement se sont écoulées. A cette seconde date le Clergé n'était pas encore habitué à tenir régulièrement ces registres. Tenu de constater les naissances, mariages et décès, le Clergé obéissait aux prescriptions de Louis XIII plutôt au point de vue des sacrements de l'Eglise qu'à celui de la Police générale et de l'Etat civil des particuliers ; ne comprenant pas les intentions du chef de l'Etat, il se rendait coupable sans intention d'une bien grave incurie, et provoquait le réglemeut précité.

La mission qui lui était confiée remontait cependant à quatre-vingt-dix ans. Une première ordonnance, l'acte le plus important du règne de François 1^{er} sur le fait de la Justice, signé à Villers-Cotterets en août 1539, enregistré au Parlement de Paris le 6 septembre, est des plus formelles sur l'établissement des registres civils pour constater les naissances et les décès.

« Sera fait registres en forme de preuve, des baptêmes, qui contiendront le temps et l'heure de la nativité et par l'extrait du dict » registre, se pourra prouver le temps de majorité ou minorité et » fera pleine foy à cette fin, etc.

« Que des sépultures des personnes tenant bénéfices sera fait
» registres en forme de preuve, par les Chapitres, Collèges, Monas-
» tères et Cures, qui fera foi et la preuve du temps de la mort,
» duquel temps sera fait expresse mention es dicts registres, et pour
» servir au jugement des procès où il serait question de prouver le
» dit temps de mort, au moins, quant à la recréance.

« Et afin qu'il n'y ait faute aux dicts registres, il est ordonné
» qu'ils seront signés d'un notaire avec celui des dicts Chapitres
» et Couvents, et avec le Curé ou Vicaire général respectivement
» chacun en son regard, qui seront tenus de faire sur peine de
» dommages et intérêts des parties et de grosses amendes envers
» nous.

« Et afin que la vérité du temps des dicts décès puisse plus
» clairement apparoir, nous voulons et ordonnons qu'incontinent
» après le décès, etc.

La fixation de l'état des personnes importait trop à la Société pour que le Souverain abandonnât, comme par le passé, aux familles, le soin de constater leur état ; il en chargea le Clergé. Avant François 1^{er}, il n'y avait pas d'état civil, chaque famille conservait dans un registre privé le souvenir des naissances, des mariages et des décès de ses membres, en y ajoutant parfois l'indication des faits qui pouvaient l'intéresser.

Autre considération. Moins heureux que Ménage, appelé aussi à Stockholm par la reine Christine, Descartes alla mourir dans la capitale de la Suède au commencement de l'année 1650, victime de son dévouement pour une reine dont le génie l'avait frappé d'admiration. Les restes de Descartes furent rapportés en France dix-sept ou dix-huit ans après sa mort, c'est-à-dire vers 1668.

Jacques Rohault, son disciple, mourut en 1672.

L'inscription de Saint-Quentin est de l'an 1699.

Ces dates forment une chaîne, elles constatent une suite d'évé-

nements trop peu distancés les uns des autres pour que le souvenir des premiers fût effacé lors de l'accomplissement des derniers, et qu'il eût été possible de se tromper aussi lourdement.

MM. Jal et Demarsy n'ont point évidemment connu l'inscription lapidaire du chanoine Jacques Rohault. M. Jal n'aurait pas été si absolu, et M. Demarsy, loin d'approuver l'Auteur du Dictionnaire critique de Biographie, se serait empressé de signaler l'erreur commise, en produisant l'épithaphe si heureusement conservée par notre honorable collègue M. Desmaze.

NOTE SUR UN DESSIN DE BLASSET

● Par M. J. GARNIER, Secrétaire-perpétuel.

En 1862, M. Dubois, aujourd'hui l'un de nos collègues, a publié une notice sur la vie et les travaux de Nicolas Blasset, né à Amiens le 8 mai 1600 et mort dans sa ville natale le 2 mars 1659. M. Dubois y établit, par le registre aux baptêmes, et par divers actes authentiques signés du maître, que le véritable nom du célèbre sculpteur amiénois était Blassel, et que ce fut assez tard, vers 1636 peut-être, alors qu'il fut nommé sculpteur du roi, que Blassel adopta le nom de Blasset qu'il porte dans le beau portrait du peintre abbevillois Lenfant, si admirablement gravé par Desrochers en 1658, nom que lui ont conservé tous les biographes et sous lequel il est généralement connu.

Architecte, maçon, sculpteur, entrepreneur de travaux de toutes sortes, Blasset a enrichi de ses œuvres un grand nombre d'églises sur tous les points de la Picardie. Les marchés qu'il fut obligé de passer sont souvent, nous apprend M. Dubois, accompagnés de

dessins ; mais il n'en ois aucun comme existant encore et qui puisse donner une idée du talent de notre artiste en ce genre.

J'ai été assez heureux pour en rencontrer un là où je ne l'eusse point cherché, car je ne doute point qu'il ne soit l'œuvre de Nicolas Blasset. Il est signé *Blasset inventor* et gravé par Moreau Moreau, *fecit et ex* ; il sert de frontispice à un livre imprimé à Amiens en 1639 chez Robert Hubault, et intitulé : *Le Bon Malade à la suite de Jésus-Christ au Cénacle, au Jardin des Olives, au Prétoire, et au pied de la Croix sur le mont du Calvaire. Dédié à Messieurs le Premier et Eschevins de la Ville et Cité d'Amiens. Par le P. Michel-Ange de Gueret, Capucin.* (Bibl. d'Amiens. Théologie, n° 5802).

M. Dubois parle dans son livre d'une gravure du P. Bonaventure Blasset qu'il considérait alors, suivant l'opinion commune, comme le frère de Nicolas, mais qui lui aurait été attaché par des liens bien plus étroits, s'il est vrai qu'il était le fils naturel du sculpteur, lequel cependant fut marié trois fois, et eut onze enfants de ces trois légitimes épouses.

J'avais un instant pensé que Bonaventure Blasset, qui était capucin, pouvait bien avoir illustré l'œuvre d'un autre religieux de sa maison. J'oubliais qu'il était mort en 1668, à l'âge de 32 ans, et que ma gravure était de 1649.

En voici la description :

Un homme, à demi couché sur un lit d'apparat, a la tête soutenue par le bras gauche qui repose sur un traversin ; de la main droite il tient une croix de bois. La jambe gauche est nue et s'allonge le long de la droite que recouvre un drap qui cache ainsi la partie inférieure du corps. Les pieds du lit dont le devant est richement orné, sont en forme de vase. Le malade est coiffé d'un bonnet ou plutôt d'un mouchoir qui lui serre le front. La pose est alanguie, les membres grêles sans être décharnés, ce n'est point un Lazare qui ressuscite, mais un malade affaibli qui n'a point perdu toutes ses forces. Il y a

dans la figure dont les yeux sont fixés sur la croix, un sentiment de résignation et de douleur qui sont bien rendus. A côté est un livre ouvert sur lequel on lit *Septem pharetræ cordis agon. agonizantis*. C'est le titre d'un second ouvrage de Michel-Ange de Gueret, qui consiste en prières pour les agonisants et en une longue suite de quatrains latins chacun sur une seule rime.

Les rideaux du lit sont ouverts, et sur le devant sont suspendus les armes d'Amiens, dans un médaillon ovale qu'entoure une banderolle flottante sur laquelle est inscrite la devise *Liliis tenaci vimine jungor*. Deux anges portant l'un une palme, l'autre une couronne, soutiennent ce médaillon. Le premier lève les yeux au ciel, l'autre les abaisse vers le bon malade qu'il va couronner. Au-dessous une autre banderolle avec ces paroles du psalmiste *Qui te coronat in miserationibus*. Ces anges ou génies sont gracieux et légers, malgré leur embonpoint traditionnel ; et, si le sculpteur a plus d'une fois montré que le marbre sous son ciseau ne refusait point de rendre la morbidesse des chairs, on voit qu'il n'était pas moins habile à manier la plume ou le crayon, et à donner aux figures le sentiment qui devait les animer, là l'espérance, ici la compassion.

La composition est agréable à l'œil, l'agencement simple, bien compris, et le seul reproche que nous pourrions faire au personnage principal, serait peut-être une longueur exagérée des membres, des mains surtout.

Si j'attribue ce dessin à Nicolas Blassel, le plus célèbre de cette véritable famille d'artiste, c'est qu'il était à cette époque dans tout l'éclat de sa renommée, qu'il venait de terminer des travaux qui avaient attiré sur lui l'attention de tous, et que Michel-Ange de Gueret, qui dédiait son *Bon Malade* aux Premier et aux Eschevins de la ville d'Amiens, et ses *Pharetræ cordis agonizantis* au Clergé du diocèse, devait naturellement s'adresser à l'artiste le plus habile, comme au plus digne de décorer son livre.

Un mot maintenant de cet ouvrage. La peste, vous le savez, et M. Dubois nous l'a rappelé dans sa dernière lecture, avait, en 1633, exercé des ravages dont l'histoire nous a conservé le triste souvenir, et inspiré une terreur telle qu'on avait défendu de faire des inventaires dans les maisons des morts, et qu'un arrêt du Parlement du dernier jour de juin de cette année, avait dû enjoindre aux curés effrayés d'administrer les sacrements aux malades.

En 1636, la contagion reprit avec une nouvelle intensité. En 1637, on eut apaiser la colère céleste en vouant à N. D. de Liesse une image d'argent de la Vierge, du poids de 20 marcs, que devait porter une députation du Corps de ville.

En 1639, le fléau reparait avec accompagnement de fièvres chaudes que l'on attribue à des maléfices, et l'on visite les maisons, suivant la déclaration d'une sorcière brûlée à Caen, qui avait dit que l'on trouverait le sort sur ceux qui étaient atteints de la fièvre.

Michel-Ange de Gueret avait pendant trois années secouru les malades, il avait admiré le zèle, l'activité et le dévouement des magistrats qui n'avaient épargné ni leur personnes, ni leur fortune, si les ressources dont la ville pouvait disposer pour venir en aide aux victimes du fléau. Il les remercie donc dans sa préface, la seule partie de son livre qui présente pour nous quelque intérêt au point de vue historique, car il y trace un tableau navrant des misères de ce triste temps.

Le style de l'auteur est souvent faux, maniéré et prétentieux; l'hyperbole et les conceits brochent sur un fond de mauvais goût jusqu'au trivial quelquefois, mais il y a dans le produit de cette imagination déréglée qui n'est pas sans puissance, dans ce style que n'a point épuré ni assaini la révolution qui s'opérait alors dans la littérature, quelque chose de naïf, de pénétrant qui émeut et qui touche, et la sincérité de ces remerciements ne saurait être mise en doute, alors même qu'il dit : « Aussi la sage Providence de Dieu

» envisageant vos charités du plus haut de son paradis, et voyant
» combien vous étiez précieux à tant de pauvres affligés, n'a-t-elle
» jamais permis qu'aucun de vous, ny de votre famille ayent été
» frappé d'un fléau si commun aux autres. »

Le titre du livre annonce suffisamment qu'il est écrit pour Amiens, il mérite par d'autres motifs encore d'être tout spécialement mentionné dans une bibliographie amiénoise. S'il est sorti des presses d'un imprimeur amiénois, ce n'est pas tout en effet, le Prieur des Augustins d'Amiens, celui des Frères Prêcheurs, le Théologien de l'ordre des Capucins et le Provincial datent d'Amiens la permission d'imprimer un livre qu'ils jugent digne *d'être mis en lumière tant pour le salut des malades que pour l'utilité des âmes*. Ajoutons que l'auteur, s'il n'est point un écrivain de grand mérite, y fait preuve d'une connaissance très-étendue des Saintes Écritures, des Pères, et des écrivains profanes que nous sommes convenus d'appeler les classiques.

J'ai arrêté peut-être trop longtemps votre attention sur ce dessin et sur le livre qu'il accompagne. Mais quand il s'agit d'une des gloires de notre pays, j'ai pensé que les moindres détails n'étaient pas sans intérêt. Ils peuvent être utiles en effet à celui qui écrira l'histoire de l'art ou de la bibliographie de notre Picardie, et notre collègue M. Dubois me saura gré d'avoir ajouté cette note à son livre sur le célèbre sculpteur qui fut l'un des maîtres de Thibaud Poissan, un autre picard, architecte et sculpteur comme notre Blasset, qui fut un des membres de l'Académie royale de peinture et de sculpture, et plus tard un conseiller honoraire et un adjoint à professeur de cette compagnie.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 2^e trimestre de 1870.

I. Par S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique.

1^o Revue des Sociétés savantes, décembre 1869. Janvier, février 1870. — 2^o Discours prononcé par S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique à la réunion des sociétés savantes le 23 avril 1870. — 4^o Dictionnaire topographique du département du Morbihan, comprenant les noms de lieu anciens et modernes. Par M. Rosenzweig. Paris 1870. Imprimerie impériale, 1 vol. in-4.

II. Par S. E. M. le Ministre de la Marine et des Colonies.

1^o Revue maritime et coloniale, nos 112, 113, 114. — 2^o Table alphabétique et analytique des matières contenues dans les 24 volumes de la Revue maritime et coloniale de 1861 à 1868 et dans les 3 volumes de la Revue algérienne et coloniale 1859 et 1860. 1 vol. in-8.

III. Par M. le Préfet de la Somme.

1^o Travaux des Conseils d'hygiène publique et de salubrité du département de la Somme. Tome XIII. Année 1869. Amiens, 1870, Alf. Caron fils. 1 vol. in-8. — 2^o Département de la Somme. Conseil général. Session extraordinaire de 1870. Amiens, 1870, Alf. Caron. 1 vol. in-8.

IV. Par M. Ledieu.

1^o Histoire de l'astronomie ancienne. Par M. Delambre. Paris, 1817. 2 vol. in-4. — 2^o Histoire de l'astronomie du moyen-âge. Par M. Delambre. Paris, 1819. 1 vol. in-4. — 3^o Histoire de l'astronomie moderne. Par M. Delambre. Paris, 1821. 2 vol. in-4. — 4^o Histoire de l'astronomie au dix-huitième siècle. Par M. Delambre. Publiée par M. Mathieu. Paris, 1827, 1 vol. in-4. — 5^o Astronomie

théorique et pratique. Par M. Delambre. Paris 1814. 3 vol. in-4.
— 6° Tables trigonométriques décimales ou tables des logarithmes des sinus, sécantes et tangentes, faisant la division du quart de cercle en 100 degrés, du degré en 100 minutes, de la minute en 100 secondes, précédées de la table des logarithmes des nombres depuis dix mille jusqu'à cent mille et de plusieurs tables subsidiaires, calculées par Ch. Borda, revues, corrigées et publiées par J.-B. J. Delambre. Paris, an ix. 1 vol. in-4.— 7° Rapport historique sur les progrès des sciences mathématiques depuis 1789 et sur leur état actuel, présenté à sa Majesté l'Empereur et Roi en son Conseil d'Etat, le 6 février 1808, par la Classe des sciences physiques et mathématiques de l'Institut, conformément à l'arrêté du Gouvernement du 13 Ventose an x, rédigé par M. Delambre. Paris, 1810, 1 vol. in-8.

V. Par M. Lefèvre-Marchand.

1° Coutumes du gouvernement, bailliage et prévôté de Chauni, avec des notes et observations les plus conformes au dernier état de la jurisprudence. Par M. Asselin. Noyon 1780, Devin. 1 vol. in-12.

VI. Par les Sociétés françaises.

Bulletin de la Société impériale des Antiquaires de France. 3° et 4° trim. 1869. — Année 1868. — 2° Bulletin du Comité flamand de France. Tome V, n° 2, 3, 4, 5. — 3° L'Agronome praticien, Journal de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Compiègne. n° 8, 9, 10, 11, 12, 13. — 4° Bulletin de la Société académique de Poitiers. n° 139 à 143. — 5° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. 3°, 4° trim. de 1869. — 6° Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie. 3° série, 6° vol. 2° partie, 8° vol. 1° liv. 9° vol. 1° partie. — 7° Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie. 1^{er}, 2° et 3° trim. 1869. — 8° Bulletin de la Société archéologique, historique et scientifique de Soissons.

Tome xx. 2^e série. Tome i. — 9^o Bulletin de la Société industrielle d'Amiens. Tome viii, n^o 6, ix, n^{os} 1, 2, 3. — 10^o Documents rares et inédits de l'histoire des Vosges, publiés au nom du Comité d'histoire vosgienne, par L. Duhamel. Tome n^o. — 11^o Compte-rendu de la Société française de numismatique et d'archéologie T. i, f. 7 à 17. T. 11, f. 1 à 11. — 12^o Société impériale des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille. Séance solennelle du 26 décembre 1869 sous la présidence de M. G. de Saint-Paul. Lille, 1869. in-8. — 13^o Chambre de commerce d'Amiens. Enquête administrative sur les traités de Commerce. Séance du mardi 26 octobre 1869, présidée par M. Ozenne. Amiens, 1869. T. Jeunet. in-8. — 14^o Mémoires de la commission des antiquités du département de la Côte-d'Or. Tome vii. f. 27 à 35. — 15^o Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace. vii, 1. — 16^o Mémoires de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon. Année 1868. — Année 1869. — 17^o Annales de la Société académique de Nantes. 1869. 1^{er} sem. — 18^o Bulletin de la Commission des antiquités de la Seine-Inférieure. Tome 1^{er}, 2^e liv. — 19^o Bulletin de la Société d'agriculture de Boulogne-sur-Mer, n^{os} 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12. — 20^o Mémoires de la Société académique de l'arrondissement de Boulogne-sur-Mer. Tome iii, 1^e partie. — 21^o Bulletin de la Société académique de Boulogne-sur-Mer. Année 1868.

VII. Par les Auteurs.

1^o L'Architecture en Portugal. Mélanges historiques et archéologiques, par Ch. Lucas. Paris 1870. in-8. — 2^o Curiosités numismatiques, 15^e article, par M. R. Chalon. Bruxelles. in-8. pl. — 3^o Publication du tome xix des Annales de l'Observatoire royal de Bruxelles et du tome ii de la nouvelle édition de la Physique sociale. — Communication de M. le Dr Hannover, de Copenhague, sur le phénomène de la menstruation. Note de M. Ad. Quetelet. — Note sur l'aurore boréale du 6 octobre et les orages de 1869, par M. Ad.

Quetelet. — Notice sur les aurores boréales des 15 avril et 13 mai 1869; et sur le bolide observé à Bruxelles le 31 mai de la même année. — Sur les météores observés à Moncalieri, lettre de M. F. Denza. — Orages observés en Belgique, en 1868 et 1869. Communication de M. Ad. Quetelet. — Sur les étoiles filantes du mois d'août 1869 observées à Bruxelles, note par M. Ad. Quetelet. — Sur les orages observés en Belgique pendant l'année 1868 et le premier trimestre de 1869; communications recueillies par M. Ad. Quetelet. Bruxelles 1869. 5 broch. in-8. — 4° Monographies historiques et archéologiques de diverses localités du Hainaut, par Th. Lejeune. Tomes II, III, 2 vol. in-8. fig. — 5° Les anoblis de Bresse, Bugey et des pays de Gex et de Valromey sous les princes de la maison de Savoie, par Albert Albrier, in-8. — 6° Compte rendu de la Société de bienfaisance pour l'enseignement des bègues indigents, par M. Terme. 1869. in-8. — 7° Studj sulla lingua umana, sopra alcune antiche iscrizioni et sulla ortografia italiana del dottor Alexandro Ghirardini. Milano 1869. 1 vol. in-8. — 8° Généalogie de Mourette, sieur de Cumont, Maison-Ponthieu, Rosni, Saint-Éloi, originaire d'Abbeville, par le comte Ch. Le Clerc de Bussy. Amiens 1869, Lenoël-Herouart, in-8. — 10° Les Ursulines de Noyon, par M. l'abbé Blond. Noyon 1869, Andrieux. in-8. — 11° Origines de la foi chrétienne dans les Gaules et spécialement dans le diocèse d'Amiens, par M. l'abbé J. Corblet. Paris 1870, Dumoulin. in-8. — 12° Grande question au XIX^e siècle. L'église catholique est-elle infaillible? Par Félix Le Ruste. 3^e édition. Paris 1870, Dentu. in-12. — 13° Notice sur le cartulaire du comté de Rethel, par M. Léopold Delisle. Communication adressée à la Société académique de Laon. s. n. n. l. n. d. (Laon 1869, Coquet et Stenger). in-8. — 14° Breve chronicon abbatiae Buciliensis. Chronique abrégée de l'abbaye de Bucigny, rédigée par Casimir Oudin, publiée avec l'autorisation de S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique, par Arthur Demarsy. Laon 1870, Coquet et Stenger. in-8. — 15° L'ancienne famille

Roels, héritière féodale de la seigneurie de Grembergen-lez-Termonde, par le chevalier de Schoutheete de Tervarent. Termonde 1870. in-8. — 16° L'Église des chevaliers de Saint-Étienne à Pise, par Arthur Demarsy. Arras 1870. in-8. — 17° Le Congrès international d'archéologie préhistorique de Copenhague en 1869. Compte rendu sommaire adressé à la Société impériale d'Emulation d'Abbeville, par Arthur Demarsy. Arras 1870. in-8. — 18° Vieil Hesdin, par Jules Lion. III^e partie, III^e et IV^e chapitres. Amiens 1870, Lenoël-Herouart. in-12. — 19° Monographies picardes ou études historiques sur les communes. Flixecourt, par l'abbé Ed. Jumel. Amiens 1870, Lenoël-Herouart. in-8. — 20° Les droits seigneuriaux du comté de Clermont en Beauvaisis au XIV^e siècle, par M. le Vicomte H. de Lucay. Beauvais 1869, Père. in-8. — 21° Royaume de Belgique. L'archéologie préhistorique en Danemark. Rapport présenté à M. le Ministre de l'Intérieur, par Eugène M. Dognée. Bruxelles 1870. 1 vol. in-8. — 32° La Phonographie internationale ou Sténographie populaire universelle fixant la prononciation de chaque idiome et permettant de lire, d'écrire et de parler facilement toutes les langues, par Ed. Paris. Amiens, 1869, Lenoël-Herouart. in-8.

VIII. Sociétés étrangères.

1° Revue de la numismatique belge. Liv. 2°, 3°. — 2° Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève. Tome XVII, liv. 1. — 3° Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique. — Annuaire 1870. — Bulletins. 2^e série. Tomes XXVII et XXVIII. 1869. — Mémoires couronnés et autres mémoires. Collection in-8. Tome XXI. — Mémoires couronnés et mémoires des savants étrangers. Tome XXXIV 1867-1870. 1 vol. in-4°. — *Nederlandsche Gedichten uit de veertiende eeuw van Jan Boendale, hein van Aken en anderen, naar het Oxfordsch Handschrift.. uitgegeven door F. A. Snellaert.* Bruxelles 1869. 1 vol. in-8. — 4° Annales de la Société archéologique de Namur. Tome X,

4° liv. — Rapport sur la situation de la Société en 1869 (par M. E. Del Marmol). — 5° The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society. N° xxxvi. — 6° Bulletin de l'Institut archéologique liégeois. Tome ix, 1^{re} p. Tome x, 1^{re} p. — 7° Bulletin de l'Académie impériale des sciences de Saint-Petersbourg. Tome xiv, liv. 1, 2, 3. — 8° Société provinciale des sciences et des arts d'Utrecht. Verslag 1867. — Aanteekeningen... in het jaar 1867. — Hollman. Mémoire sur l'équivalent calorifique de l'Ozone. — 9° Académie royale des sciences d'Amsterdam. Verhandelingen. Afdeeling letterkunde 1868. D. rv. — Verslagen. Afdeeling natuurkunde. in Deel. — Processen verbaal van Mei 1868 tot en met April 1869. — Jaarboek voor 1868. — 10° Société de Leide. Handelingen over het jaar 1868. — Levensberichten. 1868. — 11° Société des antiquités frisonnes à Leeuwarden. — Der vrije Fries. Het leven van Dr Halbertsma. — Veertigste verslag.. over het jaar 1867-1868. — Over het jaar 1868-1869. — Académie impériale des sciences de Vienne (Autriche). — Denkschriften. Philosophisch. historische Classe, xvi et xviii Band. — Sitzungsberichte. Lxi Band. Heft. 2, 3. — Lxii Band. Heft. 1, 2, 3, 4 — Archiv für österreichische Geschichte. xli Band. Heft. 1, 2. — 13° Bulletin de la Société scientifique et littéraire de Limbourg. Tome x. — 14° Annales du Cercle archéologique de Mons. Tome ix. — 15° The first annual report of the american Museum of natural history. January 1870. New-York. in-8.

IX. Publications périodiques.

1° Le Cabinet historique, février, mars. — 2° Journal des beaux-arts, nos 6, 7, 8, 9, 10, 11. — 3° Revue de l'Art Chrétien, 1869, n° 12, — 1870, 1, 2, 3, 4. — 4° L'Institut, nos 409, 410, 411, 412. — 5° Messager des sciences historiques et archives des arts et de la bibliographie de Belgique. 1° liv.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ DES ANTIQUAIRES DE PICARDIE.

COMITÉ CENTRAL.

Séance du Mardi 12 Juillet 1870.

Présidence de M. DUVAL, Vice-Président.

M. l'abbé Poiré, membre titulaire non résidant, assiste à la séance.

— Le procès-verbal de la dernière séance étant lu et adopté, M. le Secrétaire perpétuel procède au dépouillement de la correspondance.

1° Le Président du Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistorique, dont la 5^e session doit avoir lieu à Bologne, du 1^{er} au 8 octobre 1870, adresse le programme du Comité d'organisation, et invite les membres qui pourraient le faire, à honorer le Congrès de leur souscription (12 fr.) et de leur présence ;

2° Le Maire de la Ferté-Milon annonce qu'une souscription a été ouverte pour construire un piédestal convenable à la statue de Racine, due au ciseau de David d'Angers, et prie les membres des Sociétés archéologiques

et littéraires de la contrée de vouloir bien y prendre part. L'inauguration du monument est fixée au 16 octobre prochain ;

3° M. le vicomte de Luçay fait hommage d'un mémoire qu'il vient de publier sur les Droits seigneuriaux du comté de Clermont en Beauvaisis au xiv^e siècle ;

4° Lettre de M. de Tervarent, conseiller provincial à Saint-Nicolas-Waes (Belgique), membre titulaire non résidant de la Société, priant de lui envoyer plusieurs livraisons des bulletins qui lui seraient nécessaires pour compléter sa collection. Il promet de plus d'envoyer prochainement, comme hommage, un exemplaire de l'Inventaire général des Archives de la ville et de l'église primaire de Saint-Nicolas, auquel il travaille activement depuis plusieurs années ;

5° M. Comignan, lauréat de plusieurs concours académiques, rédacteur de plusieurs journaux politiques, littéraires et scientifiques, envoie le prospectus d'un journal des Sociétés savantes de province, qui paraîtra le 1^{er} et le 15 de chaque mois, et dont l'abonnement est de 8 fr. — Le siège et les bureaux du journal sont établis à Lille ;

6° M. Martin Marville envoie son Étude sur les Villas royales des rois francs, et demande que cet ouvrage soit publié dans les Mémoires de la Société. Cette décision est renvoyée à la Commission d'impression ;

7° M. Coët fait une demande analogue pour son Histoire de Roye, couronnée au dernier concours. — Renvoyé également à la Commission d'impression.

— La correspondance étant dépouillée, M. l'abbé Cor-

blet demande que la Commission d'impression, devant les travaux assez nombreux qui doivent être imprimés, se réunisse et fasse son choix. Le travail de M. Garnier, commencé depuis longtemps, pourrait être achevé. Plusieurs autres travaux sont dans le même cas ou n'attendent que le moment d'être livrés à l'imprimeur. Il serait donc urgent que la Commission avisât bientôt. — La proposition de M. Corblet mise aux voix est adoptée. La Commission d'impression se réunira très-prochainement et fera un rapport qui devra être prêt, autant que possible, pour la prochaine séance.

— M. l'abbé Poiré a la parole pour une communication et raconte la découverte qu'il a faite près de Moreuil d'un tombeau mérovingien. M. le marquis du Plessis-Bellièvre, qui veut favoriser les recherches archéologiques, met à la disposition de la Société tout ce qui est nécessaire pour l'exécution des travaux, et offre l'hospitalité à tous les membres qui voudront se rendre à son invitation.

— La Société nomme une Commission composée de MM. Garnier, Bazot et Dubois, qui, avec M. Poiré, iront visiter la localité, apprécier les découvertes et examiner les fouilles. Elle engage vivement M. Poiré à continuer ses recherches, lui alloue une somme de cent francs dans ce but, et le remercie de son zèle d'investigateur si souvent couronné de succès.

— M. Bazot prend ensuite la parole pour discuter et exposer l'affaire Charvet, relative aux médailles trouvées à Glisy en 1865. Il en raconte tout l'historique, montre comment la Société des Antiquaires a obtenu, par une donation du Conseil municipal de la commune de Glisy,

l'abandon de ses droits pour la moitié du trésor trouvé, et lit un extrait de la donation de ce Conseil en faveur du Musée communal d'Amiens. — Il donne ensuite lecture d'une lettre de M. Charvet, publiée dans la *Revue numismatique belge*, la commente, en montre toute l'inconvenance dans le fond et dans la forme. Le directeur de la *Revue numismatique belge*, qui est en relation avec la Société des Antiquaires, qui connaît l'historique de la question, n'aurait pas dû, ajoute-t-il, laisser insérer une pareille publication. — Une lettre lui sera écrite.

Quant à M. Charvet, quelle est la conduite à tenir à son égard ? Jusqu'à quel point est-il coupable, en dehors des termes de sa lettre insolente et malencontreuse ? Il s'est vanté impudemment et imprudemment d'avoir acquis plus des deux tiers des pièces trouvées. Si celui qui les a trouvées et qui devait en avoir la moitié dans son lot, a indignement trompé, M. Charvet l'a su, il le déclare, il a exploité ce vol, il en a profité, il s'en est fait le complice et il s'en vante. — M. Bazot propose, en conséquence, d'attaquer M. Charvet même devant les tribunaux ; il demande que la Société veuille bien l'autoriser à faire toutes les démarches nécessaires et à lui déléguer ses pouvoirs pour intenter une action en revendication. Il donne lecture d'une lettre qu'il a l'intention d'écrire à M. Charvet.

M. le Président met aux voix la proposition de M. Bazot et l'approbation de sa lettre à M. Charvet. Les membres de la Société émettent un avis favorable. — M. Dusevel seul proteste parce qu'il lui paraît imprudent d'engager la Société dans les frais d'un procès de cette nature. —

M. Pouy déclare qu'il s'abstient de voter, parce qu'il lui semble que, dans une question de cette importance, pouvant donner lieu à un procès, il est difficile de prendre un parti séance tenante, sans avoir approfondi les faits.

— La discussion étant épuisée sur cette affaire, l'ordre du jour appelle une lecture de M. Dusevel.

— Notre collègue, M. Dusevel, lit une *Notice* fort intéressante *sur la chapelle et la fontaine de Saint-Julien*, que l'on voit encore à Hamencourt, près Doullens. Il fait connaître l'origine de la chapelle et en donne une courte description. En même temps, il rappelle une tradition populaire existant sur la fontaine et la vertu attribuée à ses eaux pour la guérison de plusieurs maladies. Les villageois des environs se rendaient chaque année en pèlerinage à la *Chapelle de Saint-Julien*, où, après avoir prié devant l'image du saint, ils se faisaient réciter des évangiles par un religieux Cordelier du couvent de Doullens ; puis, vers le soir, se livraient, sur la pelouse voisine de cette chapelle, à des divertissements quelque peu mondains.

— M. l'abbé Corblet donne ensuite lecture d'un rapport sur les inscriptions funéraires trouvées dans l'ancien cimetière du couvent primitif des Clarisses. (V. p. 401.)

— Relativement au vase de Francières, dont il a été parlé dans la dernière séance, M. Bazot a écrit, mais il n'a point reçu de réponse. Le vase, d'ailleurs, est toujours à Amiens en sa possession. La Société l'engage à faire, le plus tôt possible, toutes les démarches nécessaires pour l'acquisition définitive de cet objet en faveur du Musée communal.

— La question de la Séance publique est discutée. Il semble, dit M. le Président, que cette Séance ne puisse guère avoir lieu avant le mois de Novembre. A cette époque, la question du Musée sera sans nul doute définitivement tranchée. — Au reste, dans la Séance prochaine du mois d'Août, une décision sera prise.

— Pour ce qui concerne le concours, on demande s'il y a des modifications apportées au règlement. — Il est répondu que les statuts ne peuvent être modifiés qu'en séance. — Quelle sera la limite fixée pour les sujets historiques et politiques traités par la Société? Sera-ce l'année 1815? L'année 1830? On propose, comme limite variable, la 30^e année avant celle où l'on se trouve, et cette proposition paraît rallier l'assentiment d'un grand nombre de membres. Mais cette question, qui ne peut être vidée immédiatement, sera encore l'objet d'une discussion postérieure.

Séance du Mardi 9 Août 1870.

Présidence de M. HESSE, Président.

M. le Secrétaire perpétuel dépouille la correspondance. Il donne lecture d'une lettre de M. le Préfet, qui demande, pour le Ministre des Lettres, Sciences et Arts, divers renseignements concernant la Société, sa fondation, le nombre de volumes qu'elle a publiés, etc.; d'une circulaire du Président du Congrès international d'anthropologie et d'archéologie, dont la 5^e session devait avoir lieu cette année à Bologne, informant de la décision du Comité d'organisation de remettre cette session au mois d'Oc-

tobre 1871, en présence des circonstances défavorables amenées par la guerre.

— M. Bazot demande ensuite la parole pour faire plusieurs communications relatives à l'affaire Charvet. — Il a envoyé à M. Charvet la lettre lue dans la dernière séance. Il a aussi écrit au Directeur de la *Revue de Numismatique belge*, M. Renier-Chalon. Il donne lecture de la lettre envoyée à ce dernier et de la réponse qui lui a été faite. M. R. Chalon raconte l'historique de l'affaire, sa répugnance à laisser passer certaines expressions qu'il désapprouvait, mais son désir de profiter des planches nombreuses de M. Charvet, véritable trésor pour la *Revue*. Il proteste, d'ailleurs, de sa sympathie pour la Société des Antiquaires, dont il est correspondant, et se déclare tout prêt à insérer la réponse qui sera faite à l'article de M. Charvet.

Cette lettre est accueillie avec plaisir par la Société.

M. Bazot lit ensuite la lettre que M. Charvet, marchand de médailles, lui a écrite en réponse à celle qu'il lui avait envoyée. M. Charvet, qui a reçu assez tard la lettre de M. Bazot, répond qu'il y a eu méprise et malentendu, qu'il va profiter d'un voyage à Rouen pour pousser jusqu'à Amiens, où il espère que les explications qu'il fournira pourront satisfaire M. Bazot et la Société. Voici du reste le texte de cette lettre.

Le Pecq, 5 Août 1870.

« MONSIEUR,

« Votre lettre vient me trouver et me surprendre au Pecq, où
» j'habite depuis trois ans.

» Vraiment, je ne me croyais pas aussi noir que vous voulez bien

- » me faire. Depuis quatre ans, je fais ramasser, réunir, en un mot
- » je glane tout ce que vous avez laissé échapper de la découverte
- » de Glisy, afin de conserver à la science l'aperçu ou à peu près,
- » d'un dépôt carlovingien ; trois fois je suis allé dans des ventes
- » publiques en Belgique pour disputer et acquérir les dites pièces ;
- » aujourd'hui, au lieu de me remercier de toutes mes peines et démarches, vous me menacez du procureur impérial et d'un procès.
- » Comme antiquaire et numismate, je ne vous comprends pas.
- » Dans le courant de ce mois, je dois aller à Rouen, je reviendrai
- » par Amiens et j'aurai l'honneur de vous voir.
- » Je me plais à espérer qu'après cette visite et mes explications
- » vous n'aurez plus lieu de m'en vouloir.
- » Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur, mes salutations
- » empressées. J. CHARVET. »

M. Bazot, après la lecture de cette pièce, qu'il accompagne de quelques réflexions, demande à la Société si elle est toujours d'avis de lui continuer ses pleins pouvoirs pour agir au besoin contre M. Charvet.

Après une discussion assez longue, tous les membres conviennent de maintenir les pouvoirs déjà conférés à M. Bazot, qui n'en usera qu'avec une prudente modération.

— L'ordre du jour appelle une lecture de M. l'abbé Hénocque, qui lit un travail historique sur Nithard, en réponse à une étude sur S. Angilbert, publiée dans le *Bulletin archéologique de Soissons* (année 1869), par M. l'abbé Carlet. Pour ne pas répéter des arguments qui lui paraissent avoir conservé toute leur valeur, malgré les observations de son contradicteur, M. Hénocque s'applique surtout à examiner la vie et les œuvres de l'his-

torien Nithard et discute spécialement le passage où il se dit fils de S. Angilbert. Trois questions sont posées dans cette nouvelle étude relative au mariage de S. Angilbert et résolues négativement : 1° Nithard est-il fils de S. Angilbert ? 2° Est-il abbé de S. Riquier ? 3° Est-il l'auteur de l'ouvrage intitulé : *Des Divisions des fils de Louis-le-Débonnaire* ? (Voir page 404.)

Ce travail intéressant de M. Hénocque est écouté avec une vive attention et obtient les suffrages de tous les membres présents.

— M. de Roquemont fait ensuite une lecture sur l'*Histoire du Droit français au XIII^e siècle*. Période formaliste.

— Ce travail remarquable dont la Société a, dans une séance précédente, entendu avec intérêt la première partie, doit se continuer encore. Les membres de la Société remercient l'auteur et le félicitent de cette savante étude.

— En raison des circonstances actuelles, il ne peut être question maintenant de la Séance publique. La prochaine séance ordinaire n'aura lieu que le mardi 8 Novembre. M. le Président invite les membres qui le pourraient, à profiter de ces trois mois pour préparer des lectures qui seraient entendues dans cette séance en vue de la réunion publique, en supposant que celle-ci pût avoir lieu soit en Novembre, soit en Décembre.

Séance du Mardi 8 Novembre 1870.

Présidence de M. HESSE, Président.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

— M. le Secrétaire perpétuel procède au dépouillement de la correspondance.

1° Le Ministre des Lettres, Sciences et Arts informe que, par arrêté du 6 Août, il a attribué à la Société des Antiquaires de Picardie une allocation de 500 fr. Il invite à lui indiquer, par le retour du courrier, la personne au nom de laquelle cette somme devra être ordonnancée. — M. le Secrétaire perpétuel a répondu et remercié le même jour, en indiquant M. Duvette comme Trésorier de la Société.

2° La Société archéologique de Middlesex accueille avec plaisir l'échange des publications. Elle envoie une Description des restes romains trouvés à Londres récemment. Les publications postérieures seront envoyées.

3° M. Arsène Houssaye adresse une circulaire concernant les soins nécessaires pour la conservation des objets d'art à l'occasion de la guerre actuelle.

4° M. le Ministre de l'Instruction publique a reçu les bulletins de la Société et les a fait parvenir aux Sociétés correspondantes.

— Le dépouillement de la correspondance étant terminé, M. Hesse, Président, fait hommage à la Société d'un ouvrage qu'il vient de publier, intitulé : *Essai sur l'Administration provinciale et communale en France et en Europe*.

— M. Garnier offre aussi à la Société, de la part de son auteur, M. Louis Hubert, un *Essai historique sur le bourg de Crèvecœur-le-Grand*.

— M. Vion propose de confier à l'un des membres de la Société le soin de faire un rapport sur l'ouvrage de M. Hesse. M. Darsy veut bien se charger de ce travail.

— Après plusieurs communications faites par M. le

Trésorier et relatives à sa correspondance, l'ordre du jour appelle une communication de M. le Président relativement au Musée.

— M. le Président donne d'abord lecture d'une lettre de M. le Préfet de la Somme, dont voici le texte :

Amiens, le 10 Août 1870.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» J'ai l'honneur de vous informer que par un décret en date du
» 7 août 1870, la Société des Antiquaires de Picardie est autorisée
» à céder à la ville d'Amiens les droits qu'elle possède sur le Musée
» d'Amiens, les objets mobiliers qu'il renferme et les terrains qu'il
» occupe, le tout aux clauses et conditions énoncées dans l'acte
» public du 16 Juillet 1869.

» Je vous prie de vous entendre avec M. le Maire pour assurer,
» en ce qui vous concerne, l'exécution de ce décret, dont ce magis-
» trat vous donnera copie.

» Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considéra-
» tion la plus distinguée.

» Le Préfet de la Somme,

J. LARDIÈRE. »

M. Hesse lit ensuite le décret suivant :

Le 7 Août 1870.

« NAPOLÉON, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empe-
» reur des Français,

» A tous présents et à venir : Salut.

» Sur le rapport de notre Ministre secrétaire d'Etat au départe-
» ment de l'Intérieur ;

» Vu les délibérations du Conseil municipal d'Amiens, des 3 Oc-
» tobre 1868 et 3 Octobre 1869 ;

» La délibération de la Société des Antiquaires de Picardie, du
» 19 Novembre 1868 ;

« L'acte public du 16 Juillet 1869 ;

- » Les avis du Préfet de la Somme des 24 Septembre 1869 et 11 Mars 1870 ;
- » L'avis de notre Ministre secrétaire d'Etat au département de l'Instruction publique, en date du 9 Octobre 1869 ;
- » L'avis de notre Ministre secrétaire d'Etat au département des Finances, en date du 5 Janvier 1870 ;
- » La Section de l'Intérieur, de l'Instruction publique, des Cultes, des Lettres, Sciences et Arts de notre Conseil d'Etat entendue ;
- » Avons décrété et décrétons ce qui suit :
- » ART. 1^{er}. La Société des Antiquaires de Picardie, reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du 18 Juillet 1851, est autorisée à céder gratuitement à la ville d'Amiens (Somme), également autorisée à cet effet, les droits qu'elle possède sur le Musée d'Amiens, les objets mobiliers qu'il renferme et les terrains qu'il occupe, le tout aux clauses et conditions énoncées dans l'acte public du 16 Juillet 1869 ; les droits de l'Etat demeurant d'ailleurs expressément réservés.
- » ART. 2. Nos Ministres secrétaires d'Etat aux départements de l'Intérieur, de l'Instruction publique et des Finances sont chargés de l'exécution du présent décret.
- » Fait en Conseil des Ministres, au Palais des Tuileries, le 7 Août 1870.

Pour l'Empereur, et en vertu des pouvoirs qu'il nous a confiés,
Signé : EUGÉNIE.

Par l'Impératrice régente,

Le Ministre Secrétaire d'Etat au département de l'Intérieur,
Signé : CHEVANDIER DE VALDROME.

Pour ampliation,

Le Chef de la Division du Secrétariat, Signé : NORMAND.

Pour copie conforme destinée à M. le Maire d'Amiens,

Le Secrétaire-Général, Signé : DE REVEL.

Pour copie conforme,

Le Maire, Signé : A. DAUPHIN.

La lecture de ce décret terminée, M. le Président donne communication de la lettre qui lui a été adressée par M. le Maire, et dont voici la teneur :

Amiens, le 10 Septembre 1870.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Par un décret en date du 7 Août 1870, la Société des Antiquaires de Picardie est autorisée à céder à la ville d'Amiens les droits qu'elle possède sur le Musée d'Amiens, les objets mobiliers qu'il renferme, et les terrains qu'il occupe, le tout aux clauses et conditions énoncées dans l'acte public du 16 Juillet 1869.

» J'ai l'honneur de vous adresser, à titre de notification, une copie de ce décret, en vous priant de vouloir bien en assurer l'exécution en ce qui vous concerne.

» La Société des Antiquaires devra, je pense, autoriser MM. de Nerville et Duvette à faire passer de son compte à celui de M. le Président de la Commission du Musée, les sommes qu'elle a versées afin de solder les dépenses faites par M. Dufour, jusqu'au 15 Juillet 1869, suivant le compte arrêté à cette date, pour assurer l'achèvement, la conservation et l'entretien du monument.

» Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Maire,

A. DAUPHIN.

Après la lecture de ces documents, qui ont excité le plus vif intérêt, M. le Président, à propos d'un passage de la dernière lettre, qui semble devoir provoquer quelques récriminations, fait l'historique de certains points relatifs aux comptes de la Société. Il rappelle que la somme de 27,439 fr. 59 c. devait être payée comme solde définitif, en conséquence des arrangements faits par M. le Préfet Guillaume d'Auribeau, et de sa lettre en date du

17 Juillet 1869. — Le règlement des comptes, par suite de diverses circonstances, n'est pas encore entièrement terminé. Le compte de M. Dufour n'a pu encore être examiné par M. le Maire d'Amiens. La question ne pourra donc recevoir de solution définitive que dans quelque temps, et il faut de toute nécessité se résigner à attendre la séance prochaine pour voir la fin de toute cette affaire. Au reste, la somme demandée a été versée, et la Société se trouve, aux termes des lettres de M. le Préfet, complètement libérée.

M. le Président ayant donné toutes ces explications à la Société, M. Corblet demande s'il n'y a point une question de principe à régler ; pourquoi cette expression dans la lettre de M. le Maire : remettre l'argent aux mains de M. Dufour ?

M. de Roquemont désire savoir qui actuellement se charge des dépenses du Musée. M. Hesse répond que c'est le Maire de la ville, depuis le 15 Juillet 1869, jour où fut arrêté le compte de M. Dufour, accepté par M. le Préfet Guillaume d'Auribeau, et fixé à la somme de 27,439 fr. 59 c.

M. Rembault demande la parole. Les 27,439 fr. 59 c., fait-il observer, forment une somme reconnue et acceptée ; que signifie alors ce nouveau compte et les nouvelles réclamations de M. Dufour ? Il y avait, dit-on, une erreur de 5,000 fr. dans ses premiers calculs. — Erreur ne fait pas compte. — C'est donc alors une affaire à voir de nouveau et à examiner. M. Rembault sait de bonne part et peut affirmer que M. Lardière, le nouveau Préfet de la Somme, est disposé à tout terminer immédiatement.

La discussion continue à ce sujet. Il est affirmé ensuite comme positif que M. le Maire prendra possession du Musée aussitôt après avoir examiné les comptes de M. Dufour, qu'il n'y a pas lieu à discuter avant de connaître exactement la situation ; qu'ainsi la question est prématurée, et que d'ailleurs la Société doit se considérer comme étant entièrement en dehors de l'affaire.

La Société, représente M. De Forceville, n'a jamais voulu compter avec M. Dufour. Nous ne connaissons que M. le Préfet et M. le Maire de la ville.

M. Bazot fait observer que M. Dufour n'a jamais pris aucun engagement positif et montre que, par suite, des obstacles pourraient être soulevés qui éloigneraient la solution définitive.

Après une courte discussion, la Société tombe d'accord que les 27,439 fr. 59 c. sont dus, que cette somme doit être remise entre les mains du Préfet, puisqu'il a commencé l'affaire. — M. Hesse, appuyant cette idée, donne lecture de la lettre de M. le Préfet, en date du 17 Juillet 1869, et la discussion est close à ce sujet par cette observation qui résume l'opinion générale de la Société ; que M. Dufour étant étranger à la Société, pour ce qui concerne toute cette question, la Société ne doit avoir affaire qu'à M. le Préfet, et n'a plus qu'à faire remettre à ce magistrat les 27,439 fr. 59 c. déposés chez MM. De Nerville et Duvette.

M. Garnier lit plusieurs rapports extraits du registre des séances, desquels il résulte avec évidence que M. le Préfet donne décharge de toutes les sommes à payer par la Société, moyennant la somme de 27,439 fr. 59 c., une fois remise.

— Cette discussion épuisée, M. Bazot demande, dans la situation où Amiens se trouve, en présence de l'invasion prussienne menaçante, quels moyens on pourrait employer pour sauvegarder les objets précieux déposés au Musée, notamment les monnaies et médailles ; où et comment pourrait-on cacher ces monnaies pour qu'elles fussent en lieu sûr ? N'y aurait-il pas possibilité de charger quelqu'un des membres de ce dépôt ? M. l'abbé Jourdain fait la proposition d'adjoindre à M. Bazot deux membres qui voudraient accepter cette responsabilité avec lui. La Société discute un instant cette proposition, dont elle comprend toute l'opportunité, mais elle pense qu'il faut en référer à M. le Maire, et ne prend pour le moment aucune décision.

— M. Garnier, pour terminer la séance, propose de faire la lecture d'une Notice sur M. Gustave Souquet, ancien membre de la Société, qu'il a préparée depuis longtemps. Vu l'heure avancée, cette lecture est remise à la prochaine séance.

— Plusieurs membres de la Société, revenant alors sur la discussion précédente, s'informent des moyens à employer pour garantir les monuments et les objets précieux du Musée. Une démarche, fait-on observer, pourrait être faite à ce sujet auprès de M. le Maire. — M. Bazot demande pourquoi M. le Maire ne nommerait pas une Commission chargée d'examiner et d'indiquer les objets les plus précieux et les plus faciles à sauvegarder. M. le Maire, paraît-il, a déjà promis de prendre des mesures et de faire nommer une Commission. M. Bazot insiste pour que de nouvelles instances soient faites au-

près de ce magistrat, et M. le Président, acquiesçant à ce vœu, promet de faire une démarche, dès le lendemain, avec les membres du bureau, au nom de la Société.

INSCRIPTIONS FUNÉRAIRES

Trouvées dans l'ancien Cimetière du Couvent primitif des Clarisses,

Par M. l'Abbé J. CORBLET, membre titulaire résidant.

MESSIEURS,

A votre dernière séance, M. Gabriel Rembault vous a signalé la découverte d'un certain nombre d'inscriptions sépulcrales, faite dans l'ancien cimetière du couvent primitif des Clarisses. Il annonçait en même temps que M. Leclerc, dont l'importante filature est construite sur une partie de l'ancien monastère (1), était disposé à offrir au Musée ce qui avait été trouvé chez lui, dans des travaux de terrassements, et ce qui pourrait être encore découvert par la suite. — Chargés par vous, Messieurs, de vous faire un rapport à ce sujet, nous nous sommes rendus, M. Rembault et moi, à la filature de M. Leclerc, et nous avons examiné cinq inscriptions funéraires gravées sur des pierres carrées de petite dimension et six épitaphes gravées sur plomb.

Voici d'abord les inscriptions que nous avons lues sur les pierres :

S. Françoise Bonnail, religieuse Sainte-Claire et abbesse de ce couvent, est passée de cette vie à l'éternité le 2 novembre 163..

S. Françoise Dam.... âgée de 45 ans et 25 ans de religion est décédée le 27 juillet 1664.

(1) Rue des Saintes-Claïres, n° 3. — L'autre partie est occupée par la filature de M. Trépagne.

S. Bernardine d'Amiens âgée de 50 ans et de religion 33 est décédée ce 22 janvier 1649 — (une fleur gravée).

S. Marie le Fevre. 1622 le 28 octobre.

Sur une cinquième pierre, moins bien conservée, on lit le nom de *Révérènde mère Catherine.*

Les six plaques de plomb, qui étaient jadis attachées à de petites croix, sont devenues à peu près illisibles, surtout dans la partie supérieure. Peut-être qu'à l'aide d'agents chimiques on pourrait purger les lettres gravées en creux des matières qui s'y sont agglomérées. Sur celle de ces plaques qui est le moins corrodée, on lit ces mots : *Deville m le IX aoust 1636 âgée de 29 ans, XI de religion.*

Les inscriptions des plaques de plomb et celles des pierres funéraires nous ont paru avoir été gravées par des religieuses, à l'exception toutefois de la pierre sépulcrale de l'abbesse Françoise Bonnœil, qui est d'une plus grande dimension et dont les lettres capitales accusent une main exercée.

Qu'il me soit permis, Messieurs, à l'occasion des trouvailles faites dans l'ancien cimetière des Clarisses, de vous rappeler en quelques mots l'origine de ce monastère.

Le pape Eugène IV, par un rescrit signé à Florence le 4 juillet 1343, autorisa Philippe de Saveuse, conseiller chambellan du duc de Bourgogne, gouverneur d'Arras et d'Amiens, ainsi que sa femme, Marie Lully, à établir à Amiens un couvent de religieuses de Sainte-Claire. Le monastère fut érigé sur un terrain situé dans la chaussée au blé, vis-à-vis l'hôpital Saint-Jacques. Des difficultés de diverse nature, élevées par les autorités civiles, les employés du fisc, l'évêque d'Amiens, le curé de Saint-Sulpice et les membres du Chapitre furent aplanies par l'intervention de Charles VII et du Dauphin. Jean Avantage, évêque d'Amiens, bénit les lieux réguliers le 29 janvier 1444. Le corps de ville imposa aux religieuses la condition

de prier pour le roi, la reine, leur postérité, le duc et la duchesse de Bourgogne, ainsi que pour la ville et les habitants d'Amiens.

La réformatrice des trois ordres de St. François, S^{te} Colette, vint installer quelques Clarisses du couvent d'Hesdin dans le nouveau monastère, dans le courant du mois de mars de l'an 1444, et reçut alors, du corps de ville, 4 kanes de vin, comme l'a consigné M. Du-bois, dans ses *Entrées royales et princières dans Amiens*.

Ce ne fut pourtant que le 26 janvier 1445 qu'eut lieu l'installation solennelle. S^{te} Colette amena 24 religieuses de Besançon et leur donna pour abbesse Jeanne de Bourbon, fille de Jacques de Bourbon, ancien roi de Naples. Les supérieures qui lui succédèrent furent Elisabeth de Bavière, Marguerite de Belleval, Marie de Bourbon, sœur de Jeanne, et leur nièce, Catherine d'Armagnac, fille du comte de la Marche. Les Clarisses de la rue du Loup conservent les admirables livres d'Heures des trois princesses de Bourbon, leurs crânes et divers objets qui leur ont appartenu.

L'église fut consacrée le 23 avril 1445 sous le vocable de St. Georges, St. François et S^{te} Claire.

Il ne reste plus rien de ce couvent qui reçut la visite d'illustres personnages, de Marie-Henriette, fille de Henri IV et épouse de Charles 1^{er} d'Angleterre, de Marie de Médicis, d'Anne d'Espagne, épouse de Louis XIII, des princes de Condé, de Conti, de Guise, etc. Les bâtiments furent vendus comme bien national le 22 janvier 1793. Les 35 religieuses qui avaient toutes refusé de prêter serment à la constitution civile du clergé, furent emprisonnées à Péronne. La chute de Robespierre les rendit à la liberté et elles se constituèrent alors en deux petites communautés, rue du Mail et rue des Capucins. Ce fut l'origine de la nouvelle congrégation qui s'installa en 1821 dans la maison qu'elles occupent encore aujourd'hui.

En terminant ce rapide rapport, nous vous demanderons, Mes-

sieurs, de voter des remerciements à M. Leclerc, qui non seulement offre au Musée les inscriptions trouvées dans sa propriété, mais qui a bien voulu promettre, pour la même destination, tout ce qui pourra être découvert dans les nouveaux terrassements qu'il se propose d'exécuter bientôt.

ÉTUDE SUR NITHARD

Réponse à M. CARLET, curé de Manicamps (Aisne),

Par M. l'abbé HÉNOCQUE, membre titulaire résidant.

MESSIEURS,

J'ai examiné dans de longues et consciencieuses études les chroniques et les légendes du monastère de Saint-Riquier : je les ai comparées avec l'histoire contemporaine, et ne pouvant m'expliquer le mariage de saint Angilbert, septième abbé de Saint-Riquier, avec la princesse Berthe, fille de Charlemagne, j'ai soulevé, dans diverses communications à la Société, un problème qui intéresse l'histoire de la Picardie. J'ai sollicité des études nouvelles et même des contradictions, dans l'espoir que la lumière jaillirait du choc des idées (1).

Entre autres érudits qui se sont déjà occupés de cette question, un très-savant prêtre du diocèse de Soissons, M. l'abbé Carlet, curé de Manicamps, a publié dans le *Bulletin Archéologique de Soissons* (1869), une intéressante dissertation sur le mariage de saint Angilbert : il a même présenté l'analyse de ses arguments au Congrès scientifique de la Sorbonne en 1869. Son étude a été favorablement accueillie et des Revues l'ont mentionnée avec éloge.

(1) *Bulletin de la Société des Antiquaires de Picardie*, 1865, n° 4 1866, n° 2.

Voir aussi *Congrès Scientifique de 1867 à Amiens*, p. 496 à 512.

Mon savant contradicteur pose ainsi sa question :

« J'abandonne volontiers à la sévère critique de M. Hénocque, »
» le chroniqueur anonyme, auteur et seul auteur, selon moi, de tout »
» le désordre et avec lui le torrent des historiens qui marchent à sa »
» suite. Mais il me semble que l'on peut, dans la question présente, »
» maintenir l'autorité et l'intégrité de Nithard et d'Hariulf, his- »
» toriens de grande valeur, et concilier leurs dires avec tous les »
» autres documents historiques. »

J'avoue, Messieurs, que M. Carlet me fait une belle position *en abandonnant à ma sévère critique et le chroniqueur anonyme et le torrent des historiens qui marchent à sa suite*. Il me donne gain de cause, puisqu'il rejette avec moi tout ce qui a été écrit sur cette question. En effet aucun auteur ne s'est appuyé sur le témoignage d'Hariulf. L'histoire de Nithard était faite par Paul Petau (1), d'après la chronique anonyme de saint Riquier, quand Hariulf fut exhumé de la cachette où l'on croyait l'avoir enseveli pour toujours. Tous les compilateurs et les historiens ont suivi le sillon creusé et l'ont même agrandi, sans s'occuper du moine chroniqueur, sans le citer ; ou bien, si son nom est prononcé, c'est par erreur, comme je l'ai prouvé ailleurs.

Mais, dit M. le curé de Manicamps, *il semble qu'on peut maintenir l'autorité et l'intégrité de Nithard et d'Hariulf et concilier leurs dires avec tous les autres documents historiques*. C'est ce que je veux examiner dans la présente étude, en posant les trois questions suivantes : 1° Nithard est-il fils de saint Angilbert ? 2° Est-il abbé de Saint-Riquier ? 3° Est-il l'auteur de l'ouvrage intitulé *des Divisions des fils de Louis-le-Débonnaire* ?

Avant d'entrer en matière, il importe de rappeler au lecteur les faits principaux de l'histoire de Nithard.

(1) *Syntagma Nithardi. Annales Francorum*, t. V. Le livre de Nithard est reproduit dans cette collection et dans plusieurs autres.

On place sa naissance vers l'an 790. On ajoute, mais sans preuve, qu'il fut élevé à la cour de Charlemagne, car les anciens monuments ne nous fournissent rien sur les événements particuliers de sa vie avant l'an 840. On ne se fonde que sur des conjectures, quand on affirme qu'il succéda à son père dans la dignité de comte de Ponthieu ou de duc de la France maritime et qu'à ce titre il servit dans les armées de Charlemagne. C'est au livre *des Divisions des fils de Louis-le-Débonnaire* qu'on emprunte les faits les mieux prouvés de sa vie politique : « Il nous apprend lui-même, dit dom Rivet, » qu'il était toujours à la suite de Charles-le-Chauve et qu'il partagea toutes ses disgrâces. Mais tout ce que Nithard témoignait » d'attachement et de fidélité à son roi, celui-ci le lui rendait en » confiance et en considération (1). »

Après la mort de Louis-le-Débonnaire, Lothaire songeait à envahir les royaumes possédés par ses frères et s'appliquait à gagner les seigneurs du royaume de Neustrie. Charles-le-Chauve lui députa alors Nithard et Adalgaire pour le pénétrer et lui proposer des conditions de paix et d'accommodement. Les négociations furent accueillies avec beaucoup de distinction. Lothaire fit des promesses flatteuses, mais le fourbe ne cherchait qu'à gagner du temps et à endormir son ennemi (2).

Il est permis de se demander, avant d'aller plus loin, si ce Nithard est bien l'historien de ces guerres. Il est nommé ici à la troisième personne : or, toutes les fois que l'historien parle de lui-même, il se met en scène, et soit qu'il rende compte de ses actions, soit qu'il exprime ses sentiments personnels, le *je*, dit Ampère, intervient déjà comme dans les Mémoires (3).

(1) *Histoire littéraire de la France*, t. V. Nithard.

(2) Nithard, lib. 2.

(3) Ampère. *Histoire Littéraire*, p. 449.

Cette réserve me paraît importante : le lecteur averti se souviendra que l'ambassadeur de Charles-le-Chauve peut se distinguer de l'auteur *des Divisions*.

Pendant que les envoyés de Charles lui rendaient compte de leur mission, les pays situés entre la Meuse et la Seine se rangèrent sous la bannière de l'ambitieux empereur. C'est ainsi qu'on préludait à la journée de Fontenay, de si triste mémoire. Louis et Lothaire, dit l'historien, en vinrent vaillamment aux mains et Lothaire vaincu prit la fuite. Le corps d'armée que Charles attaqua s'enfuit aussitôt : un autre soutint vaillamment le choc du comte Adalhard et d'autres, auxquels, avec l'aide de Dieu, je prêtai un utile secours (1).

Lorsque vint l'heure de recueillir les fruits de la victoire, je fus choisi avec onze autres, dit encore le même historien, pour traiter de la difficile question d'un nouveau partage (2).

L'animosité des partis s'augmentant de jour en jour, le découragement s'empara de lui. On voit dans ses écrits qu'il prend en dégoût un monde pervers et dangereux : il agite même la question de se retirer de la cour pour se sanctifier dans la solitude. C'est dans ce sentiment qu'il compose son quatrième et dernier livre (3).

Ici se termine la première partie de la biographie de Nithard, extraite toute entière de ses œuvres. La seconde, nous a été conservée par quelques traditions locales dont les variantes sont assez nombreuses. « On croit, dit encore dom Rivet, qu'il vint se réfugier » à Centule illustrée par la présence et les vertus de son saint » père. Il fut appelé à gouverner l'abbaye ; mais on ne saurait assigner l'époque de son gouvernement. On ajoute qu'il fut tué en » 853 ou 858 dans une guerre contre les Normands, et inhumé

(1) Nithard, lib. 2.

(2) *Ibid.*, lib. 3.

(3) *Ibid.*, lib. 4.

» ensuite à la porte même de l'église de Saint-Riquier, dans le
» tombeau de son père resté vide après la translation de ses reli-
» ques en 842. Vers le milieu du XI^e siècle on trouva son corps
» entier dans un linceul de cuir et tout couvert de sel : une blessure
» sur le crâne fit penser qu'il fut frappé à la tête et qu'il mourut
» glorieusement sur le champ de bataille (1). »

Voilà ce qu'on lit partout sur l'historien Nithard depuis trois siècles. Comme jusqu'ici on n'a eu aucun intérêt à démentir ces assertions, les critiques se sont rarement avisés de contrôler ce récit, et de comparer les écrits du XI^e siècle avec ceux du IX^e. Qu'on me permette de me montrer plus exigeant et de faire à l'histoire de Nithard les mêmes objections qu'au mariage de saint Angilbert.

PREMIÈRE QUESTION.

Nithard est-il fils de saint Angilbert ?

La chronique anonyme de Centule et Hariulfe l'ont également affirmé dans les temps anciens.

Le premier témoignage étant récusé par mon adversaire et réfuté par mes démonstrations précédentes, je n'ai ici à m'occuper que du second et à prouver que sur ce point il ne mérite aucune créance.

Hariulfe ne consacre que ce peu de lignes au mariage d'Angilbert. « Ce grand homme, soit à cause de la distinction de sa naissance, soit pour sa sagesse, fut infiniment cher au roi Charles et devint son plus intime confident. Telle fut même son amitié pour Angilbert qu'il lui donna en mariage sa fille Berthe. De cette union naquirent deux fils, Nithard et Harnide. Pour l'honorer davantage, il lui confia le duché de toute la France maritime (2). » Écoutons Mabillon sur ce passage : « La partie renfermée entre

(1) *Histoire Littéraire de France. Ibid.*

(2) *Spicilege*, t. IV, p. 456.

» parenthèse est écrite par une autre main sur le manuscrit. On a
» arraché deux feuilles, du chapitre deuxième au chapitre septième;
» on a aussi raturé à la table l'indication de ces quatre cha-
» pitres (1). » Mabillon ajoute plus loin qu'il y a encore d'autres
changements ailleurs.

Mon honorable contradicteur en appelle à l'autorité et à l'intégrité
d'Hariulf, historien de grande valeur, nous dit-il. Mais en présence
de ce faux en écriture, quelle autorité peut-on lui accorder sur
cette question ? Quand sur un fait susceptible de controverse, on ne
s'appuie que sur un écrit indignement mutilé, avec intention mani-
feste d'altérer la vérité, comme le prouve surtout la rature des cha-
pitres d'une table, quel fondement reste-t-il à une thèse historique ?

M. le curé de Manicamps rend-il bien ma pensée, lorsqu'il avance
que « je soupçonne des interpolations dans une chronique d'Hariulf
» terminée vers la fin du *x^e* siècle ? » Quoi ! des soupçons,
après cette accusation si positive de Mabillon ! Mais il me semble
que jamais preuve ne fut plus évidente.

Il faudrait vérifier le texte, ajoute M. Carlet. Je le voudrais bien,
mais comment faire ? Le manuscrit a été brûlé en 1719 dans un in-
cendie du monastère.

Avons-nous besoin, du reste, du manuscrit après l'examen de dom
Mabillon ? Un témoin oculaire si grave ne suffirait-il pas aux critiques
les plus consciencieux ? Est-ce que nous oserions l'accuser de men-
songe ?

Que pourrait-on conclure contre ma thèse du silence des deux

(1) *Ansulis inclusa alia manuscripta sunt in codice manuscripto, in quo litura facta hoc loco est et duo folia avulsa a capite 2 ad 7, quæ litura etiam apparet in indice capitulorum. Acta Sanctorum, t. V, p. 51, in Vita S. Angilberti.*

éditions du Spicilège (1) ? Rien, absolument rien. Dom Luc d'Achery avoue n'avoir eu qu'une copie très-incomplète de François Duchesne : il n'a donc pas vu le manuscrit et n'a pu le vérifier. Dom Durand visita le monastère et la bibliothèque de Saint-Riquier avant l'incendie de 1719. Il a copié ou fait copier les parties omises par dom Luc d'Achery. Il est fort probable qu'il ne s'est point préoccupé des endroits mutilés et que les observations de dom Mabillon lui ont échappé. *Quandoque bonus dormitat Homerus*. La seconde édition du Spicilège est postérieure à l'incendie. Mais les recherches l'ont précédée, d'après la date du voyage littéraire des deux bénédictins Martène et Ursin Durand, publié en 1717.

Ainsi les laborieuses et savantes recherches de M. Carlet passent à côté de la question. Avant d'examiner si le passage où Hariulfe traite du mariage de saint Angilbert peut résoudre toutes les difficultés de la chronologie et de l'histoire, il faut s'assurer de l'authenticité et de l'intégrité du texte. L'illustre auteur des *Acta Sanctorum* nous affirme qu'il a été falsifié : il est donc impossible de former sa conviction sur un ouvrage ainsi décrédité, et d'admettre l'existence du mariage de saint Angilbert sur la seule autorité d'Hariulfe.

« Il est utile, dit M. Carlet, à la fin de son travail, de purger » l'histoire des faux scandales ; il en restera encore trop de véritables. Mais prenons garde, lorsque des raisons évidentes ne nous » y obligent, de supposer nous-mêmes un autre genre de scandale » bien odieux, celui d'une falsification frauduleuse de toutes les archives d'un monastère. Je suis heureux, avec M. Hénocque, de » défendre l'honneur de saint Angilbert. M. Hénocque sera aussi, » je l'espère, heureux avec moi de reconnaître intactes l'autorité et » la véracité de deux historiens importants et même la bonne foi » des autres (2). »

(1) Le Spicilège a été édité de 1655 à 1677, par dom Luc d'Achery en 13 volumes in-4°, et par dom Labarre en 1723, en 8 volumes in-f°.

(2) *Étude sur Saint Angilbert*.

Je suis loin de supposer que toutes les archives du monastère aient été falsifiées. Je pense au contraire qu'elles méritent l'attention d'un historien impartial ; mais la vérité m'oblige de soutenir que la chronique d'Hariulf a été altérée avec mauvaise foi au sujet du mariage de saint Angilbert et de son prétendu fils Nithard. Mabillon en donne une preuve irréfragable et c'est surtout après l'avoir étudié que j'ai entrepris mon travail, conforme, du reste, aux données historiques du ix^e siècle sur Angilbert et sur la princesse Berthe, fille de Charlemagne.

J'admets, avec M. le curé de Manicamps, la bonne foi de beaucoup d'érudits trompés par un écrit que les religieux de St.-Riquier présentaient avec confiance ; ils n'ont point connu les documents qui auraient pu éclairer cette question ; toutefois je ne doute pas que cette page d'histoire nous serait présentée sous un autre jour, si elle était à refaire.

DEUXIÈME QUESTION.

Nithard est-il abbé de Saint-Riquier ?

Quoique la chronique l'affirme en cinq endroits différents, il sera facile d'établir que ces textes, discutés d'après les règles d'une saine critique historique, ne nous laissent pas même l'ombre d'un abbé ou d'un moine.

I. J'ai déjà réfuté deux passages où l'on affirme que Nithard succéda à son père en 814 et mourut cette même année.

En vain, M. le curé de Manicamps cherche à prouver, d'après un autre passage de la chronique, qu'Angilbert étant mort, son fils Nithard lui succéda après quelques autres (1). Cette glose marginale, après quelques autres, intercalée probablement plus tard dans le texte

(1) *Étude sur Saint Angilbert*. Voir Spicilège, t. IV, p. 476, 491, 500, 570, 602.

pour corriger une erreur grossière, ne soutient pas une discussion sérieuse. En effet, l'auteur raconte en deux endroits d'une manière évidente que Nithard gouverna le monastère, après son père, pendant peu de jours, qu'il fut tué dans un combat, inhumé auprès de lui et placé dans son tombeau après sa translation en 842. Mais de grâce, si Nithard succède *après quelques autres*, s'il meurt en 853 ou 858, ainsi qu'on le dit d'après certaines traditions, le tombeau de saint Angilbert était vide alors, et rien n'empêchait qu'on ne le placât immédiatement dans son sarcophage.

Il est clair que l'auteur de ces deux passages a voulu persuader au public que Nithard avait gouverné le monastère immédiatement après son père. Ainsi l'a compris celui qui a dressé le catalogue des abbés (1). Ainsi l'ont compris les moines de Saint-Riquier, lorsqu'ils l'ont placé dans leur tableau chronologique après saint Angilbert. Ainsi l'ont compris de judicieux écrivains qui récusent la fin du deuxième livre, et avec raison, puisque Mabillon déclare qu'il est écrit d'une autre main (2).

II. Le savant auteur des *Acta Sanctorum* donne des louanges spéciales à l'œuvre d'Hariulf et la signale comme un écrit très-remarquable. *Egregium sane bonæ antiquitatis monumentum* (3). Quel que soit le mérite de l'ouvrage, on voit combien l'interpolation du second livre l'a défiguré. Si Mabillon avait eu occasion d'éditer le troisième livre, il aurait sans doute révisé son premier jugement et gémi sur d'autres falsifications.

L'abbé Angelran, au commencement du XI^e siècle, a laissé un catalogue d'abbés dans lequel quatre noms sont omis, ceux de Nithard, de Ribbodon et d'Helgaud, abbés du IX^e siècle, celui de Coschin, abbé du VIII^e siècle, dont les faits sont étrangers à cette

(1) Spicilège, *ibid.*, p. 421.

(2) *Acta Sanctorum. Ibid.*

(3) *Ibid.*, *Éloge historique*, n^o 2.

dissertation (1). La chronique semble se plaindre, avec quelque amertume, de cette omission. « Il est vraiment étonnant, nous dit-elle, » qu'après toutes ses recherches cet homme si savant ne soit par- » venu à connaître les gestes d'Helgaud, abbé et comte, ou s'il les a » connus, qu'il ait omis de rappeler son nom. Car les actes de son » administration n'ont pas été rapportés d'ailleurs, mais conservés » dans un écrin du monastère, si notre mémoire ne nous trompe » pas. Toutefois, il serait possible qu'on ne les ait restitués à nos » frères qu'après la mort d'Angelran. On sait, en effet, qu'au temps » de la désolation des Normands, reliques, ornements, chartes, tout » a été enlevé, transporté en divers lieux et dispersé. C'est ainsi » que dans ses voyages, le vénérable Gervin trouva au monastère » de Gorze un livre sur l'histoire de cette église, qu'il eut soin de » rapporter. On y lisait des faits inconnus depuis longtemps, entre » autres choses, que dom Angilbert ayant passé à une vie meilleure, » son fils Nithard lui a succédé *après quelques autres abbés* (2) dans » le gouvernement de ce lieu. On y lisait aussi la translation du » corps de saint Angilbert sous Ribbodon. Il est constant que le » vénérable Angelran a ignoré tous ces événements mémorables. » Ainsi les noms des abbés omis par Angelran et placés dans cette » chronique nous viennent de Gorze, comme ceux de Ribbodon et de » Nithard, ou des archives de notre propre monastère, comme ceux » d'Helgaud et de Coschin (3). »

L'histoire de ces trois abbés du ix^e siècle, omis par Angelran, mérite d'être étudiée avec soin ; elle jette un grand jour sur cette question et confirme singulièrement mes prévisions d'interpolation.

(1) Spicilège, t. IV, p. 572. Voir aussi l'édition in-⁸, t. II.

(2) Succéder après quelques autres, est-ce vraiment succéder ou recueillir la succession ?

(3) *Ibid.*, p. 572.

Commençons par Nithard. Où le placer ? Ce ne peut être après Angilbert. Ce doute est résolu. Par une singulière inadvertance de la chronique ou plutôt du faussaire, le chapitre de Nithard fait défaut dans le troisième livre, quoiqu'à partir de saint Angilbert on en consacre au moins un à chaque abbé. Cependant quand on comprit l'étourderie d'un chroniqueur qui faisait mourir en 814 l'auteur d'un ouvrage composé en 844, on ajouta à la marge du chapitre neuvième la petite note suivante : « On dit qu'après l'abbé Louis » Nithard gouverna le monastère et parce qu'alors on était opprimé » par les payens, Nithard se chargea aussi du gouvernement de » la côte maritime (1). »

Cette note marginale loin de dissiper toutes les obscurités répandues autour de cet étrange personnage, ne fait que les épaissir. L'abbé Louis ne meurt qu'en 967. Si, pour gouverner l'église de Saint-Biquier, Nithard avait dû attendre son trépas, il aurait déjà disparu de la scène du monde. En outre, on suppose généralement que l'abbé Louis résigna cette abbaye, non en faveur de Nithard, mais en faveur du comte Rodolphe, oncle de l'impératrice Judith, auquel succédèrent Helgaud et Guelfe. Nous arrivons ainsi à l'an 967 sans qu'il y ait place pour le fils de saint Angilbert.

Mabillon, contrôlant cette même note, met sous les yeux du lecteur plusieurs variantes de feuilles détachées, dans lesquelles on voudrait assigner une place à Nithard, tantôt avant l'abbé Louis et tantôt après (2). Mais d'un côté comme de l'autre, on se heurte contre des chartes de nom propre. Aussi les érudits les plus judi-

(1) *Post Domnum Ludovicum præfuisse dicitur Domnus Nithardus et quia tum persecutio gravis insistebat paganorum, etiam maritimæ oræ comitatum suscepit.* L'abbé Louis était fils de Rotrude et petit-fils de Charlemagne, il gouverna plusieurs abbayes, mais surtout celle de Saint-Denis.

(2) *Acta Sanctorum. Ibid.*

cieux, en désespoir de cause, n'osent reconnaître Nithard pour abbé ni même le compter au nombre des moines de Saint-Riquier.

« Quelques-uns prétendent qu'il n'a jamais été ni abbé ni moine.

» En effet, on ne trouve pas de vide de 814 jusques et passé

» 865 (1). »

Dom Rivet n'était pas non plus convaincu de la vérité de la tradition qu'on cherchait à faire prévaloir. Après avoir nié que Nithard ait fait profession de vie monastique à Prum, il ajoute : « Il n'est pas

» moins constant que depuis 843 qu'il pensait à se retirer jusques

» vers la fin du même siècle, il ne se trouve aucun vide dans la

» suite des abbés de Saint-Riquier, pour qu'on puisse l'y placer.

» Il est vrai qu'Hariulf, écrivain de ce monastère au ^x^e siècle, a

» cru qu'il avait rempli cette dignité sur ce que, de son temps, on

» trouva son corps dans le premier tombeau où l'on avait inhumé

» celui d'Angilbert, son père; mais on ne doit pas douter, d'après

» ce qu'on vient de dire, qu'Hariulf ne se soit trompé en tirant cette

» conséquence. Il est plus croyable que Nithard, étant mort d'une

» blessure qu'il avait reçue à la tête, comme on s'en aperçut à la

» découverte de son corps, n'aura été ni moine ni abbé : il sera seu-

» lement arrivé que combattant contre les Normands, lors de leurs

» ravages dans la Neustrie et l'Amiénois en 858 et 859 et ayant été

» blessé à mort il aura demandé à être enterré à Saint-Riquier, tant

» à cause de la vénération qu'il avait pour ce monastère que parce

» qu'il ne s'en trouvait pas alors éloigné (2). »

Ainsi Nithard n'a pu être abbé, ni après Angilbert, ni vers le milieu du siècle. La chronique est donc falsifiée aux endroits où elle émet cette assertion. Veut-on de nouvelles preuves? L'histoire de l'abbé Ribbodon et de l'abbé Helgaud vont les fournir amplement.

(1) Trésorerie de l'église de Saint-Riquier. Tableau chronologique des abbés.

(2) *Histoire de la France littéraire*, t. V. Nithard.

Un abbé du nom de Ribbodon, qu'on croit même petit-fils de Charlemagne, existait à l'époque assignée par Hariulf; personne ne le contestera ! L'histoire le dit abbé de Senones et de Jumièges : il est tué en 844 avec plusieurs autres personnages de distinction au moment où il se rendait à Toulouse près du roi Charles-le-Chauve. Mais aucun témoignage authentique ne fait pressentir qu'il ait gouverné le monastère de Saint-Riquier. Toutefois ce silence n'infirmerait pas l'affirmation de notre chronique, si la légende de cet abbé ne paraissait formée de fragments disparates, erronés ou interpolés. Qu'on en juge plutôt par ce sommaire.

On lit dans cette légende que l'empereur Louis-le-Débonnaire fit d'éclatantes et royales actions, entre lesquels il faut compter son voyage de Constantinople, d'où il rapporta de très-précieuses reliques qu'il distribua aux grandes églises de la France : « Et parce » qu'alors l'église de Saint-Riquier ne le cédait à aucune autre en » dignité, en gloire, en esprit religieux, il lui en donna une grande » partie, à savoir : un soulier du Sauveur, la pointe de la lance qui » transperça son côté, des pierres teintes du sang de saint Étienne » au moment où il fut lapidé et une fiole pleine de son sang. »

Après quelques détails sur la bataille de Fontenay, on raconte l'histoire de la translation de saint Angilbert, tirée de l'ouvrage de Nithard, avec l'épisode de la généalogie de ce prétendu historien, le récit de sa mort et de sa sépulture auprès de son père (1).

Tous ces faits sont susceptibles de grandes controverses.

1° Aucun auteur contemporain ni même des siècles suivants ne parle de ce voyage de l'empereur Louis à Constantinople.

2° La sainte lance est conservée à Rome de temps immémorial.

3° Rien de plus problématique que cette généalogie de Nithard, surtout quand on la fait suivre de sa mort en 814.

(1) Spicilège, tom. IV, p. 491.

Que la chronique d'Hariulf ait été altérée dans ces pages pour créer une large et glorieuse part à Nithard, nous en avons une autre preuve dans le chapitre suivant, où l'on nous donne sous l'an 843, une charte appartenant à l'an 974 et citée par dom Mabillon à cette date (1).

Actum Compendii in palatio Regis, anno Dominicæ incarnationis 843, indictione VI, Regnante gloriosissimo rege Lothario, anno XXI. Ego Adalbero regius notarius ad vicem domni Adalberonis Remorum Archiepiscopi et summi Cancellarii recognovi. Signum domni Lotharii gloriosissimi Regis (2).

On ne peut vraiment comprendre comment on s'est permis une imposture aussi grossière. Une note de dom Labarre, second éditeur du Spicilège, avertit le lecteur en ces termes : « Ici le chroniqueur » se trompe et trompe le lecteur. Ce privilège n'est point de l'em- » pereur Lothaire ni de son fils qui porte le même nom, mais de » Lothaire, roi des Francs, le père de Louis V, le dernier des » Carlovingiens. Le duc désigné dans cette charte sous le nom de » Hugues n'est autre que Hugues-Capet. »

Vraiment dom Labarre, en admettant seulement une erreur dans la chronique, fait preuve d'une complaisance extrême : on aurait le droit et le devoir d'être plus sévère, lorsqu'on constate que la date de 974 est changée en celle de 843. Il est inutile de relever tous les faux historiques de cette charte ; il suffit de remarquer qu'elle confirme à l'abbé de Saint-Riquier la donation des villages de Rollencourt et de Bours faite par Hugues-Capet.

Or au chapitre de l'abbé Helgaud on lit ce qui suit : « Helgaud, » abbé et comte, donna en précaire à un de ses vassaux le village

(1) *Annales Benedict.* Anno 974.

(2) François Duchesne et dom Luc d'Achery ont omis cette charte ; elle est restituée à la seconde édition du Spicilège, t. II.

» de Rollencourt et quelques autres biens que nous avions dernièrement recouvrés sur un duc nommé Hugues. Nous avons la charte de cette précaire : Mais, comme c'est une honte pour notre monastère plutôt qu'un honneur, nous ne dirons rien de plus à ce sujet (1). »

On voit comment les mensonges s'enchaînent aux mensonges. La précaire de 860 vaut la charte de 843. Une fausse charte sous un abbé dont le nom est inconnu aux annalistes du monastère, une fausse précaire sous un autre abbé également ignoré, voilà des preuves du mariage de saint Angilbert !

C'est pour glorifier le père de Nithard que Ribbodon est inscrit après coup sur le catalogue des abbés de Saint-Riquier ; c'est aussi pour glorifier le fils qu'on y ajoute Helgaud. En effet le point culminant du chapitre d'Helgaud, c'est Nithard, fils d'Angilbert, abbé de Saint-Riquier, comte de Ponthieu, général d'armée, défenseur de sa patrie à laquelle il sacrifie sa vie (2). Les accessoires ont aussi quelque importance et confirment admirablement mes observations sur la sotte vanité du faussaire.

« A cette époque, ajoute la chronique, l'abbé de Saint-Riquier unit à son titre celui de comte. La tradition du monastère en donne la raison suivante. Au temps où les hommes du Nord s'élançèrent pleins de fureur sur nos contrées, les rois et les princes chargèrent l'abbé de Saint-Riquier de s'opposer à leurs attaques. Car ce monastère, parvenu au plus haut point de gloire, jouissait alors d'une grande réputation ; il y avait beaucoup de novices de haute naissance ; ses biens immenses, le nombre de ses vassaux et des parents des novices permettaient aux abbés de tout oser et de tout entreprendre pour le salut du pays. Quand on parlait de

(1) Spicilège, t. IV, p. 501.

(2) Spicilège. *Ibid.*, p. 500.

» noblesse, on ne cherchait un point de comparaison que parmi les
» moines de Centule. Dans ce monastère on élevait des ducs, des
» comtes, des fils de ducs et de comtes, même les fils de rois. Les
» plus hauts dignitaires du royaume s'applaudissaient de compter
» un parent parmi les moines de Saint-Riquier. C'est pour cette
» raison et grâce à leurs illustres alliances que plusieurs abbés
» furent tout à la fois abbés et comtes. Fidèles observateurs de la
» règle, même à la tête des armées, ils ne perdaient jamais de vue
» la présence de Dieu. »

Qu'on m'accuse maintenant, si on le peut, de calomnier nos chroniques, quand je me plains de leur mutilation, quand je reproche au faussaire d'ignorer les hommes et les choses, l'esprit de saint Benoit, les canons de l'église, la mission pacifique des abbés. Est-il nécessaire de se demander quels sont les fils des rois élevés à St.-Riquier ? L'histoire, qui nous a dit à quelles mains on les avait confiés pour les initier à la piété et aux combats de la vie chrétienne, ne cite aucun nom de prince royal élevé à l'ombre du tombeau de Saint-Riquier. Les ducs et les comtes avaient l'habitude, dans les âges de foi, d'abriter dans les monastères l'innocence de leurs enfants. On réclamerait en vain pour Saint-Riquier un privilège exclusif. Tous les fils de saint Benoit, animés du même zèle, répondirent partout à l'attente des parents et des princes eux-mêmes.

Quand on examine la place que le comte Helgaud occupe dans les annales du monastère, on est tout étonné de la maladresse du faussaire. Pour lui donner quelques années d'administration entre Rodolphe et Guelfe, c'est-à-dire entre l'an 860 et 867 selon la chronologie commune, on fait violence et à l'histoire du Ponthieu et à l'histoire de Rodolphe.

Helgaud, comte de Ponthieu et père d'Herluin, ne paraît sur la scène de l'histoire que vers 878 et meurt en 925. Comment pourrait-il gouverner l'abbaye de Saint-Riquier au milieu du siècle ? Si du

moins la chronique gardait le silence sur sa mort. Mais non, elle suppose qu'il gouverna jusqu'à la fin de sa vie. *Qui etiam post aliquot annorum exhibitam Abbatie Comitatus administrationem humanis rebus excessit* (1).

L'abbé Rodolphe, son prédécesseur, meurt aussi à Saint-Riquier. On nous donne son bref ou rouleau des morts que les monastères associés s'envoyaient mutuellement. Il est vrai qu'on ne dit pas l'année, mais d'autres actes et d'autres chroniques le supposent encore vivant en 866. Nous en avons pour garant les annales de Jumièges, dont l'affirmation est à l'abri de tout reproche de complaisance (2).

Une charte de l'abbé Guelfe, successeur d'Helgaud, porte la date de 867. Quelle place resterait donc à l'abbé Helgaud, quand même on voudrait, avec quelques érudits trop crédules, créer un Helgaud I et un Herluin I, au milieu du siècle, pour concilier ce passage avec l'histoire locale.

Après tous ces anachronismes et toutes ces contradictions, n'est-il pas raisonnable de se ranger au sentiment de l'abbé Angelran et de rayer de la liste des abbés, Nithard, Ribbodon et Helgaud.

Mais que contenaient primitivement les chapitres 5, 6 et 10 d'Hariulfe, raturés et surchargés de ces faits apocryphes? Il ne sera jamais donné à personne de le savoir.

III. Au quatrième livre de la chronique (3), on raconte une seconde translation ou plutôt une seconde invention de saint Angilbert sous saint Gervin. Il est encore question en ce lieu de son fils Nithard, abbé et comte, inhumé dans son tombeau. Je remarque que ce récit de deux pages, au lieu de former un chapitre comme

(1) Spicilège, p. 501.

(2) *Gallia christiana*, tom. XI.

(3) Spicilège, p. 602.

c'est naturel dans la distribution des sujets, est accolé par un *enim vero* au chapitre *des livres recueillis par saint Gervin* (1). On se demande quel rapport pourrait exister entre deux sujets si disparates et on n'explique cette anomalie que par l'impossibilité de former un nouveau chapitre. En outre, ce fait donne lieu à plusieurs observations critiques d'une certaine importance.

1. C'est immédiatement après la mort d'Angelran qu'on découvre les faits particuliers du manuscrit de Gorze, moyen infaillible de détruire l'autorité de ses écrits et d'expliquer son silence accablant pour l'imposture.

2. Le nom d'Angilbert si célèbre par toute la France et le Ponthieu, le nom d'un saint fondateur n'a su resplendir sur son tombeau et le préserver d'un oubli universel. On ignorait même le jour de sa mort et de sa translation sous Ribbodon. Mais s'il en est ainsi, on ne comprend pas comment l'épithaphe de son premier tombeau et celle de Ribbodon, où le jour même de sa mort était inscrit, soient parvenues jusqu'à nous. Est-ce qu'elles appartiendraient aussi au manuscrit de Gorze ?

3. On aura dû conserver au monastère une copie de ce manuscrit. Il est cependant inconnu à Hariulf; autrement Nithard aurait eu son chapitre, au lieu d'une note ajoutée après coup.

4. En cherchant avec précaution on aperçoit dans la cloison des narines une bande de parchemin avec cette inscription : *Hoc est corpus Sancti Angilberti abbatis*.

On l'avait proclamé saint depuis des siècles et au lieu de célébrer sa fête on récitait pour lui un office anniversaire des défunts ! C'est ce que nous apprenons par une vie du saint composée environ cinquante ans après cette invention, à l'occasion de nombreux miracles opérés à son tombeau. On se demande, dit l'auteur de cette vie,

(1) Spicilège, p. 600.

s'il faut continuer de le ranger parmi les défunts ordinaires en célébrant l'anniversaire de son trépas, ou s'il est temps de lui décerner les honneurs des saints par un office solennel (1).

5. La chronique ajoute : *Sic quæ cupierat venerandus pastor adeptus eundem sanctum cum honore relocavit, semper deinceps celebrari ejus memoriam instituens. Sancti quoque confessoris Caydoci sociique ejus corpora a terra levavit et eorum reliquias decentius collocans fidelibus populis honorandas censuit.*

Les religieux tressaillirent de joie quand ils surent quel jour ils devaient honorer le saint selon ses mérites et cependant on remplaça ses reliques dans la terre au moment même où on levait celles de saint Caydoc et de saint Fricor pour les exposer à la vénération du peuple chrétien.

Saint Gervin veut qu'on fasse la mémoire de saint Angilbert (2). Est-ce une fête ? Mais *quo ritu*, demande Mabillon ? Hariulf ne l'indique pas (3). Puis, comment concilier une fête avec l'anniversaire des fidèles défunts ? Il ajoute ailleurs qu'on ne rendit point de culte public au saint avant l'abbé Anscher en 1129 (4).

(1) *Acta sanctorum*, *ibid.*

(2) *Acta sanctorum*, *ibid.*

(3) *Annales benedictini*. 1129.

(4) Cette thèse reste étrangère au culte de saint Angilbert, dont l'origine peut être inconnue, mais dont la sanction repose sur le martyrologe de Saint-Riquier.

Que faut-il penser de la chronique d'Hariulf conservée au monastère de Saint-Riquier ? Est-ce l'autographe de l'auteur, ainsi qu'on le suppose généralement ? Il est permis d'en douter, quelque antiquité qu'on lui suppose : d'après dom Labarre, quelques mots mal écrits trahiraient la main d'un copiste distrait plutôt que celle d'un auteur. Mais que ce soit une copie de première ou de seconde main, les traces d'interpolation sont évidentes. Outre celles que j'ai signalées, Ma-

Cette mémoire ne serait donc qu'un monument placé sur ses restes vénérables pour aider à les reconnaître et attirer l'attention des fidèles (1). Est-ce donc assez pour répondre à l'attente des religieux et combler leurs vœux ? On se demande encore pourquoi on attache moins de prix aux reliques de saint Angilbert qu'à celles des saints missionnaires irlandais ?

Toutes ces obscurités et ces contradictions ne justifieraient-elles pas mes soupçons sur l'addition de deux pages en cet endroit ? N'ai-je pas raison de conclure après tant de fraudes qu'on ne saurait encore prouver par ce passage que Nithard fut abbé de Saint-Riquier et fils de saint Angilbert ?

billon note qu'au chapitre dixième du livre second, l'alinéa *Quapropter*, avec ce qui suit jusqu'au chapitre douzième, est écrit d'une autre main. On y verra une addition notable et quelque peu hétérogène, pour peu qu'on veuille y réfléchir. Le chapitre trente-sixième du quatrième livre est certainement remanié et laisse apercevoir des interventions considérables. La vanité, l'ineptie ont dû labourer ce pauvre texte et laisser d'informes sillons.

Le manuscrit consulté par dom Urson Durand renfermait, outre la chronique, la vie de saint Manguille par Hariulfe, la vie de saint Angilbert par l'anonyme, le livre des miracles offert à Raoul, archevêque de Reims. Il est probable que ces divers opuscules avaient été réunis à la chronique pour faciliter les consultations.

Un moine nommé Saxowale avait rassemblé avant Hariulfe des éléments de l'histoire du monastère. M. le curé de Manicamps s'est demandé si toutes ces interpolations ne constitueraient pas la révision de ce premier travail. Le texte d'Hariulfe ne permettrait pas de se rattacher à cette hypothèse. On y voit dans la préface que ce dernier, sur les instances de ses frères, a réuni en un seul corps d'ouvrage tout ce qu'il avait pu recueillir sur les antiquités de la noble église de Centule, afin de transmettre ces glorieux souvenirs à la postérité.

(1) Du Cange, *Memoria*.

3^me QUESTION.

Nithard est-il l'auteur du livre des divisions des fils de Louis-le-Débonnaire ? (1)

Quelques mots d'abord sur l'ouvrage. De tous les historiens de la

(1) *Note sur les éditions de Nithard.*

L'ouvrage de Nithard était connu dès 1214 et traduit du moins en partie (1) ; ce qui n'a point empêché qu'il passa à peu près inaperçu pendant tout le moyen-âge. Il n'est cité que dans Hariulf, dans la vie de saint Liévin et dans Rodolfe de Flandre.

La première édition remonte à l'an 1588. Pierre Pithou la découvrit dans la bibliothèque de saint Magloire et lui donna place parmi ses douze historiens contemporains, sous ce titre : *Nithardi Angilberti filii, Caroli magni imperatoris ex Bertha filia nepotis — de dissentionibus filiorum Ludovici Pii ad annum usque 843 Libri quatuor.*

Le manuscrit n'avait ni titre ni nom d'auteur.

P. Petau, qui possédait une copie de ce manuscrit, composa en 1616 le *Syntagma* ou histoire généalogique et biographique de Nithard. Cette dissertation fit autorité en histoire et accompagna toutes les éditions de Nithard.

En 1676, André Duchesne donna une nouvelle édition de Nithard dans le 2^e volume des historiens de France, et usant du même manuscrit que P. Pithou, il corrigea quelques fautes et ajouta des explications ou plutôt des conjectures sans fondement, au dire des éditeurs suivants. Toutes les éditions subséquentes, ainsi que le remarque dom Bouquet, procèdent de celle de Duchesne. Voir : Culpis en 1685 et 1702, dom Bouquet en 1738 et 1755, Pertz en 1825, la Patrologie de Migne en 1846.

Il ne reste aujourd'hui qu'un manuscrit de Nithard, du fond de la Bibliothèque nationale, manuscrit du x^ve au xvi^e siècle selon dom Bouquet, du ix^e au x^e d'après Pertz. Il n'est pas certainement l'autographe de l'auteur, comme on peut le constater par de nombreuses fautes.

(1) *Syntagma Nithardi.*

race carlovingienne, dit M. Guizot, sans en excepter même Eginhard, Nithard est sans contredit le plus spirituel, le plus méthodique, celui qui pénètre le plus avant dans les causes des évènements et en saisit le mieux, pour ainsi dire, la filiation morale. Ce n'est point un simple chroniqueur, uniquement appliqué à retracer la succession chronologique des faits : c'est un homme qui les a vus, sentis, compris, et en reproduit le tableau. Les éloges que je viens de donner à Nithard paraîtront sans doute à beaucoup de lecteurs et me paraissent à moi-même exagérés : car les mots qui les expriment réveillent maintenant en nous l'idée d'un mérite bien supérieur au sien. Cependant quand on le compare aux meilleurs annalistes du ix^e siècle, il est impossible de méconnaître sa supériorité (1). Pour J.-J. Ampère, dont le jugement est plus concis, Nithard est l'historien partial de Charles-le-Chauve, un des meneurs de son parti ; il écrit un véritable manifeste en faveur du prince qu'il sert (2).

Dom Rivet n'avait qu'une idée médiocre de ce livre. A ses yeux, l'ouvrage n'était pas sans défaut : le style lui paraissait obscur, embarrassé ; mais il louait l'ordre et l'arrangement dans la narration (3).

Il ne m'appartient pas de me prononcer entre ces diverses opinions : ce serait sortir de mon cadre. Je dois plutôt au lecteur une rapide analyse de l'ouvrage divisé en quatre livres.

Dans le premier livre, l'auteur, après un tableau du règne de Charlemagne tracé à grands traits, résume en quelques pages les luttes de Louis-le-Débonnaire contre ses fils révoltés. On sent que l'auteur écrit sous les yeux et pour le fils de l'impératrice Judith.

(1) Collection de mémoires relatifs à l'Histoire de France. T. III, p. 429.

(2) Ampère, *ibid.*, p. 449.

(3) Histoire littéraire de la France, *ibid.*

Le plus beau rôle, dans ces luttes de famille si diversement jugées, appartient à Louis-le-Débonnaire, père tendre et indulgent, toujours sensible aux prières de ses enfants, toujours prompt à pardonner les offenses. Le livre se termine par sa mort, arrivée le 20 juin 840. Notre auteur remarque qu'il vécut soixante-quatre ans, qu'il gouverna l'Aquitaine pendant trente-sept ans et qu'il porta le nom d'empereur pendant vingt-sept ans et six mois. Cette chronologie ne laisse pas que d'embarrasser quelque peu les historiens. Il y a là plusieurs erreurs, ce semble; les dates ne concordent ni avec l'année de la naissance (778), ni avec celle de la mort de Charlemagne (814).

Le second livre renferme l'histoire d'une année, à savoir : du 20 juin 840 au 25 juin 841, époque de la grande bataille de Fontenay. L'auteur entretient ses lecteurs des négociations essayées par Charles-le-Chauve et Louis de Bavière pour amener Lothaire à une paix raisonnable. Leurs efforts furent impuissants. Le jugement de Dieu leur donna la satisfaction qu'ils réclamèrent en vain d'un frère impitoyable.

On lit au troisième livre le fameux serment des rois francs; on croit y reconnaître et les premiers rudiments de nos langues modernes et le dialecte de la langue romane. Prononcé par Charles-le-Chauve, répété par son frère Louis-le-Germanique et fait pour être entendu par l'armée de Charles, dans laquelle se trouvaient des Aquitains aussi bien que des Neustriens, il est, dit Ampère, dans un langage mixte participant à la fois de la nature du provençal et du français (1).

Dans ce livre et le suivant, l'auteur explique avec beaucoup de détails, malgré ses dégouts et ses ennuis, toutes les ruses et les stratagèmes dont Lothaire s'est servi pour jouer ses frères, les gé-

(1) Ampère, *ibid.*, 451.

néreuses propositions de ceux-ci, les projets de partage qui aboutirent enfin au traité de Verdun en août 843.

Je place ici une remarque importante de l'auteur de l'histoire littéraire. « Malheureusement, dit le savant écrivain, nous n'avons » pas le dernier livre en son entier; il y manque visiblement quelque chose et peut-être ce qui y manque est considérable (1). »

Monsieur Guizot partage la même opinion. « Il est clair que la » fin manque et rien n'indique jusqu'à quelle époque l'avait conduit » l'historien, ni quelle était l'étendue de ce que nous avons » perdu (2). »

C'est précisément dans cette fin tronquée de l'ouvrage qu'on a glissé la généalogie de Nithard.

La lecture seule du texte confirme mes présomptions d'interpolation. Je demande la permission de citer et ce qui précède et ce qui suit le passage que j'incrimine.

Après le dix-neuf octobre 842, (3), « les députés des rois se réunirent de nouveau dans une même maison, ceux de Lothaire » disant qu'ils étaient prêts à faire le serment et le partage » comme on l'avait juré, et ceux de Louis et de Charles répétant » qu'ils le voulaient bien aussi, si cela se pouvait. Enfin, comme » aucun des deux partis n'osait consentir sans l'approbation de ses » seigneurs à ce que voulait l'autre, ils convinrent que la paix » règnerait entre eux jusqu'à ce qu'ils pussent savoir quelles conditions leurs seigneurs voudraient accepter. Présument que ceci » pourrait se régler aux nones de novembre, ils s'éloignèrent après » avoir arrêté que la paix durerait jusques-là.

» Le jour arrivé, il se fit dans presque toute la Gaule un grand » tremblement de terre. Ce même jour, à Saint-Riquier, eut lieu la

(1) M. Guizot, *ibid.*, p. 429.

(2) Traduction de M. Guizot, p. 494.

» translation d'Angilbert, homme illustre, et vingt-neuf ans après
» sa mort (1), on trouva son corps conservé intact, bien qu'il eût
» été enseveli sans aromates. C'était un homme issu d'une famille
» alors bien connue. Madelhaut, Richard et lui étaient de la même
» race et jouissaient à juste titre d'une grande considération auprès
» de Charlemagne. Angilbert eut de Berthe, fille de ce grand roi,
» mon frère Harnide, et moi : il fit construire à Saint-Riquier un ou-
» vrage admirable en l'honneur de Dieu tout-puissant et de Saint-
» Riquier. Il gouverna merveilleusement la maison qui lui était
» confiée. Étant mort à Saint-Riquier en toute félicité, il entra
» dans l'éternelle paix. Après avoir dit ce peu de mots sur mon
» origine, je reviens au fil de l'histoire. Les commissaires retour-
» nèrent annoncer chacun à son roi ce qui s'était passé. Comme ils
» étaient menacés de la disette et près de l'hiver, et que les grands
» ayant déjà couru tant de dangers ne voulaient pas recommencer
» la guerre, ils consentirent à ce que la paix fût maintenue entre
» eux jusqu'au vingtième jour après la Saint-Jean.

» Les grands s'assemblèrent à Thionville pour conclure le traité;
» ils jurèrent que les trois rois demeureraient en paix pendant ce
» temps, que dans l'assemblée qui aurait lieu après ce terme on di-
» viserait le royaume aussi également qu'on pourrait, et que
» Lothaire aurait le choix des parts, comme on l'avait juré. De là
» chacun s'en alla où il voulut. Lothaire alla passer l'hiver à Aix-
» la-Chapelle, Louis en Bavière et Charles vint à Quierzi pour se
» marier. »

Ainsi, après le protocole du 19 octobre, les ambassadeurs des rois
ont une autre réunion dont on n'indique pas le jour, mais l'auteur a
soin de donner, comme il le fait toujours, l'analyse des discussions.

(1) Le texte porte 28 ans. Duchesne a fait cette correction. Du 18 fé-
vrier 814 au 5 novembre 842, on compte 28 ans 8 mois et 15 jours.
La chronologie de Nithard serait encore ici répréhensible.

Autre séance le jour des nones de novembre. Quelles furent les décisions? L'auteur n'en dit mot : il ne s'occupe que de la translation de saint Angilbert et de son origine, et termine en disant que les commissaires allèrent annoncer chacun à son roi ce qui s'était passé. Il y a certainement une lacune en cet endroit. Ce silence sur la réunion des plénipotentiaires et sur les matières traitées dans la conférence ne s'explique pas. Toutefois ne pourrait-on pas en soupçonner la cause? Il n'est pas impossible qu'une main étrangère ait gratté le parchemin et ajouté cette réclame fastueuse en faveur de la noblesse de saint Angilbert. On ne peut douter qu'un manuscrit de cet ouvrage ne soit tombé entre les mains des moines de Saint-Riquier, puisqu'on l'a cité textuellement dans la chronique d'Hariulf. On a même retrouvé, dans leurs archives, sur une page séparée, le fameux passage de la généalogie de Nithard, extrait, dit-on, d'une chronique sans nom d'auteur. Est-ce que la plume qui a surchargé le texte d'Hariulf d'une apostille si erronée, n'aurait pas pu glisser à la dernière page de l'ouvrage, dans la partie qui a reçu une injure considérable, cette note étrangère au récit, où l'on exalte si haut la noble famille d'Angilbert et sa considération auprès de Charlemagne?

C'est à Charles-le-Chauve que l'auteur dédie son livre, à Charles-le-Chauve son maître et seigneur, le neveu d'Angilbert et de Berthe, son cousin germain. Eh quoi ! il sent le besoin de lui révéler son origine, de lui apprendre, à l'occasion d'une translation de reliques, que cet abbé de Centule est son père, le frère de personnages considérés à la cour. Mais si sa naissance, comme le veulent certains écrivains, était illégitime, faisait-il acte de courtoisie en mêlant, au récit de saints et graves événements, des souvenirs propres à l'humilier lui-même aussi bien que la famille impériale? En outre, pourquoi, lorsqu'il parle de Charlemagne, dit-il, votre aïeul *Avo vestro*? Puisqu'il sent le besoin de relever son origine, n'est-il pas

naturel qu'il profite de la circonstance pour rattacher sa propre origine à celle du glorieux empereur, et qu'il écrive *Avo nostro* ?

Ce doute si fondé sur l'intégrité du texte de Nithard, infirme assez son autorité pour qu'on ne puisse l'opposer à ma thèse comme un argument insoluble. Le titre de l'ouvrage ne donnera lieu à aucune controverse, puisque les premiers éditeurs conviennent qu'il était classé parmi les anonymes, qu'il ne portait ni titre, ni nom d'auteur, et que P. Pithou l'a introduit dans la république des lettres sous le nom de Nithard. Personne ne réclamant, les éditeurs suivants ont consacré et rectifié les essais de P. Pithou. On pardonnera assez facilement à ce dernier de ne pas avoir étudié à fond l'histoire de saint Angilbert. Les éléments lui manquèrent; mais depuis que des recherches consciencieuses ont signalé tant d'erreurs sur le fait du mariage de saint Angilbert, la même excuse ne peut justifier les éditeurs qui l'ont suivi aveuglément.

RÉSUMÉ.

I. Nithard n'est point le fils d'Angilbert : 1^o Parce que le mariage de ce grand abbé n'a pu être consommé dans le temps indiqué par la chronique anonyme du ^{xii}^e siècle. 2^o Parce que l'argument tiré de la chronique d'Hariulf ne soutient pas la discussion d'une critique historique.

II. Nithard n'a pu être abbé de Saint-Riquier ni après Angilbert ni au milieu du siècle. Toute cette partie de l'histoire de Nithard a été ajoutée à la chronique d'Hariulf. On a même supposé deux autres abbés dont les noms ont été inconnus aux annalistes du monastère.

III. Nithard n'est point l'auteur du livre intitulé *Histoire des Dissensions des fils de Louis-le-Débonnaire*. Le titre de l'ouvrage est récent ; il est emprunté à un passage que la critique historique doit rejeter.

Il est toutefois permis de se demander après cette démons-

tration si ce personnage a réellement existé. Mabillon a discuté cette question, sinon au point de vue où je me suis placé, du moins pour éclaircir certains doutes sur l'identité de plusieurs personnages du nom de Nithard. Il cite: 1° Le neveu d'un évêque tué par les Suédois, en haine du nom chrétien, en 837. 2° Un abbé de Bavière à qui le roi Louis confirma des privilèges octroyés par Charlemagne. 3° Un moine de Prum à qui Loup de Ferrières adressait des lettres. Contemporain de l'historien, ce dernier pouvait être confondu avec lui: Toutefois Mabillon prouve que, s'il fut moine, il se retira dans le monastère de Saint-Riquier plutôt que dans celui de Prum (1). J'ajouterai à ces noms l'ambassadeur Nithard, dont il a été question plus haut. Est-ce lui qui est venu combattre les Normands sur les bords de l'Océan et de la Somme en 858 et 859? Blessé à mort, a-t-il été transporté à Saint-Riquier, tant à cause de la proximité que pour la vénération qu'il avait pour ce monastère (2)? Cette conjecture de dom Rivet ne me répugne pas. S'il faut admettre, pour ne pas heurter de front certaines traditions acceptées comme faits certains, qu'un guerrier ou un moine du nom de Nithard a été enterré dans l'église du monastère, je souscris volontiers à cette opinion, pourvu qu'on m'accorde qu'il n'a été ni abbé ni fils de saint Angilbert.

OPINION DES HISTORIENS SUR LE MARIAGE DE SAINT ANGILBERT (3).

1° Toute la légende du mariage de saint Angilbert repose uniquement sur une chronique anonyme.

(1) *Acta sanctorum, ibid.*

(2) *Histoire littéraire, ibid.*

(3) Je crois utile, en terminant, d'analyser les témoignages de plusieurs historiens, pour montrer quelles erreurs se propagent sur certains faits, quand on se contente de copier ou de paraphraser ses devanciers.

2° Le manuscrit d'Hariulfe a été interpolé sur ce fait. Il est dépourvu d'autorité.

3° Cette circonstance de la vie du grand abbé de Saint-Riquier, ignorée des auteurs contemporains, reste ensevelie dans les archives du monastère jusqu'au commencement du XVIII^e siècle. La chronique manuscrite de Jean de la Chapelle dépourville ce fait de tout ce qu'il a de scandaleux et égare certains historiens, qui n'eurent pas les moyens ou la pensée de vérifier les sources.

4° Lorsqu'en 1588 P. Pithou eut mis au jour l'ouvrage de Nithard (1), Paul Petau, son panégyriste trop enthousiaste, voulut compléter son œuvre par une savante dissertation sur la généalogie de Nithard. Il copia la légende de l'anonyme de Saint-Riquier, sans toutefois oser la suivre dans ses téméraires assertions : il atténua les torts d'Angilbert en affirmant qu'il n'était attaché à l'église avant son mariage que par le titre de clerc. Abstraction faite de la chronologie, rien de plus légitime et de plus glorieux que cette royale alliance.

On a admiré le luxe d'érudition de P. Petau : on a accordé à son *Syntagma* une autorité historique et on l'a cité en toute circonstance.

5° Plus sincère et plus judicieux, dom Hugues Maynard, dans ses observations au martyrologe bénédictin sur la fête de saint Angilbert (2), suit de point en point la chronique de Centule et ajoute que le saint abbé expia dans le monastère la faute de cette union sacrilège.

6° Le P. Malbrancq, dans son *Histoire des Morins* (3), copie une chronique manuscrite de Saint-Riquier : il orne son récit de monologues très-édifiants sur les dangers du monde, pour préparer la

(1) *Martyrologium Sanctorum ordinis S. Benedicti*. 1629.

(2) *Jacobi Malbrancq Audomariensis de Morinis*, t. II. 1639 à 1651.

(3) *Histoire Ecclésiastique d'Abbeville et du Ponthieu*. 1646.

retraite d'Angilbert et de Berthe : il ne reconnaît aussi que le titre de la cléricature avec l'apanage d'un bénéfice ecclésiastique.

7° Le P. Ignace, dans son *Histoire d'Abbeville* (1), nous renvoie à Jean de la Chapelle : il n'est question dans sa courte notice ni de sacerdoce ni de cléricature.

8° Toutes ces études le cèdent à celles de Bollandus (1). Le savant jésuite discute ce problème historique et en fait ressortir les invraisemblances. Il n'ose pourtant résoudre la question ni soupçonner la bonne foi de la chronique ; il manquait des documents connus depuis.

9° et 10° Le P. Lecoigne et dom Mabillon publient leurs observations sur ce fait historique (2). Dans la préparation simultanée de leurs ouvrages ils arrivent à des conclusions différentes.

Pour réfuter les arguments du P. Bollandus, l'illustre bénédictin hasarde des réponses qu'il ne produit qu'avec une certaine hésitation ; il se dégage à la hâte pour ne pas choir sur ce terrain glissant.

L'aventureux oratorien frappé de la vérité des objections qu'il a lues dans les *Acta Sanctorum*, s'attaque à la chronologie adoptée jusqu'alors, fait violence à tous les documents publiés, repousse le mariage et suppose un commerce criminel vers 794. D'après cette thèse, le remords poursuivant Angilbert, il se serait retiré à Centule en 796 pour faire pénitence, tandis que Berthe aurait continué de jouir, à la cour de son père, des honneurs dus à son rang.

On ne voit pas que Mabillon ni l'école Bénédictine (3) aient pro-

(1) *Acta Sanctorum*. 18 Februarii 1658.

(2) *Acta Sanctorum ordinis S. Benedicti*, t. V. 1677. — *Annales Ecclesiastici Francorum*, t. V, 1676.

(3) Voir entre autres, *Gallia Christiana*.... Dom Bulteau. *Abrégé de l'Histoire de S. Benott*. — *Histoire Littéraire de la France*. — *Histoire générale des Écrivains sacrés et ecclésiastiques*. — *Bibliothèque générale des Écrivains de l'Ordre de saint Benott*, aux articles Angilbert et Nithard. — *Rerum Gallicarum et Francicarum scriptores*. D. Bouquet, t. V.

testé contre cette téméraire interprétation des Annales de Saint-Riquier. Pour les savants disciples de Saint-Maur la question était jugée, depuis qu'il a été constaté par Mabillon que l'anonyme s'était trompé sur la question du sacerdoce : ils répètent en toute occasion qu'Angilbert épousa la princesse Berthe et en eut deux enfants, puis qu'il se retira, vers 790, au monastère de Saint-Riquier.

11° L'oracle de l'histoire gallicane (1), l'abbé Fleury traite assez cavalièrement cette question qui avait tant embarrassé la critique au siècle précédent : « Félix fut conduit à Rome par Angilbert, un » des seigneurs à qui Charlemagne avait plus de confiance et qui » avait eu deux fils de Berthe, fille de Charles, et avait été premier du palais du jeune Pépin, roi d'Italie, qu'il y suivit et demeura quelque temps. Ensuite il eut le gouvernement de la cote » maritime de France vers l'Océan et l'Angleterre : ce qui lui ayant » fait connaître le monastère de Centule ou Saint-Riquier, il s'y » retira, vers 790, et embrassa la vie monastique avec la permission du roi. »

12° Le superficiel abbé de Choisy, dans son *Histoire Ecclésiastique* (2), prononce en passant le nom d'Angilbert en qui il ne voit qu'un neveu de Charlemagne : il se tait sur la question du mariage.

13° Le P. Daniel (3), quand il nous parle d'Angilbert, nous donne une triste idée de ses études historiques ; il lui est permis de se taire sur le mariage d'Angilbert, mais on ne peut lui pardonner d'avoir tellement défiguré sa biographie, qu'il semble distinguer deux personnages, d'abord un jeune seigneur du nom d'Angilbert qui prit le nom d'Homère, puis Engilbert, un des secrétaires de Charlemagne, homme de beaucoup d'esprit.....

(1) *Histoire Ecclésiastique*. 1703.

(2) *Histoire de l'Église*, par l'abbé de Choisy. 1703 et 1723.

(3) *Histoire de France*, par le P. Daniel. 1713.

14° Le P. Anselme, dans les vastes recherches qu'exige son répertoire nobiliaire (1), touche la question du mariage de saint Angilbert : il ne l'accepte que sous conditions : 1° La circonstance du sacerdoce avant le mariage lui paraît une absurdité. 2° La retraite de Berthe à Centule ne soutient pas la critique historique, puisqu'on la représente à la cour, en 799, dans un équipage qui ne convient nullement à une recluse. 3° Il veut qu'on place la naissance de Berthe en 775 plutôt qu'en 779 ; autrement le mariage serait absolument impossible en 787.

15° Le P. Longueval, pour son *Histoire de l'Église Gallicane* (2), a étudié et Bollandus et Lecointe : il discute le texte d'Eginard, l'âge de Berthe, sa retraite à Centule, le sacerdoce d'Angilbert avant son mariage. Toutes ces circonstances lui paraissant renfermer des contradictions évidentes, il conclut ainsi : « On est » porté à croire que les enfants que Berthe eut d'Angilbert ne » furent que le fruit de la passion ou d'un mariage clandestin. » En citant la chronique d'Hariulfe et le Spicilège, il montre qu'il ne travaille que sur les ouvrages des écrivains antérieurs et qu'il n'a pas examiné les sources.

16° Alban Butler, auteur d'une *Vie des Saints* (3), nous apprend que Charlemagne permit à Angilbert d'épouser la princesse Berthe, sa fille.

17° Pour Velly (4), Angilbert était un jeune seigneur aimable, qui ne le parut que trop à la princesse Berthe, fille de Charlemagne : il en eut deux fils. « On a prétendu, mais contre toute vérité, qu'il

(1) *Histoire généalogique et chronologique de la maison royale de France*, etc. 1726 à 1733.

(2) *Histoire de l'Église gallicane*. 1730.

(3) *Vies des Pères, des Martyrs et des autres principaux Saints*, traduit de l'anglais par Godescart. 1763 à 1782.

(4) *Histoire de France*. 1763 à 1786.

» y avait eu mariage réel. Il y a toute apparence que cette aventure et le scandale que donna Hiltrude par ses galanteries avec un seigneur nommé Odilon, doivent être comptés au nombre des chagrins domestiques de Charlemagne. »

18° On dirait que Berault Bercastel s'est inspiré de Velly (1) : il voit aussi dans Engilbert, abbé de Saint-Riquier, « l'un des personnages les plus considérables de son temps par les grandes places qu'il occupa dans la monarchie, par son érudition qui lui fit donner le surnom d'Homère, par les talents d'agrément qui le rendirent le jeune seigneur le plus aimable de la cour, par ses liaisons mêmes avec la princesse Berthe, fille de Charlemagne, enfin par sa retraite édifiante du monde. »

19° Il était réservé à Gaillard de donner à quelques écoles historiques le dernier mot de l'érudition sur la cour de Charlemagne. Quand on a cité Gaillard il n'est plus permis de contester (2).

L'historien de Charlemagne s'exprime ainsi sur Angilbert et Berthe : « Berthe eut deux enfants d'Angilbert, un des seigneurs les plus aimables de la cour de son père. On pourrait induire du récit de quelques historiens que Berthe, du consentement de son père, avait épousé secrètement Angilbert : d'autres ne parlent point de son mariage ; d'autres disent clairement qu'il n'eut lieu qu'après qu'il eut été rendu nécessaire par la naissance de ces enfants. Un de ses successeurs nommé Anscher, qui, dans le xiii^e siècle, a écrit la *Vie d'Angilbert*, prétend qu'Angilbert était déjà prêtre lorsqu'il épousa la princesse Berthe, ce qui n'empêcha point Charlemagne de consentir à ce mariage. Ce trait n'est pas aussi dépourvu de vraisemblance que la décence des actes actuels pourrait le faire croire. Les mariages des prêtres n'étaient pas rares alors ; ce fut Charlemagne qui réforma cet usage comme un

(1) *Histoire générale de l'Église*. 1778.

(2) *Histoire de Charlemagne*. 1782.

» abus introduit à la faveur des guerres et de la licence. Mais il
» paraît en avoir profité pour réparer l'honneur de sa fille, et
» lorsque les prêtres eurent été rappelés à la loi du célibat, Angil-
» bert aura cru expier et sa galanterie et son mariage en se faisant
» moine. »

Pour ne pas rouler perpétuellement dans le même cercle, j'arrête ici les citations. Les auteurs modernes n'ont rien ajouté de nouveau.

Il reste prouvé qu'un écrivain anonyme a présenté à la piété des fidèles une vie de saint défigurée par des faits scandaleux et contraires aux données de la chronologie et de l'histoire contemporaine : que les historiens qui les ont recueilli les premiers ont négligé d'étudier l'ordre des temps ou supprimé des circonstances essentielles pour effacer le scandale : qu'en récusant le témoignage de l'écrivain comme erroné et en gardant la substance du fond, l'alliance d'Angilbert et de Berthe est devenue légitime et honorable.

Mais on a objecté un texte de l'historien Eginard contraire à ce mariage. Alors un écrivain assez paradoxal conclut à des liaisons criminelles. On le croit ; on développe sa thèse ; on invente un mariage clandestin caché à Charlemagne. On nie même qu'il y ait eu mariage. On glisse sur cette pente et saint Angilbert, le plus aimable des seigneurs de la cour, joue le rôle des héros de nos romans dans les intrigues d'amour. Quand on a l'attention de citer ses autorités, on renvoie à la vie de saint Angilbert, à la chronique d'Hariulf, à Jean de la Chapelle, qui ne partagent nullement les idées des historiens modernes.

C'est ainsi qu'un mensonge historique fait son chemin dans les livres, et l'on voit par ces contradictions combien il est nécessaire de remonter aux sources et de contrôler, par une critique exacte et impartiale, certains documents cachés au fond des bibliothèques.

OUVRAGES OFFERTS

Pendant le 3^e et le 4^e trimestre de 1870.

Par S. E. M. le Ministre de l'Instruction publique.

Revue des Sociétés savantes. Mars, avril, mai 1870.

II. Par S. E. M. le Ministre de la Marine et des Colonies.

Revue maritime et coloniale, liv. 115, 116, 117.

III. Par M. le Proviseur du Lycée d'Amiens.

Université de France. Académie de Douai. Lycée impérial d'Amiens. Année scolaire 1869-1870. Distribution solennelle des Prix, le 8 août 1870, sous la présidence de M. de Guigné, préfet de la Somme. Amiens, 1870, Jeunet. in-8.

IV. Par les Sociétés françaises.

1^o Congrès archéologique de France. xxxv session. Séances générales tenues à Carcassonne, à Narbonne, à Perpignan et à Béziers en 1868, par la Société française d'archéologie. 1 vol. in-8. — 2^o Bulletin de la Société d'émulation du département de l'Allier. Tome x. 4^e liv. Tome xi. 1^o liv. — 3^o Mémoires de l'Académie impériale des sciences, lettres et arts d'Arras. 11^e série Tome III. — 4^o Société archéologique de Rambouillet. Mémoires et documents. Tome 1^{er}. 1^{er} liv. — 5^o Mémoires de la Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts. Tome 14^e. — 6^o Société des sciences et arts de Vitry-le-François. III. — 7^o Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres du département d'Indre-et-Loire. 1869, nos 8 à 12. 1870, 1, 2, 3. — 8^o Mémoires de la Société d'archéologie lorraine. 2^e série. VIII, IX, X et XI vol. — 9^o Mémoires de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne. Année 1869. — 10^o Bulletin de la Société dunoise. nos 8, 9. — 11^o Bulletin de la Société d'études

scientifiques et archéologiques de la ville de Draguignan. 1^{er} sem. 1869. — 12^e Bibliothèque de l'école des chartes. Tome xxx. 6^e liv. xxxi. 1^e, 2^e, 3^e. — 13^e L'Investigateur, journal de l'Institut historique, n^{os} 422, 423, 424, 425. — 14^e Bulletin de la Société polymathique du Morbihan. 2^e sem. 1869. — 15^e Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes. Revue 1870. n^{os} 1, 2, 4, 5. — 16^e Matériaux d'archéologie et d'histoire, par MM. les Archéologues de Saône-et-Loire, n^{os} viii, ix, x, xi, xii, Tome ii, 1, 2. — 17^e Bulletin de la Société de statistique, sciences et arts du dép. des Deux-Sèvres 1870. 1, 2, 3, 4. — 18^e Bulletin de la Société d'histoire naturelle de Colmar. 10^e année 1869. — 19^e Mémoires de la Société impériale d'agriculture, de sciences et d'arts séant à Douai. 2^e série, tome ix. — 20^e Recueil des notices et mémoires de la Société archéologique de la province de Constantine. 2^e série. tome iii. — 21^e Mémoires de la Société impériale des antiquaires de France. 4^e série, tome 1^{er}. — 22^e Recueil des publications de la Société impériale havraise d'études diverses de la 35^e année. 1868. — Procès-verbaux des séances. 1869, nov. décem. — 1870, janv. fév. mars. — 23^e Travaux de l'Académie impériale de Reims. 46 et 47^e année. — 24^e Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne. Année 1869. 2^e trim. — 25^e Mémoires de la Société académique de l'Oise. Tome vii. 2^e partie. — 26^e Bulletin de la Société d'archéologie et de statistique de la Drôme. 17^e, 18^e liv. — 27^e Annales de la Société d'agriculture, sciences, arts et commerce du Puy. Tome xxix. — 28^e Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Clermont-Ferrand. Tom. x, xi. — 29^e Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de Poligny, 1869. n^o 12. 1870. n^{os} 1, 2, 3, 4, 5. — 30^e Bulletin du Comice agricole d'Abbeville, n^{os} 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9. — 31^e Précis analytique des travaux de l'Académie impériale des sciences, belles-lettres et arts de Rouen, pendant l'année 1868-1869. — 32^e Société d'Emu-

lation de Roubaix. Séance solennelle du 17 décembre 1869. — 33° Annuaire de la Société philotechnique. Année 1869, tome xxxi. — 34° Mémoires de la Société archéologique de Touraine. Tome xx. Documents inédits sur les arts en Touraine. — 35° Bulletin de la Société archéologique de Touraine. 2° trimestre de 1868. — 36° Mémoires de la Société d'Emulation de Montbéliard. 2° série. Complément du tome 2 et du tome 3. — 37° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts du département de la Haute-Saône. 3° série, n° 2. — 38° Bulletin de la Société académique de Poitiers. n° 128, 144, 145, 146, 147. — 39° Bulletin de la Société des antiquaires de l'Ouest. 1^{er} trimestre de 1870. — 40° Mémoires de la Société impériale archéologique du midi de la France. Tome ix. 6^e liv. — 41° Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente. 4^e série. Tome vi. 1^{re} partie. — 42° Opinion de la Province sur la question des arènes gallo-romaines de Paris. Paris 1876. Société de numismatique et d'archéologie. in-8. — 43° Bulletin de la Société académique de Laon. Tome xviii. — 44° Annales de la Société d'émulation du département des Vosges. Tome xiii. 2^e cahier. — 45° Mémoires de la Société des sciences naturelles, des lettres et des beaux-arts de Cannes et de l'arrondissement de Grasse. 1^{er} vol. — 46° L'Agronome praticien, Journal de la Société d'agriculture de Compiègne. n° 14. — 47° Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe. Tome xix, 1^{re} liv. — Tome xx, 1^{er} trim. de 1870. — 48° Annales de la Société académique de Nantes. 1869, 2^e sem. — 49° Recueil des travaux de la Société libre d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de l'Eure. 3^e série. Tome ix. — 50° Mémoires de l'Académie des sciences, belles-lettres, arts, agriculture et commerce du départ. de la Somme. 2^e série. Tome vii. — 51° Bulletin de la Société archéologique de l'Orléanais. Table du tome iv°. n° 60, 61, 62, 63. — 52° Bulletin de la Société académique du Var. 2^e série. Tome iii. — 53° Bulletin de la Société ar-

chéologique et historique du Limousin. Tome XIX. — Nobiliaire du Limousin. Tome II, f. 38 à 57. — 54° Bulletin des travaux de la Société libre d'émulation du commerce et de l'industrie de la Seine-Inférieure. 1869-70. n° 1. — 55° Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace. Tome VII. 2° liv. — 56° Mémoires de la Société des sciences, de l'agriculture et des arts de Lille. 3° série. 7° vol. — 57° Bulletin du Comité flamand de France. Tome IV. n° 12. Tome V. n° 6. — 58° Annales de la Société impériale d'agriculture, industrie, sciences, arts et belles-lettres du départ. de la Loire. Tome XIII. — 59° Mémoires de la Société d'agriculture, d'industrie, des sciences et des arts de l'arrond. de Falaise. Année 1869. — 60° Bulletin de la Société impériale des Antiquaires de France. 1^{er} trim. 1870. — 61° Bulletin de la Société archéologique de Nantes. 4° trim. 1869. — 62° Bulletin de la Société industrielle d'Amiens. Tome IX. n° 4 et 5.

V. Par les Auteurs.

1° M. Le Maistre, par Albert Albrier. Dijon, 1870, in-8. — 2° Hagiographie du diocèse d'Amiens, par M. l'abbé J. Corblet. Tome II. — 3° Notice sur le docteur Adrien Roubaud, médecin en chef de l'hôpital de Gap, né à Amiens (Somme), le 2 janvier 1812, décédé à Gap (Hautes-Alpes), le 11 avril 1870, par J.-E. Minjollat de la Porte. Reanne, 1870, Ferlay. in-8°. — 4° Recherches sur les monnaies des comtes de Namur, par Renier Chalon. Suppléments. Bruxelles, 1870, Decq. in-4. — 5° La Phonographie internationale, par M. Ed. Paris, 2° partie. — 6° Les coupures ou fragments épars détachés d'œuvres inédites. Essai de tablettes liégeoises, par Alb. d'Otreppe de Bouvette. 105° liv. Liège, 1870. in-18. — 7° Monographies picardes ou études historiques sur les communes. Davenescourt, par l'abbé E. Jumel. Amiens, 1870, Lenoël-Herouart. 1 vol. in-8. pl. — 8° Don Juan Perez, par M. R. Chalon. — 9° Curiosités numismatiques. Pièces rares ou inédites, par M. R. Chalon. 16° article. —

10° De quelques contradictions de S. Grégoire de Tours au sujet de ses prédécesseurs, par M. Ch. Salmon. Amiens, 1870, Caillaux. in-8. — 11° Crévecœur-le-Grand. Terre et seigneurie. Etudes historiques et esquisses biographiques, par M. Louis Hubert. Saint-Quentin, 1870, J. Moureau. 1 vol. in-8. — 12° L'Administration provinciale et communale en France et en Europe, 1785-1870, par M. A. Hesse. Amiens, 1870, Alf. Caron. 1 vol. in-8.

VI. Sociétés étrangères.

1° Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut. 3° série. Tome iv. — 2° Institut archéologique de la province de Luxembourg. Annales. Tome vi. 1^{er} cahier. — 3° Annual report of the Commissioner of Patents for the year 1867. Washington, 1868. 4 vol. in-8. — 4° The numismatic chronicle and journal of the numismatic Society. N° xxxvii. — 5° Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève. Tome xvii, liv. 2. — Des premiers monuments chrétiens de Genève et spécialement d'une lampe en terre cuite avec l'effigie des douze apôtres, par J.-B. de Rossi. Tome 1^{er}, cahier 1^{er}. in-4. fig. — 6° London and Middlesex archaeological Society. A description of the roman tessellated pavement found in Bucklersbury; with observations on analogous discoveries. By John Edward Price. 1 vol. in-4. pl.

VII. Publications périodiques.

1° Journal des beaux-arts. n° 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21. — 2° Messager des sciences historiques ou Archives des arts et de la bibliographie de Belgique. 1870. 2° liv. — 3° Revue de l'Art chrétien. n° 5.

TABLE DES MATIÈRES.

A

- Allocation du département. 76.
- du Ministre de l'Instruction publique. 70. 394.
 - municipale en faveur du Musée. 70.
- Amiens. État de la ville en 1633. 23.
- — en 1635. 26.
 - — en 1636. 28.
 - Recherches sur divers points de son histoire. 212. 220.
 - — Cathédrale — Vitraux. 44.
 - — — Gloire. 192. 194.
 - — — Stalles. 353.
 - — — Tombes en bronze. 361.
 - — Chapelle St-Honoré. Sa démolition. 142. 158.
 - — Famines à Amiens. 351.
 - — Faubourg St.-Pierre. (Trouvailles). 352.
 - — Pestes à Amiens. 351.
 - — Rue Allart. (Trouvailles). 75.
 - — Rue Boucher de Perthes. (Tombeau). 347.
 - — Rue du Bloc. (Nom à conserver). 38. 43.
- Angilbert (Saint). Son mariage. 83. 101.
- Antoine (M.) Membre de la section des Beaux-arts. 15.
- Appelle l'attention sur la nécessité d'inviter les entrepreneurs à réserver pour le Musée les objets qu'ils trouvent. 17.

Antoine (M.) Informe d'une trouvaille de médailles à Thésy. 42.

— Délégué à la réunion de la Sorbonne. 138.

— Ses observations sur le projet de cession du Musée.
187. 188.

— Membre de la commission des comptes. 306.

Arènes de Paris. 357. 365.

Ault. Documents sur le canton. 76.

B

Barbier (M.) offre un moulin en pierre trouvé rue Allart. 75.

Baril (M.) fait don d'un portrait de M. Berville. 166.

Barni (M.) Sa donation en faveur du Musée. 74. 77. 161.

Basile (M.) offre une statue en bronze de la Vierge. 8.

Bazot (M.) Vice-Président. 1.

— De la Commission du Musée. 11. 131.

— De la Commission des recherches. 11. 132. 306.

— Présente son compte de recettes et de dépenses
pour 1867. 14. — pour 1868. 135. — pour 1869. 305.

— De la section de numismatique et de sigillographie. 15.

— Demande l'approbation officielle des comptes de la
Commission de construction du Musée, avant de la
relever de ses fonctions. 16.

— Chargé, avec M. Garnier, de recevoir les trouvailles. 17.

— Note sur les fouilles de Framerville. 38. 53.

— Délégué pour la visite à M. Boucher de Perthes. 43.

— Note sur des monnaies trouvées à Thésy. 47. 61.

— Élu Président pour 1869. 81.

— Son discours d'installation. 123.

— De la Commission de cession du Musée. 132. 306.

— Note sur un mortier en pierre. 159.

— Un mot sur la donation Barni. 161.

Bazot (M.) Note sur une trouvaille de monnaies à Tronchoy. 166.

- Demande une rectification à un article de la Revue des Sociétés savantes. 171.
- Projet de cession du Musée. 174.
- Notice sur les ateliers monétaires d'Amiens. 202. 206.
- Rapport sur la question du Musée. 256.
- Réponse à MM. Tilloy, Crampon et Dubois, nommés membres titulaires. 275.
- Nommé Président pour 1870, il n'accepte pas. 283.
- Donne sa démission de trésorier. 283.
- Observation sur une communication relative au Musée. 288. 399.
- Donne sa démission qui n'est point acceptée. 294.
- Des remerciements lui sont votés. 306.
- Note sur une trouvaille faite à Francières. 364. 389.
- Nouveaux renseignements sur J. Rohault. 369.
- Note sur une médaille trouvée à Amiens. 366.
- De la Commission pour les fouilles de Moreuil. 387.
- Communication relative à M. Charvet. 387. 391.
- Mesures à prendre pour la conservation des objets précieux du Musée en cas d'invasion. 400.

Beauvais. Exposition d'objets d'art. 172.

Bellanger (M.). Sa mort. 203.

Berville (M.). Son portrait, 166. 167. 173. 255. 258.

Bibliothèque Mazarine (la) demande les Mémoires de la Société, qui lui sont accordés. 160.

Blanchard (M. l'abbé) offre quelques pièces manuscrites relatives à St.-Acheul. 131.

Blasset. Note sur un dessin de cet artiste. 362. 374.

Boucher de Perthes (M.). Une visite lui est faite au nom de la Société. 43.

Boucher de Perthes (M.) Fait don de bahuts sculptés. 69.

— Sa mort. 74.

— Sa promesse d'une collection de silex
143. 149.

— Monument à sa mémoire. 346.

Boufflers (Joseph de). Son épitaphe à Gènes. 141.

Boulangers. Leur patron. 137.

Boutillerie. Découvertes d'objets antiques. 282.

Boves. Pierre druidique trouvée. 44. 47. 138.

Breuil (M.). Son portrait donné par sa veuve. 132.

Bureau de la Société. Sa composition pour 1868. 1.

. — Son installation. 1.

— Sa composition pour 1869. 80.

— Son installation. 115.

— Sa composition pour 1870. 283.

— Son installation. 294.

C

Caix. Trouvailles d'objets divers 167. 172. 220.

Calonne (M. Albéric de) communique un état de la noblesse du Pon-
thieu en 1576. 348.

Canotiers d'Amiens. Ils font don de leurs insignes. 170.

Cathédrale d'Amiens. Vitraux. 44.

— Gloire. 192, 194.

— Stalles. 353.

— Tombes en bronze. 361.

Chapelle et fontaine St.-Julien. 389.

Chapelle St.-Honoré du faubourg de Beauvais d'Amiens. Sa démo-
lition. 142.

— Pierres tombales à recueillir. 142. 158.

Charvet (M.), marchand de médailles. Son acquisition des médailles
de Glisy. (Incident). 387. 391.

Chopin-Dallery (M.) offre le buste le Dallery. 70. 159.

Clarisses. Inscriptions funéraires. 389. 401.

Cocheris (M.) nommé correspondant. 346.

Coët (M.) obtient le prix pour son histoire de Roye. 173. 206.

— Ses remerciements. 193.

— Demande l'impression de son travail. 386.

Commission de cession du Musée. 11. 132. 306.

— Des remerciements lui sont votés. 189.

Commission des comptes. 11. 131. 306.

Commission des recherches. 11. 132. 306.

Commission d'impression pour 1868. 11.

— pour 1869. 131.

— pour 1870. 306.

— Tous les ouvrages de longue étendue lui
seront renvoyés avant le vote sur l'im-
pression. 253.

Commission du Musée. 11. 131.

Commission pour une inscription au Musée. 204. 307. 353.

Concours académique de 1869. M. Garnier est délégué. 171.

— Rapport sommaire. 255. 312.

— Lauréats. 313.

— de 1870. MM. Corblet et Salmon délégués. 312.

Concours de la Société. — 1869. — Histoire de la ville de Roye. 42.

— Rapport sommaire. 133.

— Rapport par M. Salmon. 172.

— 1870. — Histoire de Doullens pendant la révolution. 350.

— Discussion à ce sujet. 350. 356. 390.

Congrès international de Bologne. 385. 390.

Corblet (M.) De la commission d'impression. 11. 131. 306.

— — des recherches. 11. 132. 306.

— De la section de bibliographie et du moyen-âge. 15.

- Corblet (M.) Expose la situation de la commission du Musée. 15.
- De la commission du concours. 42.
 - Délégué à la réunion de la Sorbonne. 135.
 - Origine du patronage des boulangers. 137.
 - Épitaphe de Jos. de Boufflers. 141.
 - Appelle l'attention sur la pauvreté de notre collection de silex. 149.
 - Proteste au nom de la Commission de construction du Musée contre certains actes de son ancien président. 152. 157.
 - Son opinion sur les mortiers de pierre. 160.
 - Observations sur le projet de cession du Musée. 180. 187. 201. 398.
 - Notice sur Democharès et l'origine du mot *Mouchard*. 202. 206.
 - Délégué pour le concours académique de 1870. 312.
 - Signale des trouvailles faites à St.-Roch. 315.
 - Note sur les arènes de Paris. 358. 365.
 - Notice sur les tombes en bronze de la cathédrale. 361.
 - Note sur les inscriptions funéraires trouvées dans l'ancien couvent des Clarisses. 389. 401.
- Crampon (M.) nommé titulaire résidant. 258.
- Son discours d'installation. 263.
- Crauk (M.) De la section des Beaux-arts. 11.
- De la commission de l'exposition. 137.
 - De la commission d'inscription du Musée. 307.
- Croy. Notice par M. l'abbé Jumel. 80.

D

- De Cyzancourt (M.) (Raymond-Méniolle). Sa mort. 318.
- Dallery (Charles), mécanicien. Son buste. 70. 159.

Damiens (M.) Observations sur les concours. 207.

Darsy (M.). De la commission du concours. 42.

— Délégué à la réunion de la Sorbonne. 135.

— La mise en distribution de son premier volume des *Bénéfices du diocèse d'Amiens* est autorisée. 195.

— De la commission des comptes. 306.

— Son rapport. 317.

De Cagny (M. l'abbé). Note au sujet du lieu de naissance du P. Longueval. 17.

— Sur des trouvailles à Falvy. 41.

— Fait don de son histoire de l'arrondissement de Péronne. 193.

— Note sur une trouvaille à Pargny. 203.

Delattre (M.) envoie un acte d'Enguerrand de Monstrelet. 185. 136.

— Catalogue de sa collection. 214.

Demarsy (M.). Note sur la mort de Rohault. 12. 21.

— Délégué au congrès de Copenhague. 209.

— Note sur une religieuse de Port-Royal exilée à Amiens. 319. 326.

— — sur Lihons-en-Santerre. 320.

Dergny (M.) de Grandcourt offre divers documents relatifs aux cantons de Gamaches, d'Ault et de St.-Valery. 76.

Desmaze (M.). Notice sur Jacques Bauchant. 220. 226.

Dons faits au Musée. 69. 70. 71. 75. 80. 135. 159. 167. 170. 254. 282. 350. 352.

Doullens. Histoire de cette ville pendant la révolution. 350. 356.

Du Cange. Notice sur Lihons-en-Santerre. 320.

Dubois (M.). Recherches sur divers points de l'histoire d'Amiens. 212. 220.

— Nommé membre titulaire. 257.

— Son discours de réception. 267.

Dubois (M.). Recherches sur la famille Delambre. 347.

— Note sur les pestes d'Amiens. 351.

— De la commission des fouilles de Moreuil. 387.

Dufour (M.) Nommé de ne faire aucune dépense pour le Musée sans
l'autorisation de la Société. 82. 132.

— — de remettre les clefs et les comptes. 132.

— Un procès lui est intenté. 140.

— Ses réserves relatives aux comptes du Musée. 398.

Du Fresne de Francheville. 83. 101.

Du Gard. Famille picarde. 320. 347.

Dumesnil (M.). Ses fouilles à Framerville. 38. 53.

Dusevel (M.). Notice sur la chapelle et la fontaine de St.-Julien. 389.

Dutilleux (M.) De la commission du Musée. 11. 131.

— De la section des Beaux-arts, de Sigillographie et du
Moyen-Age. 15.

— Note sur la pierre druidique de Boves. 44.

— Observations sur les travaux qui s'exécutent au
Musée. 81.

— De la commission des recherches. 132.

— De la commission de cession du Musée. 132.

— De la commission des comptes. 135.

— Propose une exposition d'objets d'art. 136.

— De la commission d'exposition. 137.

— Nommé chef de division à la Préfecture de Versailles,
il donne sa démission; il est nommé correspon-
dant. 313.

Duval (M.). De la commission d'exposition. 11.

— De la commission de cession du Musée. 11. 132. 306.

— Notice sur un vitrail de la cathédrale d'Amiens. 44.

— Rapport au nom de la commission de cession du
Musée. 70. 77. 83.

Duval (M.). Observations sur le projet de cession. 185. 187.

— Nommé vice-président. 283.

Duvette (M.). De la section des Beaux-arts. 15.

— De la commission d'exposition. 137.

— Nommé trésorier. 284.

E

Exposition d'objets d'art. — Projet. 137.

— Nomination d'une commission. 137.

— Ajournement. 192.

F

Famines à Amiens. 351.

Féragu (M.) sollicite une souscription pour 2 tableaux qu'il met en loterie. 131.

Fleury (M.) offre un mortier en pierre. 159.

Flixecourt. Notice par l'abbé Jumel. 317.

Fontaine St.-Julien. 389.

Forceville (M. Gédéon de) appelle l'attention sur l'administration du Musée. 11.

— De la section des Beaux-arts. 15.

— Observations sur la cession du Musée. 45.

— De la commission de cession. 132. 306.

— De la commission d'exposition. 137.

— Délégué pour la visite à M. Boucher de Perthes. 149.

— Observations sur le paiement des dettes du Musée. 189.

— De la commission d'inscription. 204. 307.

— A entrepris une statue de Delambre. 347.

— Un mot sur les arènes de Paris. 357.

Framerville. Fouilles exécutées. 38. 47. 53. 205. 217.

Francières (Canton d'Ailly-le-Haut-Clocher). Trouvailles. 364. 389.

G

Gamaches. Documents sur ce canton. 76.

Gandolfi (M^{me}) réclame deux statues de son mari déposées au Musée. 131.

Garnier (M.). De la commission d'impression. 11. 131. 306.

— De la commission du Musée. 11. 131.

— Présente l'état du dépôt des publications de la Société. 14.

— De la section de Bibliographie, de Numismatique, de Sigillographie et d'Archéologie. 15.

— Délégué avec M. Bazot pour recevoir les objets trouvés. 17.

— De la commission du concours. 42.

— Délégué pour le concours académique de 1869. 171.

— Note sur des objets trouvés à Caix. 172.

— Rapport sur les travaux de l'année 1869. 204. 206.

— Observation sur le vote relatif à l'impression des Mémoires. 253.

— Demande à être seul chargé de la rédaction du Bulletin. 307.

— Son avis sur la souscription Bouvier. 311. 317.

— Rend compte du concours académique. 255. 312.

— Une somme de 200 fr. est mise à sa disposition pour acquisitions à faire pour le Musée. 316.

— Note sur une trouvaille rue Boucher de Perthes. 347.

— Note sur un dessin de Blasset. 362. 374.

— De la commission pour les fouilles de Moreuil. 387.

— Notice sur M. G. Souquet. 400.

Garot (M.) offre divers objets trouvés à St.-Roch. 315.

- Glisy. Médailles acquises par M. Charvet. Incident. 387. 391.
Gloire du chœur de la cathédrale. 192. 194.
Goblet (M.) avocat de la Société. 132.
Godefroy-Menilglaise (M. de) adresse trois notes relatives à Amiens
au xvii^e siècle. 18. 23.
Gomart (M.) présente un plan de la ville de Roye. 12.
Grattier (M. de). Notice sur la guerre des Bellovaques. 193. 211.
— Propose des remerciements à la commission du
Musée. 212.
— Sa mort. 311. .
Grégoire de Tours. Ses contradictions relativement à ses prédé-
cesseurs. 317. 333.
Grenier (Dom). Catalogue de ses œuvres. 207.
Guigné (M. de), Préfet, nommé Président d'honneur. 351.
— Préside la Société et la remercie. 355.
Guillaume d'Auribeau (M.), Préfet, nommé membre honoraire. 151.
— Ses remerciements à son départ. 314.

II

- Ham. (Pièces relatives à cette commune). 135.
Hamencourt. Chapelle et fontaine St.-Julien. 389.
Henocque (M.) De la commission d'inscription pour le Musée.
204. 306.
— Résume la note de M. l'abbé Hoin sur les trou-
vailles de St.-Riquier. 284.
— Note sur les fouilles de St.-Riquier. 310. 317.
— Étude sur Nithard. 392. 404.
Herbault (M.). De la section des Beaux-arts. 15.
— Description d'un moulin en pierre trouvé rue
Allart. 80.
— Un mot sur les arènes de Paris. 357.

Herbault (M.). Son avis sur les tombes de bronze de la cathédrale. 361. 362.

Herbinghem (M. d'). Observations sur les dettes du Musée. 156.

Herly. (Trouvailles faites). 169.

Hesse (M.). De la commission de cession du Musée. 11. 132. 306.

— Rapport sur la situation financière de la Société. 21. 37.

— De la commission des comptes. 135.

— Vice-Président pour 1869. 81.

— Souvenirs de Naples et de Pompéi. 202. 206.

— Nommé Président pour 1870. 283.

— Son discours d'installation. 294.

— Essai sur l'administration provinciale et communale en France et en Europe, 1785-1870. 394.

Hoin (M. l'abbé). Note sur les trouvailles faites à St.-Riquier. 284.

Hubert (M. Charles). Note sur le Musée. 73.

— Offre une médaille de Dioclétien. 134.

Hubert (M. Louis). Note sur la famille de Bonnivet. 209.

— Essai historique sur le bourg de Crèvecœur-le-Grand. 394.

Huchette (M.) obtient le prix Du Cange au Lycée en 1868. 73.

I

Inscription commémorative à placer au Musée. 203. 307. 353.

Inscriptions funéraires du couvent des Clarisses. 329. 401.

J

Jetons de présence. Seront reçus en acquit de la cotisation. 319.

Jeton du Comice agricole de Château-Thierry. 350.

Jonchery (M.), avoué de la Société. 132.

Josse (M.) fait don de divers objets. 71.

Jourdain (M.), membre titulaire. Président. 1.

- Son discours d'installation. 3.
- De la commission de cession du Musée. 11. 132. 306.
- Propose d'organiser la Société en sections pour le catalogue du Musée. 14.
- De la section du Moyen-âge. 15,
- Sa lettre au Préfet au sujet du Musée. 19.
- Sa réponse à la Société des Amis des Arts. 39,
- Expose la situation du Musée. 42. 45. 46.
- Donne sa démission de Président qui n'est point acceptée. 46.
- Reprend la présidence. 69.
- Nommé Président pour 1869; il n'accepte pas. 81.
- Son discours en installant son successeur. 115,
- De la commission de l'exposition. 137.
- Observations sur le projet de cession. 183.
- Son travail sur la gloire du chœur de la cathédrale. 192. 194.
- Propose une inscription pour le Musée. 203.
- Communication relative au Musée. 284.

Jourdain (M. l'abbé), aumônier, offre 7 pièces manuscrites relatives à Ham et aux environs. 135.

Jumel (M. l'abbé). Notice sur Croy. 80.

- Appelle l'attention sur la conservation des pierres tombales des églises. 210.
- Notice sur Flixecourt. 317.

L.

Labbé (M. Charles) promet tous les objets qui pourront se rassembler à St.-Roch. 315.

Leblanc (M.) offre divers objets trouvés à Caix. 167. 172. 220.

Ledieu (M.) fait don des œuvres de Delambre. 347. 379.

Lefèvre-Marchand (M.). Notice sur la maison de Pas-Feuquières.
174.

Leleu (M.). De la section de Bibliographie et d'Archéologie. 15.

— Son rapport sur l'ouvrage de M. Peigné : *les Normands dans le Noyonnais*. 75. 90.

— Nommé Secrétaire annuel. 283.

Lemoine, peintre. Ses tableaux. 40. 194. 307.

Le Tellier (M.). De la section des Beaux-arts. 15.

— De la commission d'exposition. 137.

— De la commission d'inscription du Musée. 204. 307.

— Notice sur le peintre Lemoine. 307.

— Note sur la Joneuse aux osselets. 367.

Letocart (M.) fait don d'une médaille hollandaise. 254.

Leullier (M^{me}) fait don d'un Christ en faïence. 352.

Lihons-en-Santerre. 320.

Longueval (Le Père). Lieu de sa naissance. 17. 37.

Louise (M.) fait don d'un jeton du Comice agricole de Château-Thierry. 350.

Lucas (M.). *La Maison*. (Étude). 205. 206. 234.

MM

Marville (M.). Notice sur les villas mérovingiennes et carlevingiennes. 204. 318.

Médailles trouvées à Glisy. 387. 391.

— à Thésy. 42. 47. 61.

— à Herly. 169.

— à Tronchoy. 166.

Mémoires de la Société. Ils sont donnés à la Bibliothèque Mazarine. 161.

Membres admis. 203. 257. 289. 346.

Ministre de l'Instruction publique. Informe de la réunion de la Sorbonne et de la distribution des récompenses aux Sociétés savantes. 13. 134. 313.

— Réclame quelques Bulletins de la Société. 17.

— Alloue une somme de 500 fr. 70.

Monnaies. (Voy. Médailles.)

Montalembert (M. le C^{te} de). La Société souscrit à la médaille frappée en son honneur. 364.

Moreuil. Découverte d'un cimetière mérovingien. 387.

Mortiers en pierre. 71. 159.

Mortillet (M. de) met en vente sa collection d'objets préhistoriques. 14.

Musée. Commission. 11. 131.

— Organisation de la Société en sections correspondant à ses diverses spécialités. 14,

— Commission de construction. — Sa situation. — Ses observations. 15. 157.

— Une somme de 200 fr. est mise à la disposition du secrétaire perpétuel pour acquisitions. 316.

— Projet de cession. 42. 45. 72. 73. 76. 83. 155. 168. 174. 189. 256. 284. 314.

— Note sur le passé et le présent du Musée. 155.

— Protestation de la commission de construction. 157.

— Observations à propos des dettes du Musée. 189.

— Discussion à propos des comptes. 256.

— Fermages des terrains domaniaux. 314.

— Inscription commémorative. 203. 307. 353.

— Décret autorisant la cession à la ville. 395.

N

Nacfer (M.), peintre. Demande à étudier au Musée. — Incident. 137. 138.

Namply (M^{me} de) offre un mortier en pierre. 71.

Namur (M.). Sa mort. 150.

Nithard. Étude par M. l'abbé Hénecque. 392. 404.

Normands dans le Noyonnais. 47. 75. 90.



Objets offerts. (Voy. Dons.)

Objets préhistoriques. Vente de M. de Mortillet. 14.

— Promesse de M. Boucher de Perthes. 143. 149.

— Pauvreté de notre collection. 149.

— Congrès d'archéologie préhistorique. 346.

Ouvrages offerts. 29. 37. 47. 67. 103. 143. 171. 193. 196. 247.
289. 307. 315. 341. 375.



Pargny. (Trouvailles). 203.

Peigné-Delacourt (M.) demande des renseignements sur les lieux
commençant par *Bouch*. 48.

— Sa notice sur les Normands dans le Noyon-
nais. 47. 75. 90.

Péronne. Histoire de l'arrondissement, par M. P. De Cagny. 193.

Pestes à Amiens. 351.

Plessis-Bellière (M. le marquis de) offre son concours et l'hospitalité
aux membres que la Société enverra pour exé-
cutter des fouilles à Moreuil. 387.

Poiré (M. l'abbé). Ses fouilles à Framerville. 38. 53. 205. 217.

— Une somme de 100 fr. lui est allouée pour les
continuer. 47.

— Ses fouilles à Herly. 169.

— Ses découvertes à Moreuil. 387.

Port-Royal. Religieuse exilée à Amiens. 319. 326.

Pouy (M.) De la commission de Bibliographie et des Beaux-arts. 15.

- Offre une thèse historiée du portrait de S. Jérôme. 18.
- Note sur un tableau de Lemoine. 40. 194.
- Notice sur F. Faure, évêque d'Amiens. 75.
- Note sur Dufresne de Francheville et le mariage de S. Angilbert. 83. 101.
- De la commission d'impression. 131. 306.
- De la commission des recherches. 131.
- De la commission des comptes. 135. 306.
- Notice sur la famille Du Gard. 320. 347.
- Note sur les famines à Amiens. 351.

Prix Du Cange fondé au Lycée d'Amiens. Remporté en 1868 par
M. Huchette. 73.

Prix Le Prince remporté en 1869 par M. Coët, pour son histoire de
Roya. 173. 206.

Procès contre M. Dufour. 132. 140.

Procédure féodale. 362. 393.

R

Rembault (M.). De la commission d'impression. 11. 131. 306.

- De la commission des recherches. 11. 132. 306.
- De la section de Bibliographie. 15.
- Note sur une charte relative à S. Christ. 37. 48.
- Note pour la conservation du nom de la rue du Bloc. 38. 43.
- Sur un voyage en Picardie par Justinus. 38.
- De la commission du concours. 42.
- Signale un ouvrage de Jacques, bastard de Bourbon, commandeur de St.-Maulvis. 74.
- Observation sur une séance du conseil municipal. 77.
- De la commission de cession du Musée. 132. 306.

Rembault (M.). Nommé secrétaire annuel. 81.

— De la commission d'inscription pour le Musée. 204. 307.

— De l'insuffisance de la subvention pour acquisition d'objets. 316.

— Observations sur la cession du Musée. 398.

Revue de Numismatique belge. Incident relatif aux médailles de Glisy. 388. 391.

Règlement. Modification à apporter. 350. 356. 390.

Revue des Sociétés savantes. Rectification. 171.

Rohault (Jacques). Date de sa mort. 12. 21. 369.

Roquemont (M. de) proteste contre certains actes où l'on fait intervenir la commission démissionnaire du Musée. 154.

— Observations sur le projet de cession. 188. 398.

— Étude sur la procédure féodale. 362. 393.

Rosny (M. H. de) fait hommage de son histoire du Boulonnais. 139.

Rousseau (M.), graveur, offre plusieurs de ses œuvres. 71.

Roye. Histoire de la ville par M. Coët. 173. 206. 386.

Roze (M. l'abbé). Extrait de la chronique de Dom Cotron sur les stalles de St.-Riquier. 352.



Saint-Acheul. (Pièces manuscrites y relatives). 131.

Saint-Christ. (Charte y relative). 17. 48.

Saint-Riquier. Découverte d'un cimetière mérovingien. 284. 310. 317.

— Stalles de l'église. 352. 355.

Saint-Roch. (Trouvailles). 315.

Saint-Valery. Documents sur le canton. 76.

Salmon (M.) Discours en installant le bureau pour 1868. 1.

- De la commission d'impression. 11. 131. 306.
- De la section du moyen-âge. 15.
- De la commission du concours. 42.
- Rapport sur l'histoire de Roye. 172, 206.
- De la commission d'inscription du Musée. 204. 307.
- Note sur l'époque de la mission de S. Saturnin. 213.
- Demande que le secrétaire perpétuel soit seul chargé de la rédaction du Bulletin. 307.
- Délégué pour le concours académique. 312.
- Notice sur les contradictions de Grégoire de Tours. 317. 333.

Séance publique. 48. 172. 173. 205. 368. 390.

Signouret (M.) fait don d'une collection du *Journal d'Amiens*. 171.

Société des Amis des Arts. Incidents au sujet de son exposition. 20. 39. 70. 73.

Souplet (M.) lègue 1,000 fr. pour acquisition d'un tableau. 80. 143. 151.

Souscription Bouvier. Proposition de remboursement. 311. 317.

Souscription pour le piédestal de la statue de Racine à la Ferté-Milon. 385.

Souscription pour les tableaux de M. Féragu. 131.

Stalles de la cathédrale. 353.

- de Saint-Riquier. 352. 355.

T

Tailliar (M.) Étude sur la féodalité en Picardie. 45.

Tercier. Demande de renseignements sur cette famille. 14.

Terrains domaniaux compris dans le Musée. Fermages. 314.

Thèse historique. 18.

Thésy. (Médailles trouvées). 42. 47. 61.

Tilloy (M.) fait don d'un acte signé Lhomond. 217.

Tilloy (M.) Nommé titulaire résidant. 257.

— Son discours de réception. 250.

Tombeaux de pierre trouvés rue Boucher de Perthes. 347.

— — au faubourg St-Pierre d'Amiens. 352.

— — à Framerville. 38; 53.

— — à Moreuil. 387.

— Discussion à l'occasion de ces tombeaux. 218.

Tombe en bronze. 361.

Tronchoy. (Médailles trouvées). 166.

V

Valois (M.). Sur le lieu de naissance du P. Longueval. 37.

Van Robais (M.). Note sur une médaille trouvée à Amiens. 350.
366.

Vervins. Théâtre ou cirque découvert. 354.

Vigneral (M. de). Sa mort. 254.

Villas mérovingiennes et carlovingiennes. 204. 318. 386.

Vincent (M.) de l'Institut. Sa mort. 131.

Vion (M.). De la commission d'impression. 11. 306.

— De la commission des recherches. 11. 132, 306.

— De la commission de cession du Musée. 11. 132. 306.

— De la section d'Archéologie. 15.

— Délégué à la réunion de la Sorbonne. 135.

— De la commission de l'exposition. 137.

— Demande la révision de l'article 3 du règlement. 356.

Voyage au Pôle-Nord. Demande d'une souscription. 13. 71.



Publications de la Société des Antiquaires de Picardie.

MÉMOIRES IN-8°.

Tome I ^{er} avec 9 planches lithographiées	12 fr.
— II	12
— III avec Atlas de 40 planches lithographiées grand in-8°. (Epuisé).	"
— IV. (Epuisé).	"
Supplément au tome IV, avec 9 planches de médailles. (Epuisé)	"
Tome V, avec 9 planches lithographiées. (Epuisé)	"
— VI, avec Atlas de 16 planches lithographiées grand in-8°. (Epuisé)	"
— VII, avec Atlas de 20 planches lithographiées grand in-8°. (Epuisé).	"
— VIII, avec 10 planches lithographiées (Epuisé).	"
— IX, avec 11 planches gravées.	12
— X, avec 12 planches lithographiées	12
— XI ou 1 ^{er} vol. de la 2 ^e série	12
— XII 2 ^e id.	12
— XIII 3 ^e id.	12
— XIV 4 ^e id. avec 14 planches lithographiées.	12
— XV 5 ^e id. avec 7 planches lithographiées.	12
— XVI 6 ^e id.	12
— XVII 7 ^e id.	12
— XVIII 8 ^e id. avec 11 planches lithographiées.	12
— XIX 9 ^e id. avec 13 planches lithog. et grav.	12
— XX 10 ^e id. avec 4 planches lithographiées.	12
— XXI ou 1 ^{er} vol. de la 3 ^e série.	12
— XXII 2 ^e id. avec 9 planches lithographiées	12

MÉMOIRES IN-4°.

Documents inédits concernant la province de Picardie.

Tomes I et II. — Coutumes locales du Bailliage d'Amiens, par M. A. BOUTHORS, 2 volumes		30
(Ouvrage couronné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, au concours de 1854).		
Tome III. — Introduction à l'histoire générale de la province de Picardie, par Dom GRENIER		15
Tome IV. — Recherches historiques et critiques sur les comtes de Beaumont-sur-Oise, du XI ^e au XIII ^e siècle, avec une carte du comté, par M. L. DOUT-D'ARCO		15
Tome V. — Histoire de la ville de Doullens, par M. l'abbé DELGOUZ. (Ouvrage couronné par la Société en 1863), 1 volume		15
Tome VI. — Cartulaire de l'Abbaye de N.-D. d'Ourscamp, publié par M. PIGNÉ-DELA COURT, 1 volume.		15

- TOMES VII. — Bénéfices de l'Eglise d'Amiens, ou Etat général des biens, revenus et charges du Clergé du diocèse d'Amiens, en 1730, par M. F.-I. DARSY, — Deux volumes 30**
(Le Tome II est sous presse.)

BULLETINS IN-8°.

Bulletins. Tome I^{er}.	Années 1841-42-43. (Epuisé)	»
— II.	Années 1844-45-46. (Epuisé)	»
— III.	Années 1847-48-49	8
— IV.	Années 1850-51-52 (Epuisé)	»
— V.	Années 1853-54-55 (Epuisé)	»
— VI.	Années 1856-57-58 (Epuisé)	»
— VII.	Années 1859-60-61	8
— VIII.	Années 1862-63-64	8
— IX.	Années 1865-66-67	8
— X.	Années 1868-69-70	8

PUBLICATIONS DIVERSES.

Annuaire administratif et historique de la Somme, pour les années 1852 et 1853, publié sous les auspices du Conseil général. . .	3
Catalogue de l'Exposition de 1861. 1 vol. in-8°. Grand papier . .	6
Id. id. Petit papier. . .	4

Ces ouvrages se trouvent à Paris chez M. J.-B. DUMOULIN, Libraire, 13, Quai des Augustins, et à Amiens, chez M. le SECRÉTAIRE-PERPETUEL DE LA SOCIÉTÉ, à la Bibliothèque.

AMBIANUM CHRISTIANUM

HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE

DU DIOCÈSE D'AMIENS,

Par **MM. J. GARNIER**, Conservateur de la Bibliothèque
d'Amiens et l'Abbé **J.-B.-M. ROZE**, Curé de Tilloy.

Nous avons souvent entendu exprimer par les Prêtres du diocèse d'Amiens et par un grand nombre de personnes qui s'intéressent à l'histoire de notre pays, le regret de ne pouvoir acquérir la partie de la *Gallia Christiana* qui concerne l'Eglise d'Amiens, et de ne pas en posséder une édition française.

La réputation méritée dont jouit le savant travail des Bénédictins justifie ce désir que nous avons voulu satisfaire.

Sous le titre d'*Ambianum Christianum*, nous nous proposons de publier une histoire ecclésiastique du diocèse d'Amiens qui comprendra la traduction française de la *Gallia Christiana* continuée jusqu'à nos jours.

Mais l'ouvrage que nous annonçons ne se renfermera pas dans le cadre qu'ont cru devoir adopter les Bénédictins, qui ne se sont guères occupés que des abbayes appartenant aux ordres de saint Augustin et de saint Benoît. Nous voulons l'élargir et le compléter par le tableau de tous les monastères qu'a possédés et que possède le diocèse ; car si peu importants qu'aient été quelques-uns, ils font partie de la famille chrétienne dont nous voulons présenter les annales.

Quel que soit le mérite de l'œuvre des Bénédictins, on ne saurait se dissimuler que les recherches historiques dont on s'est occupé si heureusement dans notre siècle, ont mis au jour une foule de documents qui permettent de combler les lacunes

laissées par nos devanciers, et d'éclairer certains faits qu'ils n'ont point assez exactement présentés. C'est surtout sur ces points que nous avons porté notre attention.

Loin de nous la prétention de donner une histoire complète du diocèse ; mais aux matériaux déjà recueillis, nous avons la confiance d'en ajouter un grand nombre d'autres qui ne seront pas de moindre valeur pour ceux qui, après nous, voudront entreprendre cet important travail.

Des notes historiques, géographiques, biographiques et bibliographiques ajouteront aussi beaucoup à l'intérêt de cette publication : l'indication des sources où nous avons puisé, des documents que nous avons consultés, sera précieuse pour ceux qui voudront connaître les faits avec plus de développements que cette histoire abrégée n'en comporte.

Nous concevons le diocèse non-seulement tel qu'il était au siècle dernier, mais aussi tel que l'a établi la Constitution nouvelle. Ainsi nous considérons comme nôtre la partie des diocèses d'Arras, de Boulogne, de Rouen et de Beauvais qui appartenait autrefois au diocèse d'Amiens et la partie du diocèse de Noyon qui a été comprise dans le département de la Somme, limite actuelle du diocèse d'Amiens.

Nous nous arrêtons à l'année 1856, époque de la nomination de Mgr Boudinet, suivant en cela l'avis du savant auteur du *Cameracum Christianum*, M. Le Glay, « que le narrateur du passé doit résister, quoiqu'il lui en coûte, au désir de raconter le présent. »

L'ouvrage sera publié en 2 volumes in-8°, au prix de 7 fr. le volume.

L'impression en commencera aussitôt que les cent premiers souscripteurs se seront fait inscrire.

On souscrit à Amiens : chez M. LENOEL-HEROUART, Imprimeur de l'Evêché, rue des Rabuissons, 30.

Et chez les Libraires du département.

AMBIANUM CHRISTIANUM

ou

HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE DU DIOCÈSE D'AMIENS,

Par **MM. J. GARNIER**, Conservateur de la Bibliothèque d'Amiens
et l'Abbé **J.-B.-M. ROZE**, Curé de Tilloy.

2 vol. in-8°.



Je soussigné déclare souscrire à exemplaire de l'ouvrage ci-dessus, publié au prix de 9 fr. le volume, que je paierai à M. LENOEL-HEROUART, Imprimeur de l'Evêché, rue des Rabuissons, 30, à Amiens, aussitôt que je recevrai avis de retirer l'ouvrage.

A le



27







